

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°365

AOUT 2015

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **KURDISTAN D'IRAK : CRISE POLITIQUE AUTOUR DU MANDAT PRÉSIDENTIEL**
- **TURQUIE : VERS DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES DANS UN CLIMAT DE TENSION**
- **SYRIE : DÉSACCORD TURCO-AMÉRICAIN SUR LA CRÉATION D'UNE ZONE-TAMPON**
- **CULTURE : EXÉCUTION DE L'ARCHÉOLOGUE KHALED ASAAD**

KURDISTAN D'IRAK : CRISE POLITIQUE AUTOUR DU MANDAT PRÉSIDENTIEL

A lors que le mandat présidentiel, déjà prolongé de 2 ans, devait expirer le 19 août, le 1er août, la Cour de Cassation du Kurdistan d'Irak, constatant qu'aucune solution ni compromis à la crise politique n'avaient pu être atteints par les parlementaires et les partis politiques, a déclaré qu'elle trancherait elle-même la question si cette dernière lui était soumise et que « sa conclusion serait décisive », selon le porte-parole de la Cour, Omed Muhsin.

Les débats n'ont en effet pas avancé d'un pouce, le Parti

démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani demandant à ce que le président soit reconduit dans ses fonctions deux années supplémentaires, en avançant que la situation de guerre et la crise des réfugiés ne permettraient pas la tenue d'élections dans le pays. Les partis opposants, surtout l'UPK et Gorran, refusent cette reconduction, qu'ils qualifient d'anticonstitutionnelle, mais peinent à trouver un candidat de poids pour succéder à Massoud Barzani. Aussi, ils tentent de modifier la loi électorale qui, actuellement, énonce que le président est élu au suffrage direct : quatre partis oppo-

sants au PDK souhaitent au contraire que le président soit dorénavant désigné par le Parlement.

Les réunions, rencontres et débats se sont succédés sans relâche tout l'été, mais sans grand résultat non plus et le 4 août, alors que le bruit courait qu'un accord avait pu être atteint, Imad Ahmed, un porte-parole de l'UPK, déclarait à Reuters qu'aucune des réunions entre les partis politiques n'avait abouti à approuver l'extension du mandat présidentiel, comme certaines agences de presse l'avaient annoncé, et que la posi-

tion de l'UPK, à cet égard, ne changeait pas : le parlement devait désigner le président et approuver le gouvernement.

Pour sa part, le parti Gorran a affirmé qu'à l'expiration du mandat présidentiel, le 19 août, le président du parlement du Kurdistan, Youssif Muhammad Sadiq (membre de ce parti), devait prendre la présidence en intérim à partir du 20 août, jusqu'à la tenue de nouvelles élections. Mais si cette disposition peut paraître légale, on voit mal ce politicien de carrière, qui n'a jamais été Peshmerga ni assumé une quelconque fonction militaire, diriger un pays en guerre et surtout ses armées, d'autant que les forces des Peshmergas sont issues à une écrasante majorité des partis du PDK et de l'UPK.

Le 10 août, Massoud Barzani a de nouveau appelé à la tenue d'élections qui trancheraient la question du nouveau président par la voix des urnes, si les négociations politiques n'aboutissaient à rien. Concernant la réforme constitutionnelle et la question d'un régime parlementaire ou présidentiel, le président kurde a insisté sur la nécessité d'un référendum, en accusant, dans une déclaration publiée sur le site Internet de la présidence, les partisans d'un changement de régime de ne chercher « que leurs propres intérêts ». Il assure par ailleurs que ses récentes tournées diplomatiques aux États-Unis et en Europe lui ont donné bon espoir en ce qui concerne la question de l'indépendance, mais que la crise politique actuelle peut compromettre le processus. Enfin, si le régime actuel de la Région du Kurdistan est parlementaire, le fait que le président soit élu au suffrage universel lui semble « préférable ».

Le 12 août, Barham Salih, ancien

Premier Ministre du Kurdistan et un des dirigeants de l'UPK, a pour sa part exprimé sur NRT TV, une chaîne kurde, des vues pessimistes sur la crise politique que traverse le Kurdistan, estimant qu'elle n'était que « le sommet de l'iceberg », si l'on prenait en compte la récession économique et le manque de budget auxquels la Région doit faire face et que l'actuel système de gouvernement n'était pas adapté à la situation : « Il faut donner autorité au Ministre des Peshmergas et au chef d'état-major pour refondre les forces Peshmergas et en faire une institution nationale. Les militaires de la Région sont actuellement partagés en deux forces distinctes, chacune sous le contrôle des deux partis principaux, l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan. » La même réforme doit s'appliquer aux Asayish (services de renseignement et de sécurité). Le ministre de l'Intérieur doit former une institution nationale à partir des différents bureaux, tout aussi affiliés politiquement aux deux grands partis.

De leur côté, les minorités religieuses s'inquiètent d'une instabilité politique qui met en danger la seule région où ils bénéficient d'un asile sûr leur garantissant la liberté de culte. Six de leurs députés ont ainsi diffusé une déclaration invitant tous les partis politiques à s'entendre avant le 19 août, sinon à laisser Massoud Barzani rester au pouvoir. Ils demandent aussi aux 5 partis politiques majeurs de ne pas laisser les petits partis en dehors des discussions.

Finalement, au fur et mesure que la date limite du 19 août approchait, et qu'il devenait clair qu'aucune solution ne serait trouvée, l'UPK et Gorran se sont dit respectivement prêts à des

élections anticipées. L'agence Shafaaq News a fait état, le 16 août, d'une source « proche de Gorran » indiquant que Nawshirwan Mustafa, son leader, se présenterait à la présidence. Selon cette même source, les trois autres partis opposés au PDK sur cette question, l'UPK et les deux partis islamistes n'envisageraient pas de présenter un candidat pour affronter Massoud Barzani. Il est vrai que l'UPK, fortement divisée en factions internes et personnalités rivales peinerait à s'accorder sur un candidat, et les partis religieux, qui servaient surtout aux votes protestataires contre les grands partis, vont peut-être pâtir d'une méfiance envers les mouvements islamistes, bien que leurs dirigeants se soient engagés contre Daesh.

Mais en attendant la tenue de ces élections, la question du pouvoir intérimaire se pose dans les mêmes termes : le président sortant doit-il continuer d'exercer ses fonctions jusque-là, ? C'est ce qu'a recommandé le 18 août le Conseil consultatif (Shura) du Kurdistan dont les avis rendus n'ont cependant pas force de lois, comme l'a rappelé Yousif Sadiq, le président du parlement qui revendique pour lui-même cet intérim. Selon ce Conseil, « si les partis politiques ne parviennent pas à un accord, Massoud Barzani devrait rester président deux années supplémentaires. »

Au contraire, le parti Gorran a déclaré le 19 août, que le mandat présidentiel prenait fin ce jour même et que le président du Parlement assumerait ce rôle pour 60 jours jusqu'aux élections. Youssef Sadiq a convoqué les députés à une réunion d'urgence, espérant peut-être que le parlement approuverait sa prise de fonction, mais le quorum de 56 députés n'a pu être atteint, 53 parlementaires étant présents.

Bien que le président du Parlement ait retardé la session d'une heure, espérant des venues de dernière minute, seuls 24 députés du parti Gorran, 18 de l'UPK, 6 du Groupe islamique et 5 de l'Union islamique du Kurdistan ont siégé à l'assemblée. Les députés du PDK et les représentants des chrétiens et des Turkmènes ont boycotté la session, ainsi que quelques petits partis et 5 membres de l'Union islamique.

Une des raisons pour lesquelles la réunion a échoué semble être l'obstination de Youssef Sadiq à ouvrir la session le mercredi 19, alors que de nombreux députés souhaitaient la repousser jusqu'au dimanche suivant. Le chef des communistes au Parlement a fustigé cette attitude, parlant de « politiques en crise d'adolescence ».

La même critique a été formulée par le chef de file de l'Union islamique au Parlement, alors que l'ajournement de la session était appuyée par les États-Unis, la

Grande-Bretagne et les Nations Unies, et il semble que Nawshirwan Mustafa, le leader de Gorran l'avait aussi accepté.

Plus important qu'une session parlementaire avortée, la réunion à Erbil de 16 partis politiques la veille, le 18 août, pour débattre de la prolongation de la présidence pour une durée de deux ans, avaient aussi pour participants Brett H. McGurk, le représentant des États-Unis en Irak et Frank Baker, l'ambassadeur de Grande-Bretagne. La teneur des « conseils » américains et britanniques aux Kurdes a été ensuite dévoilée au journal Rudaw par le Secrétaire général du Parti socialiste du Kurdistan, Muhammad Hadji Mahmoud : il a été suggéré de repousser les réformes politiques et constitutionnelles pour deux ans et de permettre à Massoud Barzani de rester président durant ce temps.

« Les représentants américain et britannique nous ont, durant la réunion, conseillés et avertis. Ils nous ont dit que ce n'était pas le

bon moment pour des réformes, alors que le Kurdistan affrontait l'État islamique et qu'il ne pouvait guère faire face à d'autres problèmes [...] les représentants des États-Unis et du Royaume Uni ont dit que si les Kurdes se laissaient distraire par des problèmes internes, ils n'auraient plus leur soutien dans la guerre contre l'État islamique. »

Le 30 août, une autre réunion cette fois entre les cinq principaux partis kurdes s'est déroulée à huis clos pour tenter de trouver une solution à l'impasse politique. Selon Fouad Hussein, le chef du cabinet présidentiel, il s'agissait de débattre de trois options possibles concernant le choix des modalités de la prochaine élection présidentielle : un référendum, un vote parlementaire soit aux deux-tiers soit à la majorité. » Fouad Hussain a indiqué qu'une autre réunion doit se tenir le 6 septembre pour résoudre cette question. Si aucun accord n'est atteint, la question sera tranchée par des élections anticipées.

TURQUIE :

VERS DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES DANS UN CLIMAT DE TENSION

A lors que le processus de paix semble gravement compromis au Kurdistan de Turquie, Selahattin Demirtas, le co-président du HDP, a appelé le gouvernement turc comme la branche armée du PKK à un cessez-le-feu immédiat, lors d'une conférence de presse donnée le 2 août au QG de son parti, à Ankara :

« Les armes du PKK doivent se taire immédiatement, leurs mains doivent rester loin des gâchettes. Le gouvernement doit aussi déclarer la fin de toutes les opérations lancées contre eux et doit entamer un dialogue avec une approche qui exclurait la mort. »

Répétant que son parti était opposé à tout usage des armes et de la violence, et condamnait les violences récentes comme « inacceptables », Selahattin Demirtas a affirmé que son groupe politique discutait de tous les moyens possibles pour empêcher la violence de se propager dans le pays.

Le 8 août, le leader du HDP réitérait son appel, dans les mêmes termes, dans la ville kurde de Van.

Le 11 août, l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), la branche politique du PKK, a appelé à son tour la reprise rapide des négociations avec

Abdullah Öcalan, mais en posant en conditions préalables la libération des prisonniers politiques détenus depuis le 21 mars 2013 et un cessez-le-feu plus rigoureux.

Cemil Bayik, l'actuel dirigeant par interim du PKK, interrogé sur les sondes de la BBC, a accusé la Turquie de continuer de faire le jeu de l'État islamique en attaquant les combattants kurdes. Selon lui, la seule issue au conflit kurde est pourtant la négociation.

Mais la position du gouvernement turc à ce sujet n'a pas bougé d'un pouce, exigeant que le PKK dépose toutes ses armes et se retire de Turquie avant

toute relance du processus de paix et poursuivant ses bombardements de représailles sur les bases situées au Kurdistan irakien jusqu'à ce que le PKK dépose les armes, comme l'a clairement exigé le Premier Ministre turc Ahmet Davutoğlu .

Le président Recep Tayyip Erdogan a de même souhaité la poursuite d'une campagne militaire contre le PKK jusqu'à ce qu'« il ne reste plus aucun terroriste à l'intérieur de nos frontières », nonobstant le fait que cela a été, sans succès, l'objectif militaire de la Turquie depuis 1984. « Je ne parle pas de déposer les armes, je parle de les 'enterrer' ; j'insiste sur ce point. »

Le président turc a aussi affirmé que les frappes turques avaient fait, à la date du 11 août, 390 morts dans les rangs du PKK (chiffre qui semble exagéré) alors que l'AFP donnait le chiffre de 29 membres des forces de sécurité turques tués dans les combats intérieurs.

Sur le plan politique, la Turquie doit faire face, depuis les élections de juin dernier, au défi de constituer un gouvernement de coalition, soit avec l'AKP et les partis nationalistes, soit avec le HDP, accusé de complicité avec le PKK.

Le 13 août, une réunion qualifiée de « la dernière chance » par la presse turque avait lieu entre Ahmet Davutoglu et le leader du Parti républicain du peuple (CHP), Kemal Kiliçdaroglu. Mais cette ultime rencontre n'a finalement rien donné, comme l'a annoncé le Premier Ministre à la presse, évoquant la « forte probabilité d'élections anticipées » sans donner de date précise, hormis le souhait de les voir se dérouler « si tôt que possible », même si octobre ou novembre sont parfois avancés par des ana-

lystes. Ces derniers estiment par ailleurs qu'Erdogan voit dans ces élections un moyen de reconquérir les sièges perdus à l'assemblée nationale turque et sa majorité absolue, ce qui lui permettrait de faire passer enfin sa réforme vers un régime présidentiel.

Ahmet Dabutoğlu reconnaît lui-même que de nouvelles élections tournerait à l'avantage de sa formation politique : « Le parti qui bénéficierait le plus d'élections anticipées est l'AKP, nous pouvons former un gouvernement avec un seul parti si nous obtenons 18 sièges de plus. »

De son côté, Kemal Kilicdaroglu a fustigé l'attitude de l'AKP, l'accusant de n'avoir aucun intérêt à former un gouvernement de coalition pour une durée de 4 ans. Son parti ne participera donc pas au gouvernement de coalition.

Restait le HDP. Selahattin Demirtas a déclaré envisager de prendre part à un gouvernement provisoire, jusqu'aux prochaines élections, tout en doutant, comme le CHP, de la volonté réelle de l'AKP de former une coalition: « Nous n'aurons aucune hésitation à exercer nos droits constitutionnels et à participer au gouvernement », a-t-il déclaré le 25 août à la presse. « Mais nous ne devons pas nous étonner s'ils violent la constitution et tentent de former un gouvernement sans le HDP. Une telle tentative devrait être rejetée par la Cour constitutionnelle [...] Six millions de personnes ont voté pour nous et nous avons le droit à trois ministères. Quels ministères, cela n'importe pas vraiment, c'est avant tout un cabinet temporaire, et cela ne nous donne aucune chance de réussir une quelconque action. Mais il est important que nous soyons représentés dans le cabinet, c'est tout. »

De fait, la constitution turque pré-

voit qu'un tel gouvernement intérimaire soit formé entre des élus de plusieurs partis, proportionnellement à leurs résultats électoraux. Ainsi, l'AKP a droit à 11 ministres, le CHP à 5 ministres et le MHP et le HDP 3 chacun.

Des ministres issus d'un parti pro-kurdes au sein du gouvernement turc seraient déjà une première historique, même si de courte durée, mais le fait que le HDP soit au pouvoir alors qu'au même moment des opérations militaires ont lieu contre le PKK et qu'une vague d'émeutes et de répression menace de gagner toutes les régions rend la situation encore plus surréaliste, d'autant que l'AKP (et les autres partis turcs) ne se privent pas d'accuser le HDP de complicité ouverte avec le PKK.

Finalement, le 26 août, Ahmet Davutoğlu a invité trois députés du HDP à prendre part au gouvernement intérimaire qui prendra fin le 1er novembre, date fixée pour des élections anticipées. Deux d'entre eux ont accepté.

Sur les 11 membres élus de l'AKP appelés par Davutoğlu, tous ont accepté. Les 5 députés du CHP, dont Deniz Baykal, son ancien leader, ont tous décliné, de même deux des trois députés MHP. Le troisième, Tughrul Turkes, a accepté et a été suspendu par son parti dès le 27 août.

Les députés HDP appelés à se joindre à la coalition sont Levent Tuzel, secrétaire général du Parti travailliste (EMEP), parti qui a rallié le BDP kurde pour former la plate-forme du HDP ; Muslum Dogan, un des membres fondateurs du HDP et Ali Haydar Konca. Seul Levent Tuzel a refusé.

En dehors des membres du HDP et de l'AKP, Ahmet Davutoglu a fait appel à de nombreux élus indépendants pour constituer son cabinet.

Approuvé le 28 août par Recep Tayyip Erdogan, le cabinet intérimaire est composé comme suit :

Premier Ministre : Ahmet Davutoğlu (AKP); il lui est adjoint quatre Vice-Premier Ministre :

– Tuğrul Türkeş, responsable du monde turc (suspendu par le MHP, en butte à une procédure d'exclusion).

– Cevdet Yılmaz, Chargé de l'économie, des affaires bancaires et des finances publiques (AKP).

– Yalçın Akdoğan, porte-parole du gouvernement, chargé des institutions et de la Radio-Télévision de Turquie (AKP).

– Numan Kurtulmuş, Chargé de la lutte contre le terrorisme, des droits de l'Homme et des affaires nord-chypriotes (AKP)

Ministre des Affaires étrangères : Feridun Sinirlioğlu (indépendant)

Ministre de l'Intérieur Selami

Altınok (indépendant)

Ministre des Finances : Mehmet Şimşek (AKP)

Ministre de la Justice : Kenan Ipek (indépendant)

Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles : Ali Rıza Alaboyun (indépendant)

Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Élevage, Kudbettin Arzu (indépendant)

Ministre de la Culture et du Tourisme : Yalçın Topçu (indépendant)

Ministre de la Santé : Mehmet Müezzinoğlu (AKP)

Ministre de l'Éducation nationale : Nabi Avcı (AKP)

Ministre de la Défense nationale : Vecdi Gönül (indépendant)

Ministre de la Science, de l'Industrie et de la Technologie : Fikri Işık (AKP)

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale : Ahmet Erdem

(indépendant)

Ministre des Transports, de la Mer et des Communications : Feridun Bilgin (indépendant)

Ministre de l'Environnement et du Développement urbain : İdris Güllüce (AKP)

Ministre de la Famille et de la Politique sociale : Ayşen Gürcan (indépendant)

Ministre des Affaires de l'Union européenne : Ali Haydar Konca (HDP)

Ministre de l'Économie : Nihat Zeybekçi (AKP)

Ministre de la Jeunesse et des Sports : Akif Çağatay Kılıç (AKP)

Ministre du Développement : Müslüm Doğan (HDP)

Ministre des Douanes et du Commerce : Cenap Aşçı (indépendant)

Ministre des Forêts et des Eaux : Veysel Eroğlu (AKP)

SYRIE :

DÉSACCORD TURCO-AMÉRICAIN SUR LA CRÉATION D'UNE ZONE-TAMPON

Le 3 août, un communiqué officiel des forces kurdes YPG faisait état de la libération complète de la ville de Hassaké après que l'État islamique en ait été chassé. Selon les commandants kurdes, 386 membres de Daesh auraient été tués, dans une contre-attaque en trois phases : d'abord la reprise du terrain perdu face à Daesh, puis la fermeture des routes servant à convoier les renforts de l'EI vers Hassaké, et enfin le nettoyage de la ville des djihadistes pris au piège.

Jusqu'ici tenu conjointement par les forces du régime et les YPG, le retrait de l'armée syrienne de la ville de Hassaké la laisse quasiment sous le contrôle du PYD.

Mais alors que les forces kurdes, alliées à l'Armée syrienne de libération, repoussent peu à peu, depuis l'été, l'État islamique loin

de la frontière turque, la récente reprise du conflit entre la Turquie et le PKK relance les rumeurs ou la possibilité d'une incursion militaire turque et de l'instauration d'une zone-tampon sur sa frontière sud.

L'autre aspect du conflit kurdo-turc en Turquie est en effet le débordement possible sur les frontières syriennes. Alors que les forces américaines prenaient position sur la base d'Incirlik, récemment ouverte à la Coalition par la Turquie, Ahmet Davutoğlu s'est dit prêt à lancer des frappes aériennes sur l'État islamique en Syrie, mais a aussi réémis l'idée d'une zone-tampon de sûreté sur sa frontière avec la Syrie, qui permettrait d'y abriter les 1,8 millions de réfugiés actuellement sur son sol. Par contre, il s'est montré réticent à envoyer des troupes turques se battre directement contre Daesh, arguant que les forces de

l'Armée syrienne de libération pouvaient suffire.

Mais Washington, comme en 2013, quand l'instauration d'une zone-tampon avait déjà été envisagée par Ankara, s'est dit opposé à une telle mesure, comme l'a fait savoir le porte-parole du Département d'État, Mark Toner : « Nous ne parlons pas de cela maintenant. Ce dont nous parlons est un effort soutenu pour chasser l'EI de la région. »

Mark Toner réagissait aux propos de Feridun Sinirlioğlu, Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères turc. Feridun Sinirlioğlu a en effet affirmé que son pays et les États-Unis étaient parvenus à un accord pour l'instauration d'une zone-tampon le long de la frontière turco-syrienne, le tout supervisé par la Coalition. Il a même affirmé que toute incursion du PKK, comme de Daesh, dans cette zone,

déclencherait les frappes de la Coalition et de la Turquie.

Mark Toner a tenu à préciser que l'accord avec la Turquie ne stipulait nullement que les PYD seraient attaqués sur le sol syrien. Dans une autre conférence de presse, donnée le 3 août à Washington, John Kirby, le porte-parole du ministère de la Défense américain a insisté sur le fait que son pays ne souhaitait en aucun cas porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie ni apporter de modification à ses frontières : « Nous n'avons pas changé de mission : il s'agit d'amoindrir et de détruire l'EI. » Interrogé sur les récents bombardements de la Turquie, visant essentiellement les bases du PKK au Kurdistan d'Irak.

John Kirby a répondu qu'Ankara restait aussi attaché à frapper Daesh :

« Tout le monde reste focalisé sur la menace de l'EI en Syrie et la Turquie nous a dit elle-même que cette lutte serait la cible majeure de ses efforts. Nous continuons d'avoir des entretiens avec eux sur la meilleure façon de renforcer la sécurité et d'atteindre un objectif commun. » Le porte-parole de la Défense a ajouté qu'il n'y avait « pas de raison de douter qu'ils feraient exactement ce qu'ils ont dit qu'ils feraient. »

Dix jours plus tard, le 13 août, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevut Çavusoğlu a indiqué que si la Turquie n'envisa-

geait pas, pour le moment, d'envoyer des forces sur le sol syrien, cette option restait sur la table. »

« Au moment où nous parlons, aucune opération au sol n'est envisagée, mais dans le futur, tout ce qui est nécessaire pour combattre l'État islamique – y compris des opérations au sol – devra être fait. C'est mon avis personnel. » a déclaré le ministre sur Haber TV. Çavusoğlu a par ailleurs confirmé les propos de John Kirby, assurant que leur objectif était de combattre Daesh et non le PYD : « Nous n'avons lancé aucune opération contre le PYD et il n'y en aura aucune dans le futur, mais cela ne signifie pas que nous sommes satisfaits du comportement du PYD. »

CULTURE : EXÉCUTION DE L'ARCHÉOLOGUE KHALED ASAAD

L Le 18 août, l'État islamique exécutait par décapitation Khaled Asaad, l'ancien directeur des Antiquités de Palmyre. D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme, s'exprimant sur Radio-Canada, « des dizaines de personnes ont assisté à l'exécution. » Il aurait été arrêté trois semaines auparavant, et interrogé pour révéler la cachette de trésors archéologiques qu'il aurait caché pour les protéger du pillage. Selon Maamoun Abdoukarim, le directeur des Antiquités et des musées de Syrie, il aurait été torturé, en compagnie de son fils Walid Assaad, dont le sort est inconnu.

Parmi les cinq chefs d'accusation lus en public, figurait celui d'avoir été le « directeur d'idoles », de s'être rendu en Iran, et d'avoir assisté à des « conférences infidèles » c'est-à-dire des colloques internationaux où il représentait la Syrie.

Khaled Asaad était né à Palmyre en 1932. Il travaillait depuis plus de 50 ans à Palmyre. Nommé directeur des musées et antiquités de la ville en 1963, il avait pris sa retraite en 2003, mais continuait d'être actif sur le site et a toujours refusé de le quitter, même quand la guerre a éclaté. Il est l'auteur de plusieurs publications dans des revues internationales d'archéologie, et a participé à des missions internationales de fouilles dans le site, avec des équipes américaines, françaises, allemandes et suisses. Il est lui-même à l'origine de plusieurs découvertes sur le site, dont des cimetières antiques et un d'époque byzantine. En 2001, il trouve 700 pièces en argent aux effigies des rois sassanides Khosrow I et Khosrow II (VIIe siècle).

En 2003, avec une équipe syrienne et polonaise, il met à jour une mosaïque du IIIe siècle, qui est, de son propre avis, « l'une des

découvertes les plus précieuses de Palmyre ».

L'Associated Press a révélé que Khaled Asaad a joué un rôle central dans le sauvetage de « centaines de pièces et de statues du musée de Palmyre » évacuées ou cachées avant l'arrivée de Daesh. L'archéologue français Jean-Baptiste Yon, interviewé par Sciences et Avenir, a confirmé l'évacuation de la plupart des trésors du site :

« Depuis les années 1930, beaucoup de découvertes archéologiques ont eu lieu à Palmyre. Aussi un important musée avait-il été érigé sur place. D'autre part, ces dernières années, plusieurs tombes comportant de très nombreuses sculptures avaient été mises au jour autour de la cité antique. Avec en particulier l'exhumation de magnifiques bustes funéraires. Outre les objets exposés dans le musée et ceux conservés dans les réserves, ce sont toutes ces œuvres qui ont été

mises à l'abri. Des milliers d'objets et de sculptures de toutes tailles qu'il a fallu absolument sauver. Et cette évacuation s'est faite jusqu'aux dernières heures qui ont précédé la chute de la ville et l'arrivée de Daesh le 20 mai 2015. »

Khaled Asaad était également un spécialiste de l'araméen, qu'il parlait couramment et dont il traduisait des textes.

Son assassinat a choqué et remué la communauté internationale des archéologues et des spécialistes de l'histoire syrienne. Irina Bokova, directrice générale de

l'UNESCO a déclaré qu'ils: « l'ont tué parce qu'il ne voulait pas trahir son engagement profond envers Palmyre. Son travail va vivre au-delà de la portée de ces extrémistes. Ils ont assassiné un grand homme, mais ils ne réduiront jamais l'Histoire au silence. »

Le 23 août, on annonçait la destruction du temple voué au dieu Baalshamin, une divinité phénicienne, construit au IIe siècle av. J.-C., agrandi par l'empereur romain Hadrien vers 130, et qui était devenu une église au Ve siècle. Sa destruction à l'explosif pourrait avoir eu lieu un mois

auparavant, peu de temps après la prise de la ville par l'État islamique.

Et le 30 août, c'est le grand temple de Baal, datant du Ier siècle qui a été détruit à son tour, destruction attestée par des images satellitaires. Mélange d'architecture orientale et grecoromaine, c'était le monument le plus célèbre de Palmyre, « considéré comme l'un des plus importants monuments religieux du Ier siècle en Orient par sa conception unique » d'après l'UNESCO, qui avait placé le site sur sa liste du Patrimoine mondial en 1980.

Des milliers de Kurdes manifestent, jeudi 30 juillet, après la mort de Hassan Nesre, 17 ans, tué dans des affrontements avec la police, à Cizre, en Turquie. ÉMILIE URBANO/MYOP POUR « LE MONDE »



« NOUS NE CROYONS PLUS EN LA RÉPUBLIQUE TURQUE, LA SEULE CHOSE QUI AIT UNE IMPORTANCE POUR NOUS, C'EST LE PKK ET SON CHEF ABDULLAH OCALAN »

MESUT NART
responsable local de la frange légale du PKK

Les Kurdes de Cizre crient vengeance contre Ankara

Dans les bastions du PKK, les raids aériens de l'armée turque et la répression de la police attisent la colère de la jeunesse et réveillent les fantômes de la guerre civile

REPORTAGE

CIZRE (TURQUIE) - envoyé spécial

Sur l'avenue qui mène au cimetière de Cizre, jeudi 30 juillet, une foule dense allonge le pas, accélère, trébuché et reprend sa course. Des milliers de mains frappent au rythme d'un slogan qui semble se gonfler à chaque répétition d'une colère plus sombre : « *Les martyrs ne sont pas morts !* » Des mères de famille, évoluant en groupe sous leurs voiles blancs, avancent aux côtés de pères en nage dans la chaleur étouffante du soir et les relents de gaz lacrymogène, tandis que leurs fils lancent vers le ciel des feux d'artifice qui claquent comme des balles.

Une ambulance des pompes funèbres municipales, roulant au pas, se fraie un chemin, sirènes hurlantes. A l'intérieur se trouve le cadavre d'un adolescent de 17 ans, Hassan Nesre, tué par balles la nuit précédente dans les affrontements qui opposent depuis plusieurs jours les jeunes militants de Cizre à la police. Les portes arrière du véhicule

s'ouvrent bientôt, dévoilant la photographie du visage juvénile et impassible du jeune homme, épinglée à la tête d'un cercueil tendu du drapeau du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, cible des raids aériens de l'armée turque depuis le 24 juillet.

Bientôt, une rafale de fusil automatique interrompt les slogans. Les regards se tournent vers le toit d'un bâtiment où un homme encagoulé est armé d'une kalachnikov. L'homme salue le cortège, tire en l'air une deuxième salve, puis une autre avant de disparaître sous les acclamations de la foule qui ne scande maintenant plus qu'un seul mot, « *Vengeance !* », avant de reprendre : « *Daech* [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] assassin, AKP [Parti de la justice et du développement, au pouvoir] complice ! »

Comme le tireur, Hassan appartenait aux

YDG-H, une milice urbaine affiliée au PKK qui recrute parmi les adolescents des quartiers les plus pauvres du sud-est kurde de la Turquie. Le récit qui s'est répandu en ville veut qu'atteint par plusieurs balles tirées depuis un véhicule des forces de sécurité turques, le jeune homme ait été abattu, pieds et poings liés, par un policier. Un scénario d'exécution sommaire qui fait écho au climat des années 1990, la décennie noire du conflit kurde, que beaucoup, à Cizre comme ailleurs en Turquie, croient revivre depuis une semaine.

CLIMAT DE VIOLENCE

Depuis la reprise par la Turquie des frappes

aériennes contre le PKK et la vague d'arrestations lancée à l'encontre des sympathisants du mouvement s'installe à Cizre et dans toutes les régions à majorité kurde un climat de violence qui, de jour en jour, laisse craindre le retour imminent à l'état de guerre intérieure qu'un processus de paix précaire lancé en 2013 entre le PKK et l'Etat turc avait mis entre parenthèses. Toutes les nuits, des groupes de jeunes militants affrontent les forces de police dans des combats de rue où les armes de guerre font parfois leur apparition aux côtés des pierres et des cocktails Molotov. Quatre nuits avant Hassan, Abdullah Ozdal, 21 ans, tué le 25 juillet, fut la première victime de cette nouvelle vague de violence.

Cizre, ville de 113 000 habitants proche du triangle frontalier qui sépare les régions kurdes de Turquie, d'Irak et de Syrie, dans le département de Sirnak, est frappée de plein fouet par cette nouvelle crise. Seul le cours du Tigre la sépare des zones autonomes contrôlées par le PKK et ses alliés en territoire syrien, où les milices qui leur sont affiliées livrent bataille aux djihadistes de l'Etat islamique (EI). Sa proximité avec les monts Djoudi et Gabar, refuges historiques de la guérilla kurde actuellement bombardés par l'aviation turque et où les combattants du PKK ont repris leurs opérations, l'expose aux répercussions les plus périlleuses.

Largement acquise au mouvement kurde dont les émanations légales contrôlent la municipalité et dominent la vie publique, Cizre se prépare à l'éventualité d'une confrontation à grande échelle avec l'Etat turc, dont les patrouilles de véhicules de police blindés et les camions antiémeutes à eau sont devenus les manifestations les plus visibles dans la ville. « *Depuis les dernières opérations, Cizre n'a plus aucune confiance en l'Etat. Nous ne croyons plus en la République turque, la seule chose qui ait une importance pour nous, c'est le PKK et son chef Abdullah Ocalan* [détenu depuis 1999 sur l'île prison d'Imrali] », déclare Mesut Nart, l'un des principaux responsables locaux de la frange légale du mouvement. Ce constat est partagé par Ali Akdeniz, responsable pour Cizre du Parti démocratique des peuples (HDP), qui représente le mouvement kurde au Parlement d'Ankara : « *Nous courons un risque grave de guerre civile dans les rues de notre ville et à l'échelle de toute la Turquie. Si elle se déclare, ce sera une guerre longue et meurtrière que personne ne pourra arrêter.* »

Malgré le nombre d'attaques lancées au cours des derniers jours contre les forces de sécurité, le commandement militaire du PKK n'a pas appelé à une reprise massive des hostilités contre l'Etat turc. « *Les sympathisants du mouvement attendent un ordre pour entrer en action, mais le contact avec Abdullah Ocalan, qui est aussi le seul à pouvoir appeler au calme, a été coupé depuis plusieurs mois, aucune décision majeure ne peut être prise sans lui* », précise un responsable du HDP du département de Sirnak.

Selon lui, cependant, l'état de violence qui s'installe progressivement dans les régions kurdes pourrait s'intensifier : « *Si rien ne change dans la position du gouvernement, on*

peut craindre des attaques plus sérieuses de la part des jeunes militants des villes contre la police avant que les combattants de la guérilla ne descendent dans les quartiers pour leur prêter main-forte. Les villes proches de la frontière syrienne comme Cizre sont particulièrement concernées. »

Dans cette atmosphère d'attente, où la crainte d'une guerre dont personne ne veut, après deux années de calme relatif, se mêle à la colère contre le gouvernement turc, Cizre glisse de manière encore réversible vers une situation insurrectionnelle. Notamment dans les quartiers populaires, où le mouvement kurde est le mieux implanté, et dont les habitants sont originaires de villages de montagne détruits par l'armée turque au plus fort de l'insurrection kurde des années 1990.

« LES UNS CONTRE LES AUTRES »

C'est le cas du quartier de Nur, où les affrontements avec la police sont réguliers. « Si ça continue, Cizre va devenir comme Kobané, et nous nous y préparons », clame un jeune membre des YDG-H chargé de superviser l'ouverture à la pioche et au marteau-piqueur d'une tranchée dans la chaussée visant à interdire l'accès d'une rue aux véhicules de police. C'est à cet endroit qu'un militant a eu la mâchoire traversée de part en part par une balle cette semaine lors d'affrontements avec les forces de sécurité.

« Les jeunes n'ont pas d'autre choix que d'affronter la police, mais comment pouvons-nous dormir quand nous savons que nos enfants sont dehors à se battre », déplore Sultan, une mère de famille d'une cinquantaine d'années en montrant les impacts des balles qui ont traversé son atelier de couture au cours des accrochages des nuits précédentes. « Nous avons cru à la paix et nous pouvons vivre avec les Turcs, mais ce gouvernement nous monte les uns contre les autres », poursuit-elle.

Sous un drapeau du PKK et le portrait tendu en travers de la rue d'un ancien YDG-H parti s'engager en Syrie contre l'EI et mort au combat, les enfants du quartier participent aux travaux de fortifications sommaires en portant des outils ou en traînant des sacs de terre. Certains alignent des cocktails Molotov préparés dans des bouteilles de bière au coin de murs recouverts de graffitis à la gloire du PKK et des combattants kurdes syriens. « La police de l'AKP et Daech, pour nous, c'est la même chose, les ennemis des Kurdes ! Le monde entier sait que l'Etat turc soutient Daech en Syrie », lance un des jeunes garçons, qui apporte son aide à la construction de la barricade.

Il dit avoir vu nombre de ses amis du quartier partir rejoindre les combattants kurdes syriens, influencés par la propagande diffusée sur les réseaux sociaux et les télévisions satellitaires illégales du PKK, que chaque famille du quartier reçoit. Ceux qui y ont perdu la vie sont enterrés comme Hassan Nesre au carré des « martyrs » du cimetière de la ville. ■

ALLAN KAVAL

Le Monde

SAMEDI 1^{ER} AOÛT 2015

LES ETATS-UNIS ONT-ILS LÂCHÉ LES KURDES ?

ÉDITORIAL III

Les Etats-Unis ont-ils trahi les Kurdes ? A peine plus d'une semaine après l'annonce d'un ralliement de la Turquie à la lutte contre l'Etat islamique (EI) en Syrie, Ankara semble plus soucieux de combattre ses autonomistes kurdes que les djihadistes. La question est de savoir si les Etats-Unis, et leurs alliés au sein de l'OTAN, ont donné le feu vert à la Turquie pour reprendre la guerre contre les militants kurdes en contrepartie de sa participation, même limitée, aux opérations anti-EI ?

Autre manière de poser la question : l'administration Obama est-elle complice de Recep Tayyip Erdogan, ou s'est-elle fait rouler dans la farine par le président turc ?

Washington insistait depuis un an pour obtenir la participation de la Turquie à la campagne de bombardements en cours contre l'EI. Les Américains souhaitaient notamment utiliser des bases aériennes turques proches de la frontière syrienne pour leurs drones, leurs hélicoptères et leurs chasseurs bombardiers – qui, jusqu'alors, opéraient à partir du Golfe. C'est fait : dès la fin de l'été, les appareils américains pourront décoller de Turquie, laquelle a aussi décidé de participer aux bombardements contre l'EI – ce à quoi elle s'était jusqu'à présent refusée.

En échange, les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN fermeraient les yeux sur la reprise de la guerre entre Ankara et le PKK, le parti des rebelles kurdes de Turquie. Si

un tel « marché » a implicitement été conclu, il risque de se révéler plus que contre-productif. Le parti (PYD) et les milices (YPG) des Kurdes de Syrie sont des filiales du PKK. Au sol, en Syrie, ils sont les meilleurs alliés des Etats-Unis contre les djihadistes. Ce sont les YPG, et notamment les femmes, qui ont résisté à la soldatesque islamiste dans la ville syrienne de Kobané.

Risque de rouvrir la guerre civile

Ces derniers jours, l'armée turque a essentiellement bombardé les bases du PKK (dans le nord de l'Irak) et, intentionnellement ou par inadvertance, un village kurde de Syrie. Autrement dit, elle vise certains des combattants les plus sérieux contre l'EI. M. Erdogan a dit que le PKK serait la principale cible des forces turques. Il a clairement laissé entendre qu'il abandonnerait les pourparlers ouverts avec le PKK en 2012, de même que la trêve obser-

vée depuis 2013. Il prend le risque de rouvrir la terrible guerre civile qui, trente ans durant, ravagea la Turquie. Il s'en prend au parti prokurde HDP (centre gauche) dont le succès – 80 députés – aux législatives du 7 juin a privé la formation présidentielle, l'AKP (islamo-conservateur), de sa majorité au Parlement.

Il y a une logique dans la politique de M. Erdogan. Ankara considère que le PKK, qui pratique le terrorisme, est son adversaire principal, pas l'EI – qui, pourtant, cultive une politique de la terreur autrement plus étendue. Le président peut aussi vouloir séduire une partie de la droite nationaliste, la plus opposée à la négociation avec le PKK, afin de former un gouvernement de coalition. A moins qu'il ne souhaite aller aux élections sur un discours ultranationaliste de refus de la moindre concession aux Kurdes.

Quelles que soient les motivations du président Erdogan, l'accord turco-américain de la semaine dernière, entériné par l'OTAN, paraît des plus ambigus. Il serait utile que les Etats-Unis clarifient leur position, sauf à courir le risque d'être accusés d'avoir « vendu » les Kurdes – de manière aussi cynique qu'inconséquente. ■

AFP

Irak: au moins six morts dans des raids turcs contre des bases du PKK

Erbil (Irak), 1 août 2015 (AFP)

DE NOUVEAUX RAIDS de l'aviation turque contre des bases des rebelles du PKK dans le nord de l'Irak ont fait au moins six morts samedi, ont annoncé des responsables locaux alors que l'offensive d'Ankara contre ces rebelles turcs est entrée dans sa deuxième semaine.

Vers 04h00 locales (01h00 GMT) des avions de combat turcs ont lancé des frappes contre le village de Zarkel, dans la région de Rawandouz, à l'est d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien.

Un responsable local, Nehro Abdallah, a indiqué que deux femmes avaient été tuées dans ces raids qui ont complètement détruit plusieurs bâtiments.

Il n'a pas précisé si les autres victimes étaient membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) considéré par la Turquie comme un groupe "terroriste".

"Nous avons reçu six corps et huit blessés après les raids turcs", a déclaré pour sa part Maqsoûd Ismaïl Omar, médecin et responsable des services de santé

dans la localité de Soran.

Depuis le 24 juillet, des F-16 turcs visent des cibles du PKK en Irak et du groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie, dans le cadre de la "guerre contre le terrorisme" engagée par le président Recep Tayyip Erdogan après l'attentat du 20 juillet à Suroç qui a fait 32 morts.

L'ensemble de la branche militaire du PKK se trouve dans des camps situés dans le Kurdistan irakien. La région de Qandil et la ville de Dohuk, qui abrite un camp de l'organisation, ont été les principales cibles des avions bombardiers de la Turquie.

Samedi, l'agence gouvernementale turque Anatolie a rapporté qu'environ 260 combattants de la guérilla kurde du (PKK) avaient été tués et des centaines d'autres blessés en une semaine de raids de l'aviation turque contre des bases rebelles.

Les autorités du Kurdistan d'Irak ont condamné les raids turcs sur leur territoire. ■

LE FIGARO

3 août 2015

Turquie : Erdogan à la manœuvre contre les Kurdes

Les frappes aériennes ordonnées par le président turc n'ont pas épargné les militants kurdes qui répliquent avec des assassinats ciblés ou des attentats suicides dans l'est du pays.

Par Samuel Forey

3 août 2015 - www.lefigaro.fr

La Turquie est bien entrée en guerre, le 24 juillet dernier ; mais, plutôt que de frapper l'Etat islamique (EI), elle mène une offensive généralisée contre la mouvance kurde, aussi bien à l'intérieur de ses frontières qu'en dehors. Le premier ministre, Ahmet Davutoğlu, a lui-même donné l'ordre des priorités, quand l'armée turque est entrée en campagne: «Nous ne pouvons tolérer que des militants kurdes, d'extrême gauche ou de l'Etat islamique, visent notre pays.» Si les cibles sont nommées par ordre d'importance, les djihadistes viennent alors en dernier.

e gendarmerie turque, qui a fait deux morts et des dizaines de blessés.

La police turque multiplie les arrestations dans les milieux pro-kurdes et d'extrême gauche. La tension est grande. Grimperait-elle jusqu'au niveau des années 1990, les années noires d'une guerre civile larvée entre l'armée turque et le PKK, qui a fait quelque 40.000 morts et 2 millions de déplacés depuis 1984? Ufuk Ulutas, directeur d'un think-tank proche du gouvernement turc, tient à relativiser: «L'armée montre qu'elle a les capacités de s'en prendre au PKK. La guérilla kurde essayait de tirer un bénéfice politique du chaos en Irak et en Syrie. C'est un rappel à la réalité pour elle.»

Accusation de terrorisme

Mais les gains politiques semblent avant tout destinés à l'AKP (Parti de la justice et du



Les frappes aériennes ordonnées par Recep Tayyip Erdogan ont fait 260 morts parmi des militants kurdes. Crédits photo : BAY ISMOYO/AFP

développement, la formation au pouvoir depuis 2002). Depuis les élections législatives du 7 juin dernier, le parti présidentiel, s'il reste majoritaire, est maintenant contraint de former une coalition. Or, plutôt que de s'employer à faciliter les tractations, il semble que le chef de l'Etat turc, peu satisfait du résultat du scrutin, cherche à en provoquer un nouveau.

Erdogan mène une véritable offensive contre la formation de gauche pro-kurde HDP (Parti démocratique des peuples), principale responsable du recul de l'AKP dans les urnes. Le HDP avait marqué la campagne par deux grandes premières: pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, un parti issu de la mouvance kurde faisait son entrée au Parlement en franchissant le seuil électoral de 10 % des voix - l'un des seuils électoraux permettant l'accès au Parlement les plus élevés au monde. Et faisait par là même trébucher le tout-puissant AKP, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir du parti

islamo-conservateur, en 2002.

Peu enclin à partager le pouvoir, toujours déterminé à changer la Constitution pour présidentialiser le régime, Erdogan a publiquement écarté, la semaine dernière, le scénario d'une coalition: «Pendant vingt ans, la durée de vie moyenne d'un gouvernement de coalition a été de trois à quatre mois, maximum seize mois. On se bercerait d'illusions si on estimait que les gouvernements de coalition sont profitables à la Turquie.» Si aucune solution n'est trouvée, de nouvelles élections doivent être convoquées - sans le HDP, de préférence pour l'AKP. La Cour suprême turque a lancé une procédure contre le parti pro-kurde pour terrorisme. Son leader charismatique, Selahattin Demirtas, est visé, depuis la semaine dernière, par une enquête judiciaire.

Offensive généralisée

Selon un cadre du HDP, Nazmi Gür, «huit partis pro-kurdes ont été interdits par les autorités auparavant. On a déjà vu ça. Mais aujourd'hui, les choses ont changé. Nous avons 80 députés au Parlement, nous portons une responsabilité devant le peuple turc, qui nous a demandé de faire la paix. Mais le président Erdogan est prêt à tout pour nous refaire passer sous le seuil des 10 %. Il joue un jeu dangereux.» Sans le HDP, l'AKP aurait de fortes chances de reprendre le terrain perdu et de régner, à nouveau, sans partage.

Dans cette offensive généralisée contre la mouvance kurde, il reste une inconnue: le sort de la branche syrienne du PKK, le PYD (Parti de l'union démocratique). Maître d'un territoire de facto autonome depuis 2002, le PYD et son organisation armée, les YPG (Unités de protection du peuple), se sont révélés les meilleurs alliés de la coalition anti-EI sur le territoire syrien. Avec l'aide des frappes aériennes, ils résistent aux djihadistes, comme à Kobané, voire leur prennent du terrain, comme à Tal Abyad, en juin dernier. Fortement aidés par les combattants du PKK, les Kurdes de Syrie risquent de se retrouver bien seuls face à l'EI, si l'armée turque poursuit son offensive. ■

NOUVEAUX RAIDS CONTRE LE PKK

La Turquie au bord de la guerre civile

Le 03 août 2015 AFP
www.parismatch.com

Au lendemain de l'attentat suicide contre une gendarmerie de l'est du pays, revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a fait au moins deux morts et 31 blessés, l'armée turque a mené de nouveaux bombardements contre des bases rebelles.

Deux semaines après l'attentat de Suruç qui a bouleversé la donne en Turquie, rien ne semble pouvoir arrêter le cycle de représailles meurtrières entre la guérilla kurde du PKK et l'armée turque, plaçant les partisans du dialogue dans une situation de plus en plus intenable. Un point de non-retour a sans doute été franchi avec l'attaque suicide dimanche au tracteur piégé contre une gendarmerie de l'est du pays, qui a fait au moins deux morts et 31 blessés de source officielle turque.

Elle a été revendiquée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a fait état "de dizaines de soldats tués". Selon la presse pro-gouvernementale, le kamikaze était probablement un jeune adolescent enrôlé par le PKK. De nouvelles attaques ont été signalées lundi matin, dont celle d'un hôpital militaire dans la province de Van (est) qui n'aurait pas fait de victimes.

De son côté, le président Recep Tayyip Erdogan a une fois de plus affiché lundi sa détermination, balayant les critiques sur les risques d'une déflagration généralisée après la rupture de la trêve entre la rébellion kurde et Ankara. "La Turquie conduira des opérations militaires autant qu'elle le juge nécessaire", a martelé M. Erdogan. L'armée affirme avoir tué plus de 260 combattants dans les raids aériens massifs menés quotidiennement contre les bases rebelles nichées dans les montagnes du nord de l'Irak. Les bombardements auraient contraint l'état-major du PKK à se scinder en trois groupes, l'un restant dans les monts Kandil, un deuxième se réfugiant en Syrie et un troisième en Iran.

Ces raids auraient aussi tué une dizaine de civils, ont assuré des sources kurdes, des accusations démenties par l'armée mais qui pourraient donner une justification supplémentaire au PKK pour amplifier ses attaques sur le sol turc. Ce cycle de violences, qui a mis fin à trois années d'accalmie, a été déclenché par l'attentat suicide survenu le 20



Deux jeunes manifestants kurdes brandissent un drapeau à l'effigie d'Ocalan, le leader du PKK emprisonné. © Umit Bektas/Reuters

juillet à Suruç (sud), dans lequel 32 jeunes militants de la cause kurde ont trouvé la mort. Il a été attribué au groupe Etat islamique (EI) mais la guérilla kurde a aussitôt répliqué contre les forces de l'ordre turques, accusées de ne pas protéger la population locale.

La peur d'«une violente tempête»

Deux semaines plus tard, le jeune leader prokurde de Turquie Selahhatin Demirtas, fervent partisan du dialogue pour résoudre un conflit qui a fait plus de 40.000 morts en 30 ans, se retrouve dans une situation particulièrement inconfortable. Il est considéré avec sa formation, le HDP, comme le grand vainqueur des législatives du 7 juin, privant du même coup le parti islamo-conservateur au pouvoir AKP de la majorité absolue au Parlement. Depuis, selon l'opposition, M. Erdogan n'a de cesse de chercher à l'affaiblir en vue d'un éventuel scrutin anticipé qui permettrait à l'AKP de regagner le terrain perdu.

"Demirtas est pris en tenailles entre l'AKP et le PKK", résumait lundi le journal à grand tirage Hurriyet. Accusé par le pouvoir de condamner trop mollement les attaques de la rébellion, pointé du doigt pour l'engagement de son frère dans les rangs du PKK, M. Demirtas pourrait perdre l'électorat modéré qui lui a fait confiance. Dimanche, il a dit vouloir "clarifier les choses" en appelant le PKK à cesser "immédiatement" ses attaques. "L'Etat a le droit de se défendre", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Il a demandé à la rébellion et au pouvoir de renouer le dialogue, car le pays "se rapproche rapidement d'une violente tempête". M. Demirtas avait accusé le président turc de faire de "l'esbroufe" à l'intention des Occidentaux en prétendant vouloir lutter contre les jihadistes de l'EI, alors que ses visées seraient de pure politique intérieure. Des pourparlers se poursuivent entre l'AKP et le parti social-démocrate CHP pour la formation d'un gouvernement de coalition. Mais la presse table sur un échec, souhaité par M. Erdogan, qui conduirait à de nouvelles législatives en novembre. ♦

Turquie: trois soldats tués mardi dans deux nouvelles attaques attribuées au PKK



Diyarbakir (Turquie), 4 août 2015 (AFP)

TROIS SOLDATS TURCS ont été tués et trois autres blessés mardi dans deux nouvelles attaques attribuées à la rébellion kurdes, portant à au moins 20 morts le bilan dans les rangs des forces de l'ordre depuis la fin de la trêve entre la guérilla et Ankara.

De leur côté, des F-16 turcs ont frappé mardi des positions de la rébellion kurde à l'intérieur de la Turquie, dans l'extrême sud-est du pays à proximité de la frontière irakienne, ont indiqué des médias turcs.

Mardi matin, deux soldats turcs ont été tués lorsqu'une mine télécommandée a explosé au passage de leur convoi dans la province de Simak, frontalière avec la Syrie et l'Irak, selon un communiqué officiel.

Mardi également, un soldat en faction devant une garnison militaire a été mortellement touché par un tir de lance-roquettes près de la ville de Silopi, dans la même province, a indiqué à l'AFP une source de sécurité dans la région.

Les deux attentats, qui ont également fait trois blessés, ont été attribués au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Selon un décompte de l'AFP, au moins 20 membres des forces de l'ordre ont été

tués depuis la fin de la trêve il y a deux semaines entre la rébellion kurde et le pouvoir central d'Ankara.

Par ailleurs, une explosion a endommagé dans la nuit de lundi à mardi un gazoduc entre l'Azerbaïdjan et l'est de la Turquie, a annoncé le gouverneur local, et l'acheminement de gaz a dû être suspendu.

Des actes de sabotage de ce type se multiplient depuis la reprise de ces violences qui ont mis fin à une accalmie de trois ans.

L'armée affirme avoir tué plus de 260 combattants dans ses bombardements quotidiens depuis quinze jours contre les bases du PKK du nord de l'Irak, où la rébellion a trouvé refuge depuis des années.

Selon des sources kurdes, dix civils irakiens ont été tués dans des raids ce weekend, mais l'armée affirme n'avoir visé aucune zone habitée. La grande majorité des raids aériens ont eu lieu jusque-là contre des bases situées dans les montagnes irakiennes, mais plusieurs d'entre eux ont aussi eu lieu, comme mardi, en territoire turc.

L'Union européenne et les Etats-Unis ont appelé mardi la Turquie à s'en tenir à une "réponse appropriée" dans ses attaques aériennes contre la rébellion kurde, pointant leur inquiétude sur l'ampleur des raids aériens. ■

Politics seen in Turkey's airstrikes

ISTANBUL

Analysts say Erdogan may be using renewal of hostilities to bolster party

BY TIM ARANGO
AND CEYLAN YEGINSU

Confronted with widespread street protests two summers ago, Recep Tayyip Erdogan, then Turkey's prime minister, ordered a harsh police crackdown and tarnished the demonstrators as traitors and spies. Faced with a corruption inquiry that targeted his inner circle, he responded by purging the police and the judiciary.

So when Mr. Erdogan, now president, suffered a stinging electoral rebuke in June that seemed to dash his hopes of establishing an executive presidency, Turks were left wondering how he would respond.

Now many say they have their answer: a new war.

In resuming an armed struggle with Turkey's Kurdish minority by bombing targets of the separatist Kurdistan Workers' Party, or P.K.K. — a group the Turkish state fought for nearly three decades at a cost of about 40,000 lives before a fragile peace process began in 2013 — analysts see a calculated strategy for Mr. Erdogan's party, Justice and Development, to regain its parliamentary majority in a new election.

Having already stymied the formation of a coalition government through delays, analysts say, Mr. Erdogan is now buttressing his chances of winning a new election by broadening his religious base to appeal to Turkish nationalists opposed to Kurdish self-determination.

In a newspaper column on Wednesday, Ibrahim Kalin, Mr. Erdogan's spokesman, characterized the war against the P.K.K. as an act of self-defense — having nothing to do with domestic politics — and said that despite promises, as part of the peace process, the group had failed to disarm.

Parallel to the military operations against the Kurds has been an effort to tarnish the political side of the Kurdish movement, by associating it with the violence of the P.K.K., which also has seemed eager to return to fighting.

"The overall assumption is that President Erdogan wants to create the conditions so the result of June 7 can be overturned, so that he can run the country from the presidency," said Suat Kiniklioglu, a former member of Parliament with Mr. Erdogan's party who is now a sharp critic.

"I think there is little debate among normal and sane people in Turkey" that



A funeral in southeastern Turkey on Wednesday for two of 13 Kurds killed in northern Iraq. Turkish warplanes have begun strafing targets in the mountains of Iraqi Kurdistan.



DADO RUVIC/REUTERS

Recep Tayyip Erdogan says he is targeting terrorists of all stripes, not just Kurds.

the war with Kurds is being used as a tool to reverse the election defeat, said Mr. Kiniklioglu, executive director of the Center for Strategic Communication, a research organization in Ankara, the Turkish capital.

The Justice and Development Party, or A.K.P., recently began conducting nationwide polls to determine how it might fare in an early election, which could be held as soon as November. "The outcome of these polls will be indicative of which direction they will go," he said.

Many analysts say that after weeks of stalled coalition talks between the A.K.P. and three opposition parties, a new election is likely. And at a time of crisis, Turkish voters, experts say, could very well turn again to Mr. Erdogan and the A.K.P.

"He is going for early elections," said Henri Barkey, director of the Middle East program at the Woodrow Wilson International Center for Scholars and an expert on Turkey. "In any society

when there is a crisis, people rally under the flag, even if they don't support the leader. In this instance, Mr. Erdogan is playing the nationalism card for his own benefit."

In addition to domestic political concerns, analysts said, Mr. Erdogan is also worried about the growing military strength of the P.K.K., whose military affiliate has been working closely with the United States in northern Syria to resist and repel advances by the Islamic State. The bombing campaign against the P.K.K., they say, is intended to weaken those forces.

However, the president's domestic political opponents see his moves as directed mostly against them.

Kemal Kilicdaroglu, the leader of the largest opposition party, the secular People's Republic Party, has accused Mr. Erdogan of both interfering in coalition talks by preventing Prime Minister Ahmet Davutoglu, the party leader, who is on paper Turkey's most powerful politician, from negotiating a deal, and using war for domestic political gain.

"I say this with all sincerity, Prime Minister Davutoglu really is willing to sit down and form a coalition and save the country from its problems," Mr. Kilicdaroglu said in a recent television interview. "But the person sitting in the post of the presidency is not allowing it."

He added: "If there is an aim to take the country to elections through blood politics, that would be extremely costly."

The resumption of war with the P.K.K., with Turkish warplanes' strafing militant targets in the mountains of northern Iraq, where the group is based,

came as Turkey, in a major shift, decided to join the American-led coalition against the Islamic State, the Sunni militant group that controls a large amount of territory in Iraq and Syria. Turkey has struck Islamic State targets in Syria and has granted the use of airbases to American warplanes, restoring its image in the eyes of the international community as a reliable ally in the fight against the Islamic State, also known as ISIS, ISIL or Daesh.

On Wednesday, the Turkish foreign minister, Mevlut Cavusoglu, reaffirmed the government's commitment to the coalition, saying Turkey is ready for a "comprehensive fight" against the Islamic State.

Turkey has seemed to go to extra lengths to publicize the arrests of Islamic State militants, perhaps to counter longstanding criticism from the West that Turkey was ambivalent to that threat. However, according to reports in the local news media, many of the Islamic State suspects have been quietly released for lack of evidence.

Mr. Erdogan has said he is acting in Turkey's national security interests in targeting terrorists of all stripes, both Islamic State and the P.K.K., as well as a homegrown leftist group that has also periodically carried out attacks here.

But the bulk of the military operations so far have been directed at the P.K.K., which has carried out numerous attacks over the past several weeks that have killed nearly three dozen people in Turkey, mostly soldiers and police officers. On Tuesday, a roadside bomb killed three soldiers in Sirnak, a southeastern province. The attack was followed by more Turkish airstrikes on P.K.K. targets, according to Turkish news re-

ports.

The success of the largely Kurdish Peoples' Democratic Party, or H.D.P., in

"In any society when there is a crisis, people rally under the flag, even if they don't support the leader."

the June elections is a major reason that the A.K.P. lost its majority in Parliament. Mr. Erdogan had once embraced the Kurds, going further than any modern Turkish leader in the pursuit of peace, and counted on them for support in elections.

But this year, by attracting many liberals who had grown disenchanted with Mr. Erdogan's authoritarian style, the H.D.P. for the first time passed the 10 percent legal threshold to win representation in Parliament.

The party's charismatic leader, Selahattin Demirtas, is facing a judicial investigation that many view as politically motivated for instigating protests over Turkey's approach last year to the battle for Kobani, the Syrian Kurdish city near the border with Turkey that faced an onslaught by Islamic State. Kurds had accused Turkey of aiding the extremists, while the West was sharply critical of Turkey not coming to the aid of the Kurds.

"We believe Erdogan is dragging this nation into war to move forward with his own political agenda," Mr. Demirtas said in an interview. "He believes that by targeting the H.D.P. he can push us below the electoral threshold and regain the majority his party lost in the June 7 election. I don't think he will be success-

ful, because the Turkish public wants peace and most people realize that the real motive behind all this is not peace but an A.K.P. victory."

Mr. Kiniklioglu, the former A.K.P. politician, said time was not on Mr. Erdogan's side. "The more that time passes and people see through this, I'm not sure it will produce the outcome Erdogan wants," he said. "The way this is being digested in society is not clear yet."

Just two months ago, the elections were hailed as a victory for democracy, with many analysts predicting that the dominance of Mr. Erdogan, who has been the pre-eminent political figure in Turkey for more than a decade, had run its course.

"People celebrated the election result prematurely," said Ibrahim Tumen, 46, a banker in Istanbul. "It was obvious that the opposition wouldn't be able to unite and that Erdogan would try to win back his majority at any cost."

The tactic already seems to be succeeding among some voters.

"I don't support Erdogan or the prime minister, but Turkey can't afford to have a weak coalition government," said Oktay Cenk, a taxi driver in Istanbul. "The government tolerated the P.K.K. for long enough. It's not possible to negotiate with terrorists, so we need to show strength against them and we need a strong government to do that."



August 2, 2015

Turkey justifies deadly air raid that killed civilians in Kurdistan Region

rudaw.net - 2/8/2015

ERBIL, Kurdistan Region – Turkey justified its air raid on a village in the Kurdistan Region in which 10 civilians were reportedly killed, claiming the village was home to senior members of its outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

"Hearing that many civilians were killed due to airstrikes, we were saddened, and we attempt to avoid civilian casualties in the future air raid operations," said a statement by the Turkish foreign ministry on Saturday.

Turkish jets and artillery have been pounding PKK camps in Iraqi Kurdistan's Qandi Mountains for more than a week. Civilians were reportedly killed in an attack on the village of Zargali on Saturday.

The "village was home to many PKK high-ranking leaders and officials," the foreign ministry statement claimed.

Turkey has stressed it will investigate the civilian deaths together with authorities in the Kurdistan Region.

"In the near future we will release the results of the investigations," read the statement.



The rubble of homes after Turkey's airstrikes on the village of Zargali. Photo: Rudaw.

"According to our intelligence information, there were no civilians at the site of the bombing, but some PKK officials and high-ranking leaders," it added.

Turkey claims its attacks are "in retaliation" for the killings of two Turkish police officers late last month, for which the PKK claimed responsibility.

Europeans flock to Iran with high hopes

PARIS

As nuclear deal clears path to lift sanctions, businesses see a bonanza

BY ALISSA J. RUBIN

Before the ink was even dry on the Iranian nuclear deal, European leaders and executives were heading to the airport to restart trade with an Iranian market described in almost feverish terms as “an El Dorado” and potential “bonanza.”

Germany sent a delegation five days after the signing of the accord in Vienna on July 14. The French foreign minister, Laurent Fabius, arrived in Tehran on Wednesday. Italian government ministers will get there Aug. 4. Business leaders are soon to follow. They include 70-80 top executives of France’s largest companies in September.

Despite the hints of a gold rush, however, the probable opening of Iran’s market holds substantial risks for businesses as well as making it more complicated diplomatically to pull back anew if Iran were to once again pursue the capacity to make a bomb.

Perhaps most important, the Americans — virtually alone — are largely missing as an economic player. The nuclear agreement does little to lift almost a full raft of American sanctions stemming from Washington’s listing of Iran as a state-sponsor of terrorism and violator of human rights.

Europe has far lower bars, raising the prospect that America and its allies will quickly have vastly divergent levels of investment in Iran that could make the Europeans reluctant to reimpose sanctions in case the deal is violated.

In addition to the hard-won terms of the accord, the lure of the Iran market was no doubt one factor that both the European and the Americans weighed in deciding to support a deal.

In conversations with more than 20 government officials, business executives, and analysts in Europe, the United States and Iran, people described the business opportunities in Iran as seductive, but uncertain, and made more so by the United States’ decision to leave many of its sanctions in place.

“It’s not every day a big potential market with an emerging middle class comes onto the scene,” said Phil Gordon, the White House coordinator for the Middle East for the last two years, who is now at the Council on Foreign Relations. But he cautioned: “Countries are going to take a deep breath before they walk back into Iran.”

Particularly worrisome for the Europeans are the accord’s “snapback” pro-



EBRAHIM NOROOZI/ASSOCIATED PRESS

Laurent Fabius, France’s foreign minister, with his Iranian counterpart, Mohammad Javad Zarif, in Tehran on Wednesday. A group of French executives plans to visit next month.

visions. They could allow Washington, or any signatory, to quickly reimpose sanctions for all in case of a perceived Iranian violation, even once European businesses have committed billions of euros.

While the accord contains a grandfather clause protecting investments made before any complaints of violations, there is much uncertainty about how it will work in practice.

No sanctions have been lifted — that is most likely at least six months away. But even given the risks, the Europeans have decided that the pros outweigh the cons and have fast begun laying the groundwork for business.

Adding to their advantage is that Europe is already starting far ahead of the United States, because European governments have maintained relations with Iran during the more than three decades since the Americans severed ties over the 1979 hostage crisis.

For the Europeans, then, the nuclear agreement has all the potential to reopen a rare market of some 77 million people that was long prized before they joined the broader sanctions against

Iran that came into effect in 2012. As recently as 2011, the European Union imported 17 billion euros, or about \$18.8 billion, in Iranian goods and exported €10.5 billion, according to the European Union’s Directorate-General for Trade.

“The Europeans have done their homework, politically there is no diplomatic freeze between European member states and Iran,” said Ellie Geranmayeh of the European Council on Foreign Relations. “For the past 35 years the Europeans have had a contact base in Iran,” she said. “They are not reinventing the wheel.”

Some United States sanctions will be lifted under the nuclear accord. The most important are known as second-

ary sanctions, the penalties imposed on foreign entities, such as companies, that did business with Iran.

Such sanctions were used in the past to fine banks, including BNP Paribas,

“It’s not every day a big potential market with an emerging middle class comes onto the scene.”

which in June 2014 was hit with an €8.9 billion penalty for conducting banned transactions with Iran, Sudan and Cuba.

The only American exceptions to the trade sanctions are for civilian aircraft — a boon to companies such as Boeing — and subsidiaries of American companies based overseas, which could apply for licenses to do business with Iran.

Even with those exemptions, however, only a small group of companies will benefit, lawyers and policy experts said, and American businesses could ultimately push for more sanction relaxation in order to better compete with their European counterparts.

“We have lots of clients calling us and saying, ‘When can we go to Iran?’” said Stephen McHale, a partner at Squire Patton, a law firm in Washington that has a large trade practice.

“The answer is, ‘You can’t,’ and even if you fall into the small category of those who can, it will be at least six months and it will be quite difficult for you as a U.S. person or business,” he said.

European companies that are trying to figure out how to do business with Iran say they are particularly worried about the “snapback” provision because, they say, it is not clear how it would work.

If a country is committing hundreds of millions — if not billions — of dollars

on projects that involve infrastructure and making capital investments, they want some assurance that the sanctions will not terminate their projects.

"Oil companies will need long-term financing from banks to go into Iran and they need certainty," said Harry Tchilinguirian, the global head of commodity markets strategy for BNP Paribas.

"What happens in the case of the sanctions 'snapback'?" he added. "What kind of collateral do you ask for in the case of 'snapback'?"

Mr. Gordon suggested the drafters purposely left room for interpretation. He noted that not all sanctions would necessarily be reappplied.

The accord stipulates, for instance, that renewed sanctions would "not apply with retroactive effect" to contracts signed before the date a potential violation is flagged. European companies and governments could argue, then, that contracts signed now would be excluded from any future sanctions.

The State Department did not respond to requests for clarification.

Fereydoun Khavand, a French-Iranian professor of economics and law at l'Université Paris-V, said that Iran's priority will be to modernize its oil explora-

tion infrastructure, potentially to the tune of \$185 billion, according to recent statements by Iranian officials.

Other areas are petrochemicals and tourism. Iran is negotiating with Accor, a French hotels group, among others, to build new hotels to expand tourism, several business experts said.

PSA Peugeot-Citroën, the French car company, confirmed last week to the French business press that it was well along in discussions with its presanctions partner, the Iranian auto company Khodro, to build cars in Iran and transfer French technology. Iran had been Peugeot's second-largest market outside France before the nuclear sanctions.

SEB, a French producer of household appliances, has been "in the starting blocks" for the last year, waiting for the deal to go through, said Frédéric Verwaerde, the company's senior executive vice president.

The company, which has been active in Iran since the 1950s, did as much as €70 million of business in Iran before the sanctions. It is eager to get back into the market, Mr. Verwaerde said. "Iran could be the size of Turkey or Spain," as a market for household goods, he said.

In Germany, both the petrochemical

company BASF and Siemens, which helped to build one of Iran's first railroads in the 1920s and 1930s, are looking at a return. The same goes for Thyssen-Krupp, the German steel and machine company, which had been doing business in Iran for more than 30 years, until the sanctions forced it to pull out.

Oil companies too are looking to return, including Total, Royal Dutch Shell and BP. But they are balancing the allure of potential profits against the future uncertainties, said Mr. Tchilinguirian, at BNP Paribas.

"You're looking at almost an El Dorado for oil companies," he said, adding a note of caution. "What you are seeing is corporate oil diplomacy taking place. That doesn't mean we'll have an immediate breakthrough."

Reporting was contributed by Elisabetta Povoledo in Rome, Katarina Johansson in Berlin, Stanley Reed in London and Elian Peltier in Paris.

Le Monde

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 AOÛT 2015

En Iran, l'engagement militaire en Irak ravive la popularité du régime

La barbarie mise en scène par l'EI et la peur d'une contagion des violences ont réveillé les traumatismes de la guerre Iran-Irak

TÉHÉRAN - envoyée spéciale

Le sceau des gardiens de la révolution - une main brandissant un fusil-mitrailleur -, est gravé dans le marbre de la pierre tombale d'Alireza Mochadjari. Le mot « martyr », peint en rouge, devance les mots « défenseur des lieux saints » écrits en blanc. Enterré dans la section 26 de l'immense cimetière Behesht-é Zahra, dans le sud de Téhéran, le capitaine Alireza Mochadjari, membre des gardiens de la révolution, l'armée d'élite iranienne, a été le premier Iranien tué en Irak depuis l'apparition des salafistes du mouvement de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), devenu depuis l'été 2014 l'Etat islamique (l'EI). Les « lieux saints » font référence à Nadjaf et Kerbala, deux villes saintes chiïtes en Irak.

Plus au nord, dans la section 27 du même cimetière, repose depuis fin mai un autre martyr en

Irak, Said Gharlaghi. En ce début juillet, sa tombe n'est encore qu'une bosse de terre, couverte de pétales de roses rouges. Une tombe plus loin est inhumé son frère, Hamid, tué pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988).

Aucun communiqué ni aucune déclaration officielle n'ont accompagné l'enterrement d'Alireza Mochadjari, en juin 2014. A l'époque, l'Iran niait encore la présence de ses soldats en Irak. Ce n'est plus le cas. Depuis quelque temps, Téhéran défend, sans réserve, son engagement contre les salafistes sunnites de l'EI. Tous les sites Internet ont d'ailleurs parlé du lieu exact et des circonstances de la mort de Said Gharlaghi, tué à Samarra, au nord de Bagdad, où se trouve le mausolée des imams Ali Al-Hadi et Hassan Al-Askari, dixième et onzième imams vénérés par les chiïtes.

La barbarie mise en scène par l'EI et la peur d'une contagion des violences sur le territoire iranien ont

L'Etat multiplie les déclarations alarmantes sur le risque d'une invasion de son territoire ou d'une déstabilisation

réveillé, dans la population, les traumatismes de la guerre Iran-Irak. De son côté, l'Etat multiplie les déclarations alarmantes sur le risque d'une invasion de son territoire ou d'une déstabilisation.

« Les forces terroristes et salafistes sont proches de nos frontières », a mis en garde le chef des forces terrestres de l'armée iranienne, Ahmad Reza Pourdastan, devant le Parlement, fin mai. Selon ce haut gradé, il y a un an, des éléments de l'EI sont arrivés à Jula, à 40 km à l'ouest de l'Iran, et

cherchaient à entrer en Iran. Ses mots ne laissent aucun doute sur la présence des forces iraniennes en Irak. « Nous avons préparé en moins de trois jours cinq brigades pour les affronter, s'est ainsi félicité Ahmad Reza Pourdastan. Nos forces au sol et nos hélicoptères de reconnaissance ont avancé de quarante kilomètres en Irak. » « Si Daech [acronyme en arabe de l'EI] arrive à quarante kilomètres de nos frontières et qu'il cherche à porter atteinte [à notre sécurité], l'Iran interviendra », avait prévenu le ministre de l'intérieur, Abdolreza Rahmani Fazli.

Nationalisme

Grâce à son engagement contre l'EI, la République islamique a amélioré son image auprès des Iraniens qui ont très peu d'affinités avec l'organisation, voire aucune. Le meilleur exemple est la popularité grandissante de Ghassem Soleimani, commandant des forces Al-Qods, l'unité d'élite des

gardiens de la révolution, en charge des missions à l'extérieur de l'Iran. Selon de nombreuses sources, il dirige en Irak quelques centaines de miliciens chiites engagés au sol aux côtés de l'armée irakienne pour lutter contre l'EI.

« Le nationalisme est un sentiment fort chez les Iraniens, explique une sociologue iranienne qui préfère garder l'anonymat. Ghassem Soleimani défend le territoire iranien et se bat contre l'ennemi. De ce fait, il est chéri comme un hé-

ros guerrier. » Cette sociologue voit également dans cette cote croissante le fait que ce militaire n'a pas été impliqué dans les événements internes en Iran, notamment la répression des manifestations contre la réélection, en juin 2009, de l'ancien président ultraconservateur, Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013). Les médias étrangers qui se sont intéressés ces derniers mois à Ghassem Soleimani le qualifient de grand stratège.

Le retour en grâce de la République islamique d'Iran auprès de son opinion publique a aussi été favorisé par la signature, le 14 juillet à Vienne, de l'accord sur le programme nucléaire de Téhéran avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine), plus l'Allemagne. La perspective d'une levée des sanctions internationales ainsi que le retour de l'Iran sur la scène internationale

ont fait taire les critiques. Presque plus personne ne pense à un changement politique radical. Pour la sociologue iranienne, il n'y a pas de doute : « Les souvenirs amers de la guerre Iran-Irak, l'insécurité dans la région et le calvaire des Syriens et des Irakiens, ainsi que la défaite des "printemps arabes" ont fait que les Iraniens ne voient qu'une seule solution pour améliorer leur situation : les activités civiles et politiques pacifistes. » ■

GHAZAL GOLSHIRI

Le Monde

SAMEDI 1^{ER} AOÛT 2015

La justice turque s'en prend au chef du parti prokurde HDP

Selahattin Demirtas est accusé d'« incitation à la violence »

ISTANBUL - correspondance

La justice turque a ouvert, jeudi 30 juillet, une enquête contre le chef du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde de gauche), Selahattin Demirtas, pour « incitation à la violence » et « troubles à l'ordre public » lors de manifestations pro-kurdes à l'automne dernier. Des accusations qui pourraient lui valoir jusqu'à vingt-quatre ans d'emprisonnement s'il était reconnu coupable lors d'un éventuel procès.

La formation de M. Demirtas est la principale cible politique du pouvoir turc et de l'opposition ultranationaliste depuis le début de la flambée de violence entre rebelles kurdes et forces de l'ordre, consécutive à l'attentat de Suruç, qui a fait 32 morts lundi 20 juillet. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) ont maintes fois accusé le leader du HDP d'être responsa-

ble de la mort de dizaines de personnes pour avoir appelé à manifester, en octobre 2014, contre la politique turque à l'égard de l'Etat islamique, lorsque la ville de Kobané était assiégée par l'organisation islamiste radicale. Plus d'une trentaine de personnes avaient été tuées à travers le pays lors d'accrochages entre manifestants et forces de l'ordre et entre factions kurdes rivales.

Pour Selahattin Demirtas, cet acharnement du pouvoir turc contre le HDP s'explique par de possibles élections législatives anticipées à l'automne, alors que la Turquie ne parvient toujours pas à accoucher d'une coalition gouvernementale près de deux mois après l'élection du 7 juin. « Notre seule faute est d'avoir obtenu 13 % des voix », affirmait le chef du HDP lors de son intervention devant l'Assemblée nationale, mardi 28 juillet. La formation prokurde, menée par ce dirigeant charismatique de 42 ans, a été l'un des grands gagnants du dernier scru-



Selahattin Demirtas, chef de file du Parti démocratique des peuples (prokurde), le 30 juillet, à Ankara. UMIT BEKTAS/REUTERS

tin, parvenant pour la première fois à élargir le socle électoral traditionnel des partis prokurdes, ralliant à lui de nombreux militants de gauche. En franchissant la barre des 10 % des suffrages, le HDP a envoyé 80 députés au parlement d'Ankara, privant du même coup l'AKP de majorité absolue à l'assemblée.

Attaque de front

Cette semaine, le chef de file du Parti de l'action nationaliste (MHP, ultranationalistes), Devlet Bahçeli, a appelé la justice turque à interdire le parti prokurde en raison de ses liens avec les rebelles du PKK, et invitait l'Assemblée nationale à lever l'immunité parlementaire des 80 députés du HDP. Une initiative également souhaitée par le chef de l'Etat, pour qui la formation prokurde doit « payer le prix de ses liens avec des groupes terroristes », tout en excluant de saisir la justice pour interdire la formation prokurde. Le groupe parlementaire du HDP a réagi en demandant à son tour la levée de l'immunité pour ses propres membres, tout en invitant les

autres formations politiques à faire de même pour mettre fin aux polémiques.

En attaquant de front le parti de M. Demirtas, l'entourage de Recep Tayyip Erdogan fourbit ses armes en vue d'un probable scrutin anticipé à l'automne ou au printemps, et accentue son discours nationaliste alors qu'une frange de cet électorat avait boudé la formation présidentielle lors du suffrage du 7 juin dernier. L'AKP, qui ne parvient toujours pas à trouver un partenaire afin de former un gouvernement de coalition, mène toujours des discussions avec le Parti républicain du peuple (CHP, kémalistes) en vue de former une « grande coalition », sans succès jusqu'à maintenant.

Jeudi 30 juillet, le dirigeant ultranationaliste du MHP, Devlet Bahçeli, a rappelé que sa formation pourrait aussi former un gouvernement avec l'AKP si ses conditions étaient satisfaites. L'une d'entre elles, la fin du processus de paix avec les rebelles kurdes, considéré comme une « trahison », a déjà été de facto satisfaite. ■

ALEXANDRE BILLETTE

Al-Nosra, le sulfureux allié des rebelles syriens

Le Front Al-Nosra, rallié à Al-Qaïda, multiplie les actions d'éclat à la fois contre Damas et la coalition soutenue par Washington. En dépit des massacres, son chef prétend vouloir protéger les minorités

BEYROUTH - correspondant

Il n'est pas le plus puissant des groupes armés combattant le régime du président syrien Bachar Al-Assad, mais il est à coup sûr le plus énigmatique. Et pour certains observateurs, le plus inquiétant. Depuis son apparition sur le champ de bataille syrien, au début de l'année 2012, le Front Al-Nosra jongle avec les étiquettes. D'un côté, il y a le groupe armé, maillon central de la rébellion, admiré pour la vaillance de ses combattants, qui partage le pouvoir dans la ville d'Idlib, récemment conquise aux troupes gouvernementales. Et de l'autre, le mouvement djihadiste, branche levantine d'Al-Qaïda, qui lapide des femmes adultères en public et écrase les brigades rebelles trop proches à son goût des États-Unis.

Vendredi 31 juillet, le Front Al-Nosra a adressé une mise en garde aux « agents de l'Amérique », en revendiquant l'enlèvement de combattants rebelles formés par Washington depuis mai en Turquie et entrés sur le territoire syrien, mi-juillet. Le Pentagone a assuré qu'aucun des 60 combattants formés n'avait été pris. Mais l'enlèvement du chef de la « division 30 », Nadim Al-Hassan, et d'un certain nombre de ses hommes, mardi soir, dans la campagne d'Alep (nord), a été corroboré par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et des sources proches de l'opposition.

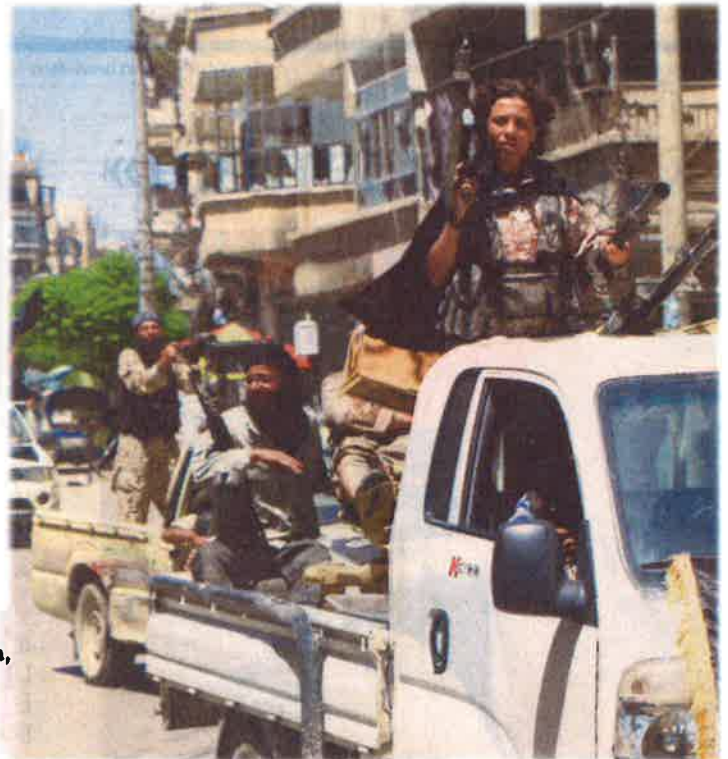
L'ambivalence du Front Al-Nosra a atteint son paroxysme au cours des dernières semaines. Fin mai, son chef, le mystérieux Abou Mohamed Al-Jolani, jurait, dans un long entretien à la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira, que les minorités syriennes n'avaient rien à craindre de son mouvement. Et deux semaines plus tard, le 10 juin, des membres de son organisation assassinaient une vingtaine de druzes, à la suite d'une altercation, dans un village des environs d'Idlib.

Bien que dénoncée par Jolani, qui a promis de punir ses auteurs, la tuerie a relancé le débat, au sein de l'opposition syrienne, sur les intentions réelles du Front Al-Nosra et sur l'opportunité de s'allier avec lui. Le dilemme est d'autant plus intense que le groupe djihadiste est, avec le mouvement salafiste Ahrar Al-Cham, le principal acteur de Jaïch Al-Fatah (« Armée de la conquête »), la coalition rebelle qui enchaîne depuis la fin de l'hiver les

**À LA PRISE DU
POUVOIR PAR
LE HAUT DE L'ÉTAT
ISLAMIQUE,
SANGLANTE ET
EXPÉDITIVE,
AL-NOSRA OPPOSE
UNE TACTIQUE PAR
LE BAS, PLUS SUBTILE
ET PLUS LENTE**

**Des combattants
du Front Al-Nosra,
le 26 mai à Alep,
en Syrie.**

FADI AL-HALABI/AFP



victoires. Sans ces spectaculaires opérations suicides contre des points de contrôle ou des bases de l'armée régulière, l'équivalent de frappes aériennes ciblées, les insurgés auraient eu le plus grand mal à percer les fortifications du régime.

« Nosra est le Staline syrien, confie sous couvert d'anonymat le conseiller politique d'un groupe armé modéré. Pendant la seconde guerre mondiale, les Américains se sont alliés avec lui parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. Mais ils savaient très bien qu'une fois Hitler vaincu, une autre guerre commencerait contre l'URSS. »

C'est pour rassurer ses partenaires qu'Abou Mohamed Al-Jolani s'est prêté à l'opération séduction organisée par l'émirat du Qatar, le propriétaire d'Al-Jazira. Un entretien en forme de lot de consolation. Au début de l'année, Doha avait tenté en vain de convaincre Al-Jolani de rompre avec Al-Qaïda, un label qui vaut à son organisation de figurer sur la liste des organisations terroristes des États-Unis. Le Qatar fait office de passerelle vers Al-Nosra depuis qu'il a facilité, valises de billets verts à l'appui, la libération d'otages retenus par ses hommes.

TRANSACTION JUTEUSE

La transaction la plus juteuse, celle qui a conduit Al-Nosra à relâcher au mois de mars 2014 les nonnes du couvent de Maaloula, au nord de Damas, a fait entrer pas moins de 16 millions de dollars (14,5 millions d'euros) dans ses caisses, intégralement payés par l'émirat. Ce rôle d'intermédiaire occasionnel nourrit la thèse qui fait des services de renseignement qataris les fournisseurs d'armes d'Al-Nosra, ce que les intéressés démentent.

Durant les quarante-cinq minutes de l'entretien, Jolani, filmé de dos, n'a montré de lui que ses mains, un châle noir qui enveloppait son visage, une chemise à carreaux marron et un gilet vert olive. Un accoutrement syrien traditionnel, très loin du kamiz (tunique) afghan qu'affectionnent les djihadistes – une façon à mettre en valeur la dimension locale du Front Al-Nosra. Bien que rattaché à la nébuleuse Al-Qaïda, Al-Nosra, contrairement à l'État islamique (EI) qu'il a souvent combattu, compte dans ses rangs une majorité de Syriens.

Si l'on en croit Al-Jazira, Jolani, de son vrai nom Oussama Al-Absi Al-Ouahidi, serait

d'ailleurs originaire de la région de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, où il serait né en 1981. Il aurait suivi un parcours d'apprenti djihadiste classique, avec un séjour en Irak, aux côtés d'Abou Moussab Al-Zarkawi, le chef d'Al-Qaïda en Irak, tué par les Américains en 2006, un autre au Liban, comme instructeur au sein de Jund Al-Cham, un groupe extrémiste sunnite, et une période d'incarcération au fameux camp Bucca, dans le sud de l'Irak, où l'actuel chef de l'EI, Abou Bakr Al-Baghdadi, a été emprisonné.

En dépit de ce pedigree ultraradical, Abou Mohamed Al-Jolani a tenu sur Al-Jazira des propos qui se voulaient rassurants, affirmant notamment que son groupe « ne combat que ceux qui [les] combattent ». A propos des Alaouites, la minorité dont est issu le clan Assad et qui sert de colonne vertébrale au régime, il leur a promis sa protection, « s'ils quittent leur religion et Bachar Al-Assad ». Il a enfin promis de ne pas s'attaquer à l'Occident, faisant valoir des ordres en ce sens d'Ayman Al-Zawahiri, le chef d'Al-Qaïda, et proclamé que sa « mission » consistait à renverser le pouvoir à Damas.

Cette déclaration, en rupture apparente avec la doctrine d'Oussama Ben Laden, qui privilégiait « l'ennemi lointain » (les Etats-Unis) à « l'ennemi proche » (les régimes arabes impies), rapproche Al-Nosra d'Ahrar Al-Cham ou Jaich Al-Islam, les deux formations rebelles les plus puissantes, adeptes du « djihad dans un seul pays ». « Jolani a compris que son organisation devenait trop extrémiste au goût des rebelles, même des islamistes, explique Charles Lister, analyste au Brookings Doha Center. Il s'efforce désormais de l'intégrer du mieux qu'il peut dans le paysage révolutionnaire syrien. »

Durant l'automne 2014 et l'hiver 2015, Al-Nosra avait en effet anéanti deux groupes liés à l'Armée syrienne libre (ASL), la branche modérée de la rébellion, armée par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. Autour d'Idlib, ses hommes commençaient à imposer la charia par la force, obligeant les magasins à fermer durant la prière et traquant les couples infidèles. Un durcissement interprété comme le signe avant-coureur de la création d'un émirat Al-Nosra dans le nord de la Syrie, et comme une réponse à la résurrection du « califat » par Abou Bakr Al-Baghdadi.

La nouvelle ligne, produit de l'influence modératrice du Qatar, insiste au contraire sur le collectif. A la prise du pouvoir par le haut de l'Etat islamique, sanglante et expéditive, Al-Nosra oppose une tactique par le bas, plus subtile et plus lente. « L'EI veut tout, tout de suite, alors qu'Al-Nosra est plus patient », résume M. Lister. Cette technique lui réussit bien pour l'instant. Grâce à sa puissance de frappe sur Internet, la filiale syrienne d'Al-Qaïda a capté l'essentiel du prestige généré par l'avancée de l'Armée de la conquête, alors même qu'Ahrar Al-Cham a mobilisé davantage d'hommes dans ces opérations.

LE PÉRILLEUX PARI DU QATAR

Pragmatisme aidant, Al-Nosra pourrait-il répudier définitivement l'objectif transnational d'Al-Qaïda et se fonder dans l'insurrection ? C'est le pari du Qatar, mais aussi de l'Arabie saoudite et de la Turquie, les bailleurs de l'Armée de la conquête. Un pari très périlleux, comme l'a montré le massacre des Kurdes dans le village de Qalb Laouza. Al-Nosra comprend en son sein des vétérans du djihad, arrivés des maquis pakistano-afghans, que Washington accuse de préparer

des attaques contre l'Occident. Des partisans de Ben Laden purs et durs qui ont été bombardés à plusieurs reprises par l'aviation américaine.

« Jolani est un menteur, assure Hossam Al-Mara'i, un ancien porte-parole de l'ASL, qui a rejoint un centre d'études, Sadaad, basé en Turquie. Les gens d'Al-Nosra pensent comme ceux de l'Etat islamique. La différence entre eux est une simple question de tactique. » Il suffirait, selon lui, que l'offensive contre les forces loyalistes se mette à piétiner, pour que les rivalités entre groupes armés réapparaissent et dégénèrent en affrontements internes. Voire que les hommes d'Al-Nosra rejoignent l'EI.

Conscients de ce risque, les parrains sunnites de la rébellion travaillent à un plan B. Il consiste à pousser de l'avant l'Armée de l'Islam, le groupe le plus puissant dans la banlieue de Damas. Son chef, Zahran Allouch, a été signalé début juin à Istanbul et à Amman. Un rapprochement serait en cours entre ses troupes et celles du Front sud, une coalition de brigades estampillées ASL, très actives dans la région de Deraa. Salafiste déclaré, Allouch n'a rien d'un démocrate. Mais dans l'hypothèse d'un effondrement du régime, il est l'un des rares commandants rebelles susceptibles de barrer la route de la capitale aussi bien à Al-Qaïda qu'à l'Etat islamique. ■

BENJAMIN BARTHE

International New York Times AUGUST 1-2, 2015

Qaeda's Syria unit steps up attack on U.S.-trained rebels

BAGHDAD

Assault by Nusra Front threatens effort to clear ISIS from Turkish border

BY ANNE BARNARD

A Syrian insurgent group at the heart of the Pentagon's effort to marshal local foot soldiers against the Islamic State came under intense attack on Friday from another rebel faction, the Al-Qaeda-linked Nusra Front.

Witnesses described the fighting as an all-out assault with medium and heavy weapons against a base west of the border town of Azaz in Aleppo Province. It came a day after two leaders and six fighters of the American-aligned insurgent unit, called Division 30, were captured by the Nusra Front.

The Nusra Front issued a statement later on Friday saying that its aim was to eliminate the American-aligned fighters before they gained a deeper foothold in Syria. The Nusra Front did much the same last year when it smashed the main groups that had been trained and equipped in a different American effort, one run covertly by the C.I.A.

Division 30 was expected to play a role in an ambitious new joint push by the United States and Turkey to help less radical Syrian insurgent groups seize territory from the fundamentalist militant fighters of the Islamic State.

Witnesses to the attack on Friday and insurgent leaders said that the other major Syrian rebel groups in the area failed to come to Division 30's aid. By staying out of the fight, they may have signaled that they have not accepted the central feature of the Pentagon's program: that it be directed only at the Islamic State and not at the Syrian gov-

ernment forces of President Bashar al-Assad, against whom the rebels originally took up arms.

At a minimum, it appears that other rebel groups were not ready to directly take on the Nusra Front, one of the strongest and best-financed forces on the ground in Syria. Neither did they join in the Nusra Front's attack on Division 30.

Ahrar al-Sham, another powerful Islamist insurgent group, stayed on the sidelines, according to a spokesman, Ahmad Kara-Ali. Ahrar al-Sham has often aligned with the Nusra Front, but it has been at odds with the group lately over power and over how to govern areas they have conquered.

Division 30 said in a statement that five of its fighters were killed in the fire-fight on Friday, 18 were wounded and 20 were captured by the Nusra Front. It was not clear whether the 20 captives included the six fighters and two commanders captured a day earlier.

Division 30 was formed from a number of smaller groups to streamline the recruitment and training of fighters by the Pentagon to fight the Islamic State. Its first contingent of trained fighters — just 54 in all — recently re-entered Syria to join the rest of the division.

IRAQI KURDISTAN SAYS 400,000 YAZIDI KURDS WERE DISPLACED FROM SINJAR DISTRICT

August 5, 2015 <http://ekurd.net>

ERBIL-Hewler, Kurdistan region 'Iraq',— Iraqi Kurdistan Region's Ministry of Endowments & Religious Affairs announced Wednesday that up to 400,000 members of Iraq's Yazidi Kurdish minority were displaced as a result of the Islamic State's rampage across Nineveh province in 2014.

Ministry spokesman Sardar Qurbani said that according to the ministry's statistics, 5,838 people were kidnapped and taken captive from areas around Sinjar district.

Qurbani said up to 12 mass graves have been found in towns and villages around Sinjar.

Many of those taken were women and girls who have been subjected to "systematic rape," as described by Human Rights Watch.

Close to 2,000 Yazidi men, women and children have either been rescued or have managed to escape from captivity, yet activists say thousands more remain in IS' hands.

Islamic State group (IS) has extended its control on most parts of Sinjar (Shingal) district, 124 km west of Mosul, on August 3, 2014 which led thousands of Kurdish families to flee to Mount Sinjar, where they were trapped in it and suffered from significant lack of water and food, killing and abduction of thousands of Yazidis as well as rape and captivity of thousands of women.

Thousands of Yazidi Kurdish women and girls have been forced to marry or been sold into sexual slavery by the IS jihadists, according to Human Rights organizations.

according to Yazidi activists and observers

A total number of 7,000 Yazidi women, children and girls were abducted. The women are forced into sex slavery and are subjected to systematic rape which the UN have confirmed in a detailed report last June. Even underage girls at the age of nine are not spared from sexual assault by the IS militants. After IS commanders have taken their share, the women are then being sold at slave markets in Mosul,



Displaced Yazidi Kurds, fleeing violence from Islamic State group in Sinjar, northwest Iraq. Photo: Reuters

Raqqa, Tal Afar and Deir ez-Zor to persons inclined to buy them. The women are in captivity for over one year.

The Yazidis are a Kurdish religious group linked to Zoroastrianism and Sufism. They currently live primarily in Iraq's Kurdistan region and the Nineveh Province of northern Iraq.

Some 600,000 Yazidis live in villages in Iraqi Kurdistan region and in Kurdish areas outside Kurdistan region in around Mosul in Nineveh province, with additional communities in Transcaucasia, Armenia, Georgia, Turkey, and Syria. Additional communities in Armenia, Georgia, Turkey, and Syria have been in decline since the 1990s, as their members having emigrated to Europe, especially to Germany.

There are almost 1.5 million Yazidis worldwide. ♦

Copyright ©, respective author or news agency, nrttv.com | Agencies | Ekurd.net

24 Turkish security personnel killed in one month as PKK intensifies attacks

ŞIRNAK / August/08/2015
www.hurriyettailynews.com

A Turkish police officer was killed in an attack on an armored police vehicle in southeastern Şirnak province late Aug. 7, increasing the death toll in attacks launched by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to 24 for the past month.

A police team used tear gas to disperse a protest in Şirnak's Cizre district and ambushed by PKK militants who also used rocket launchers, Doğan News Agency reported, quoting security sources. 22-year-old Salih Hüseyin Parça, who started to serve in the police force two weeks ago, was killed in his armored vehicle while three of his colleagues were injured.

The killing came hours after five people



including a Turkish soldier died and several others were injured in clashes in Şirnak's Silopi district and in the eastern province of Ağrı.

According to data compiled by state-run Anadolu Agency, police officer Parça was the 24th security personnel who was killed in Turkey due to a PKK attack since July 7.

At least 11 civilians, including an Iranian national, were also killed in such attacks, while 101 people, including three Iranians were injured during the same period between July 7 and August 7.

The data does not include casualties from the recent suspected Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) attack in eastern Suruç town that left at least 32 civilians dead.

During this period, more than 100 vehicles were also allegedly set ablaze by the PKK.

Turkish army continues to hit PKK

Meanwhile, Turkish Armed Forces have continued to target PKK's position in and outside the country. In operations conducted until August 1, more than 260 suspected PKK militants, including alleged senior members were killed and over 400 other suspects were detained, according to Turkish officials.

Also, Turkish police have launched ➤

► nationwide operations against other outlawed organizations, including the PKK, ISIL and the far-left Revolutionary People's Liberation Party-Front (DHKP-C) as well as the Patriotic Revolutionist Youth Movement (YDG-H) linked to the PKK.

Since July 24, around 1,600 suspects were detained and of those, 314 were put behind bars.

Turkish prisons have a total of 6,121 convicts and inmates accused of being members of terrorist organizations. There are 3,788 convicts and 783 prisoners from the PKK, whereas 195 convicts and 58 prisoners from the PKK-affiliated the Kurdish Communities

Union (KCK). Of those, the prisons have 213 convicts and 58 prisoners from the DHKP-C.

Last 24 hours

A number of suspected PKK members were killed when an explosive they were trying to plant on the eastern Hakkari-Çukurca Highway exploded prematurely late Aug. 6, according to Anadolu Agency.

In the southeastern province of Mardin, suspected PKK supporters attacked police; however, there was no casualty in the incident.

A suspected PKK member surrendered to security forces in Şırnak, while a group of PKK members harassed the district governo-

rate, security department and gendarme building in Şırnak's Uludere district.

Police officers detained seven people in an operation against the YDG-H group in southeastern Batman province; three others were also held in the capital Ankara.

Suspected PKK members planted a mine in eastern province of Muş, which exploded when the Tatvan-Elazig train was passing by. Three wagons were damaged in the attack.

Seven people were detained in southeastern Diyarbakır province when pro-PKK and pro-KCK supporters blocked traffic to hold a demonstration. □



August 3, 2015

What Kurds think about Rouhani's visit and promises in Kurdistan

By Ava Homa - 3/8/2015
http://rudaw.net

LOS ANGELES, USA - In his country's Kurdish heartland, Iran's President Hassan Rouhani made new promises to his country's millions of Kurds last week. He promised they would receive long-awaited permission to study in their own language at state universities, and better infrastructure in what are Iran's most neglected regions.

Speaking in Sanandaj (Sina), the capital city of Iranian Kurdistan on his first visit to the province after two years in office, Rouhani promised 11 dams built over the next two years, and said he would look into building new roads.

But Kurdish commentators note that the new promises came as old ones – made to Kurds during Rouhani's election campaign -- remain unfulfilled.

"Surprisingly, Rouhani won over 70 percent of the votes in Kurdistan, a sign of naive optimism that people felt but soon realized that these were empty promises," said Amir Sharifi, a professor at California State University.

He noted that no Kurdish officials were given even local posts, not even as a governor, and recalled the government had added insult to injury by claiming it could find no qualified Kurdish candidates for any of the important posts.

"Even though Kurds in Iran supported Rouhani, ever since he has gained power my people have only seen more executions and ter-



Iranian President Hassan Rouhani during on his first visit to the country's Kurdish province. Photo IRNA

ror," said Golrokh Ghobadi, an Iranian in Sweden who has recently published her memoirs, *Poppies on Rocks: Life and Time of a Kurdish woman in Iran*.

"For no crime other than demanding their basic human rights, Kurds continue to be arrested, tortured and killed," she added.

"He is only bribing the Kurds to gain their trust, to distract them from the realities of Kurds' situation in neighbouring countries," said Toronto-based activist Minoos Homily.

Kurdish commentators note the history of broken promises and suppression of the Kurds by successive governments in Iran.

"Given the history of untrustworthiness demonstrated by the Persian regimes toward the Kurds, it will be a full-hearted naiveté by the Kurds to believe in such a promise," said Ardishir Rashidi, president and founder of Kurdish American Education Society, referring to Rouhani's newest pledges.

"Any credence to his comment must be viewed from the perspec-

tive of the Kurdish-Persian history and relations, and the past and present policies of the Iranian governments toward the Kurds," he added.

The timing of the Rouhani's visit – which follows an important nuclear deal Iran signed with world powers last month – is also important, commentators note.

"Choosing Kurdistan province as the first place to visit right after the nuclear deal with the West shows the importance of Kurdistan and its people during the Islamic Revolution and their role in protecting Iran," Rouhani told the press upon his arrival at Sina airport.

"The trip has internal, regional and international objectives," said Sharifi, the US-based scholar and human rights activist. "After the nuclear deal, regionally Rouhani is attempting to downplay the role of Kurds in the fight against ISIS and magnify the Islamic Republic's role as the major force to fight terrorism," he added.

"Iran feels threatened by the momentum the Kurds have with the relative autonomy they have gained in Iraq and Syria. Rouhani

is trying to lure Kurds to trust the Iranian government and not other Kurds," according to Homily.

"The Iranian regime fears the rise of the Kurdish awakening toward national rights, more than the danger posed by Israel or the United States," said Rashidi, commenting on the reason Rouhani picked Kurdistan as his first destination since the nuclear deal.

Kurds say they have seen no improvement in their community's situation since Rouhani became president two years ago. The only change is that Iran is now more aware that Kurds sympathize with other Kurds across the border, they say.

"The Iranian regime is fully aware of the affinity of the Kurdish kinship toward their brethren in other parts of the Greater Kurdistan than their taken-for-granted kinship toward the Persians on the basis of Islamic brotherhood as Mr. Rohani has stated," Rashidi said.

"If Rouhani really cares about Kurds, he should start by attending to their biggest issues such as unemployment, poverty and substance abuse and not by allowing a few hours of Kurdish literacy in a post-secondary level. The least he could do was to allow it in kindergarten and elementary school, not university," Ghobadi told Rudaw.

Besides a history of suppression, Iran's Kurds have other reasons to mistrust governments in Tehran.

In July 1989, Iranian Kurdish leader Abdulrahman Ghassemlou was assassinated in Vienna during secret negotiations with Iranian government agents. Three years later his successor, Sadegh Sharafkandi, was assassinated in a Berlin restaurant by suspected agents of the Iranian regime. ■

International New York Times

AUGUST 10, 2015

Kurds help U.S. target airstrikes against ISIS in Syria

HASAKA, SYRIA

But Turkey, concerned as they gain territory, attacks camps in Iraq

BY RUKMINI CALLIMACHI

Green drapes are drawn against the sun, cloaking the room where members of a Syrian Kurdish militia huddle around walkie-talkies, assiduously taking down GPS coordinates.

The coordinates mark the deserted apartment buildings and crumbling villas where the Kurds are battling Islamic State fighters on the front line near this northern Syrian town. The data, though, is flowing hundreds of miles away, to a United States military operations room.

The Kurds transmit the locations, and then wait for American warplanes to scream in and strike.

At 10:03 p.m. on July 30, Talal Raman, a 36-year-old Kurdish fighter, worked on a Samsung tablet under the yellow flag of his militia, quickly annotating a Google Earth map. He pinpointed in yellow the positions where his men were hunkered behind a wall south of Hasaka, and highlighted in red the coordinates of a building beside a mosque where Islamic State fighters were firing from cover.

"Our comrades can see the enemy moving at the GPS address I just sent you," he wrote in Arabic to his handler at the far-off coalition war room.

The strike that ensued at 10:41 blasted a crater at exactly the coordinates provided by the Kurdish fighter. It left a



Papers taken from arrested men in Syria: ISIS manuals, ID cards and passports.

ring of bodies, including one Islamic State fighter who died slumped over his AK-47.

An urgent message came in from the coalition war room: "Please confirm our comrades are O.K.?"

The tight coordination of American



A Kurdish militiaman looking at the body of an ISIS fighter after an American airstrike near Hasaka, Syria. The militia now controls more than 11,000 square miles in northern Syria.

air power with the Kurdish Y.P.G. militia has dealt the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, its most significant setbacks across an enormous strip of northern Syria near the Turkish border in recent months.

Now, the United States air campaign is poised to expand, aided by a deal with Turkey to allow American aircraft to fly airstrike missions from bases closer to the border.

Yet at a time when the Kurdish militia, Americans' most effective ally in Syria, would otherwise be celebrating the increased help, its members are sounding a note of worry.

That is because Turkey, which sees the Kurds' territorial expansion as a threat, is making some moves of its own.

Even as it agreed to join the fight against the Islamic State, Turkey immediately began bombarding the mountain camps of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., an insurgent group in Turkey and Iraq that is allied with the Kurdish militia in Syria. The militia is known as the Y.P.G., from the Kurdish initials for People's Protection Units.

The Turkish deal with the United States sets up an "ISIS-free" bombardment zone along a 60-mile strip of the border region that features another exclusion: It is also explicitly a Y.P.G.-free zone, at Turkey's request, even as the Kurdish militia had begun advancing to-

ward the area to start battling the Islamic State there.

Despite cooperating with American forces for months, the Syrian Kurds are now starting to worry that their success might not outweigh Turkey's importance to the United States.

Cale Salih, a visiting fellow at the European Council on Foreign Relations and the author of numerous articles on Kurdish affairs, summed up the unease over the deal with Turkey this way: "If it comes at the price of the relationship with one of the few effective partners on the ground in Syria, it doesn't seem to make sense."

For their part, American officials have always had to step carefully when cooperating with the Y.P.G. — because of its links to the P.K.K., which is widely listed as a terrorist group.

American officials have acknowledged cooperating with the Kurdish militia in Syria in general terms. In an emailed response to questions, however, the Pentagon would not confirm whether the militia was calling in airstrike coordinates, saying only that it was working with Syrian Kurds as well as other groups.

American officials and members of the militia alike take pains to note that it is not the same group as the outlawed P.K.K. But on the ground in northern Syria, the connective tissue is hard to miss.

Framed portraits of Abdullah Ocalan,

the founder of the P.K.K. and champion of Kurdish autonomy, are ubiquitous in the offices and headquarters in Syria of the Kurdish militia.

There is growing evidence that more P.K.K. fighters are directly joining the fight in Syria, too. Bulent Aliriza, director of the Turkey Project at the Center for Strategic and International Studies, estimates that thousands of P.K.K. fighters have crossed the border from Turkey to join the Kurdish militia in fighting the Islamic State, making the distinction between the two groups even more vague.

"There is only one group that has consistently and effectively battled ISIS in Syria, and that is the Y.P.G.," said Redur Khalil, a spokesman for the militia who says it has grown to include 35,000 soldiers, roughly 11 years after its start as a self-defense force in a single town.

As it has captured territory from the Islamic State, the Kurdish militia has rapidly expanded its territory in northern Syria by more than a third; it now controls more than 11,000 square miles — a ribbon of land roughly the size of Maryland. Across the border, Turkish officials have watched the Kurds' gains with unease, mindful of Kurdish ambitions to eventually carve out an independent state. And the growing cooperation between the United States and the militia has only heightened Turkish concerns, Mr. Aliriza said.

That cooperation took off last October, when the Islamic State almost overran the border town of Kobani, cutting off a unit of Kurdish fighters. A senior Syrian Kurdish official, speaking on the condition of anonymity to discuss intelligence details, said he had traveled to Erbil, Iraq, in October to meet United States military commanders. After much negotiation, he said, the Americans agreed to airdrop 27 pallets of weapons and ammunition, supplied by Kurdish officials in neighboring Iraq.

Fighters from the Kurdish militia provided the Americans with GPS coordinates of a site in Syria, and approximately 20 metric tons of supplies came floating down just before dawn on Oct. 19. "And it started from there," said the official, who explained how that first exchange evolved to include coordination of airstrikes, allowing the militia to take back Kobani, followed by victories in Tal Abyad and, in recent days, most of the province of Hasaka.

All the political complications are troubling to Mr. Raman, the radio operator who spends his days behind the green drapes sending in airstrike coordinates. His tools include nothing more than a walkie-talkie, a Samsung tablet and a cellphone, on which he has a screen saver of Mr. Ocalan's face.

He sees himself as a partner of the Western pilots flying warplanes overhead — just as he sees the P.K.K. as his militia's partner in the fight against the Islamic State. "If the Turks bomb the P.K.K., they're in effect helping ISIS," he said.

Here in northern Syria, the battle against the Islamic State looks like this:



A Kurdish militiaman patrolling near a field of oil wells near the village of Derek, Syria.

Fighters in the militia use tablet computers to give Americans their GPS coordinates, for supply drops, and those of ISIS, for targeting airstrikes.

Units of Kurdish fighters driving pickup trucks and minivans flying the group's yellow banner mass at the front, which is fluid and in some places is leaping forward by as much as one mile every day. The Kurds' uniforms feature Marpat digital patterns, a type of camouflage pioneered by the United States Marines, reproduced in a factory here using local cotton and sewn by Kurdish tailors, officials said.

Each fighter is assigned to a platoon of about 30 members. In keeping with Mr. Ocalan's philosophy of gender parity, women are present in large numbers on the battlefield, and portraits of female martyrs adorn almost as many billboards and lampposts as those of their male colleagues.

It was a female commander who led the battle that unfolded inside a group of empty apartment blocks in the town of Hasaka last week. Black pools of melted plastic and tar lined the road to the area, marking where Islamic State suicide bombers had detonated their belts.

At a nearby traffic circle, a crane operator was trying to lift an old Soviet-designed T-55 tank recently recovered from Islamic State fighters.

The road turned to dirt, passing empty multistory buildings, their walls a Swiss-cheese pattern of holes left by machine-gun fire. Several streets in, a mosque with a green dome shared a wall with a building from which a unit of Y.P.G. fighters began taking heavy fire.

Just after 10 p.m. on July 30, a Kurdish fighter radioed the coordinates of the building to Mr. Raman. According to the log of the exchange, a few minutes passed before the fighter called again to say he had sight of a group of Islamic State fighters.

In his relay station, Mr. Raman and his partner jotted down the coordinates: 36 degrees 28 minutes 23 seconds north latitude, 40 degrees 44 minutes 58 seconds east longitude. They noted the location on a digital map on their tablet

computers, as well as recorded it in a spiral notebook, decorated with a picture of a smiling baby.

Then they sent the grid via chat to their handlers in the American operations room.

At 10:12 p.m., the coalition sent a message asking for confirmation that the Kurdish militia was still taking fire from the location.

Mr. Raman answered that they were, before asking: "Is there a fighter jet overhead?"

"Yes, and they're preparing to strike," his counterpart replied.

At 10:23, the operations room sent a Google Earth map, showing a large, yellow circle approximately 100 yards to the north of the Islamic State target. The official instructed Mr. Raman to tell his men to retreat to the circle. "Make sure our comrades are in the yellow, O.K.?" the official wrote in Arabic.

At 10:34, he stressed: "Can you confirm that they're inside the yellow? Because the pilot is waiting."

The countdown began at 10:38 p.m., immediately after Kurdish fighters radioed Mr. Raman to say that their colleagues were in the safe zone.

"3 min.," said the first message from the coalition.

"1 min."

"30 sec."

Then: "Strike," and a request to con-

firm that Kurds nearby had not been hurt.

Just after midnight, he received one last message saying that the coalition's aircraft had counted nine bodies.

Later the next day, when New York Times journalists went to the scene of the blast, the mosque was still partly standing, though with part of its dome missing.

The GPS coordinates of the strike site exactly matched the one that Mr. Raman sent to the coalition war room on the night of July 30. A spokesman for the

coalition declined to identify the specific coordinates, saying only that coalition planes had conducted seven airstrikes that day on Islamic State targets near the town of Hasaka.

The bodies of the Islamic State fighters lay around the eight-foot-deep crater. There were nine in all, some wedged under slabs of concrete.

One dead fighter wore a camouflage vest. Another died within reach of his rocket-propelled grenade launcher.

Bullet casings littered the ground like confetti.

Anne Barnard contributed reporting from Baghdad, and Eric Schmitt from Washington.



A doctor treating the burns of Jacob, a 16-year-old ISIS fighter, in Hasaka, Syria, after an attack on an ISIS truck by Kurdish militiamen.

International New York Times AUGUST 11, 2015

Qaeda unit objects to U.S.-Turkey border plan

GAZIANTEP, TURKEY

Nusra Front says it has quit frontline positions against the Islamic State

BY BEN HUBBARD

The Syrian affiliate of Al Qaeda has announced its withdrawal from frontline positions against the Islamic State extremist group in northern Syria, saying that it disagrees with plans by Turkey and the United States to clear the extremists from an area along the Turkish border.

In a statement distributed on Monday, the Qaeda group, the Nusra Front, said the proposed plan was intended primarily to protect "Turkish national security" and not to advance the Syrian rebel cause.

Syrian activists in the area reported the withdrawal of the Nusra Front in recent days, saying that other rebel groups had taken up their vacated positions to prevent an advance by Islamic State forces.

But on Monday, a Defense Department official said the United States did not believe the statement.

"We've not yet seen any movements on the ground that would indicate they are following through with it," the official said, speaking on condition of anonymity to discuss battlefield issues.

The Nusra Front's announced withdrawal from rural positions northeast of

Aleppo, Syria, comes amid newly announced steps by Turkey and the United States to fight the Islamic State in Syria.

American and Turkish officials described plans last month to provide military support to Syrian rebels to clear the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, from a roughly 60-mile-long strip of territory along the Turkish border.

But two weeks later, much remains unclear about the plan, including how far into Syria the proposed zone will extend, which rebel forces will push back the Islamic State fighters and hold any ground taken from them, and what sort of military support they will receive to do so.

At the same time, a United States plan to train and arm rebels to fight the Islamic State suffered a major setback when leaders of the United States-backed group, Division 30, were captured by the Nusra Front soon after entering Syria last month. Their fate remains unknown.

Last week, a senior American official confirmed that one of the newly trained fighters had been killed and two others wounded in a Nusra Front attack on their base. The United States launched airstrikes to try to defend the force, the first time it has provided direct air support to American-trained forces.

Syrian rebels and activists have criticized the American program as too small to make a difference and as focused on a rebel group that few people know. Division 30 is made up mostly of fighters from Syria's Turkmen minority, and few other rebels had ever heard of it before it was attacked by the Nusra Front.

President Obama announced the program in May, saying that it would train and arm more than 5,000 fighters a year to fight the Islamic State. But the program faced a number of setbacks even before it was attacked by the Nusra Front. A number of fighters in the first training group quit and returned to Syria before finishing the program, leaving a graduating class of fewer than 60 fighters.



MURAD SEZER/REUTERS

After a delivery, a United States cargo plane departed from an air base in Turkey.

The Nusra Front made no mention of the American-backed fighters in its statement on Monday. It said Turkey was interested in what its officials call a "safe zone" because it was worried about Kurdish forces that have seized much of the land across its border in Syria.

It said the decision to push the Islamic State out of the proposed safe zone was not "the free choice of the fighting factions; in fact, its first goal is the national security of Turkey."

The Nusra Front said it was deploying its fighters to other frontlines to fight the Islamic Front and the Syrian government of President Bashar al-Assad.

L'offensive turque exacerbe les divisions kurdes

Le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a appelé les combattants du PKK à quitter la région

ANALYSE

CIZRE (TURQUIE) - envoyé spécial

Rarement recherchée et jamais atteinte, l'unité des différentes entités politiques et militaires kurdes présentes aux confins de la Turquie, de l'Irak et de la Syrie est à nouveau remise en cause alors qu'Ankara poursuit son offensive contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Dans un communiqué publié samedi 1^{er} août à Erbil, Massoud Barzani, président du Kurdistan d'Irak autonome, a appelé le PKK à « *éloigner son champ de bataille de la région du Kurdistan irakien pour que les civils ne deviennent pas des victimes de cette guerre* », faisant référence aux régions montagneuses qu'il occupe à proximité des frontières turque et iranienne, et bombardées sans relâche par l'aviation turque depuis le 24 juillet.

Attentat contre un oléoduc

La déclaration de M. Barzani est intervenue après une frappe aérienne ayant causé le mort de neuf personnes dont une femme enceinte à Zarkel, un village situé dans les monts Qandil, en territoire irakien, où le PKK a établi son quartier général dans les années 1990. Avant de se rétracter dimanche, le PKK avait, lui, revendiqué le 29 juillet la responsabilité d'un attentat commis en territoire turc contre un oléoduc utilisé par le Kurdistan irakien pour exporter sa production de pétrole brut vers le port de Ceyhan, sur la côte méditerranéenne de la Turquie. Cette attaque affectait de fait la principale source de revenu d'Erbil et le fondement de sa relation stratégique avec Ankara, une alliance aujourd'hui au cœur des tensions entre Massoud Barzani et le PKK.

La Turquie a amorcé un rapprochement spectaculaire avec Erbil au tournant des années 2010, Ankara décidant alors d'encourager l'exploitation des importantes ressources pétrolières et gazières du Kurdistan irakien afin de diversi-

fier ses sources d'approvisionnement et de renforcer sa position dans le transit des hydrocarbures vers l'Europe. Coïncidant avec la volonté d'Erbil de prendre ses distances à l'égard de l'Etat central irakien, dont il dépend encore financièrement, cette entente s'est doublée d'une dimension politique, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, alors premier ministre, ayant un temps tenté d'utiliser le prestige de Massoud Barzani auprès des Kurdes de Turquie pour faire pièce à l'influence du PKK.

C'est pourtant en Syrie que s'est scellée l'opposition entre le président du Kurdistan et le PKK. Renouant ses liens anciens avec le régime syrien, le PKK a pu investir à la faveur de la guerre civile et en bonne intelligence avec Damas les régions kurdes du pays et y imposer son monopole. A travers ses émanations syriennes, le PKK a mis en place dans trois enclaves territoriales majoritairement kurdes un système politique noyauté par ses cadres et soutenu par un savoir-faire militaire qui faisait

La propagande du PKK dépeint Massoud Barzani comme un pantin de la Turquie et un valet de Recep Tayyip Erdogan

alors défaut aux autres formations kurdes syriennes, notamment celles que Massoud Barzani s'était efforcé de réunir et d'organiser depuis Erbil au début de la révolution. La répression souvent brutale dont ces formations ont fait l'objet par le PKK et ses alliés a renforcé la défiance entre les deux parties au point de les placer ponctuellement au bord de la confrontation armée.

En combattant le Front Al-Nosra

puis l'Etat islamique (EI), le PKK, dont les Unités de protections du peuple (YPG) constituent la milice syrienne, a su justifier sa domination politique en se posant en unique défenseur des Kurdes de Syrie face aux islamistes. L'offensive de l'EI sur le Kurdistan d'Irak, lancée il y a un an, n'a cependant pas produit l'unité attendue entre les Kurdes.

Déclarations modérées

En passant par le territoire syrien pour porter secours aux yézidies (Kurdes irakiens adeptes d'un culte hérité du zoroastrisme), abandonnés à leur sort par les peshmergas kurdes irakiens, puis pris au piège par l'Etat islamique sur le mont Sinjar à partir du 9 août 2014, le PKK a pris position de manière inédite dans les zones d'influence du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani. Par ailleurs, si des peshmergas irakiens ont porté assistance aux

combattants du PKK et des YPG à Kobané à partir de novembre 2014, ils n'ont pas permis à Massoud Barzani de regagner une quelconque influence politique en Syrie.

En reprenant l'offensive contre le PKK après un cessez-le-feu de plus de deux ans, Ankara ne manque pas une occasion de se présenter comme pleinement soutenue par le président du Kurdistan irakien dans sa lutte contre la guérilla kurde. Bien que les déclarations de ce dernier restent modérées et appellent avant tout à une reprise du processus de paix, les divers organes de propagande du PKK dépeignent depuis la fin de la semaine dernière Massoud Barzani comme un pantin de la Turquie et un valet de Recep Tayyip Erdogan, allant jusqu'à accuser le Parti de la justice et du développement (AKP) du président turc et le PDK d'être, ensemble, responsables de l'assassinat des villageois de Zarkel. ■

ALLAN KAVAL

LE CONTEXTE

PKK

Fondé en 1978

Le Parti des travailleurs du Kurdistan a déclaré la guerre à l'Etat turc en 1984. Initialement indépendantiste et marxiste-léniniste, il défend désormais une autonomie au sein des Etats dans lesquels il se trouve. Sa branche syrienne domine les zones kurdes du pays.

PDK

Créé en 1946

Fondé par Moustapha Barzani (père de Massoud Barzani), le Parti démocratique du Kurdistan contrôle le nord de la région autonome du Kurdistan irakien. Ses partisans hors d'Irak sont marginalisés par le PKK.

AFP

Turquie: 2 morts et 31 blessés, dont 4 graves, dans l'attaque suicide d'une gendarmerie (armée)

Istanbul, 2 août 2015 (AFP)

DEUX SOLDATS turcs ont été tués et 31 blessés, dont quatre grièvement, dans une attaque suicide dimanche de la rébellion kurde du PKK contre une gendarmerie de la région d'Agri (est), a annoncé l'armée turque.

Un tracteur bourré de deux tonnes d'explosifs a été précipité en pleine contre les locaux d'une gendarmerie des environs de la ville de Dogubayazit, a indiqué l'armée dans un communiqué, attribuant l'attaque au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

C'est le premier attentat suicide de ce type signalé depuis la reprise du cycle de violences entre la guérilla kurde et les forces de l'ordre il y a une dizaine de jours.

Selon l'armée, la gendarmerie a en outre été visée par des tirs de la guérilla juste après l'explosion du tracteur piégé. Des médias turcs ont assuré que les rebelles avaient ensuite tendu "une embuscade" pour gêner l'arrivée des secours.

Deux soldats ont été tués et 31 blessés, "dont quatre se trouvent dans un état grave", a affirmé l'armée. Un précédent bilan, donné par l'agence gouvernementale Anatolie, faisait état de 2 morts et 24 blessés.

Selon des images montrées par les télévisions turques, le toit et une des façades de la gendarmerie, un vaste bâtiment blanc de plusieurs étages, ont été soufflés par l'explosion.

Des débris ont atteint des maisons à plusieurs centaines de mètres à la ronde et plusieurs habitants ont été légèrement blessés, a rapporté l'agence de presse Dogan.

Dans une autre attaque dimanche attribuée au PKK, un soldat a été tué et sept ont été blessés lorsqu'une mine a explosé au passage d'un convoi militaire sur une route de la province de Mardin (sud-est), selon un bilan de l'armée.

Depuis le déclenchement le 22 juillet d'attaques quotidiennes par le PKK, au moins 17 membres des forces de l'ordre ont été tués et plusieurs dizaines blessés, selon un décompte de l'AFP.

L'armée turque mène de son côté des raids massifs contre les positions de la guérilla dans les montagnes du nord de l'Irak. Au moins 260 combattants kurdes ont été tués et près de 400 blessés dans ces raids, a-t-on indiqué samedi de source officielle turque.

Selon Anatolie, une dizaine de membres du PKK ont en outre été tués dans les affrontements avec l'armée survenus sur le sol turc. ■



10 AOÛT 2015

Turquie : au moins 8 morts dont 4 policiers, après trois attaques

AFP 10 août 2015
www.libération.fr/

À CHAUD La Turquie a été victime de deux attaques à Istanbul et une à Silopi, dans le sud-est du pays.

Ce lundi, quatre policiers ont été tués par un engin explosif placé le long d'une route du sud-est de la Turquie, une attaque attribuée aux rebelles kurdes, ont annoncé les médias locaux. L'attentat a eu lieu dans le district de Silopi dans la province de Simak, frontalière de l'Irak et de la Syrie, a annoncé l'agence privée Dogan.

Cette attaque a eu lieu quelques heures seulement après qu'Istanbul, la capitale économique de Turquie, ait été le théâtre de deux attentats. Lundi matin, un poste de police et le consulat des États-Unis, avaient été attaqués, faisant au moins trois morts, selon les médias turcs.

Lundi après-midi, un groupe d'extrême gauche a revendiqué l'attentat contre le consulat américain à Istanbul. Un responsable turc a lui accusé les séparatistes kurdes turcs de l'attaque contre un poste de police dans la même ville. «L'attaque contre le consulat est liée au DHKP-C (Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple), groupe radical ayant revendiqué en 2013 un attentat-suicide contre l'am-



Dans le quartier de Sultanbeyli, à Istanbul, après l'attentat-suicide qui a visé un poste de police, le 10 août.

bassade des États-Unis à Ankara qui avait provoqué la mort d'un agent de sécurité turc», a déclaré le responsable qui veut rester anonyme.

Dans un communiqué sur son site web, ce groupe a en effet revendiqué l'attaque et promis que «la lutte continuera jusqu'à ce que l'impérialisme et ses collaborateurs quittent notre pays et que chaque pouce de notre territoire soit libéré des bases américaines».

Le responsable turc a par ailleurs affirmé que le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste kurde) était responsable de l'attaque-suicide qui a visé dans la nuit une station de police du quartier de Sultanbeyli sur la rive asiatique du Bosphore à Istanbul. Dix personnes ont été blessées dont trois policiers, selon un communiqué du bureau du gouverneur.

Outre le kamikaze, deux militants

avaient été tués dans les affrontements, selon le bureau du gouverneur. Beyazit Ceken, chef du département des explosifs à la police, a été blessé dans les accrochages et est décédé à l'hôpital, a ajouté la même source. Par ailleurs, l'agence Dogan affirme qu'un soldat turc a été tué lorsque des militants kurdes ont attaqué au lance-roquette un hélicoptère militaire qui transportait du personnel dans le secteur de Beytussebap à Sirkak.

La Turquie mène campagne contre la guérilla du PKK

Ces violences interviennent alors que la tension monte dans la rue turque avec l'intensification de la campagne du gouvernement contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), au moment où les États-Unis ont déployé des chasseurs F-16 en Turquie pour lutter contre le groupe Etat islamique (EI).

Peu après minuit, lundi, l'explosion d'un véhicule a été déclenchée par un kamikaze présumé devant un poste de police du quartier de Sultanbeyli sur la rive asiatique du Bosphore, faisant 10 blessés dont trois policiers, a rapporté l'agence officielle Anatolie. Des affrontements avec la police se sont poursuivis toute la nuit de dimanche à lundi devant le poste de police pris pour cible par les tirs des attaquants.

Deux militants présumés, dont l'appartenance politique n'était pas établie, ont été tués par la police lundi matin, ont annoncé les médias. Un policier a été tué dans ces affrontements, a rapporté la chaîne de télévision NTV, mais sa mort n'a pas été officiellement confirmée.

Dans une autre attaque, deux individus, dont une femme, ont ouvert le feu lundi matin sur le consulat, très protégé, des États-Unis à Istanbul, situé dans le quartier d'Istinye sur le Bosphore, ont rapporté les chaînes CNN-Turk et NTV. La femme, blessée, a été arrêtée peu après par la police, selon les médias turcs. Il s'agit d'Haticce Asik, 42 ans, militante du DHKP-C (Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple), selon l'agence officielle Anatolie.

Les motifs de cette attaque n'étaient pas clairement établis et l'ambassade des États-Unis à Ankara indiquait qu'elle «cherchait toujours à comprendre ce qui s'est passé». ♦

Le Monde
SAMEDI 8 AOÛT 2015

Face à l'EI, la stratégie limitée de M. Obama

Un an après les premières frappes contre l'Etat islamique, les djihadistes ne reculent toujours pas

WASHINGTON - correspondant

Cet anniversaire est de ceux qui ne se célèbrent pas. Le 7 août 2014, le président Barack Obama annonçait la reprise des opérations militaires américaines en Irak pour bloquer l'avancée des djihadistes de l'Etat islamique (EI). Après avoir pris, à la surprise générale, le contrôle de la deuxième ville du pays, Mossoul, deux mois plus tôt, ces derniers, qualifiés d'« équipe B » d'Al-Qaïda quelques mois auparavant par le président au détour d'un portrait publié par le *New Yorker*, menaçaient alors la capitale des provinces kurdes d'Irak, Erbil.

Improvisée, la contre-attaque aérienne américaine a bloqué les djihadistes. Un mois plus tard, la Maison-Blanche a dévoilé sa stratégie pour « affaiblir et finalement vaincre » l'Etat islamique : mettre sur pied une coalition la plus large possible pour mutualiser cette guerre étendue à tous les territoires contrôlés par l'EI, en Irak comme en Syrie, limiter le rôle américain aux bombardements aériens et à l'encadrement de l'armée irakienne et de milices syriennes, inciter les autorités ira-

Militaires américains en conversation avec des chefs de tribu sunnites sur la base militaire d'Habbaniyé, en Irak, en juin.

HIEN LAM DUC
POUR « LE MONDE »



kiennes majoritairement chiïtes à rompre avec un sectarisme qui avait facilité l'avancée de djihadistes sunnites.

Un an plus tard, la Maison-Blanche déroule à intervalles réguliers ses statistiques pour attester de l'efficacité de cette stratégie. Le porte-parole de M. Obama, Josh Earnest, a ainsi indiqué le 31 juillet que les 5 800 frappes enregistrées jusqu'à présent avaient permis de reprendre, selon lui, 25 % des zones peuplées contrôlées à un instant donné par l'EI. Le Pentagone fait de même pour ce qui concerne les moyens militaires des djihadistes ou les infrastructures pétrolières qui contribuaient à leur santé financière ; il dénombrerait au 29 juillet

La coalition, imposante en apparence avec une soixantaine de pays, est pénalisée par des divergences internes

plus de 8 700 cibles touchées.

Sur le terrain, les victoires sur les djihadistes à Kobané, au nord de la Syrie, ou à Tikrit, en Irak, ont été effacées par les prises par ces derniers de Ramadi et de Palmyre, de part et d'autre de la frontière, qui sépare, en théorie, les deux pays dans lesquels ils sont implantés. Même si M. Obama a assuré le contraire dès le mois de septembre, le produit des efforts américains relève plus de l'endigement que de la reconquête. La Maison-Blanche le reconnaît à demi-mot lorsqu'elle se refuse à

La déroute de la « Division 30 » syrienne, formée par Washington

C'EST UN DÉSASTRE, DE BOUT EN BOUT. Depuis le jeudi 30 juillet, le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, harcèle un groupe de combattants syriens, la « Division 30 », les premières recrues d'un programme d'entraînement américain en Turquie et en Jordanie destiné à combattre l'Etat islamique (EI). L'armée américaine annonçait en février que celui-ci devait former 15 000 combattants de l'opposition modérée.

Ces hommes ont passé la frontière turque fin juillet. Ils étaient une cinquantaine. On leur a demandé de « montrer des résultats ». Mais, dès le 30 juillet, le Front Al-Nosra en enlevait huit, dont un de leurs chefs, Nadim Hassan, un déserteur de l'armée syrienne. Le lendemain, les djihadistes attaquaient de nouveau près de la ville d'Azaz. L'aviation américaine a répliqué en bombardant des positions d'Al-Nosra. Le

président Barack Obama a autorisé le Pentagone à mener à l'avenir des frappes défensives pour aider les rebelles qu'il entraîne, y compris contre le régime syrien.

Selon un communiqué de la Division 30, cinq de ses combattants ont été tués dans cette attaque, 18 blessés et 20 capturés. Samedi, le reste de la troupe s'est réfugié dans la région kurde d'Afrin, selon l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme (OSDH). Al-Nosra a publié une vidéo de ses captifs. Il affirme que les Etats-Unis désirent « étendre leur sale long bras capitaliste en Syrie » et que son rôle est de « couper ce bras ».

Des membres de l'administration américaine se sont dit surpris : la Division 30 venait combattre l'EI, l'ennemi commun. « J'ai du mal à comprendre comment on peut envoyer 50 types sur un terrain aussi compliqué tout en clamant "ce sont nos gars" », dit un conseiller d'une brigade modérée dans

la région d'Alep. Il apparaît qu'aucun groupe rebelle n'est venu à leur secours.

Plusieurs jugent que leur mission, combattre l'EI mais pas le régime, n'a aucun sens. « Il n'y a aucune confiance en ces combattants », dit Islam Allouch, porte-parole de l'Armée de l'islam, d'obédience salafiste, l'un des groupes les plus puissants de la rébellion. Ils suivent la politique du pays qui les a entraînés, pas les objectifs des Syriens, qui ont deux ennemis : Daech et le régime. Si vous ne combattez que l'un des deux, vous rendez l'autre plus fort. »

Lundi et mardi, le Front Al-Nosra a capturé cinq autres membres de la Division 30, selon l'OSDH. Mardi, la « Division » affirmait dans un communiqué qu'elle ne combattrait pas le Front Al-Nosra, mais l'EI et le régime. ■

LOUIS IMBERT
ET BENJAMIN BARTHE (À BEYROUTH)

mentionner le moindre terme pour cette mission, ou bien lorsqu'elle répète que l'effort militaire sera long et ponctué « *d'avancées et de revers* ».

Moyens limités

Trois raisons principales, directement liées à la stratégie exposée en septembre, expliquent une situation que l'agence Associated Press, citant sous couvert d'anonymat des responsables de la CIA et de la Defense Intelligence Agency (DIA, Agence du renseignement de la défense), a décrite le 31 août comme un statu quo : les effectifs des djihadistes restent en effet stables (entre 20 000 et 30 000) malgré les frappes, et ce, grâce à l'afflux constant de combattants étrangers, à la capacité de l'EI à maintenir ses sources de financement, notamment dans le pétrole, à son adaptation aux bombardements aériens.

La première explication réside dans les moyens limités alloués par le président des Etats-Unis. Les effectifs des militaires améri-

cains sur place restent modestes (un peu plus de 3 000 hommes, dont une partie protège les services diplomatiques à Bagdad et à Erbil). A l'exception de raids des forces spéciales, M. Obama continue d'exclure l'envoi de forces combattantes, ces *boots on the ground* que ses critiques, aux Etats-Unis, jugent indispensables pour enregistrer des succès durables, compte tenu de la déliquescence de l'armée régulière irakienne. La hantise de la perte de contrôle des opérations (le *mission creep*) hante un président élu en 2008 sur la promesse, réalisée trois ans plus tard, de retirer toutes les forces militaires américaines d'Irak.

La coalition, imposante en apparence (une soixantaine de pays), mise sur pied par les Etats-Unis reste ensuite pénalisée par une série de divergences internes. Ces dernières peuvent porter sur les opérations militaires (certains pays, comme la France, refusant d'intervenir en Syrie) comme sur les objectifs de guerre. Les deux

alliés régionaux primordiaux que sont l'Arabie saoudite et la Turquie considèrent notamment que l'éviction de Bachar Al-Assad est prioritaire parce que son maintien au pouvoir galvanise les djihadistes. Le gouvernement d'Ankara, qui s'est lancé tardivement dans les opérations contre l'EI, les a par ailleurs doublées de raids contre les Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont il redoute qu'ils sortent renforcés de leur lutte contre les djihadistes.

Le cas de Bachar Al-Assad illustre enfin la dernière faiblesse de la stratégie américaine : l'absence sur le terrain d'un partenaire fiable et efficace en première ligne face à l'EI. La Syrie en est l'exemple extrême puisque les Etats-Unis, qui refusent de se coordonner avec un président qu'ils jugent dépourvu de toute légitimité après quatre ans d'une effroyable guerre civile, ne disposent d'aucun relais parmi les rebelles qui combattent l'armée régulière et qui sont désormais majoritairement affiliés à des groupes

djihadistes.

Frustration

Mais la situation en Irak n'est pas moins frustrante. Washington a certes obtenu, une semaine après ses premiers bombardements, le 14 août 2014, le départ du premier ministre d'alors, Nouri Al-Maliki, dont il avait fait un préalable, et son remplacement par Haider Al-Abadi. Selon l'administration américaine, M. Maliki était l'artisan des fractures confessionnelles entre chiites et sunnites. Mais le gouvernement irakien, qui s'en remet plus dans cette lutte contre l'EI aux milices chiites qu'à l'armée régulière, reste fragile. Autant de raisons qui expliquent que la lutte contre l'Etat islamique a toutes les chances d'être laissée en héritage à celui, ou celle, qui succédera à Barack Obama le 20 janvier 2017. ■

GILLES PARIS

AFP

Iran: cinq miliciens tués par des "contre-révolutionnaires" (agence)

Téhéran, 12 août 2015 (AFP)

CINQ MILICIENS iraniens ont été tués mardi soir dans un affrontement avec des "contre-révolutionnaires" dans le nord-ouest de l'Iran près de la frontière avec le Kurdistan irakien, a rapporté mercredi l'agence officielle Irna.

"Mardi soir, des affrontements violents se sont déroulés entre des contre-révolutionnaires et des bassidjis (corps de volontaires islamistes) et cinq bassidjis ont été tués", a déclaré le colonel Ebrahim Hosseini, un commandant du corps des Gardiens de la révolution - l'armée d'élite dont dépendent les bassidjis - basé dans le Kurdistan iranien.

Il n'a pas fourni d'autres précisions sur ces combats qui ont eu lieu dans la région de Kamyaran, à environ 70 kilomètres de la frontière avec la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak.

Des attaques sont menées périodiquement dans la province du Kurdistan iranien, mais aussi à l'extrême sud-est du pays, dans la province du Sistan-Balouchistan, par des rebelles sunnites contre les forces de l'ordre iraniennes.

AFP

Turquie : un soldat et sept rebelles kurdes tués (armée)

Istanbul, 13 août 2015 (AFP)

UN MILITAIRE a été tué par un engin explosif et sept rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont péri dans des heurts avec l'armée dans la nuit de mercredi à jeudi dans le sud-est de la Turquie, a annoncé l'état-major turc.

Un soldat, grièvement blessé à la suite de l'explosion d'une bombe artisanale à Bingöl, dans l'est, a succombé à ses blessures, a fait savoir l'armée dans un communiqué diffusé jeudi soir.

Quelques heures plus tôt, de violents affrontements avaient éclaté dans la région montagneuse d'Agri, frontalière de l'Iran et située non loin de l'Arménie. La police a répliqué aux tirs de roquettes par les rebelles kurdes sur un poste de gendarmerie, et tué "trois terroristes".

L'agence de presse prokurde Firat a cependant affirmé que deux des trois personnes tuées étaient en réalité des adolescents âgés de 15 et 16 ans travaillant dans une boulangerie de la commune. Ils ont été touchés par les tirs de la police

qui visait les bâtiments à proximité de leur lieu de travail, selon la même source. "C'est une exécution", a commenté l'avocat du parti prokurde HDP (Parti démocratique des peuples), Dirayet Tasdemir, auprès de Firat.

Ces informations ne pouvaient être vérifiées.

Plus au sud, à quelques dizaines de kilomètres de la Syrie et de l'Irak, des échanges de tirs ont opposé à Silopi rebelles et soldats. Quatre "terroristes" ont été tués, a déclaré l'état-major turc.

Depuis qu'Ankara a déclenché le 24 juillet une "guerre contre le terrorisme" visant simultanément le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les combattants du groupe EI, le long de sa frontière avec la Syrie et l'Irak, la Turquie vit une véritable escalade des violences.

Les dizaines de raids aériens se sont concentrés sur la guérilla kurde et les accrochages sont désormais quotidiens depuis trois semaines entre les forces d'Ankara et les combattants kurdes.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan répète à l'envi son intention de poursuivre les raids contre les rebelles kurdes "jusqu'à ce qu'il ne reste plus aucun terroriste".

Le processus de paix engagé en 2012 avec le PKK est "gelé", a-t-il encore martelé mercredi, affirmant que les combats dureraient jusqu'à ce que les rebelles "quittent la Turquie et enterrent leurs armes".

L'amertume des Kurdes engagés contre l'Etat islamique

Visés par l'aviation turque, les militants du PKK accusent Ankara de « tromper les Occidentaux »

REPORTAGE

BASVERIMLI (TURQUIE) -
envoyé spécial

Des centaines de camions turcs traversent chaque jour le poste-frontière d'Ibrahim-Khalil, unique passage légal entre le territoire turc et le Kurdistan irakien. Leurs cargaisons nourrissent quotidiennement l'économie de cette région autonome du nord de l'Irak en matériaux de construction et en biens de consommation. Dans l'autre sens roulent des tankers chargés du pétrole brut extrait des gisements contrôlés par les Kurdes d'Irak et, de manière régulière, des camions réfrigérés qui transportent les dépouilles de jeunes Kurdes de Turquie ayant rejoint les rangs du Parti des tra-

vailleurs du Kurdistan (PKK) avant de tomber au combat contre l'Etat islamique (EI) dans les plaines irakiennes et syriennes qui s'étendent plus au sud.

Le 5 août, après onze jours de blocage par les autorités turques, l'un de ces camions contenant les treize cadavres de combattants kurdes et d'un volontaire allemand a enfin été autorisé à passer. Au cours de ces journées d'attente, le village de Basverimli situé à proximité de Silopi, dans le département de Sîrnak, à 2 kilomètres de la frontière a accueilli plusieurs centaines de Kurdes venus réclamer leurs « martyrs ». Sous le vol sombre d'hélicoptères décollant vers les positions du PKK des monts Joudi, leurs rassemblements au poste-frontière ont été dispersés par les gaz lacrymogènes

de la gendarmerie. Contraints de se réfugier dans les maisons mises à leur disposition par les villageois, ils ont tâché, tant bien que mal, de faire pression sur les autorités turques avant d'obtenir gain de cause.

Scènes de guerre urbaine

L'attentat de Sûruç contre des militants prokurdes, le 20 juillet, suivi de l'assassinat de policiers décidé en représailles par le PKK et la reprise consécutive des frappes aériennes sur les bases de la guérilla kurde dans le nord de l'Irak ont ouvert une nouvelle phase de conflit, après deux ans de processus de paix.

Dans les villes kurdes, des affrontements meurtriers opposent les jeunes militants du PKK aux forces de sécurité et donnent parfois lieu à des scènes de guerre urbaine. Vendredi 7 août, à Silopi, trois civils kurdes ont été tués par la police. Les affrontements, déclenchés lorsque des bulldozers de la police sont venus combler les tranchées creusées par les militants en travers des rues de leur quartier, ont occasionné des cas de blessures graves par balles et la destruction de plusieurs maisons. En représailles, un policier et deux soldats ont été tués dans les villes de Cizre et dans les provinces de Van et d'Agri. Largement diffusées sur les réseaux sociaux, les images de maisons en flammes à Silopi ont renforcé la crainte des habitants du sud-est kurde de la Turquie de voir leur région sombrer dans une violence sans retour.

Le mouvement kurde dénonce une « manipulation » du président de la République turque, Recep Tayyip Erdogan. La percée du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde de gauche) ayant privé le Parti de la justice et du développement (AKP) de majorité, les résultats des dernières élections législatives devaient se traduire soit par la formation d'un gouvernement de coalition, qui paraît à ce stade impossible à négocier, soit par l'organisation d'un nouveau suffrage. « Le gouvernement turc veut inciter le PKK à déclencher une nouvelle guerre afin de discréditer le HDP et d'obtenir lors des élections anticipées une majorité suffisante pour gouverner seul », explique Faysal Sariyildiz, député HDP de Sîrnak.

La proximité des champs de ba-

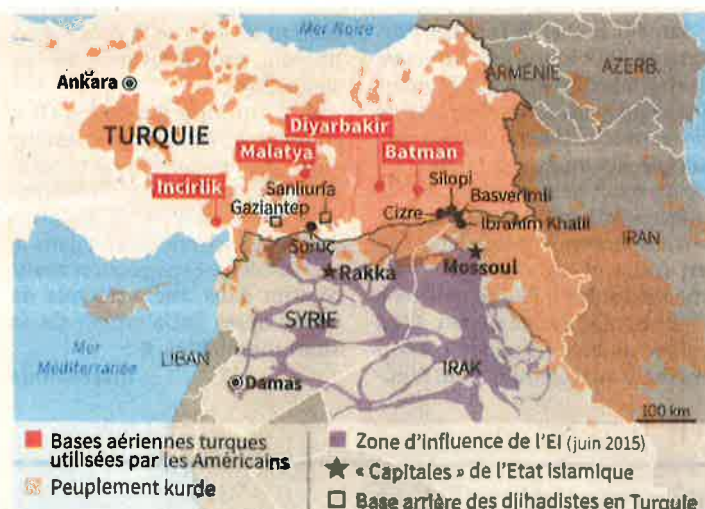
« Daech est l'instrument de l'Etat turc pour faire la guerre aux Kurdes »

RASUL TAS
habitant de Basverimli

taille syrien et irakien, où les forces kurdes combattent l'Etat islamique, n'est pas sans conséquence. Depuis le déclenchement de la guerre civile syrienne, les Kurdes de Turquie ont les yeux tournés vers le Rojava, les régions kurdes de Syrie où le PKK a réussi à imposer son modèle politique et continue à combattre les djihadistes de l'EI. Et l'engagement récent de la Turquie contre le groupe djihadiste ne convainc personne à Basverimli, comme ailleurs dans les régions kurdes. « Daech [acronyme arabe de l'EI] est l'instrument qu'utilise l'Etat turc pour faire la guerre aux Kurdes. Les avions turcs bombardent nos au Rojava et en Irak », accuse Rasul Tas, un habitant de Basverimli, reprenant une idée largement partagée au sein de la population kurde. « La Turquie est en train de tromper les Occidentaux : ce gouvernement déclare s'attaquer à Daech, mais c'est un prétexte pour faire la guerre aux Kurdes », regrette Salih Gulenç, un cadre du mouvement kurde du département de Sîrnak.

Les combattants dont les dépouilles étaient bloquées à la frontière turque sont morts au début du mois de juillet dans les régions d'Hassaké en Syrie et de Sinjar en Irak, deux zones où l'aviation américaine soutient directement les combattants kurdes au sol. L'incompréhension et la confusion n'en sont que plus grandes parmi les Kurdes de Turquie, qui s'étonnent de voir les gouvernements occidentaux ne pas s'opposer plus fermement à la politique turque. « Nos martyrs sont morts en combattant Daech au nom de l'humanité, lance le frère aîné d'un combattant tué en Syrie, venu à la frontière depuis Diyarbakir, pour attendre son corps. Aujourd'hui, la Turquie nous attaque et le monde nous a oubliés. » ■

ALLAN KAVAI



SOURCES : INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR ; LE MONDE

International New York Times

AUGUST 13, 2015

An outbreak of diplomacy on Syrian war

BEIRUT, LEBANON

U.S., Russia and others work to avoid a collapse that would bolster ISIS

BY ANNE BARNARD

With President Bashar al-Assad of Syria facing battlefield setbacks, diplomats from Russia, the United States and several Middle Eastern powers are engaged in a burst of diplomatic activity, trying to head off a deeper collapse of the country that could further strengthen the Islamic State militant group.

Russia, Mr. Assad's most powerful backer, has built new ties with Saudi Arabia, a fervent opponent, and even brokered a meeting between Saudi and Syrian intelligence officials. On Tuesday, the Saudi foreign minister, Adel al-Jubeir, met with the Russian foreign minister, Sergey V. Lavrov, in Moscow, wrangling over the fate of Mr. Assad.

Unusual meetings have come in quick succession. Last week, the top Russian, American and Saudi envoys held their first three-way meeting on Syria; Russian officials briefed Syria's foreign minister, Walid al-Moallem. He then met officials in Oman, whose ties to both Saudi Arabia and Iran raised the prospect of talks between those archrivals. Russia stopped blocking an international inquiry into who has used chemical weapons in Syria, a longstanding American priority.

The flurry of diplomacy suggests that Russia and the United States, whose differences have long jammed efforts to resolve the conflict, are making newly concerted strides toward goals they have long claimed to share: a political solution to Syria's multisided civil war and better strategies to fight the Islamic State.

Russia has played the most prominent public role so far in the new diplomacy. Some analysts say that the discussion reflects a softening of the Obama administration's long-held position that "Assad must go," and a fear, shared with Russia, that the Islamic State could be the primary beneficiary if Mr. Assad's government continues to weaken, as they expect, or even to collapse entirely, which they view as less likely but increasingly possible.

The Syrian government has been jarred by a series of defeats on the battlefield and difficulty recruiting for its forces, even among members of Mr. Assad's minority Alawite sect. Having lost large sections of the country to the Islamic State and various rebel forces, it is

concentrating its remaining military strength in the capital, Damascus, and other crucial cities in western Syria.

Mr. Assad's opponents, too, have reason to reassess strategy; American efforts to build a proxy force in Syria have largely failed, insurgent groups have their own attrition problems, and Saudi

Arabia and Turkey face political and security blowback at home.

As the military situation continues to deteriorate, the major powers are growing increasingly nervous. Emile Hokayem, a Middle East analyst with the International Institute for Strategic Studies and a vociferous critic of Mr. Assad, said the United States was letting Russia take the lead because "they don't want to own this." If anything, Mr. Hokayem added, "it's the United States that has moved closer to Russia's position" that Mr. Assad could be part of the transitional government that is the stated goal of any negotiations.

Regional news outlets have attributed the outburst of diplomatic activity to the aftermath of the tentative nuclear deal with Iran, which has "thrown a great stone into the region's waters," as the Jordanian newspaper *Al Ghad* put it. The pan-Arab daily *Rai al-Youm* went so far as to declare that "a political resolution is taking shape with notable speed."

But analysts in the region, across the political spectrum, strongly caution that

no breakthroughs can be expected soon. Fundamental disconnects remain, and in the diplomatic dance, each side claims that its adversaries are coming around to its point of view.

Russian and Iranian officials suggest that Saudi Arabia, the United States and allies like Turkey are coming to realize that fighting terrorism is more important than ousting Mr. Assad, though Mr. Jubeir insisted after his meeting with Mr. Lavrov that "there is no place for Assad in the future of Syria." Conversely, American and Turkish officials, who contend that his rule drives radicalism, say that Russia has grown more willing to see him replaced.

And even if real consensus can be reached, any agreement would have little meaning right now, when many forces on the ground still believe they can gain by fighting. Any deal that emerges would be likely to cover only the government-held western spine of Syria and parts of the south, where relatively moderate insurgents are strongest. It is virtually inconceivable that the Islamic

State, entrenched in eastern Syria, or the Nusra Front, Al Qaeda's arm in Syria and a powerful force in the northwest, would be included.

What is nonetheless taking place internationally is a shift in tone, a sense of movement below the surface. That alone is notable in a context of divides that can seem unbridgeable, after four and a half years of fighting that has killed at least a quarter-million people and driven the worst refugee crisis in a generation.

Of all the recent diplomatic exchanges and openings, none is more important than the apparent new spirit of cooperation between Russia and the United States. Fyodor Lukyanov, chairman of a council that advises the Kremlin on foreign policy, said that conversations were returning to the topic of Syria after a year of exclusive focus on the Iran deal, with each side a bit "less firm" in its position.

"Saudi still believes that Assad should go, but now they are a little less sure that the alternative will be better," he said in a recent interview with *The New York Times*. "Russia still believes

he should stay but cannot ignore that the general situation is changing, that the strategic position for Syria is much worse now than before."

Senior American officials say Russian officials have appeared to be more open in recent weeks to discussions about replacing Mr. Assad. These officials, who spoke on the condition of anonymity to discuss diplomatic deliberations, say Moscow is increasingly worried about Mr. Assad's precarious position and the rise of extremist groups, which have recruited several thousand Russian citizens to fight in Syria.

The officials said that if Russia someday agreed to broker a deal to move Mr. Assad aside, it would almost certainly insist on another Alawite, a member of Mr. Assad's minority sect.

Reporting was contributed by Sabrina Tavernise, and Nikolay Khalip from Moscow, Thomas Erdbrink from Tehran, Eric Schmitt from Washington, Hwaida Saad from Beirut, and Ben Hubbard and Ceylan Yeginsu from Istanbul.

ISIS enshrines a theology of rape

QADIYA, IRAQ

Victims detail abuse of girls and women as a form of 'prayer'

BY RUKMINI CALLIMACHI

In the moments before he raped the 12-year-old girl, the Islamic State fighter took the time to explain that what he was about to do was not a sin. Because the preteen girl practiced a religion other than Islam, the Quran not only gave him the right to rape her — it condoned and encouraged it, he insisted.

He bound her hands and gagged her. Then he knelt beside the bed and prostrated himself in prayer before getting on top of her.

When it was over, he knelt to pray again, bookending the rape with acts of religious devotion.

"I kept telling him it hurts — please stop," said the girl, whose body is so small an adult could circle her waist with two hands. "He told me that according to Islam he is allowed to rape an unbeliever. He said that by raping me, he is drawing closer to God," she said in an interview alongside her family in a refugee camp here, to which she escaped after 11 months of captivity.

The systematic rape of women and girls from the Yazidi religious minority has become deeply enmeshed in the organization and the radical theology of the Islamic State in the year since the group announced it was reviving slavery as an institution. Interviews with 21 women and girls who recently escaped the Islamic State, as well as an examination of the group's official communications, illuminate how the practice has been enshrined in the group's core tenets.

The trade in Yazidi women and girls has created a persistent infrastructure, with a network of warehouses where the victims are held, viewing rooms where they are inspected and marketed, and a dedicated fleet of buses used to transport them.

A total of 5,270 Yazidis were abducted last year, and at least 3,144 are still being held, according to community leaders. To handle them, the Islamic State has developed a detailed bureaucracy of sex slavery, including sales contracts notarized by the Islamic courts run by the group. And the practice has become an established recruiting tool to lure men from deeply conservative Muslim societies, where casual sex is taboo and dating is forbidden.

A growing body of internal policy memos and theological discussions has established guidelines for slavery, including a lengthy how-to manual issued by the Islamic State Research and Fatwa Department just last month. Repeatedly, the Islamic State leadership has emphasized a narrow and selective reading of the Quran and other religious rulings to not only justify violence, but also to elevate and celebrate each sexual assault as spiritually beneficial, even virtuous.

"Every time that he came to rape me, he would pray," said F, a 15-year-old girl who was captured on the shoulder of Mount Sinjar one year ago and was sold to an Iraqi fighter in his 20s. Like some others interviewed by The New York Times, she wanted to be identified only by her first initial because of the shame associated with rape.

"He kept telling me this is ibadah," she said, using a term from Islamic scripture meaning worship. "He said that raping me is his prayer to God. I said to him, 'What you're doing to me is wrong, and it will not bring you closer to God.' And he said, 'No, it's allowed, it's halal,'" said the teenager, who escaped in April with the help of smugglers after being enslaved for nearly nine months.

CALCULATED CONQUEST

The Islamic State's formal introduction of systematic sexual slavery dates from Aug. 3, 2014, when its fighters invaded the villages on the southern flank of Mount Sinjar, a craggy massif of dun-colored rock in northern Iraq.

Its valleys and ravines are home to the Yazidis, a tiny religious minority who represent less than 1.5 percent of Iraq's estimated population of 34 mil-



A "Certificate of Emancipation" given to a Yazidi by a man who said he was freeing her before conducting a suicide bombing.

lion.

The offensive on the mountain came just two months after the fall of Mosul, the second-largest city in Iraq. At first, it appeared that the subsequent advance on the mountain was just another attempt to extend the territory controlled by Islamic State fighters.

Almost immediately, there were signs that their aim this time was different.

Survivors say that men and women were separated within the first hour of their capture. Adolescent boys were told to lift up their shirts, and if they had armpit hair, they were directed to join their older brothers and fathers. In village after village, the men and older boys were driven or marched to nearby fields, where they were forced to lie down in the dirt and sprayed with automatic fire.

The women, girls and children, however, were hauled off in open-bed trucks.

"The offensive on the mountain was as much a sexual conquest as it was for territorial gain," said Matthew Barber, a University of Chicago expert on the Yazidi minority. He was in Sinjar when the onslaught began last summer and helped create a foundation that provides psychological support for the escapees, who number more than 2,000, according to community activists.

F said her family of nine was trying to



Aishan Ali Saleh at a camp near Dihok, Iraq. She said Islamic State fighters killed the men of her village and took the women as slaves.

escape, speeding up mountain switchbacks, when their aging Opel overheated. She, her mother, and her sisters — 14, 7 and 4 — were helplessly standing by their stalled car when a convoy of heavily armed Islamic State fighters encircled them.

"Right away, the fighters separated the men from the women," she said. She, her mother and sisters were first

"He said that raping me is his prayer to God. I said to him, 'What you're doing to me is wrong, and it will not bring you closer to God.'"

taken in trucks to the nearest town on Mount Sinjar. "There, they separated me from my mom. The young, unmarried girls were forced to get into buses."

The buses were white, with a painted stripe next to the word "Hajj," suggesting that the Islamic State had commandeered Iraqi government buses used for the annual pilgrimage to Mecca. So many Yazidi women and girls were loaded inside F's bus that they were forced to sit on one another's laps, she said.

Once the bus headed out, they noticed that the windows were blocked with curtains, an accouterment that appeared to have been added because the fighters planned to transport large numbers of women who were not covered in burqas or head scarves.

F's account, including the physical description of the bus, the placement of the curtains and the manner in which the women were transported, is echoed by a dozen other female victims interviewed for this article. They described a similar set of circumstances even though they were kidnapped on different days and in locations miles apart.

F said she was driven to Mosul, some six hours away, where she and the others were herded into the Galaxy Wedding Hall. Other groups of women and girls were taken to a palace from the Saddam Hussein era, the Badoosh prison compound and the Directorate of Youth building, recent escapees said. And in addition to Mosul, women were herded into elementary schools and municipal buildings in the Iraqi towns of Tal Afar, Solah, Ba'aj and Sinjar City.

They were held in confinement, some for days, some for months. Then, inevitably, they were loaded into the same fleet of buses again before being sent in smaller groups to Syria or to other locations inside Iraq, where they were bought and sold for sex.

"It was 100 percent preplanned," said Khider Dömle, a Yazidi community activist who maintains a detailed database of the victims. "I spoke by telephone to the first family who arrived at the Directorate of Youth in Mosul, and the hall was already prepared for them. They had mattresses, plates and utensils, food and water for hundreds of people."

Detailed reports by Human Rights



A 19-year-old who described being raped after being captured by the Islamic State in Tel Kassem. She is now living at the Qadiya refugee camp in the Iraqi Kurdistan region.

Watch and Amnesty International reach the same conclusion about the organized nature of the sex trade.

In each location, survivors say, Islamic State fighters first conducted a census of their female captives.

Inside the voluminous Galaxy banquet hall, F sat on the marble floor, squeezed between other adolescent girls. In all, she estimates there were more than 1,300 Yazidi girls sitting, crouching, splayed out and leaning against the walls of the ballroom, a number that is confirmed by several other

women held in the same location.

They each described how three Islamic State fighters walked in, holding a register. They told the girls to stand. Each one was instructed to state her first, middle and last name, her age, her hometown, whether she was married, and whether she had children.

For two months F was held inside the Galaxy hall. Then one day, the fighters came and began removing young women. Those who refused were dragged out by their hair, she said.

In the parking lot, the same fleet of Hajj buses was waiting to take them to their next destination, F said. Along with 24 other girls and young women, she was driven to an army base in Iraq. It was there in the parking lot that she heard the word "sabaya" for the first time.

"They laughed and jeered at us, saying 'You are our sabaya.' I didn't know what that word meant," she said. Later on, the local Islamic State leader explained that it meant slave.

"He told us that Taus Malik" — one of seven angels to whom the Yazidis pray — "is not God. He said that Taus Malik is the devil and that because you worship the devil, you belong to us. We can sell you and use you as we see fit."

The Islamic State's sex trade appears

to be based solely on enslaving women and girls from the Yazidi minority. There has still been no widespread campaign aimed at enslaving women from other religious minorities, said Samer Muscati, the author of the recent Human Rights Watch report. That assertion was echoed by community leaders, government officials and other human rights workers.

Mr. Barber of the University of Chicago said that the focus on Yazidis was probably because they are polytheists, with an oral tradition rather than a written scripture. In the Islamic State's eyes, that puts them on the fringe of despised unbelievers, even more than Christians and Jews, who are considered to have some limited protections under the Quran as fellow "People of the Book."

In Kojo, one of the southernmost villages on Mount Sinjar and among the farthest away from escape, residents decided to stay, believing they would be treated as the Christians of Mosul had been months earlier. On Aug. 15, 2014, the Islamic State ordered the residents to report to a school in the center of town.

When she got there, Aishan Ali Saleh, 40, found a community elder negotiating with the Islamic State, asking whether they could be allowed to hand over their money and gold in return for safe passage.

The fighters initially agreed and laid out a blanket, where Ms. Saleh placed her heart-shaped pendant and her gold rings, while the men left crumpled bills.

Instead of letting them go, the fighters began shoving the men outside, bound for death.

Sometime later, a fleet of cars arrived and the women, girls and children were driven away.

THE MARKET

Months later, the Islamic State made clear in its online magazine, *Dabiq*, that its campaign of enslaving Yazidi women and girls had been extensively planned.

"Prior to the taking of Sinjar, Shariah students in the Islamic State were tasked to research the Yazidis," said the English-language article, headlined "The Revival of Slavery," which appeared in the October issue of *Dabiq*.

The article made clear that for the Yazidis, there was no chance to pay a tax known as *jizya* to be set free, "unlike the Jews and Christians."

"After capture, the Yazidi women and children were then divided according to the Shariah amongst the fighters of the Islamic State who participated in the Sinjar operations, after one-fifth of the slaves were transferred to the Islamic State's authority to be divided" as spoils, the article said.

In much the same way as specific Bible passages were used centuries later to support the slave trade in the United States, the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, cites specific verses or stories in the Quran or in the Sunna, the traditions based on the sayings and deeds of the Prophet Muhammad, to justify their human trafficking, experts say.

Scholars of Islamic theology disagree, however, on the proper interpretation of these verses, and on the divisive question of whether Islam truly sanctions slavery.

Many maintain that slavery figures into Islamic scripture in much the same way that it does in the Bible — as a reflection of the period in antiquity in which the religion was born.

"In the milieu in which the Quran arose, there was a widespread practice of men having sexual relationships with unfree women," said Kecia Ali, an associate professor of religion at Boston University and the author of a book on slavery in early Islam. "It wasn't a particular religious institution. It was just how people did things."

Cole Bunzel, a scholar of Islamic theology at Princeton University, disagrees, pointing to the numerous references to the phrase "Those your right hand possesses" in the Quran, which for centuries has been interpreted to mean female slaves. He also points to the corpus of Islamic jurisprudence, which continues into the modern era and which he says includes detailed rules for the treatment of slaves.

"There is a great deal of scripture that sanctions slavery," said Mr. Bunzel, author of a research paper published by the Brookings Institution on the ideology of the Islamic State. "You can argue that it is no longer relevant and has fallen into abeyance. ISIS would argue that these institutions need to be revived, because that is what the prophet and his companions did."

The youngest, prettiest women and girls were bought in the first weeks after their capture. Others — especially



Dihok, in Iraqi Kurdistan, lies north of Mosul, Iraq's second-largest city, which fell to the Islamic State two months before an attack on Mount Sinjar, with many Yazidi villages.

older, married women — described how they were transported from location to location, spending months in the equivalent of human holding pens, until a prospective buyer bid on them.

Their captors appeared to have a system in place, replete with its own methodology of inventorying the women, as well as their own lexicon. Women and girls were referred to as "Sabaya" followed by their name. Some were bought by wholesalers, who photographed and gave them numbers, to advertise them to potential buyers.

Osman Hassan Ali, a Yazidi businessman who has successfully smuggled out numerous Yazidi women, said he posed as a buyer in order to be sent the photographs. He shared a dozen images, each one showing a Yazidi woman sitting in a bare room on a couch, facing the camera with a blank, unsmiling expression. On the edge of the photograph is written in Arabic "Sabaya No.1," "Sabaya No.2" and so on.

Buildings where the women were collected and held sometimes included a viewing room.

"When they put us in the building, they said we had arrived at the 'Sabaya Market,'" said one 19-year-old victim, whose first initial is I. "I understood we were now in a slave market."

She estimated that at least 500 other unmarried women and girls were in the multistory building, with the youngest among them 11. When the buyers arrived, the girls were taken one by one into a separate room.

"The emirs sat against the wall and called us by name," she said. "We had to sit in a chair facing them. You had to look at them, and before you went in, they took away our scarves and anything we could have used to cover ourselves."

"When it was my turn, they made me stand four times. They made me turn around."

The captives were also forced to an-

swer intimate questions, including reporting the exact date of their last menstrual cycle. They realized that the fighters were trying to determine whether they were pregnant, in keeping with a Shariah rule stating that a man cannot have intercourse with his female slave if she is pregnant.

PROPERTY OF THE ISLAMIC STATE

The use of sex slavery by the Islamic State initially surprised even the group's most ardent supporters, many of whom sparred with journalists online after the first reports of systematic rape.

The group's leadership¹ has repeatedly sought to justify the practice to its internal audience.

After the initial article in *Dabiq* in October, the issue came up in the publication again this year, in an editorial in May that expressed the writer's hurt and dismay at the fact that some of the group's own sympathizers had questioned the institution of slavery.

"What really alarmed me was that

some of the Islamic State's supporters started denying the matter as if the soldiers of the Khilafah had committed a mistake or evil," the author wrote. "I write this while the letters drip of pride," he said. "We have indeed raided and captured the kafirah women and drove them like sheep by the edge of the sword." Kafirah refers to infidels.

In a pamphlet published online in December, the Research and Fatwa Department of the Islamic State detailed best practices, including explaining that slaves belong to the estate of the fighter who bought them and therefore can be willed to another man and disposed of, just like any other property after his death.

Recent escapees describe an intricate bureaucracy surrounding their captivity, with their status as slaves registered in a contract. When their owner would sell them to another buyer, a new con-

tract would be drafted, like transferring a property deed.

Slaves may also be set free, and fighters are promised a heavenly reward for doing so. Though rare, this has created one avenue of escape for victims.

A 25-year-old victim who escaped last month, identified by her first initial, A, described how one day her Libyan master handed her a laminated piece of paper. He explained that he had finished his training as a suicide bomber and was therefore setting her free before he died.

Labeled a "Certificate of Emancipation," the document was signed by the judge of the Western Province of the Islamic State. The Yazidi woman presented it at security checkpoints as she left Syria to return to Iraq, where she re-joined her family in July.

"The offensive on the mountain was as much a sexual conquest as it was for territorial gain."

The Islamic State recently made clear that sex with Christian and Jewish women captured in battle was also permissible, according to a new 34-page manual issued this summer by the Research and Fatwa Department.

Just about the only prohibition is having sex with a pregnant slave, and the manual describes how an owner must wait for a female captive to have her menstrual cycle, in order to "make sure there is nothing in her womb," before having intercourse with her. Of the 21 women and girls interviewed for this article, among the only ones who had not been raped were the women who were already pregnant at the moment of their capture, as well as those who were past menopause.

Beyond that, there appears to be no bounds to what is sexually permissible.

Child rape is explicitly condoned: "It is permissible to have intercourse with the female slave who hasn't reached puberty, if she is fit for intercourse," according to a translation by the Middle East Media Research Institute of a

pamphlet published on Twitter last December.

One 34-year-old Yazidi woman, who was bought and repeatedly raped by a Saudi fighter in the Syrian city of Shadadi, described how she fared better than the second slave in the household — a 12-year-old girl who was raped for days on end despite heavy bleeding.

"He destroyed her body," the woman said. "She was badly infected. The fighter kept coming and asking me, 'Why does she smell so bad?' And I said she has an infection on the inside, you need to take care of her."

Unmoved, he ignored the girl's agony, continuing the ritual of praying before and after raping the child.

"I said to him, 'She's just a little girl,'" the older woman recalled. "And he answered: 'No. She's not a little girl. She's a slave. And she knows exactly how to have sex."

"And having sex with her pleases God."

Le Monde

JEUDI 13 AOÛT 2015

La recomposition à chaud du Kurdistan

Depuis le 20 juillet, les frontières du Kurdistan, région divisée entre quatre pays, se recomposent. L'attentat qui a tué 32 militants prokurdes à Suruç, attribué par la Turquie à l'organisation Etat islamique (EI), a ouvert un nouveau cycle de violences. Aux premiers assassinats de policiers turcs revendiqués par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui considère l'Etat turc comme le véritable responsable de ces attaques, ce dernier a répliqué par une vague de bombardements aériens. Il a frappé les bases arrière du PKK dans le nord de l'Irak puis sur le sol turc, causant près de 400 morts, selon Ankara. Le PKK, lui, a fait plusieurs dizaines de morts parmi les forces de sécurité, et semble contenir sa violence.

Cette ex-guérilla d'inspiration marxiste-léniniste a mué à travers la guerre civile qui a fait plus de 40 000 morts depuis 1984, puis un processus de paix engagé en 2012. Elle est devenue une organisation de contrôle des masses rendue incontournable par la crise actuelle. Le mouvement milite pour une reconnaissance des droits de la minorité kurde de Turquie et des modes de gestion participative locaux. En juin, le principal organe politique national kurde, le Parti démocratique des peuples (HDP), avait réussi à rassembler une partie des voix de la gauche turque, con-

tribuant à la perte de la majorité absolue du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), une première en treize ans de règne de Recep Tayyip Erdogan.

En Syrie, le PKK et ses émanations locales ont assis leur pouvoir à la faveur de la guerre civile, en collaboration avec le régime du président Bachar Al-Assad. Les autres formations kurdes ont été écrasées. Un embryon d'Etat émerge tant bien que mal, ce qu'Ankara refuse.

La Turquie a annoncé sa volonté de créer, sur un pan de la frontière, une « zone sécurisée » destinée à des rebelles arabes syriens al-

liés. Elle a brièvement bombardé des positions de l'EI. Cette politique, fruit d'un accord avec les Etats-Unis, confond le PKK et l'EI sous le même vocable « terroriste », en donnant priorité à la lutte contre le premier. Elle met Washington en porte-à-faux, qui considère bien le PKK comme une organisation terroriste. Mais ce dernier s'est imposé comme le plus efficace de ses alliés au sol contre l'EI.

Dans le même temps, les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien, qui s'accrochent de la présence des bases arrière du PKK dans ses montagnes, ont fait part de leurs craintes de voir les violences s'étendre en Irak. Depuis la fin des années

2000, le gouvernement de Massoud Barzani s'est rapproché d'Ankara. Il écoule sa production pétrolière en Turquie. Ses combattants, également alliés de Washington contre l'EI, ont à plusieurs reprises manqué d'entrer en confrontation avec les forces du PKK.

La région a fait figure d'îlot de stabilité en Irak depuis l'invasion américaine de 2003, malgré ses divisions entre nord et sud, qui avaient dégénéré en guerre civile entre 1994 et 1998. Elle a pris ses distances avec l'autorité de Bagdad, en déliquescence. M. Barzani cherche à être reconduit au pouvoir par une nouvelle extension de son mandat, arrivé à son terme il y a deux ans. L'instabilité politique est grande, alors que l'EI est à une cinquantaine de kilomètres d'Erbil, la capitale de la région.

Le Kurdistan iranien, où une émanation du PKK est active, paraît le plus stable de la zone. Le pouvoir centralisateur de Téhéran est critiqué, la région est pauvre et surveillée de près par l'appareil de sécurité iranien, mais les violences se sont faites rares. Une partie de la population bénéficie du commerce transfrontalier avec l'Irak. ■

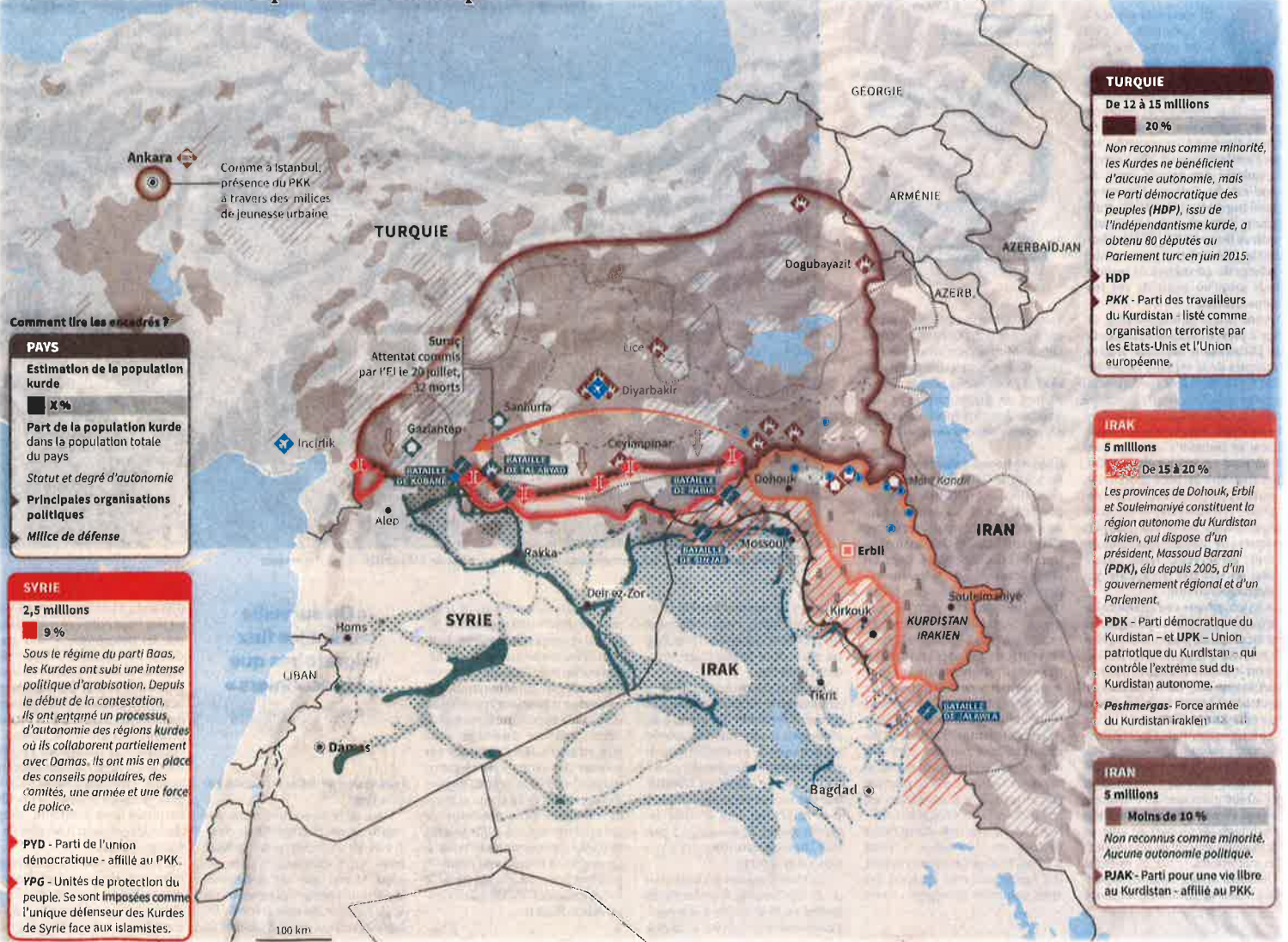
LOUIS IMBERT

CARTOGRAPHIE : FLAVIE HOLZINGER
ET VÉRONIQUE MALÉCOT

La recomposition à chaud du Kurdistan

Le Monde
JEUDI 13 AOÛT 2015

Le cessez-le-feu en vigueur au Kurdistan turc a volé en éclats, le nord de la Syrie et le Kurdistan irakien sont menacés par l'Etat islamique



Le rêve d'un grand Kurdistan indépendant...

UNE IDENTITÉ COMMUNE

- Zone de peuplement kurde
- Zone montagneuse

UN DESSEIN POLITIQUE

- Limite du Kurdistan d'après le Mémoire sur les revendications du peuple kurde (1919)
- - - Limite définie par le traité de Sévres en 1920

... laisse place à des aspirations autonomistes dans un chaos régional...

AVEC LE MORCELLEMENT DU TERRITOIRE IRAKIEN, UNE RECONNAISSANCE POLITIQUE

- Limite du Kurdistan irakien autonome depuis 2005
- Capitale du Kurdistan irakien

Territoire revendiqué par les Kurdes

Ressources en hydrocarbures

AVEC LA GUERRE EN SYRIE, UNE AUTONOMIE DE FAIT

- Zone contrôlée par les Kurdes, en juin
- Postes-frontières tenus par les forces kurdes

FACE À L'EI, UN FRONT COMMUN

- Zone contrôlée par l'EI
- Zone d'influence
- Front entre les forces kurdes et l'EI
- Batailles stratégiques entre Kurdes et djihadistes
- Mobilisation des peshmergas dans la bataille de Kobané

... mais inquiète toujours la Turquie

L'ACTIVISME KURDE

- Zone d'action du PKK

Récents violences attribuées au PKK

Base arrière irakienne du PKK

Succès électoral du parti kurde HDP aux élections législatives de juin

DEPUIS 2013, L'ATTENTISME TURC FACE À L'EI POUR AFFAIBLIR LES KURDES

- Forte présence des djihadistes en Turquie
- Frontière poreuse pour les aspirants djihadistes et les trafics d'armes et de pétrole
- Crainte d'Ankara de voir les Kurdes du PKK rejoindre à sa frontière ceux du PYD

JUILLET 2015, UNE OFFENSIVE TURQUE SUR DEUX FRONTS : L'EI ET LE PKK

- Principales bases aériennes turques mises à disposition des Américains pour frapper l'EI
- Frappes turques contre le PKK depuis le 24 juillet

SOURCES : THE GULF 2000 PROJECT ; INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR ; INSTITUT KURDE DE PARIS ; INTERNATIONAL CRISIS GROUP ; EIA ; AFP ; REUTERS ; LE MONDE

Les jeunes Kurdes de Turquie, d'une guerre à l'autre

Les miliciens kurdes qui affrontent les forces de sécurité revivent la guerre de leurs pères contre l'Etat turc

REPORTAGE

NUSAYBIN (TURQUIE) -
envoyé spécial

De longues rafales d'arme automatique viennent de retentir dans la nuit, tirées depuis un blindé léger de la police positionné au bout de la rue obscure. Une dizaine d'adolescents et de jeunes adultes masqués, armés de bombes incendiaires fabriquées à partir de bouteilles de bière vides, courent se mettre à couvert dans le désordre et la panique.

Ces apprentis miliciens, dont le plus vieux n'a pas 20 ans, vêtus d'uniformes dépareillés, de maillots où ils ont cousu l'effigie du « président » Abdullah Ocalan – le chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), auquel le Mouvement de la jeunesse patriote révolutionnaire (YDG-H) est affilié – ont couvert leurs visages, qui du foulard noir et blanc de la guérilla kurde, qui d'une cagoule militaire, qui d'un simple châle aux motifs fleuris. Ce soir, la consigne est de boucler leur quartier pauvre et périphérique, d'en interdire l'accès aux véhicules de police, d'en éloigner l'Etat. Quelques heures plus tôt, ils creusaient des fossés, amassaient des sacs de terre, sous les regards résignés de leurs aînés.

« La police du peuple »

Depuis le 20 juillet et l'attentat de Suruç attribué à l'Etat islamique (EI) par Ankara et où 32 militants prokurdes ont trouvé la mort, s'est ouverte en Turquie une nouvelle phase de violences, qui met fin à deux années de cessez-le-feu. L'Etat bombarde massivement la guérilla kurde. Dans les campagnes, les combattants du PKK multiplient les attaques contre les forces de sécurité, tandis que dans les quartiers les plus défavorisés des villes kurdes, les YDG-H se heurtent quotidiennement à la police.

Du haut de leurs 15 ou 20 ans, ils arrêtent les voitures, ordonnent à certains chauffeurs d'abandon-



A Nusaybin, dans le quartier rebaptisé « Martyr Gelhat Gever », milicien tué par la police le 26 juillet. EMILIAN URBANO/MYOP POUR « LE MONDE »

ner leurs véhicules en travers des rues pour créer de nouveaux obstacles, contrôlent les identités. « Nous sommes la police du peuple », clamera l'un d'entre eux. Ils transportent des caisses de bombes incendiaires, se lancent des ordres puis traversent à la hâte, de l'ombre d'une rue à l'autre, les lignes de mire policières.

Il ne s'agit pourtant pas d'un jeu. Le 26 juillet, un commandant de cette milice de jeunesse, détaché de la guérilla du PKK pour encadrer clandestinement ces militants, a été abattu lors d'échanges de tirs avec la police. Les jeunes ont décidé de renommer leur quartier en son honneur : « Martyr Gelhat Gever », un nom de code inscrit à la bombe sur les murs. Son visage juvénile imprimé sur des affiches rouges apparaît au détour des rues, un « martyr » de plus dans des rues hantées par les fantômes de trente années de guerres livrées

par le PKK à l'Etat turc et traversées par l'écho des combats actuels contre l'Etat islamique, en Syrie. Cette guerre syrienne a attiré nombre de jeunes du quartier dans les rangs du parti. Elle se déroule tout près de Nusaybin : de

l'autre côté de la frontière, à travers 500 mètres de champs de mines bordés de clôtures barbelées et de miradors, s'ouvrent les périphéries de Kamechliyé, la capitale des régions kurdes de Syrie où le PKK s'est imposé et où il livre bataille aux djihadistes avec le soutien de l'aviation américaine.

Quelques blocs de ciment marquent la silhouette du cadavre de Gelhat à un carrefour où les membres des YDG-H montent la garde. Un blindé de la police équipé d'une mitrailleuse est positionné

à proximité, quelque part dans la nuit. Des rafales retentissent à intervalles irréguliers quand des militants ou de simples passants traversent sa ligne de tir, tandis que se font entendre depuis une salle de mariage voisine les rythmes saccadés d'une musique de fête. « Baissez-vous, mettez-vous à couvert, l'ennemi est proche ! », crient les militants à ceux qui approchent.

« Torturés à l'électricité »

Nés Kurdes et pauvres dans les années 1990, ces jeunes hommes masqués ont passé les premières années de leur vie aux heures les plus sombres de l'insurrection du

PKK. Comme bien d'autres à travers les villes kurdes, ce quartier de Nusaybin, Abdul Kadir Pasha, est habité par des familles qui ont été expulsées, à l'époque, de leurs villages situés dans des régions d'action de la guérilla kurde. « Nous vivions dans une zone de guerre. Mon père a refusé de travailler avec l'Etat, alors l'armée turque a détruit notre village en nous accusant d'aider le PKK, et ma famille est venue s'installer à Nusaybin, raconte le responsable de la position, qui souhaite garder l'anonymat. En ville, on n'avait plus rien, mais l'Etat était toujours auprès de nous. Un jour, les gendarmes sont entrés chez nous, ils ont battu mon père et mon oncle et ils les ont emmenés. Ils ne sont rentrés que plusieurs jours plus tard à la maison. Ils nous ont dit qu'on les avait torturés à l'électricité. »

Le récit de ce petit commandant

« Pour nous, l'Etat, c'est l'ennemi. Avant, nous étions faibles, maintenant, nous pouvons nous venger »

MAZLUM
jeune militant kurde

fait écho à tous ceux que nous avons recueillis le long des barricades du quartier, des souvenirs d'enfance emplis de bruits de bottes, de cris, d'arrestations et de tortures. Chacun connaît ici l'histoire du « pont des martyrs » de Nusaybin où, en 1996, des dizaines de personnes sont mortes sous les chenilles de chars de l'armée turque lors d'un rassemblement. « Quand je vois une voiture de police, je me souviens du jour où les gendarmes ont frappé la tête de mon père contre la carrosserie de leurs véhicules devant notre maison avant de l'emmener », nous confiera l'un des jeunes militants

qui se fait appeler Mazlum, avant d'asséner : « Pour nous, l'Etat, c'est l'ennemi. Avant, nous étions faibles, maintenant, nous pouvons nous venger. » Dans la nuit de Nusaybin, les guerres du passé se mêlent à celle que l'on prépare et à celles que l'on mène déjà ailleurs.

Une mère accompagnée de sa petite fille se glisse dans la nuit pour s'adresser au commandant. Elle veut des nouvelles de son garçon de 17 ans, parti sans laisser de trace en septembre 2014 pour s'engager dans la guérilla. « Je ne sais même pas s'il est ici ou en Sy-

rie, s'il est vivant ou mort. » Elle veut savoir. Elle reste. Le jeune chef, d'abord déferent, prendra son numéro de téléphone et le nom du garçon, mais, embarrassé devant cette mère qui ne veut pas partir, lui apprendra d'un ton dur ce qu'elle sait déjà : « C'est la

guerre, mère, ton fils est sûrement en Syrie, il ne reviendra pas. » Sa petite fille silencieuse au bout du bras, elle disparaît bientôt sans un bruit dans l'obscurité de la rue. ■

ALLAN KAVAL

Le Monde
BUDI 13 AOÛT 2015

M. Erdogan met le processus de paix avec le PKK « au frigo »

L'armée a bombardé des positions de la rébellion kurde dans la province turque de Hakkari, frontalière de l'Irak et de l'Iran

ISTANBUL - correspondante

Engagée dans un « combat synchronisé contre le terrorisme », selon les termes du premier ministre Ahmet Davutoglu, l'armée turque a bombardé sans relâche, lundi 10 et mardi 11 août, des positions de la rébellion kurde dans la province de Hakkari, frontalière de l'Irak et de l'Iran, en représailles aux attaques organisées quotidiennement par les insurgés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, pro-kurde, interdit en Turquie) contre les forces régulières d'Ankara.

« Terroristes »

Après des années d'accalmie, la guerre avec le PKK couve, et ce n'est qu'un début. Mardi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a assuré que la campagne se poursuivrait « jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul terroriste à l'intérieur de nos frontières ». Dans un discours retransmis à la télévision, le numéro un a vanté l'efficacité des opérations aériennes menées depuis le 24 juillet contre les positions du PKK en Irak et en Turquie et contre celles de l'Etat islamique (EI) en Syrie, réputées pour être de moindre intensité.

Les hommes du « califat » et les rebelles kurdes sont mis sur un même plan : « Nous ne faisons pas de différence entre les organisations terroristes », a martelé M. Erdogan, soulignant que le processus de paix engagé ces dernières années avec la rébellion kurde était désormais « au frigo ». « Malheureusement, ils n'ont pas compris ce qui avait été fait pour eux », a-t-il regretté, dans une allusion aux concessions faites aux Kurdes dans le cadre du processus de paix.

Il n'y a pas si longtemps, le 28 février, la solution du problème kurde semblait à portée de main. A l'origine d'une guerre qui dura trente ans au sud-est de l'Anatolie, causant la mort de 40 000 personnes, le statut des Kurdes, soit 20 % de la population, est, pour le pays, une véritable épine dans le pied. Recep Tayyip Erdogan semblait l'avoir compris, lâchant du lest aux régions kurdes et s'engageant à résoudre le problème, dès son arrivée au pouvoir en 2003.

La réconciliation fut actée ce 28 février au palais de Dolmabahçe, sur les bords du Bosphore à Istanbul, où des représentants du gouvernement islamo-conservateur s'entendirent avec des députés du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde de gauche), alors investis dans le rôle de messagers entre Ankara et le PKK, pour jeter les bases d'un accord.

La campagne électorale pour les législatives du 7 juin mit un bémol à cette avancée. On entendit alors le président turc clamer haut et fort qu'il ne reconnaissait pas la réunion de Dolmabahçe, et que, pour finir, il n'y avait « pas de problème kurde ». Les observa-

teurs n'y virent rien de plus qu'une tactique pour attirer les votes nationalistes.

Le 20 juillet, l'attentat de Suruç (32 morts), petit bourg qui croule sous les réfugiés du conflit syrien à quelques kilomètres de la frontière, allait porter le coup de grâce à la réconciliation turco-kurde. Attribué à un kamikaze d'origine kurde natif d'Adyaman (sud-est de la Turquie) et formé en Syrie, l'attaque fut perçue par le Kurde de la rue, adepte des théories du complot, comme une opération des services turcs.

Deux jours plus tard, le PKK déterrait la hache de guerre en revendiquant l'assassinat de deux policiers turcs à Ceylanpinar, sur la frontière turco-syrienne. Embarquée dans la coalition contre l'Etat islamique après des mois d'atermoiements, la Turquie obtint alors, semble-t-il, à l'arraché, l'aval de Washington pour frapper les bases du PKK dans le nord de l'Irak. Selon la chaîne américaine Fox News, le commandement allié fut mis au courant par un officier de liaison turc « dix minutes » avant le début des raids aériens.

La nouvelle entente entre la Turquie et son allié américain est

Pour Erdogan, les djihadistes de l'Etat islamique et les rebelles kurdes doivent être mis sur le même plan

cousue de malentendus. Les interprétations diffèrent sur la « zone de sécurité », une bande de territoire au nord de la Syrie (entre Djarabulus à l'est et Azaz à l'ouest), réservée, selon les Turcs, aux combattants de l'Armée syrienne libre formés en Turquie, en tout 60 personnes.

L'option guerrière privilégiée par M. Erdogan a été renforcée par la nomination, le 5 août, d'un nouveau chef d'état-major, Hulusi Akar, 63 ans, considéré comme adepte d'une ligne dure, contrairement à son prédécesseur Necdet Özel. Mais le pari turc est hasardeux. En bombardant le nord de l'Irak et la Syrie, la Turquie ajoute au chaos au Moyen-Orient et rouvre la boîte de Pandore de son problème kurde.

Pas de solution militaire

Bien qu'affaiblie par les purges engagées contre elle par les islamo-conservateurs, l'armée n'est pas sans savoir qu'il n'y a pas de solution militaire au problème kurde. Ce que les soldats et les services turcs n'ont pas pu faire en trente années de guerre avec le PKK, n'a guère de chance de produire des résultats aujourd'hui, au moment où les Kurdes ont considérablement gagné en assurance et en prospérité, gérant leurs régions comme bon leur semble. ■

MARIE JÉGO

Malentendu sur la « zone de sécurité »

Washington a démenti avoir conclu un accord avec Ankara sur la création d'une « zone de sécurité » dans le nord de la Syrie (entre Djarabulus à l'est et Azaz à l'ouest), réservée aux combattants de l'Armée syrienne libre. Le vice-ministre des affaires étrangères, Feridun Sinirlioglu, l'a décrite, mardi 11 août, comme une zone d'exclusion aérienne où les forces turques et américaines frapperont les djihadistes de l'Etat islamique mais aussi les combattants kurdes syriens (affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan) qui pourraient s'y trouver. Mark Toner, le porte-parole du département d'Etat, a démenti : « Il n'y a aucun accord sur quelque zone que ce soit. »

Le rôle crucial de Google Earth dans la guerre des Kurdes contre l'EI en Syrie

Par Steven JAMBOT
13/08/2015 www.france24.com

Dans la guerre menée en Syrie contre l'organisation État islamique, les Kurdes utilisent intensivement Google Earth. L'application leur permet de transmettre des coordonnées précises pour guider les frappes de la coalition.

La bataille de Kobané, dans le nord de la Syrie, a exposé au grand jour le combat acharné des Kurdes contre l'organisation État islamique (EI). Aidés par des frappes aériennes de la coalition menée par les États-Unis, les combattants kurdes sont parvenus à repousser les jihadistes en janvier 2015, après quatre mois de lutte.

Dans le "New York Times", la journaliste Rukmini Callimachi décrit la façon dont l'alliance entre la coalition et les Kurdes s'est concrétisée sur le terrain. Elle pointe notamment du doigt le rôle primordial de l'application Google Earth. Envoyée spéciale du prestigieux quotidien américain dans la région de Hassaké (nord-est), où les Kurdes affrontent les jihadistes depuis le 25 juin, elle décrit l'utilisation intensive des tablettes Samsung fonctionnant sous Android [le système d'exploitation de Google] et l'application de cartographie de Google pour se situer sur le terrain et obtenir un soutien aérien ciblé de la part de la coalition.

LIENS AMBIGUS AVEC LE PKK

"Nos camarades peuvent voir l'ennemi se déplacer aux coordonnées GPS que je viens juste de vous envoyer", a écrit [un combattant kurde] en arabe à un officier de liaison dans une salle d'opération de l'armée américaine



© Google Earth | La ville syrienne de Hassaké, en Syrie, menacée par l'EI et défendue par les combattants kurdes, entre autres.

située à des centaines de kilomètres de là", décrit la journaliste, avant de poursuivre : "Puis il a attendu que les avions de guerre américains rugissent. La frappe qui s'ensuivit laissa un cratère aux coordonnées exactes fournies par les combattants kurdes. Plusieurs corps gisaient autour, dont celui d'un combattant de l'État islamique mort affalé sur son AK-47."

Les responsables de la coalition ne cachent pas leur coopération avec les milices kurdes syriennes (les YPG, pour Unités de protection du peuple), au même titre qu'avec d'autres factions rebelles. Mais ils se montrent particulièrement prudents en raison du lien que celles-ci entretiennent avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), listé comme organisation terroriste par les États-Unis, l'Union européenne et la Turquie.

Ainsi donc, la coalition se montre particulièrement prudente dans sa coopération militaire avec des miliciens kurdes. Elle évite de lui transmettre des documents sensibles, en l'occurrence les images satellites extrêmement précises réalisées par l'armée américaine. Des cartes que le Pentagone aurait partagées avec une armée alliée régulière. C'est donc la raison pour laquelle Google Earth, application civile, est utilisée dans ce contexte.

UN RÔLE CRUCIAL À KOBANÉ

L'utilisation de logiciels en accès libre, produits par le géant américain de l'Internet montre l'évolution de la guerre moderne. Depuis plusieurs années, une entreprise privée américaine développe par exemple l'application iSpatial qui utilise les cartes détaillées de Google pour fournir de l'information aux soldats et diplomates américains.

En Syrie, "ces informations facilitent les frappes de la coalition et minimisent les risques pour les civils", explique un porte-parole du Pentagone, cité par le site d'information Quartz. Il précise que le logiciel de Google a également joué un rôle crucial dans les défaites jihadistes de Kobané et Tal Abyad notamment. Dans son article, la reporter du "New York Times" raconte aussi que les militaires américains ont fait parvenir par messagerie aux combattants kurdes une carte [de Google] avec un cercle jaune délimitant une zone où ils pouvaient se mettre en sécurité à l'approche d'une frappe aérienne sur des cibles de l'EI.

Pour l'heure, Google n'a pas commenté l'utilisation de ses produits dans un but militaire. Avant lui, Apple n'avait pas non plus réagi à une photo prise en Syrie par un journaliste de Reuters montrant l'utilisation d'un iPad pour orienter correctement un mortier. ●

Turquie : 8 soldats tués dans une attaque du PKK dans le sud-est (armée)

Ankara, 19 août 2015 (AFP)

HUIT SOLDATS TURCS ont été tués mercredi dans une attaque survenue dans la province de Siirt (sud-est) et attribuée aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé l'armée turque.

Une bombe télécommandée à distance a explosé au passage d'une patrouille militaire dans une zone rurale du district de Pervari, a précisé l'état-major, déplorant dans un communiqué la mort de "huit soldats héros".

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière contre l'armée turque depuis que l'Etat turc a lancé une vaste offensive contre la guérilla kurde, le mois dernier.

Dans une apparente opération de représailles, des avions de guerre turcs F16 ont mené mercredi soir des raids contre des refuges du PKK dans la région de

Karacali sur la frontière entre la Turquie et le nord de l'Irak, a rapporté l'agence officielle Anatolie.

En tenant compte des dernières pertes, une cinquantaine de membres des forces de sécurité ont été tués dans des attaques attribuées au PKK au cours du dernier mois.

Parallèlement à cette campagne militaire qui vise aussi, mais beaucoup moins intensivement, le groupe de l'Etat islamique (EI) en Syrie, la Turquie est confrontée à une crise politique depuis les élections législatives de juin qui n'ont pas permis de déboucher sur un gouvernement de coalition, les islamo-conservateurs au pouvoir depuis 2002 ayant perdu leur majorité.

Une répétition des élections est inévitable dans les prochains mois, a d'ailleurs précisé mercredi le président Recep Tayyip Erdogan.

Le parti du mouvement nationaliste (MHP), arrivé troisième aux élections législatives du 7 juin, a appelé à l'imposition de la loi martiale dans les régions en proie à la violence et au report des élections. "Autrement, nous serons confrontés à une guerre civile sanglante et inévitable", a estimé le chef du parti nationaliste Devlet Bahçeli. "La Turquie est en train de nous échapper", a-t-il affirmé.

Le MHP avait catégoriquement refusé d'entrer dans un gouvernement de coalition avec l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir. ■



Ekurd Daily www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

IRAQI KURDISTAN OIL EXPORTS DROP IN JULY

August 6, 2015

Erbil: The Kurdistan Region's crude exports through the Ceyhan pipeline network were down in July over the previous month, falling to 516,745 barrels per day (bpd) according to a monthly report released Tuesday. The region's Ministry of Natural Resources (MNR) said total exports in July reached over 16 million barrels, dropping by more than one million barrels from the total 17,130,639 reported in June. Fields operated by the Kurdistan Regional Government (KRG) contributed an average of 387,764 bpd in June, while the North Oil Company (NOC) provided 128,981 bpd on average. The KRG's transfers to the Iraqi State Organization for Marketing Oil (SOMO) in Ceyhan continued to drop in July, with just over 2.2 million barrels transferred during the month. The ministry's statement said the KRG had intended to transfer an additional 2 million barrels at the end of the month, but could not because of an "interruption in the transport pipeline..." [nrttv.com](#)

ISLAMIC STATE CLAIMS IRAQ CAR BOMBS IN DIYALA THAT KILL NEARLY 60

August 11, 2015

Diyala: In January Iraqi officials declared victory over the insurgents in Diyala province, which borders Iran, after security forces and Shi'ite paramilitaries drove them out of towns and villages there. But the militants have remained active. An explosion at a market in Huwaidar, about 4 km (2.5 miles) north of the provincial capital of Baquba, killed 51 people and wounded at least 80, police and medical sources said. "The attacker managed to pass a checkpoint by lining up with a wedding motorcade and then split off with his explosives-packed vehicle to blow it up in a crowded marketplace," said Diyala police captain Mohammed al-Tamimi. Islamic State claimed responsibility for the attack and said the target was "rejectionists", as the group refers to Shi'ites. A separate blast to the east of Baquba killed a further seven people and wounded 25. Islamic State said it had targeted a checkpoint manned by the army and volunteers from the Hashid Shaabi - an umbrella group for mainly Shi'ite militias fighting the radical jihadist group... [Reuters](#)

KURDISH YAZIDI LEADER QASEM SHESHO WANTS YAZIDIS INCLUDED IN FUTURE INDEPENDENT KURDISTAN

August 11, 2015

Erbil: In an interview at the base of Mount Shingal (Sinjar), Kurdish Yazidi military and political leader Qasem Shesho swore allegiance to the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Kurdistan region President Masoud Barzani, and said he wanted the Yazidis included in any future independent Kurdish state. "We only trust the Barzani family and the KDP, and especially President Masoud Barzani himself," Shesho told Rudaw. "We don't trust anybody else." "Since 1970 I have been with Kurdistan Democratic Party," he said. "Whenever Kurdistan becomes an independent state we will be under its control and then nothing bad will happen to us." Barzani's KDP was criticised for failing to protect the Yazidis during a major IS onslaught a year ago, while the PKK and its Syrian YPG sister party are widely seen as the Yazidis' saviours. [rudaw.net](#) | [Ekurd.net](#)

ISLAMIC STATE CLAIMS HUGE TRUCK BOMB ATTACK IN BAGHDAD'S SADR CITY, KILLS 76 PEOPLE

August 13, 2015

Baghdad: At least 76 people were killed and 212 wounded on Thursday in a blast claimed by Islamic State in Baghdad's Sadr City, police and medical sources said, one of the biggest attacks on the capital since Haider al-Abadi

became prime minister a year ago. "A refrigerator truck packed with explosives blew up inside Jamila market at around 6 a.m. (0300 GMT)," police officer Muhsin al-Saedi said. "Many people were killed and body parts were thrown on top of nearby buildings." A statement circulated online by supporters of Islamic State said the blast had targeted what it called a stronghold of the "charlatan army" and Shi'ite Muslim militias. The market in the Shi'ite neighborhood is one of the biggest in Baghdad selling wholesale food items. A Reuters witness at the site saw fruit and vegetables mixed with shrapnel littering the blood-soaked blast crater. Smoke rose from charcoaled debris. Rescuers pulling bodies from the rubble stumbled over sheet metal that had formed the walls and roofs of vendors' stands... [Reuters](#)

IRAN MASSES TROOPS NEAR THE BORDER OF IRAQ'S KURDISTAN REGION

August 13, 2015

Sleman: Iranian Kurdish official revealed on Wednesday, that the Iranian forces began massing near the borders with Iraq's Kurdistan region, confirming the readiness of the Kurdish forces to counter any attacks. Iranian Kurdish official said "Iran has begun massing its troops in the regions of Khai and Sardasht, which are close to the borders of the Kurdistan region," noting that "those forces estimated at more than twenty thousand troops equipped with heavy and sophisticated weapons." He added that "Iranian forces recently began building sites and new stations on the borders of Kurdistan due to the clashes that broke out recently between the protection units of east Kurdistan and the Iranian forces," stressing that, "the Kurdish forces are ready to confront any Iranian attack." Kurdish sources announced last Friday the killing and the wounding of 25 Iranian soldiers at the hands of protection units of eastern (iranian) Kurdistan forces during an armed attack, noting that the attack was in retaliation for the killing of four Kurds. [iraqinews.com](#) | [Ekurd.net](#)

JEB BUSH CALLS IRAQ'S KURDS 'LOYAL FRIENDS,' RECEIVES STANDING OVATIONS

August 14, 2015

Washington: The Republican Party's Jeb Bush received two standing ovations in less than a half minute when he called Iraq's Kurds "loyal friends," in the war against IS, saying he would give them "everything they need to win" if he became the next US president. Speaking Tuesday at the Ronald Reagan Library in California, he said: "In Iraq's Kurdish region we have loyal friends, and brave and skilled fighters." For a year, Kurdistan's Peshmerga forces have been the only effective boots on the ground in the fight against the Islamic State group (IS). The US-led coalition has been providing air support to the Peshmerga, but Washington has refused repeated Kurdish pleas to arm them directly. "If I am commander-in-chief, the United States will make certain that the Kurds have everything they need to win," Bush promised, winning applause... [rudaw.net](#)

FRENCH TOTAL OFFICIALS HOLD MEETING WITH SLEMANI GOVERNOR

August 15, 2015

Sleman: Officials from French oil firm, Total, have met Slemani governor and have discussed ways to drill oil in the province in Iraq's Kurdistan Region, Hawlati reported. Total officials have met Bakhtiar Abdulrahman on August 13 and have demanded the province's cooperation with the oil giant. Total officials have stated the company has received licenses from Kurdistan Regional Government (KRG) to drill oil in the province. Abdulrahman has asked the company to respect natural sources and compensate for possible damages to the people in the drilling regions and employ people in the region. [kurdpress.ir](#) | [Ekurd.net](#)

ISLAMIC STATE ATTACKS KURDISH PESHMERGA IN BASHIQA

August 21, 2015

Mosul: Islamic State (IS) launched two attacks late Thursday against Kurdish Peshmerga forces in Bashiqa, as militants have increased attacks on Kurdish forces in northern Iraq in recent weeks. Kurdistan Freedom Party (KFP) member Rizgar Atta Zada told NRT that IS fighters launched their attacks after 8:00 pm local time. "Peshmerga forces have suffered no casualties, and we are shelling the IS positions in Bashiqa intensely," he added. Zada also said Coalition warplanes were called in to the area. Bashiqa is located 25 km (15 miles) northeast of Mosul's city center. Its residents →

⇒ were a mix of Yazidi and Shabak Kurds as well as Assyrians and Muslim Arabs before IS fighters overran the town as part of their campaign to establish rule over northwestern Iraq. IS fighters launched a similar attack on Peshmerga forces late Monday near Gwer, southwest of the Kurdistan Region's capital city, Erbil, killing one Peshmerga and wounding another...nrttv.com | Ekurd.net

IRAQI KURDISTAN MINISTRY OF HIGHER EDUCATION OPENS 38 NEW DEPARTMENTS IN THE REGION'S PUBLIC UNIVERSITIES

August 26, 2015

Erbil: Aiming at filling the market's needs and utilizing from the local capabilities, the KRG Ministry of Higher Education and Scientific Research has showed agreement on opening 38 new scientific departments in the Kurdistan Region's public universities for the upcoming 2015-2016 academic year. "After the universities presented proposals for opening news departments, our ministry has evaluated the proposals through the General Directorate of Inspection and Quality Assurance. Abas Akram, the KRG Ministry of Higher Education and Scientific Research's Spokesman told our website. "The opening of these news departments will provide more opportunity for the graduates of the twelfth preparatory class to join the public universities," he added. "The new 38 departments include two departments which will be opened for the first time in the areas outside the Kurdistan region administration. The two new departments, which are (General Administration and Accountancy), are based in Qarahanjir and they related to Charmu University...mhe-krq.org

KURDISH GENERAL IN IRAQI ARMY KILLED

BY ISLAMIC STATE IN ANBAR

August 27, 2015

Erbil: Brigadier General Safin Abdulmajid, the Kurdish commander of 10th Division of Iraqi Army, was killed Thursday in Anbar province in a vehicle-borne suicide attack by the Islamic State. Al-Iraqia TV reported Thursday that the jihadist attack on occurred in Jarayshi district, 18km north of the ISIS-held city of Ramadi. The AFP news agency reported that the bomber also killed Staff Major General Abdulrahman Abu Raghif, deputy head of the Anbar Operations Command. The AFP report said Baghdad's Joint Operations Command confirmed the deaths of the two officers and an unspecified number of other "heroic martyrs." IS seized Ramadi on May 17 and has controlled most of Anbar, the largest province in Iraq, since its lightning assault across Iraq last year...rudaw.net

FIVE MAIN KURDISH PARTIES TO DISCUSS PRESIDENCY CRISIS IN SIXTH MEETING

August 30, 2015

Sleman: The Five main parties held in Kurdistan Region to meet today, Sunday, a joint meeting to complete discussing a way to reach an agreement on the crisis of the presidency of Kurdistan Region, NRT reported, and with the participation of senior delegations representing Kurdistan Democratic Party KDP, the Patriotic Union of Kurdistan PUK, the Islamic Union KIU, Change (Gorran) Movement and Kurdish Islamic Group to complete the discussions that are taking place to discuss the crisis of the presidency of Kurdistan region and ways to reach an agreement that satisfies all parties. According to Kurdish officials the parties have agreed last Wednesday on 13 sections of the presidency law, 4 sections remain on the agenda. The same source revealed that the Communist party, the Socialist party, Islamic Bizutnewe and the Christian Party will not attend the meeting. Ekurd.net◆

REUTERS

Syrian Kurdish militia expands with its territory

BEIRUT / August 14, 2015 / By Tom Perry / Reuters

A KURDISH MILITIA that has captured swathes of northern Syria from Islamic State has signed up thousands of fighters in recent months as it seeks to tighten control over newly won territory.

The People's Protection Units (YPG), which has been fighting Islamic State with U.S.-led air support, says it now controls territory the size of Qatar and Kuwait combined.

YPG spokesman Redur Xelil, speaking to Reuters, said the YPG had drawn 5,000 new recruits, growing to 40,000 fighters. After a period of rapid territorial gains, the priority was to strengthen defensive positions in newly captured land.

"This is the priority now but this does not mean there are no plans to hit Daesh in places near the front lines," Xelil said, using an Arabic name for the Islamic State group also known as ISIS and ISIL. "Attack is the best form of defence."

The YPG has doubled the amount of territory it controls between the Euphrates river and the Syrian border with Iraq to 21,000 square kilometres (8,000 square miles) this year, Xelil said. It also controls an area of the northwest known as Afrin, and parts of Aleppo.

The Syrian Observatory for Human Rights, which tracks the war using its own sources, said the YPG had grown by 4,000-5,000 fighters in the last three months, though it gave a bigger estimate for the militia's overall size at more than 50,000.

Turkey's concern about the expansion of Kurdish influence in northern Syria is seen as a major factor behind its new plan to help Syrian rebels seize Islamic State's last remaining zone of control at the Turkish border in an area north of Aleppo.

The autonomous Kurdish administration in northern Syria is deeply suspicious of the Turkish plan, believing its primary aim is to contain the YPG and stop Afrin being joined to the expanding zone of Kurdish controlled territory further east.

HASAKA

The last major YPG victory over Islamic State was in late July, when it seized the town of Sarrin on the eastern bank of the Euphrates river. On the western bank at the Turkish border, Islamic State still controls the town of Jarabulus. It also controls other towns further west in areas north of Aleppo.

"After the liberation of Sarrin, the continuous battles stopped. But there are still intermittent clashes ... from the border with Iraq to the town of Sarrin," Xelil said.

The Kurdish security forces include a unit called the Women's Protection Units (YPJ). Xelil said an internal security force known as the Asayish has also drawn many new recruits, though he didn't have a number.

Yet the YPG complains that its arsenal is still far inferior to that of Islamic State, which seized modern, U.S.-supplied weapons from the Iraqi army during rapid gains last year.

The YPG says its requests for weapons from the U.S.-led alliance against Islamic State had not been met.

One of the YPG's most significant recent gains was in the northeastern city of Hasaka. A provincial capital, Hasaka had been split equally between the Syrian government and the Kurdish administration until an Islamic State attack which the YPG says resulted in the collapse of pro-government forces.

With the Islamic State attack beaten off by the YPG, Xelil says the Syrian government's presence in the city is now at best "symbolic". Most of Hasaka is under the control of the YPG, which has mostly avoided conflict with Syrian government forces.

While the YPG has been accused of ethnically cleansing Arabs from areas captured from Islamic State, Xelil said its victory over Islamic State in Hasaka had in fact helped draw Arabs to its ranks. "There is demand to join the YPG, be it from Kurds, the Arabs or from other minorities," he said.

The YPG strongly denies accusations of ethnic cleansing. ●

Kurdish democracy tested in presidency row

By Kareem Abdulrahman and Roman Zagros / 20 August 2015
<http://www.bbc.com>

Iraqi Kurdish parties are locked in a bitter stalemate over the fate of the presidency of the semi-autonomous Kurdistan Region, which expired on Wednesday.

Kurdistan Region President Massoud Barzani's powerful Kurdistan Democratic Party (KDP) is seeking an extension of its leader's tenure against the will of four other major political parties.

These four parties are now pushing to settle the matter in parliament amid warnings that a lack of consensus might spark political unrest.

The Kurdistan Region is known for its political stability and has attracted dozens of international oil companies keen on tapping energy potential. More recently its vital contribution to the fight against the Islamic State (IS) has been grabbing international headlines.

The region shares a 1,000km (620 mile)-long frontier with IS-held territory, stretching from the Iranian border in central Iraq all the way to the Syrian border.

Iraqi Kurdish forces known as the Peshmerga - supported by US-led coalition air power - have been hailed for recent advances against the IS on several fronts in northern Iraq. They even helped fellow Kurds in Syria defend the besieged town of Kobane.

Domestic turmoil over the presidency will inevitably affect the Peshmerga as they are heavily divided along partisan lines.

Just last week the region's capital, Irbil, saw



Image copyright Reuters
 Image caption Massoud Barzani has been in post since 2005

the president's party flex its military muscle in a rare display of might. Troops affiliated with the KDP drove through its streets in a long convoy, fuelling tensions.

Though Mr Barzani later banned such displays, the message was clear. The incident is one of many reasons why the issue of the presidency is seen as more divisive than any other issue in the region since the civil war that tore it apart in the 1990s.

WHAT IS AT STAKE?

Mr Barzani has served his two terms, the maximum currently allowed. His last term expired in 2013, when it was extended by two years. But the KDP, which currently leads a coalition government that includes the other four parties, is firm on Mr Barzani staying in office.

However, existing laws provide neither a clear mechanism for electing a new president nor a legal route to keep the current one in place.

The KDP says that given the Kurdistan

Region's conflict against IS, if no agreement is reached Mr Barzani should stay in power as a caretaker president until the next election in 2017.

However, existing laws stipulate that the speaker of parliament should take over the president's powers in the event of a presidential vacuum.

So an extension for Mr Barzani at this point would be divisive at best and possibly illegal in the eyes of many.

The four other major parties disagree with the KDP and have suggested amending current laws to make the system of governance in the Kurdistan Region a fully-fledged parliamentary system.

The changes would mean the president is elected by MPs rather than a popular vote. This will also automatically make the president accountable to parliament.

The president's powers would also be significantly reduced - this would mirror the political system of the federal Iraqi government, where the presidency is a largely ceremonial position.

The KDP strongly rejects the amendments and is engaged in a last-ditch attempt to frustrate the parliamentary efforts.

TAILOR-MADE PRESIDENCY

Mr Barzani himself has stayed quiet for months but recently likened the attempt to amend the law to a coup and called for parties to reach a "consensus". His party has refused to budge on its demand for the extension of his term with full powers.

His critics say the post has been tailored to Mr Barzani and that, for as long as possible, he will not hand it over.

In fact, his presidential office is based at the resort town of Sari Rash, overlooking Irbil, which is also his personal residence and the headquarters of his party.

These are uncertain times for the Kurdistan Region: its fragile economy is heavily dependent on oil sales and payments from Baghdad.

The global decline in oil prices and tense relations with the cash-strapped federal government have prevented the Kurdish economy from prospering.

The presidency countdown has proved to be truly democratic in spirit with parties clashing and showing great determination. But additional political turmoil over the matter looks likely to continue.

Many will be hope no harm is done to the reputation and reality of the region as a politically stable oil boomtown as that turmoil passes. □

Roman Zagros & Kareem Abdulrahman are senior editors at Insight, an Iraq-focused political analysis service, follow @inKurdistan



Image copyright AFP
 Image caption Tensions among Kurdistan's politicians could affect the Peshmerga - the fighters who have been on the front line against Islamic State



Image copyright Reuters
 Image caption Iraqi Kurdistan's reputation for stability attracts tourists from other parts of Iraq - could that now be at risk?

Le Monde
21 AOÛT 2015

L'EI expérimente la guerre chimique en Irak

REPORTAGE

MAKHMOUR (KURDISTAN, IRAKIEN) -
envoyé spécial

Un long remblai de terre sombre découpe la plaine et ses champs jaunis, marquant l'ultime limite de la zone contrôlée par les peshmergas kurdes irakiens. Depuis les collines de Sultan Abdullah qui surplombent ce paysage guerrier, toute vie semble s'être évanouie. Les villages détruits ou désertés sont devenus des positions militaires et les champs brûlés par le soleil séparent désormais sur quelques kilomètres de largeur le territoire de l'organisation Etat islamique (EI) du Kurdistan irakien. C'est dans cette région perdue au nord de l'Irak, aux confins de zones de peuplement kurde et arabe que les djihadistes avaient enfoncé, il y a un an, les lignes kurdes pour s'emparer brièvement de la ville de Makhmour, à une soixantaine de kilomètres d'Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak.

Cette offensive éclair, lancée début août 2014, avait déclenché l'intervention de l'aviation américaine et la mise sur pied de la coalition internationale contre l'EI. Grâce à l'appui aérien américain, les forces kurdes ont pu repousser les djihadistes et déplacer la ligne de front au-delà de leurs positions initiales. Aujourd'hui cristallisé, ce front se mue en frontière. « La dernière attaque importante de Daech [acronyme arabe de l'EI] remonte à plus trois mois », indique le colonel Mohamed Ashat Roshawi sur les hauteurs de Sultan Abdullah.

Aux offensives terrestres de l'EI, systématiquement repoussées par l'aviation de la coalition, ont succédé des tirs d'artillerie dont les dégâts restent limités. La semaine dernière pourtant, les djihadistes ont rompu la routine de ce front bloqué en ajoutant aux mortiers et aux roquettes conventionnelles, des projectiles chargés d'agents chimiques qui ont frappé de surprise les rangs kurdes.

Fabrication artisanale

« Sultan Abdullah a été touchée le 11 août par des obus chimiques, puis le lendemain, la position voisine de Jarula a été visée », rap-

Ci-dessus :
Ahmet Mohamed a été touché par l'attaque chimique de l'EI le 12 août.
En haut à droite : les restes d'une roquette chargée d'agents chimiques.
Ci-contre : un canon de l'EI détruit par les peshmergas, à Makhmour, le 16 août.

EMILIE URBAÑO/
M.Y.O.P. POUR
« LE MONDE »

porte le colonel Surud Salih qui supervise les opérations dans la zone. Les peshmergas présents au moment de l'attaque contre Jarula décrivent des obus de mortier et des roquettes vidées d'une partie de leur charge explosive et dispersant au moment de l'impact une poudre jaunâtre ayant provoqué une série de symptômes caractéristiques. « J'ai tout de suite eu des difficultés à respirer, mes yeux se sont mis à pleurer. Certains vomissaient et ceux qui étaient les plus proches ont eu des cloques sur les endroits découverts de leurs corps. Un des peshmergas qui s'est approché des débris d'obus a perdu connaissance », raconte Shakhawan Abdullah, présent lors de l'attaque. Comme six autres peshmergas, il a été brièvement hospitalisé après l'attaque.

Les officiers chargés des positions touchées ignorent encore quels composants chimiques ont été utilisés par leurs ennemis. Le colonel Salih rapporte le passage d'équipes d'experts de la coalition internationale venus effectuer des prélèvements sur place. Bien que les résultats n'aient pas encore été remis, il se montre con-



« Ils pensent pouvoir nous faire fuir par la peur car ils ne peuvent plus avancer »

MOHAMED ASHAT ROSHAWI
colonel kurde

vaincu que les projectiles qui ont frappé Sultan Abdullah étaient chargés de gaz moutarde, mortel à très fortes doses seulement.

Envisagée officiellement par des responsables américains, cette éventualité n'épuise cependant pas les hypothèses formulées sur la nature et la provenance des armes en question. De fait, la faible capacité de vaporisation des composants utilisés et le caractère limité des dégâts physiques occasionnés pourraient indiquer une fabrication plus artisanale d'armes destinées à provoquer un sentiment de panique

plus que des pertes humaines.

En effet, après l'utilisation de projectiles à base de chlore en mars contre les peshmergas irakiens sur le front de Sinjar puis l'annonce d'une attaque à l'arme chimique contre les combattants kurdes syriens en juillet ayant provoqué des symptômes similaires, grandit la crainte d'une possible généralisation de l'usage de ces « bombes sales » par l'EI.

Le traumatisme d'Halabja

« Ils pensent pouvoir nous faire fuir par la peur car ils ne peuvent plus avancer. Il s'agit d'une tactique de guerre psychologique », analyse le colonel Roshawi en désignant les débris des obus chimiques qui n'ont pas été retirés des positions où ses hommes sont déployés. Les zones d'impact dégagent encore l'odeur d'oignon pourri qui s'est répandue au moment de l'attaque selon les témoins. Mais l'officier kurde ne veut pas les recouvrir de terre pour l'instant. « Il faudra peut-être faire de nouvelles analyses », explique-t-il.

« Ces attaques montrent que la mentalité de Daech est la même

que celle du régime de Saddam Hussein », regrette le capitaine Abdullah Mohamed, lui-même originaire d'Halabja, ville kurde irakienne frappée le 16 mars 1988 par un bombardement chimique de l'aviation irakienne dont le bilan est évalué à 5 000 morts. Le traumatisme lié à ce massacre, survenu dans les derniers mois

de la guerre Iran-Irak, lorsque les factions kurdes irakiennes étaient alliées à Téhéran, reste ancré dans les mémoires.

Pour le peshmerga Ahmet Mohamed, qui a lui aussi souffert des effets des composants chimiques utilisés à Jarula, « les peshmergas sont inquiets et si cela se reproduit, je crains que certains

veillent quitter le front ». Plus qu'un réel bouleversement opérationnel, l'utilisation d'armes chimiques par les djihadistes de l'EI apparaît comme une nouvelle tentative de mettre la terreur au service de ses capacités militaires, un an après les grandes offensives de l'été dernier. ■

ALLAN KAVAL

Le Monde
21 AOÛT 2015

Le Kurdistan irakien s'enfonce dans la crise politique

ALORS QU'UNE ANNÉE vient de s'écouler depuis les premières offensives djihadistes contre les positions des peshmergas, le Kurdistan d'Irak s'enfonce dans une crise politique grave. Le mandat officiel de son président, Massoud Barzani, est arrivé à échéance mercredi 19 août à minuit sans qu'un accord entre les principales formations kurdes irakiennes ait pu être conclu sur l'avenir de la présidence de la région autonome.

Elu par le parlement régional en 2005 puis au suffrage universel en 2009, M. Barzani a bénéficié en août 2013 d'une prolongation de mandat de deux ans, en vertu d'un consensus entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dont il est le chef incontesté, et l'ensemble des forces politiques kurdes. Souhaitant réitérer la manœuvre cette année, le PDK s'est heurté à la volonté affichée par les autres partis politiques de la région, désireux d'échanger leur soutien à M. Barzani contre une réforme institutionnelle impliquant la limitation des pouvoirs du président de la région et à l'instauration d'un régime parlementaire.

Bien que le PDK se soit montré prêt à négocier et qu'aucun des deux camps ne puisse raisonnablement envisager d'élections dont l'organisation nécessiterait six mois de préparation, c'est la volonté des

autres partis de régler la question dans l'enceinte du Parlement plutôt qu'au moyen d'un accord informel qui a produit la rupture. L'opposition entre le PDK et le reste des responsables politiques kurdes, dont l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et sa scission, Gorran, sur la question présidentielle et sur la manière dont elle doit être négociée, est cependant porteuse d'implications qui dépassent largement le débat démocratique.

Vieilles haines personnelles

Le PDK, l'UPK, ainsi que les autres partis politiques kurdes sont en effet les héritiers des factions rivales qui se sont affrontées au cours d'une sanglante guerre civile entre 1994 et 1998. Vingt ans plus tard, elles disposent toujours de leurs réseaux de clientèle, de leurs intérêts économiques et de leurs forces armées, de leurs diplomaties parallèles et de leurs zones d'influence propres. La crise politique actuelle intervient par ailleurs alors que la population du Kurdistan d'Irak subit une situation générale profondément dégradée.

Maintenue à distance par l'aviation de la coalition, l'organisation Etat islamique (EI) fait toujours planer la menace d'attentats dans les villes kurdes, tandis que la présence de réfugiés arrivés au Kurdistan pour

fuir son avancée ponctionne des infrastructures déjà peu développées. L'économie autrefois prometteuse du territoire pâtit de la méfiance des investisseurs et du conflit latent qui oppose le Kurdistan à l'Etat central irakien. Revendiquant le droit à exploiter et à exporter ses ressources énergétiques de manière indépendante, le Kurdistan irakien a en effet vu limiter par Bagdad le versement de sa part du budget fédéral alors que sa vie économique dépend largement de la rente publique.

Dans ce contexte néfaste, la classe politique kurde, qui n'a pas connu de renouvellement majeur depuis la guerre civile, demeure traversée par de vieilles haines personnelles toujours prêtes à rejaillir malgré le conflit contre l'EI. La violence des propos échangés entre ses différents représentants a pu raviver les craintes d'une confrontation entre forces kurdes, dont le front contre les djihadistes pâtirait nécessairement.

Bien qu'une rupture complète reste inenvisageable, notamment grâce à la pression américaine qui pousse les parties en présence à la négociation, cette nouvelle crise politique a profondément détérioré un vernis institutionnel qui masque de plus en plus mal la réalité d'un Kurdistan toujours prompt aux divisions intestines. ■

A. KA.

Le Monde 21 AOÛT 2015

La livre turque pâtit du blocage politique et de la reprise des violences

ISTANBUL - correspondante

La livre turque poursuivait, jeudi 20 août au matin, sa dégringolade face au dollar, franchissant la barre des trois livres pour un dollar, un décrochage à mettre au compte du blocage politique en cours à Ankara, sur fond de recrudescence de la violence, deux nouvelles attaques ayant frappé le pays, mercredi 19 août.

Des tirs et une explosion ont retenti mercredi aux abords du palais ottoman de Dolmabahçe, dans un quartier touristique d'Istanbul où se trouvent les bureaux du premier ministre, sans faire de victime. Les deux assaillants, membres du groupuscule d'extrême gauche DHKP-C, ont été interpellés. Lors d'un autre incident, entre des manifestants et des poli-

ciers à Esenler, un quartier européen d'Istanbul, un jeune homme de 17 ans a été tué.

Mercredi, huit soldats ont péri lors de l'explosion d'une mine au passage de leur convoi à Siirt, au sud-est de l'Anatolie. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière subie par l'armée turque depuis la reprise, en juillet, des hostilités contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Déficit des comptes courants

Les rebelles kurdes ont déclaré la fin du cessez-le-feu en vigueur avec Ankara depuis 2013 après l'attentat de Suruç (à la frontière turco-syrienne) où 33 jeunes militants prokurdes sont morts dans une attaque suicide attribuée aux djihadistes de l'Etat islamique. En représailles, le PKK a assassiné

deux policiers turcs, poussant Ankara à déclencher une vague d'attaques aériennes sur les positions des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak et le sud-est de la Turquie.

Le retour de la violence ajoutée à l'incapacité de la classe politique à former un gouvernement pèsent sur la monnaie nationale. Au total, la livre turque a perdu 17 % de sa valeur face au dollar et à l'euro, depuis le début de l'année.

En raison d'une inflation élevée, 6,8 % en juillet, la banque centrale a choisi de laisser ses taux d'intérêts inchangés lors de la dernière réunion de son comité monétaire, mardi 18 août. Minimisant le risque qui pèse sur la stabilité financière, la banque centrale a indiqué qu'elle relèvera ses taux le jour où la Réserve fédérale américaine relèvera les siens.

Grevée par un fort déficit des comptes courants (6 % du PIB fin 2014), la Turquie est largement dépendante des apports de capitaux étrangers pour la financer. Si la Réserve fédérale décide de relever ses taux, à l'automne peut-être, le coup sera rude pour l'économie du pays.

Dans l'immédiat, la dépréciation

La livre turque a perdu 17 % de sa valeur face au dollar et à l'euro, depuis le début de l'année

de la livre turque alourdit de 3,82 milliards de dollars (3,43 milliards d'euros) la note à payer pour le gaz importé, selon Taner Yildiz, le ministre de l'énergie. Dépendante de la Russie et de l'Iran pour ses fournitures de gaz, la Turquie prévoyait d'importer 52,3 milliards de mètres cubes de gaz en 2015, soit une hausse de 9,6 % par rapport à 2014. M. Yildiz a promis que

la hausse ne serait pas répercutée sur les factures de gaz des ménages et des industriels.

Le blocage politique qui pèse aujourd'hui sur l'économie du pays s'est installé peu après les élections législatives du 7 juin, quand le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), aux manettes depuis 2002, a perdu sa majorité parlementaire. Incapable de former un

gouvernement de coalition, le premier ministre Ahmet Davutoglu a rendu son tablier au président Recep Tayyip Erdogan qui a confirmé, mercredi, l'imminence d'un nouveau scrutin législatif.

En l'absence de gouvernement d'ici au 23 août, le Parlement devrait être dissous et de nouvelles élections devraient être convoquées, probablement en novembre. Jouant sur la peur de l'insta-

bilité auprès des électeurs, M. Erdogan espère que l'AKP retrouvera sa majorité parlementaire et pourra gouverner seul.

En attendant, cette incertitude détourne les investisseurs dont la Turquie dépend. La croissance est en berne (2,9 % en 2014) et le chômage atteint 11 % au niveau national mais 20 % chez les jeunes. ■

MARIE ÉGO

Le Monde

VENDREDI 28 AOÛT 2015

INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR CHRISTOPHE AYAD

L'autocombustion de M. Erdogan

Le problème des génies politiques, ce ne sont pas leurs ennemis, mais eux-mêmes. Ils ne chutent pas à cause des manœuvres de leurs opposants, mais par leur propre faute. Ils ont tout gagné, tout surmonté et finissent par s'ennuyer. Ce qu'ils ont n'est jamais assez, et c'est là que commencent les ennuis. Pendant une décennie, entre 2002 et 2012, Recep Tayyip Erdogan a littéralement marché sur l'eau. Il a créé les conditions d'une croissance à deux chiffres, qui a transformé la Turquie en « tigre » euroasiatique aux bases solides en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique. Ankara, devenu une locomotive du groupe des pays émergents, va d'ailleurs accueillir cet automne le sommet annuel du G20.

L'Etat de droit a incontestablement progressé dans ce pays qui avait la maladie des coups d'Etat : afin de desserrer l'étau de l'armée et du kémalisme laïc pur et dur, M. Erdogan s'est rapproché de l'Europe et de ses normes juridiques durant ses premières années au pouvoir, permettant ainsi au voile d'entrer à l'université et réduisant l'arbitraire des tribunaux militaires. Il a restauré le prestige régional et international d'un pays empêtré dans sa douloureuse quête d'identité et dans le déni des épisodes les plus sombres du passé, en amorçant notamment un début de reconnaissance de la « tragédie » - le mot génocide reste tabou - arménienne.

Enfin et surtout, Erdogan a démontré dans les faits qu'islam, démocratie et développement, loin

EN RELANÇANT LA GUERRE CONTRE LE PKK, LE PRÉSIDENT TURC REMET TOUT EN JEU: LA CROISSANCE, LE RETOUR À LA PAIX CIVILE AVEC LES KURDES, L'IMAGE DE SON PAYS

d'être incompatibles comme le clament nombre de Cassandra identitaires en Occident, pouvaient aller de pair, voire se renforcer mutuellement. Avant même son discours du Caire, censé donner, en 2009, un « nouveau départ » aux relations entre les Etats-Unis et le monde musulman, c'est à Ankara que Barack Obama avait éternisé ce thème.

Duperie diplomatique et politique
Bref, pour la première fois depuis un siècle, la Turquie était de retour : une Turquie non pas vindicative et violente, mais héritière moderne de l'Empire ottoman dans ce qu'il a eu de meilleur. C'est-à-dire une puissance tolérante, confiante en elle-même et dans ses valeurs, à l'exacte charnière entre Orient et Occident. Tandis que le monde arabe s'enfonçait dans l'autocratie et l'obscurantisme, la Turquie de M. Erdogan offrait une autre voie, un modèle, un espoir.

Quant à Erdogan lui-même,

comment s'étonner qu'après trois scrutins remportés à la majorité absolue par l'AKP, le parti islamo-conservateur qu'il a forgé et porté au pouvoir, celui-ci se prenne pour un « néosultan » ? Peu importe si l'on continuait de se demander si M. Erdogan était plus islamiste que démocrate (ou l'inverse), et de quel bois était fait cet étonnant dirigeant qui avait su dompter l'ombrageuse armée turque et donner l'espoir aux Kurdes d'un début de reconnaissance de leur identité et de leurs droits après deux décennies d'une guerre civile ayant fait 40 000 morts. Pour mesurer le chemin parcouru, il faut se souvenir des années 1990, lorsque l'armée turque menait dans le Sud-Est anatolien contre le PKK kurde, accusé de séparatisme, des campa-

gnies dignes de son homologue française en Algérie au temps de la guerre d'indépendance.

C'est tout cela qui est remis en cause, par l'enchaînement infernal ouvert, le 20 juillet, par l'attentat de Suruç, attribué à l'Etat islamique (EI), et dans lequel 32 jeunes Kurdes ont trouvé la mort. Dans la foulée, M. Erdogan décrétait la guerre contre le groupe djihadiste, qu'on l'a longtemps soupçonné d'épargner, voire de protéger, mais aussi... contre le PKK, qui observait une trêve depuis 2012. Dans les faits, la guerre contre l'EI s'est limitée pour l'instant à trois raids aériens, tandis que l'aviation turque en a effectué... 400 contre la guérilla kurde.

La « guerre contre le terrorisme » s'est révélée être une duperie diplomatique - retrouver les bonnes grâces des Etats-Unis après l'accord nucléaire avec l'Iran en ouvrant les bases turques aux avions américains dans le cadre de la guerre contre l'EI - et surtout politique : mobiliser l'électorat nationaliste et éliminer les Kurdes modérés du HDP du jeu politique afin d'effacer la défaite relative des élections législatives du 7 juin. Pour la première fois, l'AKP - notamment concurrencée par le HDP - avait échoué à atteindre la

M. ERDOGAN EST PLUS SEUL QUE JAMAIS DANS SON IMMENSE PALAIS

majorité absolue, et a fortiori celle des deux tiers nécessaire pour une réforme constitutionnelle voulue par le président Erdogan et renforcant ses pouvoirs.

En relançant la guerre contre le PKK, M. Erdogan remet tout en jeu, comme un joueur de poker fait tapis : la croissance économique, qui ne cesse de faiblir, le retour à la paix civile avec les Kurdes, l'image de son pays. Tout cela dans l'espoir hypothétique d'une victoire électorale le 1^{er} novembre, afin d'effacer l'affront du scrutin du 7 juin. Le gain est incertain ; les pertes, elles, se font déjà sentir.

Aujourd'hui, Recep Tayyip Erdogan est plus seul que jamais dans son immense palais. Il s'est fâché avec presque tout le monde. En Turquie, ses compagnons de route de la confrérie Fethullah Gülen, la jeunesse progressiste (dégoûtée par la répression du mouvement de Gezi en 2013) et les Kurdes l'ont lâché. A l'étranger, les Occidentaux, échaudés par ses diatribes et son indulgence envers l'EI, sont déçus ; Israël ne lui fait plus confiance depuis l'affaire de la flottille de Gaza ; les dirigeants égyptiens, tunisiens et saoudiens lui en veulent pour son soutien affiché aux Frères musulmans ; une lutte à mort l'oppose à Bachar Al-Assad ; la Russie et surtout l'Iran ne lui pardonnent pas d'avoir voulu renverser leur protégé syrien et de s'être immiscé dans l'imbroglie irakien. Et, pour finir, les djihadistes de l'EI ont aussi juré sa perte.

On voit mal comment, dans un tel contexte, les élections du 1^{er} novembre, si elles se tiennent, apporteront quelque amélioration que ce soit. Le problème de la Turquie, c'est que M. Erdogan est plus solide qu'elle : ce n'est pas lui qui cassera le premier, c'est son pays. ■

ayad@lemonde.fr



Incertitude au Kurdistan irakien après l'expiration du mandat du président

Erbil (Irak), 20 août 2015 (AFP)

LE MANDAT DU président du Kurdistan irakien Massoud Barzani a expiré jeudi, plongeant cette région autonome du nord de l'Irak dans une crise juridique et politique que les dirigeants tentent de régler.

Agé de 68 ans, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) préside le Kurdistan irakien depuis dix ans. Il a été élu par le Parlement régional en 2005 puis au suffrage universel en 2009 pour quatre autres années.

La loi ne prévoyant que deux mandats pour le président, les partis kurdes avaient décidé en 2013, d'un commun accord, de reconduire dans ses fonctions M. Barzani jusqu'en 2015.

Or sa formation aimerait bien désormais voir cet accord renouveler mais les autres partis kurdes ne semblent pas disposés à lui laisser la voie libre.

"La région est entrée dans un vide juridique et c'est pourquoi nous devons régler cette question", a indiqué Barzo Majid, membre au Parlement du bloc Goran (Changement), un des principaux partis de cette région.

Si cela ne peut être fait, le chef du Parlement doit "assurer l'intérim pour une période de deux mois jusqu'à la tenue d'élections", a ajouté M. Majid, une option rejetée par le PDK.

Il y a deux mois, M. Barzani avait appelé à des élections mais la commission électorale avait dit qu'elle ne disposerait pas de suffisamment de temps pour organiser un scrutin en août, à l'expiration du mandat.

"Il va y avoir une réunion aujourd'hui (jeudi) entre les partis kurdes, mais nous ne savons pas si nous parviendrons à un accord", a déclaré pour sa part Saadi Ahmed Bira, dirigeant du l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), rival historique du PDK.

Massoud Barzani et son clan détiennent des fonctions clés au sein du pouvoir qui leur permettent de contrôler entre autres les services de renseignement et les principaux médias.

Il se targue en outre d'être un élément incontournable dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), qui a conquis de nombreux pans de territoire irakien en 2014, menaçant même le Kurdistan. ■

19 août 2015



Syrie: 11 combattants kurdes tués dans un attentat suicide

19 août 2015 - AFP
www.bfmtv.com

Un attentat-suicide a fait au moins 11 morts parmi les forces de sécurité kurdes ce mercredi dans le nord-est de la Syrie. L'attaque visait leur quartier général de la ville de Qamichli, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Un kamikaze à bord d'un véhicule a pris pour cible le QG local des Asayich à Qamichli. Il y a au moins 11 morts", a affirmé le directeur de l'ONG, Rami Abdel Rahmane, précisant qu'ils étaient tous mem-

bres des forces de sécurité kurdes (Asayich). "C'était une puissante explosion. Au moins 14 civils ont en outre été blessés", a-t-il ajouté.

Qamichli, sous contrôle conjoint des autorités kurdes locales et du régime syrien, a été la cible de plusieurs attentats cette année. En juillet, des attaques à la bombe ont visé des combattants des YPG (Unités de protection du peuple kurde) et les Asayich, faisant au moins trois blessés. Les milices kurdes qui ont notamment chassé le groupe extrémiste Daesh successivement des villes de Kobané et de Tall Abyad, frontalières de



Un combattant kurde patrouille dans la ville d'Hassaké (nord-est de la Syrie) - Delil Souleiman-AFP

la Turquie, sont apparues comme la force la plus apte à combattre les islamistes radicaux, qui se sont emparés de larges pans du territoire irakien et syrien. ◆

21 août 2015



L'invérifiable bilan des opérations turques contre les Kurdes

La Turquie affirme avoir tué 771 membres du PKK en un mois

Par RFI - 21 août 2015
http://www.rfi.fr

D'après l'agence gouvernementale turque Anatolie, l'armée turque a tué 771 rebelles kurdes depuis le déclenchement de sa vaste campagne contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) il y a un mois. Un chiffre qui englobe opérations au sol et bombardements en Irak et Turquie. Le PKK dément qu'il y ait autant de décès.

En Turquie, l'agence officielle Anatolie a

publié le bilan d'un mois de campagne anti-terroriste, annonçant la mort de pas moins de 771 membres de l'organisation séparatiste, terme employé pour désigner la rébellion du PKK. Ce chiffre englobe les bombardements aériens en Irak du nord et en Turquie, ainsi que les opérations des forces de sécurité dans le sud-est du pays. Ce bilan, dit l'agence Anatolie, est sans doute censé « rassurer » la population face à la menace terroriste supposée du PKK.

BILAN INVÉRIFIABLE



Des membres du PKK examinent une zone bombardée par l'armée turque, dans le nord de l'Irak, le 29 juillet 2015. AFP PHOTO / SAFIN HAMED

Sauf que chaque fois qu'ils assistent à des funérailles de soldats ou de policiers, ministres et officiels de l'Etat turc se font copieusement huer par la foule, qui ne ➤

➔ semble guère approuver la politique de répression à outrance du gouvernement. Dans les médias proches du PKK, les responsables de la rébellion démentent, sans donner leur propre bilan, l'ampleur de cet impressionnant tableau de chasse, qui est donc invérifiable.

DES CIVILS PRÉSENTÉS COMME REBELLES

Selon Ankara donc, 430 rebelles auraient été tués dans les frappes aériennes en Irak du nord, et près de 260 autres lors d'opérations en Turquie, alors que 81 corps de rebelles auraient été retrouvés après des opérations de maintien de l'ordre. Les médias kurdes

affirment que, dans ces opérations, des civils sans lien avec le PKK ont souvent été présentés comme rebelles pour justifier leur mort. Selon un décompte non officiel, dans le même temps, les attaques et les attentats de la rébellion ont fait quelque 40 victimes, militaires, policiers ou gardiens de village. ●

RTL.fr

29 août 2015

Les forces kurdes reprennent sept villages dans le nord de l'Irak

Malgré des combats difficiles, aidés par la coalition menée par les États-Unis, les combattants kurdes continuent de gagner du terrain dans certaines zones face au groupe terroriste.

par Cécile De Sèze, Avec AFP
le 29/08/2015 <http://www.rtl.fr>

C'est une bonne nouvelle pour la coalition internationale menée contre l'État islamique. Les combattants kurdes d'Irak ont repris sept villages dans le nord du pays. Depuis le 26 août, les peshmergas appuyés par les frappes aériennes de la coalition, menée par les États-Unis, "ont repris le contrôle de plus de 200 kilomètres carrés" de terrain près de la ville de Tuz, au sud de Kirkouk, selon le communiqué de la coalition.

Les avions ou drones ont mené au total 25 frappes pour appuyer cette offensive, qui a permis de "libérer sept villages" et de "renforcer la ligne avancée des forces kurdes", selon le communiqué. Sur les autres principaux points d'affrontements avec le groupe terroriste, la situation est plus statique, selon les informations fournies vendredi par un porte-parole du commandement américain au Moyen-Orient (Centcom).

L'EI sous pression, continue de perdre des combats

À Ramadi, le chef-lieu de la province sunnite d'Al-Anbar (ouest) tombé en mai entre les mains des jihadistes, les forces irakiennes continuent leur opération d'isolement de la ville, tentant de couper ses accès. "Cela reste un combat difficile", a déclaré le colonel Patrick Ryder, le porte-parole du Centcom. À Baiji, sur l'axe stratégique Bagdad-Mossoul où des combats acharnés durent depuis des mois, les forces irakiennes "continuent de tenir leurs positions" dans l'im-



mense raffinerie de la ville, a-t-il indiqué. Dans la ville même, l'EI "a repris un peu de terrain" mais "a payé un prix très lourd pour cela", a-t-il dit.

D'une manière générale, les Irakiens "font face à des défis difficiles à certains endroits", mais en même temps Daesh est sous pression pour allouer ses ressources et "continue de perdre des combattants et des chefs à un rythme élevé", a-t-il dit. ◆

Le Point

28 août 2015

Turquie : le parti pro-kurde entre au gouvernement provisoire

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a entériné vendredi la composition d'un gouvernement transitoire où figurent pour la première fois deux élus pro-kurdes.

Source AFP - 28 août 2015
<http://www.lepoint.fr>

Deux parlementaires pro-kurdes du Parti démocratique du peuple (HDP) figurent pour la première fois dans un gouvernement, chargé de gérer les affaires courantes jusqu'au prochain scrutin en novembre, a annoncé le Premier ministre. Ils seront respectivement chargés des Affaires européennes et du Développement.

"Notre président Recep Tayyip Erdogan (...) a accepté le gouvernement intérimaire proposé et porté par Ahmet Davutoglu", a indiqué sur son site internet la présidence turque, après une rencontre de près d'une heure entre les deux hommes à Ankara.

Le président turc et son Premier ministre ont à tour de rôle accusé ces dernières semaines le HDP d'être le bras politique illicite de la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a rompu un cessez-le-feu en vigueur avec Ankara depuis 2013. Depuis plus d'un mois, la Turquie est ainsi en proie à une résurgence du conflit entre les rebelles kurdes et l'armée turque.

Législatives anticipées en novembre

En vertu de la Constitution, le gouvernement provisoire n'a pas besoin de la confiance du Parlement, l'accord de la présidence suffisant. Il devra conduire les affaires jusqu'aux législatives anticipées, fixées au 1er novembre par le Haut Conseil électoral, et sortir ainsi la Turquie de l'impasse politique dans laquelle elle

se trouve depuis le scrutin du 7 juin.

L'AKP, la formation islamo-conservatrice de M. Erdogan, qui règne sans partage depuis treize ans, a alors subi un revers électoral en perdant la majorité absolue, le contraignant à des pourparlers avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement de coalition. En vain.

La Turquie a déclenché une "guerre contre le terrorisme" le 24 juillet, visant essentiellement le PKK, dans ses positions retranchées en Irak et en Syrie. En réponse, le PKK a rompu un cessez-le-feu en vigueur avec Ankara depuis 2012. Depuis le début de l'offensive, plus de 60 membres des forces de sécurité turques sont morts dans des attaques revendiquées ou attribuées au PKK. ●

The case of the Kurds

ROBERT OLSON

August 20, 2015,

www.todayszaman.com

In Part I of this two-part article I argued that it would be unlikely for the recent turmoil, war and indeed even terrorism to change the state boundaries of Middle Eastern states. This is in spite of prognostications by many respected analysts that the boundaries of current states -- and here I am referring especially to Iraq and Syria -- are artificial and were imposed by the imperial states of Great Britain and France.

Analysts and historians state such positions with no analyses that the emergence of Iraq and Syria as states also bore the strong influence of the Ottoman provinces (vilayets) from which they emerged. There was and is no substantial difference in the geographical configurations of Iraq and Syria and the Ottoman provinces from which they were established.

I argued in Part I that the length of time it would take for the international community and international institutions to recognize changed state borders for Iraq and Syria would take years, if not decades. Furthermore, most sovereign states in the Middle East, European countries, the US and other states oppose independence, even for Kurds in Iraq.

Therefore the question is: To what degree is it possible in the foreseeable future for current state boundaries to remain intact, at least as far as international law is concerned?

I argue that the current boundaries of Iraq and Syria have a relatively good chance of remaining intact. I say this recognizing that their current state structures have collapsed and will not be resuscitated. I also recognize there will be several entities -- maybe even more -- that will demand certain ethnic, religious, regional and geographical prerogatives such as self-government and substantial devolution of powers from those now considered to be the provenance of central governments. In short, Iraq and Syria will be what some scholars argue as "rightsized," meaning that the state will devolve into entities that can be governed without oppres-

sion, coercion, war or minoritarian ethnic cleansing, especially the kind that we have seen in Iraq and Syria.

The question then remains: How will they be rightsized? Of course, readers must be alerted to the fact that any kind of rightsizing takes time, certainly years or decades.

What will happen in Iraq, especially with regards to Kurds, given the loose definition provided above? In the remainder of this piece I will address only the situation of Kurds in Iraq and their relations with Kurds in Turkey, Iran and Syria as space is limited.

First, let us take the situation of Kurds in Iraq and the developments that will result in its currently recognized state boundaries to remain largely unchanged. It is clear that the Kurds of Iraq at this time have a quasi-state structure. This does not mean, however, that it has a state's powerful prerogatives and international legal standing that is necessary for long-term sustainability. It only means that the viability of the Kurds of Iraq and their current Kurdistan Regional Government (KRG) demands for self-government are valid and should stand.

But like the current state of Iraq itself, the KRG, as well as other non-Iraq Kurdish regions, need to demand further devolvement from as many of the central governments and international restrictions as possible, allowing them to trade freely with all their neighbors. In the case of the KRG, it must also negotiate with its non-Kurdish neighbors, both state and non-state actors, allowing it to trade and facilitate trade among all the Kurdish regions that it borders, especially the largely Kurdish regions of Turkey, Iran and Syria. The central governments of Turkey, Iran and Syria should do the same for the largely Kurdish regions of Syria, especially in the areas now controlled by the Democratic Union Party (PYD) and the People's Protection Units (YPG).

It is incumbent upon the state of Turkey to allow and facilitate the devolution of power to the Kurdish regions in Turkey and Syria so that the regions themselves can reciprocally establish unhindered trade, economic relations and investments with all their neighbors. The governments of Iraq, Syria and Iran should do the same thing. Such devolutions of power will allow for

more cordial relations between centers and peripheries, mitigating continued conflict, oppression, war and strong inequality between Kurdish and non-Kurdish regions, especially in Turkey, Syria and Iran.

WHAT THE KRG WILL GAIN

The devolution of power from the central governments of Iraq, Turkey, Iran and Syria with international approval and support within the current parameters of international law to their respective largely Kurdish regions and the subsequent increased economic viability of these regions will allow, for instance, the KRG to better reach an agreement with the Sunni regions in Iraq and Syria which it borders and enable forces opposed to the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) to gain control over the regions in Iraq (and Syria) that ISIL now dominates; encourage earnest negotiations over the disputed territories, some 8 percent of Iraq's total territory; and enable negotiations between a non-ISIL-led government in the non-ISIL-controlled Sunni regions that emerge in Iraq and Syria.

It is clear despite the indigenous, regional and international forces against such devolution of powers, trade and investment that such devolution would go a long way in mitigating continued warfare, if not assuaging completely the continued warfare that has taken place in the states and regions mentioned above over the last half century.

The development of stronger entrepreneurial classes in the largely Kurdish regions of Turkey, Iran, Syria and even Iraq would be encouraged by the devolution of power from central governments to regions. The further development of a stronger Kurdish middle class in all the regions discussed would also go a long way in considerably strengthening the economic prosperity, well-being and futures of all of the peoples of the region -- Kurds, Turks, Iranians and Syrians. This also means mean that states, especially Turkey, Syria and Iran, should allow for extensive transnational ethnic, religious, cultural and economic relations among all of the political entities in the region if they want to retain their current state borders.□

**Robert Olson is a Middle East analyst based in Lexington, Kentucky.*

Iraqi Kurdistan govt clarifies oil export and revenue



MINISTRY OF NATURAL RESOURCES | KURDISTAN REGIONAL GOVERNMENT
وهزارهتی سامانه سروشتیهکان | حکومهتی هه‌ریسی کوردستان

<http://mnr.krg.org>
PRESS RELEASES
Published: 20 August 2015

MNR: Setting the Record Straight on Oil Export and Revenue so that the People of Kurdistan Can Judge for Themselves

Erbil, Kurdistan Region, Iraq (mnr.krg.org) – Despite significant political and economic challenges, and acts of theft and sabotage on the export pipeline inside Turkey, the Ministry of Natural Resources (MNR) has boosted crude oil export and generated sufficient funds to meet the KRG's planned revenue goals.

The KRG policy to increase direct oil sales (jointly agreed in June by the KRG and all five political parties in the coalition government) will enable the KRG to cover ongoing government costs and state salaries and to start to pay off the backlogs of unpaid wages. In addition, the KRG will be able to begin payments to the exporting oil companies so that they can sustain and then increase their oil export levels, which is vital for the Region's economic welfare.

In 2014, former Prime Minister Nouri Al-Maliki's government cut the entire Kurdistan budget, creating a financial crisis for the people of the Kurdistan Region.

At that time, despite the limited capacity to export oil, the Ministry of Natural Resources (MNR), under the directive of the Kurdistan Region Oil and Gas Council, moved quickly to organize alternative financial support for the Kurdistan Region by a) increasing pipeline export capacity, b) boosting actual oil exports, and c) successfully securing from buyers pre-payments against future oil supplies.

As a direct result of those measures, the Kurdistan Regional Government (KRG) was able to survive financially during 2014, although payments of some government salaries were partially lagging behind. However, other unexpected factors came into play that severely impacted the financial situation, such as the added costs of the war against IS terrorists and the economic burden on the Region from hosting 1.8 million refugees and internally displaced people.

Then at the end of 2014, following new budgetary discussions, the KRG and the entire political leadership in Kurdistan, including the five political parties in the coalition government, decided to give the new government in Baghdad a chance, under its new Prime Minister Haider Al-Abadi.

The cooperation and coordination reached with Baghdad was encouraged by all the Kurdistan political leaders. It consisted of a plan to supply certain volumes of oil from the Kurdistan Region to SOMO in return for the KRG's full federal budget entitlement during 2015, which was estimated at around US\$1 billion per month. This became an undertaking towards the KRG in the federal budget law of 2015.

Although MNR was pleased with the agreement with Baghdad, based on its experience of all the previous failed agreements, MNR internally registered its doubts as to whether Baghdad could or would fulfill its financial obligations to Kurdistan under the agreed oil-for-budget plan. Nevertheless, MNR fully encouraged the KRG's decision to proceed and actively did all that was possible to make the plan work for both sides.

Regrettably, as predicted by MNR, the KRG received only one third of its budget entitlement from Baghdad in the first five months of 2015. This led to a rapid deterioration of the financial crisis in the Kurdistan Region and caused a significant backlog in the pay of government salaries, including those of the Peshmerga and the security forces.

Predicting that the crisis would deepen month by month, in spring 2015 MNR organized a series of meetings with the Regional Oil and Gas Council, the Council of Ministers, the political leadership of the five parties in Kurdistan, MPs in the Kurdistan parliament and the Kurdistan MPs from the federal parliament in Baghdad, to explain and forewarn of what would lie ahead.

The Minister of Natural Resources explained the economic realities of the situation facing the Region, and urged support for reforms to cut government costs.

The Minister of Finance, supported by the Council of Ministers, took a lead on this and produced a credible reform plan to cut government costs and increase the non-oil revenues of the Region.

Unfortunately, the Minister of Finance did not receive the required political support (particularly from some key decision makers in his own party) to implement that reform program. Thus, the budget shortfall from Baghdad, coupled with ever increasing KRG expenditure, led to more delays in government salaries and support for the Peshmerga and other vital security services.

By late spring this year, the inability or unwillingness of Baghdad to provide the KRG's fair share of the agreed budget had become clear to the KRG and the entire political leadership of Kurdistan Region. But despite the overwhelming evidence, no action was taken by the political leadership to deal with this new deteriorating reality.

Only in mid June did the political parties of Kurdistan reluctantly agreed to MNR's long-suggested proposal to increase direct sales of KRG oil to international exporters, in order to provide a direct and predictable economic lifeline to our Region.

**That political decision took effect on 24 June 2015.
The program involved the following:**

⇒

⇒

- MNR to boost crude oil export to 500,000 barrels per day from KRG operated fields, assuming no interruptions to the flows in the pipeline beyond MNR's control, and no political interference or renegeing on the decisions taken.
- It was assumed and hoped that an average netback price of \$55 per barrel would remain in place for the rest of the year.
- This was then expected to generate around \$850 million per month, which was deemed to be sufficient to pay ongoing government costs and salaries and begin covering the backlog in the salaries.
- MNR was assigned responsibility for finding buyers for KRG crude oil and for agreeing with the previous buyers of the KRG's oil (who had made pre-payments in 2014) to defer their outstanding pre-payments until 2016 to enable the KRG to receive the full \$850 million per month during 2015.
- It was assumed that this \$850 million per month would allow the KRG to set aside some funds to pay the exporting international oil companies, so that they would maintain and then increase export levels, and thereby increase revenues even further.
- It was also agreed that the Ministry of Finance would be in charge of receiving all oil revenues at the Kurdistan International Bank (KIB) and HalkBank.
- In early July, a further government directive, signed by the KRG Prime Minister, authorized the Minister of Finance with controlling the movement of money from the KRG's account in HalkBank in Turkey.
- It was also agreed that all other revenue, if not directed to HalkBank for any practical reason, should be directed to the Ministry of Finance account at the KIB.

As a result MNR duly performed the following:

- MNR immediately signed contracts with experienced international oil traders and buyers for its available export volumes, a process approved by the Regional Oil & Gas Council around the third week of June 2015.
 - MNR obliged the buyers to guarantee \$850 million monthly, assuming that the average export levels were achieved.
 - MNR persuaded all the traders involved to agree to defer receiving oil against their outstanding pre-payments until 2016.
 - However, in practice, MNR faced significant interruptions to oil flow through the pipeline in Turkey due to sabotage and theft, leading to reduced export levels and the loss of revenue to the KRG of \$501 million (details of which were published recently). Unfortunately, some domestic politicians appeared slow to condemn the sabotage to discourage similar acts in the future.
- Failure to meet contractual export delivery targets at the agreed average levels released the buyers from their full payment obligations of \$850 million per month. However, even then the traders were once again persuaded not to cut back on the payments on those occasions.

Adding to all these challenges, the price of crude oil has dropped since mid June 2015 by approximately 20%.

Despite all of those difficulties, the following payments have been made or are expected to be received in the two months, from 24 June to 24 August 2015:

- a) As of 20 August, the KRG received \$1,241.6 million (\$1.24 billion) into the KIB account in favour of the Ministry of Finance. The Ministry of Finance is tasked with following up with KIB on the management and movement of the funds received.
- b) A further deposit of \$187.5 million will be made into the same KIB account today, 21 August.
- c) A further \$125 million is also expected on or before 24 August.
- d) Thus a total of \$1,554.1 million (\$1.55 billion) has been achieved for the past two months. This is more than promised under the agreements with the traders, despite the reduced oil exports caused

by interruptions and factoring in the cost of the purchased products mentioned below.

- e) In addition, the KRG purchased refined products amounting to \$134 million, using export oil swaps for diesel for the KRG's power stations.

MNR is therefore well ahead of the payments received schedule compared to the agreed program, despite the difficulties and the flow interruptions.

The money flow management and transfers through KIB and HalkBank are solely assigned to the Ministry of Finance. But the Ministry of Finance has been unable to bring all the oil revenues into Kurdistan for these reasons:

- The Minister of Finance has not been able to take the necessary procedural and administrative steps to take financial responsibility for the Ministry of Finance with the HalkBank, in order to improve the flow of the funds into Kurdistan. It is understood that this is because of direct political interference by some people in his own party, in order that they can shift the blame to MNR for the delayed payments to the Peshmerga forces and government employees.
- Also, there are some recognized difficulties in bringing dollars into Kurdistan via the KIB in a timely manner and converting them into Iraqi dinars to pay salaries. The Ministry of Finance is working on a solution to these difficulties, and MNR has always been ready to assist if needed.

In Summary

- MNR has stuck to the task at hand and continues to deliver for the people of Kurdistan.
- MNR operates on a professional and technical basis throughout all its organisations. Contrary to the myths circulated by certain politicians and their media outlets, MNR does not allow party politics to interfere with its work.
- MNR defends the interests of the people of Kurdistan against political interference and is taking the lead in helping to secure the economic stability of Kurdistan and its future.
- MNR also believes that the Minister of Finance is doing an excellent job at his ministry, but to be more effective and more successful, he should not be hindered by political influence that damages the interests of the people.
- The Minister of Finance should be supported and authorised as soon as possible in his program of economic reform and MNR is ready to assist in this process.
- MNR is confident that providing there are no major interruptions, whether through sabotage, theft, or indeed political interference or deviating from agreed export policies, the immediate needs of the people of the Kurdistan Region can be met through continued direct oil sales.
- The KRG should always remain open to dialogue and discussion with our colleagues in Baghdad on ways to resolve all outstanding issues on oil and gas and develop long-term cooperation that leads to a win-win situation for all concerned.
- If some politicians had supported more rapid action by the KRG following Bagdad's non-compliance on the budget payments, we would have been able to minimize the impact of the financial crisis on our Region. However, at this very challenging time, MNR encourages all of Kurdistan's political parties to put aside their narrow and often damaging self-serving agendas, and to stop using oil as a political football which undermines our ability to maintain the trust of the buyers and the willingness of the oil company investors in our Region.
- We also hope that the political parties rally round MNR in support of its work in the face of the crisis, and that they act in the interests of the people of Kurdistan whom they aspire to serve.

Israel turns to Kurds for three-quarters of its oil supplies

David Sheppard, John Reed and Anjali Raval
August 23, 2015 <http://www.ft.com>

Israel has imported as much as three-quarters of its oil from Iraq's semi-autonomous Kurdish north in recent months, providing a vital source of funds to the cash-strapped region as it fights militants of the Islamic State of Iraq and the Levant (Isis).

The sales are a sign of Iraqi Kurdistan's growing assertiveness and the further fraying of ties between Erbil and Baghdad, which has long harboured fears that the Kurds' ultimate objective is full-scale independence from Iraq.

The imports highlight the significant inroads that oil from Iraqi Kurdistan is making into world markets, with Italy, France and Greece also emerging as big buyers. It is a trade conducted through secretive pre-pay deals brokered by some of the world's largest oil trading companies, including Vitol and Trafigura.

Israeli refineries and oil companies imported more than 19m barrels of Kurdish oil between the beginning of May and August 11, according to shipping data, trading sources and satellite tanker tracking. This would be worth almost \$1bn based on international prices over the period.

That is the equivalent of about 77 per cent of average Israeli demand, which runs at roughly 240,000 barrels per day. More than a third of all of the northern Iraqi exports, which are shipped from Turkey's Mediterranean port of Ceyhan, went to Israel over the period.

Some of the oil may have been re-exported from Israel or put into storage tanks, industry sources say.

Traders and industry analysts have suggested that Israel

may be acquiring the Kurdish oil at a discounted price, though officials in the Kurdistan Regional Government (KRG) deny this. Others have suggested it may be a way for Israel to funnel financial support to the Kurds.

Revenues from the oil sales have provided a lifeline to the Kurdistan authorities in Erbil. The KRG reached a deal with the Iraqi federal government last year to jointly export crude from the region, with the Kurds receiving a portion of the national budget in exchange. But that deal has come under strain as a result of the fall in oil prices.

Baghdad, which is struggling with a budget crisis, has made only limited payments to Erbil in recent months and, as a result, the KRG has sold more oil on its own account. Baghdad says Erbil did not send it enough oil.

The emergence of Israel as one of the biggest buyers of oil from Iraq's north illustrates another fissure between Erbil and the federal government. Baghdad, like many Middle Eastern capitals, refuses to recognise Israel and has no official ties with the country. The US, a close ally of both Israel and the KRG, has urged Erbil to work with Baghdad on oil sales.

"We do not care where the oil goes once we have delivered it to the traders. Our priority is getting the cash to fund our Peshmerga forces against Daesh [Isis] and to pay civil servant salaries"

- Kurdish government adviser



Guards protect an oil refinery near Erbil, in Iraqi Kurdistan ©AFP

The KRG said it did not sell oil to Israel "directly or indirectly", but ties between Erbil and the country stretch back several decades, with both sides finding common ground as non-Arab, western-allied states.

"We do not care where the oil goes once we have delivered it to the traders," a senior Kurdish government adviser in Erbil said.

"Our priority is getting the cash to fund our Peshmerga forces against Daesh [Isis] and to pay civil servant salaries."

Israel's government does not comment on the source of energy supplies, which it views as a matter of national security. Insiders say it continues to import oil from Azerbaijan, Kazakhstan and Russia, its main suppliers for much of the past decade.

Israel is by no means the only country that has been buying more Kurdish oil. Since May, Italian refineries imported about 17 per cent of supplies from northern Iraq, which have averaged more than 450,000 b/d over the period, while Greece and Turkey took 8 per cent and 9 per cent respectively. A minority of shipments will have been from Baghdad's

state oil marketer, with the exception of those going to Israel.

Another 17 per cent of northern Iraqi exports sailed to Cyprus, where it is normally transferred ship-to-ship — a tactic sometimes used by traders to disguise the final destination of oil sales.

Oil industry sources, including some close to the sales, said Vitol, the world's largest independent oil trader, has been helping the KRG market its oil since early this year. Vitol declined to comment for this story.

Trafigura, which was identified as a major trader of Kurdish oil last year, did not comment.

Oil trader Petraco was also identified by three sources as helping the KRG with the sales. In an emailed statement, the company denied that it was currently working with the KRG.

Both Vitol and Trafigura had paid the KRG in advance for the oil, under so-called "pre-pay" deals, the sources said, helping Erbil to bridge its budget gaps.

◆◆◆

Le dilemme de la minorité druze de Syrie

Cette petite communauté, dont le soutien est vital pour Damas, s'interroge sur la façon de se défendre

BEYROUTH, JÉRUSALEM -
correspondants

La Syrie est là, à portée de main, à portée de tir. Mais aucun son ne dérange les collines sur le plateau du Golan, à part le sifflement du vent. A quelques centaines de mètres en contrebas, une barrière, édiflée par les Israéliens pour empêcher tout afflux de réfugiés ou de combattants dans ce territoire qu'ils occupent depuis 1967. A gauche, le mont Hermon et la ville druze de Majdal Chams. Ici, sur le plateau, 20 000 Druzes vivent en paix, protégés par l'Etat hébreu ; de l'autre côté, leurs frères se mobilisent pour se défendre, dans un pays qui n'existe plus vraiment, livré aux forces djihadistes et où un régime aux abois poursuit ses crimes impunis.

Le 22 juin, une centaine d'habitants de Majdal Chams ont attaqué une ambulance militaire israélienne, transportant deux combattants rebelles syriens. L'un d'eux est mort des suites de ses blessures, l'autre a été hospitalisé dans un état critique. Les assaillants suspectaient les blessés d'être des djihadistes du Front Al-Nosra, en lutte contre le régime syrien. Le gouvernement israélien a condamné l'attaque dans cette zone tampon stratégique. Des jeunes ont été arrêtés. Depuis trois ans, près de 1 600 combattants syriens blessés ont été soignés côté israélien. Mais fin juillet, l'armée israélienne a fait savoir qu'elle cessait d'apporter des soins à ces hommes en arme, pour calmer la population locale.

Cette attaque a causé une onde de choc en Israël, renforçant l'idée que le statu quo et la tranquillité qui régnaient depuis des années sur le plateau du Golan avaient vécu. Onze jours plus tôt, une vingtaine de Druzes ont été massacrés près de la ville syrienne d'Idlib par des hommes d'Al-Nosra. Ce drame a été précédé, au début de l'année, par la conversion forcée à l'islam sunnite des Druzes de cette région,

« Nous sommes contre tous ceux qui nous attaquent. (...) Si l'Etat nous attaque, il sera notre ennemi »

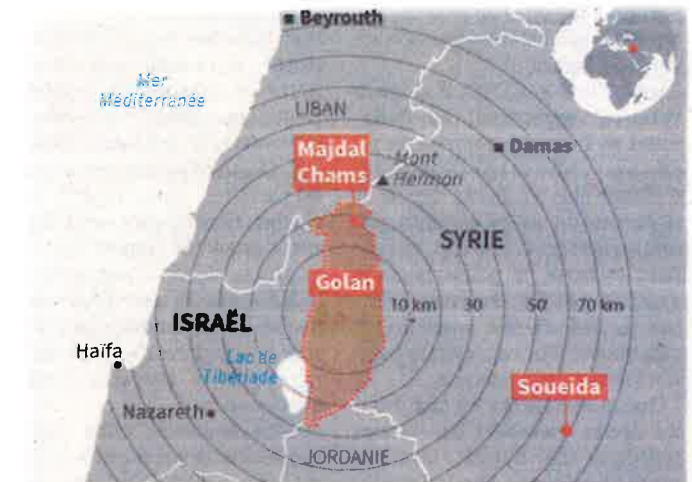
CHEIKH OUADIH AL-BAL'OUS
religieux druze

perçus comme des infidèles par les extrémistes. La branche syrienne d'Al-Qaïda a aussi, au même moment, détruit des tombeaux et des symboles dans les villages. Les Druzes qui ont choisi de rester dans le nord-ouest du pays le font avant tout pour ne pas perdre leurs terres. Ceux qui avaient participé au soulèvement anti-régime de 2011 ont pris leurs distances.

L'inquiétude a saisi la communauté. Allait-elle subir le même sort que les yézidis en Irak ? « Le massacre en juin a été une étincelle, explique le journaliste druze Hamad Aweïdat, basé à Majdal Chams. Il y a eu de nombreux appels, au sein de la communauté en Syrie et à l'étranger, pour qu'on se défende nous-mêmes. C'est la meilleure chose que pouvait espérer Israël. Il veut un Druzistan en Syrie pour diviser le gâteau. »

Le maire de Majdal Chams, Doulan Abousaleh, se montre plus sceptique. « Le problème de l'indépendance ou de l'autonomie, c'est qu'il n'y a pas de continuité territoriale entre les villes et villages druzes en Syrie, souligne-t-il. Concernant la création de notre propre armée, on parle et on parle, mais on ne voit pas grand-chose. En fait, il n'y a pas besoin d'annoncer qu'on en crée une. Les villages situés près de la frontière ont l'habitude des trafics. Ils sont tous équipés en armes pour se défendre. »

Si la communauté rassemble à peine 2 % de la population en Syrie, son soutien est vital pour le régime de Damas. Sur le plan mili-



taire, la plupart des milices druzes combattent aux côtés de l'armée, ou coordonnent leurs actions avec elle, notamment pour la couverture aérienne. « Les Druzes n'ont pas d'autre alternative que de rester, d'une manière ou d'une autre, du côté du pouvoir », estime Ziad Al-Aryan, un ancien élu local libanais en contact avec les Druzes de Syrie. Ainsi, dans la province de Kouneïtra, des milices druzes affrontent la rébellion sous la houlette du Hezbollah libanais et de l'armée syrienne.

« Du côté du pouvoir »

A Soueïda, la « capitale » de la communauté druze dans le pays, plusieurs milices pro-régime créées par des cheikhs agissent désormais aux côtés des formations paramilitaires fondées sous l'impulsion de Damas dès 2011, les Forces de défense nationale (FDN) ou les comités populaires. Selon le chercheur Aymenn Al-Tamimi, le Bouclier de la patrie est le plus important de ces groupes menés par des religieux. Ses leaders entendent combattre les djihadistes de l'Etat islamique et du Front Al-Nosra. Ils assurent que la défense de leur ville passe aussi par celle de Damas et de Deraa.

Mais pour le journaliste et opposant Fadi Dahouk, réfugié à Beyrouth, cet alignement sur le régime pourrait changer, avec l'esor des Cheikhs de la dignité, une autre milice, formée en 2014 par un religieux druze, cheikh Ouadih Al-Bal'ous. « Nous sommes contre tous ceux qui nous attaquent. (...) Si l'Etat nous attaque, il sera notre ennemi », affirme le cheikh, qui a pourtant combattu aux côtés du pouvoir. A Soueïda, il a obtenu le retrait de points de contrôle mili-

taires. Il a aussi réclamé le retour de prisonniers. « Le fait qu'il ait eu gain de cause et qu'il puisse ouvertement critiquer la corruption ou les services de renseignements indique qu'il a acquis une certaine notoriété, et que le régime ne veut pas se mettre à dos les forces druzes », analyse le politologue Tobias Lang, basé en Autriche.

A l'étranger, les Druzes se mobilisent pour lever des fonds. C'est particulièrement vrai en Israël, où vivent près de 110 000 Druzes.

Depuis le début de la guerre en Syrie, l'Etat hébreu a cherché à concilier deux principes : neutralité et vigilance. Surtout, ne pas prendre partie entre deux maux, les djihadistes ou le régime de Damas, succursale de l'Iran honni. Mais au moindre risque de débordement frontalier, frapper.

Député du Likoud, la formation de Benyamin Nétanyahou, Ayoub Kara est l'avocat de la cause druze en Israël. Constatant que le régime de Bachar Al-Assad perd pied, il cherche à mobiliser les bonnes volontés. « Mais il n'est pas question de demander à Israël de bombarder les positions du Front Al-Nosra ou de l'Etat islamique, car sinon, nous serions vus comme des traîtres dans le monde arabe. » Le seul projet viable, à ses yeux, est l'armement de la communauté pour se défendre. Le député a été l'un des animateurs d'une levée de fonds – plus de deux millions d'euros – pour équiper les Druzes syriens. « Il y aura une armée druze d'environ 100 000 hommes, assure M. Kara. C'est important pour Israël. Nous voulons des voisins qui ne soient pas fondamentalistes. » ■

LAURE STEPHAN
ET PIOTR SMOLAR

REUTERS

Six morts dans des combats dans le sud-est de la Turquie

DIYARBAKIR, Turquie / 27 août 2015 / (Reuters)

SIX PERSONNES, dont au moins quatre civils, ont été tuées jeudi dans des combats entre les forces armées turques et des activistes dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris de plusieurs sources dans les villes touchées et au sein des services de sécurité.

Des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) armés de lance-roquettes ont attaqué dans l'après-midi une base militaire à Cizre, près de la frontière syrienne, ont rapporté des témoins et des sources des services de sécurité.

Les combats ont fait trois morts et sept blessés, dont un enfant de sept ans, ont rapporté des sources.

A Yuksekova, à environ 300 km à l'est de Cizre, près des frontières irakienne et irakienne, des combats de rue ont opposé l'armée à des militaires en dépit du couvre-feu, ont annoncé les autorités. Trois per-

sonnes ont été tuées selon un responsable local qui a requis l'anonymat.

"Il y a des gens gravement blessés qui sont soignés dans des maisons. Les forces de sécurité ont bombardé un quartier et touché des immeubles résidentiels", a déclaré Abdullah Zeydan, un avocat représentant le Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde.

Un cessez-le-feu en vigueur depuis deux ans et demi entre l'armée turque et les activistes kurdes a été rompu en juillet après le meurtre de deux policiers par un groupe proche du PKK et Ankara a riposté en lançant une offensive contre des positions du PKK en Irak et en Turquie.

Quelque 800 combattants du PKK, plus de 60 soldats et policiers et 12 civils ont été tués depuis, selon des sources gouvernementales et des médias turcs. ●

Le Parisien

25 août 2015

Un guide pour présenter le Kurdistan touristique

25 Août 2015

<http://www.leparisien.fr>

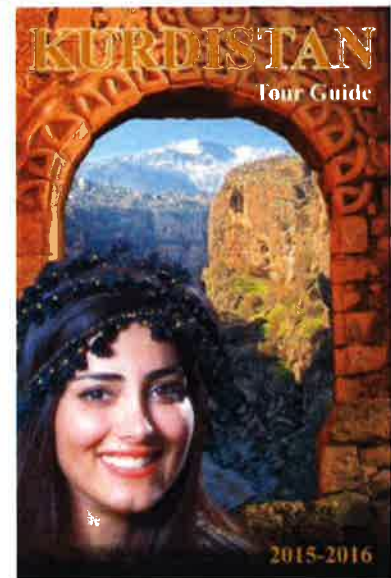
Et si le Moyen-Orient concentrait les futures destinations touristiques à la mode ? Un voyageur irakien lance un guide pour changer les mentalités et prouver que la région du Kurdistan, située entre la Turquie, l'Irak et l'Irak ne doit pas pâtir de l'actualité géopolitique. Au contraire, elle offre aux curieux un éventail d'intérêts historiques.

Kurdistan Iraq Tours rassure : la région du Kurdistan est l'une des plus sécurisées du Moyen-Orient et n'a rien à avoir avec le chaos qui règne dans une partie de l'Irak. Compte tenu de sa situation géographique, à cheval sur la Turquie, l'Irak et l'Irak, elle est sous les feux des projecteurs à cause de

l'actualité malheureuse, alors même qu'un avenir touristique pourrait lui être promis.

Le voyageur a donc planché sur un guide pour susciter la curiosité. 400 pages ont été nécessaires pour passer en revue toutes les richesses de la région, des paysages marqués par les rivières aux sommets enneigés. L'ouvrage se présente volontairement comme un portfolio photographique et lève le voile sur quelques-uns des 200 sites historiques à découvrir. Il n'oublie pas de donner des éléments sur la culture musicale et artistique du Kurdistan et évoque l'émergence récente d'une industrie du film kurde.

Mais, le livre est avant tout un guide. Il explique donc les modalités pour gagner la région et organiser un séjour. Le guide détaille aussi les spécialités de la cuisine



kurde et les plats que les touristes pourront dévorer.

Le guide est disponible sur Amazon et sera officiellement lancé aux États-Unis le 16 septembre. □

BBC NEWS

August 28, 2015

Pro-Kurdish MPs join Turkey cabinet

28 August 2015 www.bbc.com

THE TURKISH prime minister has appointed two politicians from the pro-Kurdish HDP party to the country's new power-sharing cabinet.

Ahmet Davutoglu is leading an interim government ahead of fresh elections due in November. His own AK Party lost its parliamentary majority in June, after the HDP entered parliament for the first time.

Two main opposition parties have refused to participate in the caretaker government.

The HDP's Ali Haydar Konca will act as European affairs minister and Muslum Dogan will take up the role of development minister.

The pro-Kurdish party exceeded Turkey's high 10% threshold to enter parliament after reaching out beyond its traditional Kurdish heartland to liberal and left-leaning voters across the country.

Although the nationalist MHP party refused to take part in the interim administration, Tugrul

Turkes, the son of its founder, broke ranks and accepted an invitation to become acting deputy prime minister.

He could face expulsion from the party.

Mr Davutoglu named Feridun Sinirlioglu as his new foreign minister.

The ruling AK (Truth and Development) party had governed alone for over a decade, but failed to find a coalition partner after June's elections. ◆

Turquie - Erdogan : le pari du chaos ?

Le pays est englué dans une crise sans précédent. En provoquant des élections anticipées, le président cherche à reprendre la main. Un coup très risqué.



Le président Erdogan cherche à tirer parti du désordre actuel pour que l'AKP retrouve sa majorité absolue au Parlement. Mais les sondages indiquent que les électeurs ne le suivent pas. AFP©ADEM ALTAN

De notre correspondant à Istanbul, Quentin Raverdy - 26 août 2015
Le Point.fr

Le leader turc a tout mis en œuvre ces dernières semaines pour voir son pays retourner aux urnes au plus vite. Ce sera chose faite le 1er novembre prochain, lors de la tenue de législatives anticipées, le Premier ministre intérimaire Ahmet Davutoglu ayant échoué dans sa quête de coalition gouvernementale avec les autres formations politiques turques.

Le pari d'Erdogan ? Pourtant tenu à la neutralité, le président entend bien faire triompher de nouveau le parti islamo-conservateur qu'il a cofondé et dirigé pendant plus d'une décennie : l'AKP. Une formation qui, après treize années hégémoniques au Parlement turc, n'a obtenu que 40,9 % des voix, perdant ainsi sa majorité absolue. Un camouflet en partie dû à l'entrée fracassante au sein de l'hémicycle du parti pro-kurde HDP (1,3 %). Ce résultat ruinait les espoirs du leader turc de mettre en œuvre une révision constitutionnelle censée doter la Turquie d'un régime présidentiel.

L'AKP EN BAISSÉ DANS LES SONDAGES

Mais le coup est risqué. Surtout que, depuis la fin juillet, le pays a doublé sa crise politique d'une crise sécuritaire interne sans précédent. En trois semaines, les combats qui opposent Ankara et les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont déjà fait plus de 60 morts chez les forces de sécurité et près de 900 chez les rebelles, selon l'agence de presse Anadolu. Un climat délétère, alimenté dans la presse et à la télévision turque par les images en boucle des funérailles de soldats turcs, dont l'AKP voudrait tirer parti. Nul doute que l'essentiel du programme électoral du parti islamo-conservateur tienne sur un timbre-poste : ce sera "l'AKP ou le chaos".

Simple, oui, mais pas forcément efficace. Dans l'avalanche de sondages qui déferle dans les médias nationaux, plusieurs études donnent l'AKP en tête, mais en baisse par rapport à juin. Et, dans l'ensemble, ils restent quasi unanimes sur les maigres

chances de l'AKP de regagner la majorité absolue. "On voit bien qu'il n'y a pas eu de véritable hausse de popularité pour l'AKP à la suite de sa campagne sécuritaire contre le PKK. On observe également que l'argument de l'instabilité sans l'AKP ne prend pas chez les électeurs, ils ne se réfugient pas dans un vote pour le parti", explique Sinan Ülgen, président du Center for Economics and Foreign Policy (EDAM).

Pour l'instant, donc, l'AKP semble se diriger vers un nouveau revers électoral, prolongeant par la même occasion la crise de gouvernance dans le pays. Une nouvelle déconvenue qui signifierait l'éviction probable de l'actuel Premier ministre et leader du parti, estime un membre de l'AKP qui souhaite rester anonyme. Surtout, l'échec dans les urnes n'épargnera pas le président : "Ce sera un coup dur pour Erdogan. Il ne pourra plus s'opposer à un gouvernement de coalition, il sera affaibli, et là, il pourrait commencer à perdre le soutien de politiques, de businessmen, etc." confie ce membre du parti. "À ce moment-là, ce sera chacun pour soi."

CRISE ÉCONOMIQUE

D'ici à novembre, une autre pierre d'achoppement pourrait bien contrecarrer les desseins du leader turc : la situation économique. L'indécision de la classe politique turque et l'incapacité à former une coalition ont sérieusement secoué la monnaie locale. En à peine un mois, la livre turque a déjà perdu près de 10 % de sa valeur face au dollar, plus de 20 % depuis le début de l'année. Les violences internes et l'instabilité régionale mettent également à rude épreuve le secteur touristique, vital pour la Turquie, le sixième pays le plus visité au monde : l'affluence a déjà baissé de 14 % depuis le début de l'année, en comparaison avec la même période en 2014, soit plus d'un milliard d'euros de manque à gagner. Pas de quoi rassurer les marchés turcs qui pâtissent déjà de la sérieuse baisse de la croissance et des investissements étrangers sur ces dernières années.

La crise n'a pas encore directement touché les Turcs, mais elle pourrait peser dans la balance électorale. De quoi fragiliser Erdogan, estime Sinan Ülgen. "Cela

comptera en novembre prochain, c'est bien d'ailleurs pour cela qu'il a annoncé l'échéance électorale plus tôt que le délai légal inscrit dans la Constitution (90 jours après l'échec des négociations, NDLR) : il veut accélérer les choses pour que ce mauvais cycle économique ne perturbe pas la campagne de l'AKP."

UNE IMPASSE POLITIQUE

Le pays est dans l'ornière. Faute de coalition, le Premier ministre turc a la lourde tâche, d'ici cinq jours, de monter un gouvernement intérimaire, incluant – comme le prévoit la Constitution – des membres des autres formations politiques présentes au Parlement. Une tâche quasiment vouée à l'échec puisque le CHP (25 % des voix en juin) et le MHP (18 %) ont d'emblée balayé l'idée de coopérer, malgré l'insistance, mardi encore, d'Ahmet Davutoglu. Logiquement, il ne reste à l'AKP comme seul et unique partenaire de gouvernement que le HDP, véritable bête noire du président Erdogan qui accuse la formation d'être le bras politique du PKK.

Intégrer des parlementaires pro-kurdes au sein de l'exécutif turc – dans des ministères secondaires – serait une première pour la République mais ne ferait pas les affaires de l'AKP, loin de là. "Le parti va être vivement critiqué par les nationalistes et leurs électeurs qu'il cherchait à l'origine à rallier", présume Sinan Ülgen. Au premier rang desquels le MHP et son leader Devlet Bahçeli, farouche opposant au processus de paix avec le PKK et à la banalisation du HDP : "Ils vont tenter de gagner des votes en accusant l'AKP d'avoir ouvert la voie à l'entrée du parti pro-kurde, vitrine du PKK, dans l'exécutif."

De ce gouvernement de transition accouché au forceps, il ne faudra pas attendre grand-chose, estime le membre de la formation islamo-conservatrice. On sera en période électorale, l'AKP ne voudra pas être perçu comme un partenaire du HDP et vice versa. "Tout ce que l'on peut attendre de ces trois prochains mois, tranche-t-il, résigné : "davantage de chaos". ●

Potential ally in Syria adds to dilemma for the U.S.

ANTAKYA, TURKEY

Leading opposition group has extremist views and works with Qaeda wing

BY BEN HUBBARD

Throughout the civil war in Syria, the United States has tried to find a viable opposition force to represent the uprising against President Bashar al-Assad, negotiate an end to the conflict and fight the jihadists of the Islamic State.

Those efforts have largely failed, with possible allies lacking the necessary broad support in Syria and the ability to fight effectively. But one group has recently emerged as Syria's largest rebel force, with thousands of fighters, political clout and close ties with key regional powers. It has vowed to fight the Islamic State and called for engagement with the West.

The problem for the United States is that the group, Ahrar al-Sham, or the Free Men of Syria, remains grounded in militant Islam — a concern that has also dogged previous efforts to find a partner in Syria. Ahrar al-Sham cooperates with the Syrian affiliate of Al Qaeda and has welcomed former associates of Osama bin Laden. While its leaders say they seek a representative government, they avoid the word "democracy" and say Islam must guide the state.

The rise of Ahrar al-Sham has fueled an intensifying debate for the United States as it seeks to combat the Islamic State, also known as ISIS or ISIL: Should it try to strengthen "moderate" but marginal rebels in Syria or set aside its concerns and work with powerful Islamists?

Similar questions about how much to engage with Islamic forces on issues of mutual interest have consumed American policy makers since the Arab Spring and in the nuclear talks with Iran. And clear in their minds is the fact that some of the mujahedeen supported by the United States in Afghanistan in the 1980s later formed Al Qaeda.

In Syria, the American focus on working with groups it deems "moderate" has produced few strong allies. The opposition's leadership in exile is largely irrelevant, Western-backed insurgent groups have collapsed, and a program to train and equip "moderate" rebels faced significant setbacks.

Some analysts and former United States officials now suggest a new approach, arguing that only by cautiously engaging with groups like Ahrar al-Sham can the West influence Syria's future.

"They are in a gray zone, but in a civil war, if you are not willing to talk to factions in the gray zone, you'll have precious few people to talk to," said Robert S. Ford, a former United States ambassador to Syria now at the Middle East Institute, a research organization.

"I do not advocate giving any material support to Ahrar, much less lethal material assistance, but given their prominence in the northern and central fronts, they will have a big role in any peace talks, so we should find a channel to begin talking to them," he said.

While some European diplomats have met with the group's political officers, the United States has remained aloof.

"They're on a charm offensive," said a senior Obama administration official who had been briefed on Syria policy.

The official cited statements by the group that it is focused only on Syria and supports the rule of law, and said that the rise of the Islamic State had made the United States more "pragmatic" about its regional allies.

But a range of American officials said they consider the group extremist and that its cooperation with the Nusra Front, the Syrian affiliate of Al Qaeda, remained a major hurdle.

"As long as they remain close to Nusra, I can't see us working with them," the administration official said, speaking on the condition of anonymity to discuss confidential assessments.

Ahrar al-Sham was formed through the merger of Sunni Islamist factions in northwestern Syria early in the uprising against Mr. Assad that started in 2011.

Its membership drew on underground networks, including militants who had fought American forces in Iraq and Islamists released from prison in Syria as part of what many saw as Mr. Assad's strategy to undermine secular activists.

The group has established its bona fides as an anti-Assad military force and has remained grounded in militant Sunni Islam. A recent promotional video cited Abdullah Azzam, Bin Laden's mentor in Afghanistan, and its first leader, Hassan Aboud, has called for an Islamic government.

"Democracy is people ruling each other based on their own judgements," Mr. Aboud said in an interview with Al Jazeera in 2013. "We have a godly system made by God for his creation and his worshippers and God charged us to construct it on Earth and to raise the word of God," Mr. Aboud said in an interview with Al Jazeera in 2013. "As Muslims, this is our right."

Last year, a mysterious explosion targeted a meeting of its leaders, killing Mr. Aboud and dozens of others and leading many to expect the group to fade away. But its remaining members reorganized, giving it an institutional strength lacking in other groups, said

Ahmed Qara Ali, its spokesman.

It has since grown into Syria's largest rebel group, with fighters across the country, offices for aid and political affairs, and a border crossing with Turkey. It is a key member of the Army of Conquest, a powerful rebel alliance fighting the government in the northwest. This month, it represented the opposition in direct negotiations with Iran over the fate of three besieged communities.

Analysts and the group's members say it differs substantially from the Nusra Front.

It is led by Syrians, has few foreign fighters and opposes the breakup of the country. It has not launched campaigns to impose strict mores and maintains

"In a civil war, if you are not willing to talk to factions in the gray zone, you'll have precious few people to talk to."

good relations with other rebels. Its leaders have vowed to protect minorities, although some still call them derogatory names.

"The Ahrar al-Sham movement is totally independent," Mr. Qara Ali said. "It is a Syrian movement and it has no links, organizationally or ideologically, with any international organizations."

The Syrian government considers the group, like all the rebels, to be terrorists bent on destroying the country. And many secular, antigovernment activists who have come to respect its organization worry about its long-term ambitions.

"We used to look for the best possible brigade, but now we have Islamist extremists and Ahrar, so we choose Ahrar," said an activist from Idlib Province, speaking on the condition of anonymity for fear of retribution.

Looking at the table in front of him, he said, "This glass is dirty, but the next glass is dirtier, so I'll choose the first one."

Syrian Islamists with ties to the group say its wartime evolution has left its

members with a range of views that often clash.

Its leaders acknowledge close battlefield coordination with the Nusra Front, but its leader, Hashim al-Shaikh, has called Nusra's affiliation with Al Qaeda bad for the uprising.

An early member was Abu Khalid al-Suri, a veteran jihadist close to Ayman al-Zawahri, Al Qaeda's leader. Mr. Suri was killed in an Islamic State car bombing last year.

Other members have reached out to the West in a shift many see as driven by Turkey and Qatar, which have given the group political and financial support, according to American officials and regional diplomats.

Last month, Labib Al Nahhas, the group's head of foreign and political relations, published op-ed articles in The Washington Post and The Daily Tele-

graph of Britain arguing that the group was part of Syria's "mainstream opposition" and that the Islamic State could only be defeated by "a homegrown Sunni alternative."

Calling American policy in Syria "an abject failure," Mr. Nahhas said the group was committed to dialogue and sought a representative government that would protect minorities while reflecting Syria's Sunni majority.

"There needs to be a major role for religion and local custom in any political arrangement that emerges out of the debris of conflict, and it should be one

that corresponds with the prevailing beliefs of the majority of Syrians," he wrote.

The group's critics suspected that was an indirect way of advocating Sunni Muslim dominance, while some of the group's conservative members said the call was not clear enough.

Abu Mohammed al-Sadiq, a top cleric, wrote in an online response that any solution in Syria had to be determined by "our religion and our creed." He said "jihad" would continue against Shiites and other Muslim minorities.

Sheikh Hassan Dgheim, a cleric from

northern Syria close to the movement's leaders, said in an interview that the group contained a strong practical current and an extremist minority.

The struggle between those factions is likely to be decided by how the conflict progresses and by how successfully the pragmatists can win external support for their cause.

"Violence elevates the military side," Sheikh Dgheim said. "But a political solution would raise the politicians."

International New York Times AUGUST 26, 2015

ISIS speeds up destruction of antiquities



The ruins of the ancient Syrian city of Palmyra in March 2014, before the Islamic State took control in May.

BERGEY PONDHAREY FOR THE NEW YORK TIMES

The militants' toll on antiquities has reached staggering levels, experts say.

BEIRUT, LEBANON

Unesco chief says group commits 'new war crime' in razing Syrian temple

BY ANNE BARNARD

Islamic State militants have razed a fifth-century Roman Catholic monastery and blown up one of the best-preserved first-century temples in

Palmyra, the ancient Syrian city that is one of the world's most important archaeological sites, according to government officials and local activists.

And that was just this past week — in one Syrian province.

Much like the grinding slaughter of human beings, the ravaging of irreplaceable antiquities in Syria and Iraq has become something of a grim wartime routine. Yet the cumulative destruction of antiquities has reached staggering levels that represent an irreversible loss to world heritage and fu-

ture scholarship, archaeological experts and antiquities officials say.

It has accelerated in recent months as the self-declared Islamic State has stepped up its deliberate demolition and looting, piling onto battle damage wreaked by government forces and other insurgents in Syria's four-year civil war. That has brought antiquities lovers on all sides to a new level of despair.

"I feel very weak, very pessimistic," Maamoun Abdulkarim, Syria's director general of antiquities, said on Monday in a phone interview from Damascus,

the capital, adding that with his inability to protect Palmyra, "I became the saddest director general in the world."

Syria's antiquities, including cities that for thousands of years have been among the world's most important crossroads, are "not for the government or the opposition; they are for all Syrians," he said. "It's for you also — for American people, for European people, for Japanese people. It's all your heritage."

The wrecking of the Temple of Baalshamin in Palmyra over the weekend was a new shock for Syrians and for experts and antiquities enthusiasts worldwide. It was the first time since seizing Palmyra from the government in May that Islamic State militants had destroyed a major part of the sprawling complex of stone buildings that still rise majestically from the desert 20 centuries after the city's heyday.

Irina Bokova, the director general of Unesco, the United Nations' cultural body, in a statement on Monday called the destruction "a new war crime and an immense loss for the Syrian people and for humanity."

The Islamic State has typically sought to maximize the propaganda value of such acts, often waiting to carry out or publicize them when it has suffered military defeats. The Associated Press reported on Tuesday that images posted on social media by supporters of the group supposedly showed explosives being laid inside the temple and, later, the temple in ruins. The A.P. could not independently verify the images.

The temple was relatively small compared with the complex's grandest structures, like the Temple of Baal and the city's largest colonnades. But it was one of the most complete and best-preserved structures at the site, a boxy stone building with a portico supported by columns.

Ms. Bokova said the destruction threatened to erase the diversity that has characterized what is now Syria for millennia.

"The art and architecture of Palmyra, standing at the crossroads of several civilizations, is a symbol of the complexity and wealth of the Syrian identity and history," she said. "Extremists seek to destroy this diversity and richness, and

I call on the international community to stand united against this persistent cultural cleansing."

The Islamic State, also known as ISIS, ISIL or Daesh, has set about destroying objects and buildings that it views as idolatrous under its interpretation of Islam, even as it has also proved willing to sell them for profit. In northern Iraq, the Islamic State has bulldozed mud-brick ruins at Hatra and Nimrud and ransacked the Mosul Museum. In eastern Syria, it has illegally excavated and sold countless artifacts, following the example of many other parties in the war.

In Syria, the Islamic State's rampages follow years of clashes between other combatants — the forces of President Bashar al-Assad and the insurgents who have been trying to topple him since his bloody crackdown on protesters in 2011.

In the more populated, western half of Syria, those battles have severely damaged some of the world's most renowned antiquities, like the Crusader-era castle Krak des Chevaliers and the medieval citadel of Aleppo.

Neither government forces nor their armed opponents have taken much care to preserve historical structures, and both have used medieval castles and winding alleyways for the defensive purposes for which they were originally built.

Yet at the same time, Syrians in both government-held and insurgent-held areas have worked to preserve historical sites — including Mr. Abdulkarim and his onetime colleague Amr al-Azm, a former antiquities official who now supports the opposition.

Such efforts, Mr. Abdulkarim said, "defend the honor of Syrian identity, heritage and memory."

"With the opposition, we will have

some kind of compromise," he said, in striking remarks for an official in Damascus, where the government sometimes refers to all opponents as terrorists. "At the end of the day, it is politics," Mr. Abdulkarim added. "But with ISIS, it is different. ISIS will attack all things."

Mr. Abdulkarim said he was proud of the 2,500 employees in his department, working "in areas under control of the government and also under control of the opposition" saying they had saved some 300,000 objects but were unable to protect all of Syria's 10,000 archaeological sites.

Mr. Azm has worked with a group of Syrians he calls the Monuments Men,

"I call on the international community to stand united against this persistent cultural cleansing."

documenting destruction and looting and taking measures to protect antiquities, including encasing precious mosaics in protective coating and sandbags in a museum in the northern town of Maarat al-Noaman. The museum was later hit in a government bombing.

Mr. Abdulkarim, a professor at Damascus University, said he received no extra salary for his work with the antiquities department, and he described himself as "not a political man."

He said that he and his wife, who also holds a doctorate in archaeology, decided to stay in Damascus despite the war and "accept this impossible mis-

sion" because of their love for history and diversity; for him it is personal as well as intellectual, given his Armenian, Syriac Christian and Kurdish heritage.

But he said that he felt "bowled over" by the destruction he had been unable to prevent, from the latest attacks in Palmyra to the felling of the minaret of the Umayyad Mosque in Aleppo — where the combat is between the government and other insurgents, not with the Islamic State.

"How can I accept what happened in my country, to our rich culture?" he said.

People in Palmyra, too, tend to be personally invested in protecting the ruins regardless of their political affiliation.

Civilian opposition activists long documented thievery at the site, as well as its use for military purposes. Insurgents for a time occupied a major temple, which was hit by a government mortar, and army forces moved artillery and tanks onto the site and used the medieval citadel as a fortress.

Current and former government employees helped to hide and protect some portable artifacts; one employee was Khalid al-Asaad, 83, the retired director of antiquities at Palmyra, who was beheaded by the Islamic State last week.

A cafe owner from Palmyra who generally supports the government lamented the destruction, speaking by telephone as he prepared to leave for Turkey by boat, perhaps for good.

It was a local tradition, he said, to hold weddings at the temple. A nut tree grew inside its walls, residents said, where men sometimes played the oud.

"They used to bring the bride and groom inside," he said, speaking on the condition of anonymity because he feared for his safety. "People used to go there to drink tea, coffee and barbecue. All these memories have gone."

Hwaida Saad contributed reporting.

Anger rises as Turkey stokes an old war on Kurds

DIYARBAKIR, TURKEY

Reborn conflict threatens economic gains and turns region into a battlefield

BY TIM ARANGO

Across the Kurdish lands of southeast Turkey, a bitter war that had long been stilled by a truce has suddenly come roaring back, threatening to undo a hard-won economic turnaround here and adding a new battlefield to a region already consumed by chaos.

Cafes in this city that usually stay open until midnight now close at dusk. Jails are filling, once again, with Kurdish activists and officials accused of supporting terrorism. Residents say they are stocking up on weapons, just in case.

In the mountains, Kurdish guerrillas hastily set up vehicle checkpoints and then dissolve into the rugged terrain in a game of cat and mouse with Turkish soldiers. In the countryside, burned and mangled vehicles blight a landscape blackened by forest fires set by the Turkish Army — a tactic that destroys militant hideouts, but also apple and cherry orchards and stocks of feed for villagers' cows and goats.

"It shouldn't be like this," said Kudbettin Ersoy, 66, who sells watermelons here from a wooden cart. "I was hopeful that peace would come and the blood would stop flowing. We are all citizens of this country."

It has been one month since Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, resumed armed conflict against the militants of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K. Many — Kurds and political analysts alike — see the war as a coldly calculated political strategy by Mr. Erdogan, whose Justice and Development Party lost its parliamentary majority in national elections in June, to stoke nationalist sentiments and regain lost votes in a new election. June's vote gave no party a majority, and a deadline for coalition talks ended fruitlessly on Sunday, paving the way for a snap election to be held in November.

The war against the P.K.K. has also underscored the continued divide between the West and Turkey over how to handle the Middle East's raging wars.

Conflict with the P.K.K. resumed just as Turkey also said it would join the American-led coalition against the

Sunni militants of the Islamic State, also known as ISIS, ISIL or Daesh, who control a large part of Iraq and Syria. Turkey opened its air bases to the United States and began carrying out its own airstrikes against the group.

But since then, Turkey has carried out roughly 400 airstrikes against P.K.K. targets in the mountains of northern Iraq, where the group has bases, and inside Turkey, compared with three against the Islamic State. The imbalance has deepened a sense in the West that Turkey's priority is restraining Kurdish ambitions of autonomy that had gained momentum amid the region's turmoil, rather than fighting the Islamic State.

Even so, Turkey's foreign minister, Mevlut Cavusoglu, told Reuters on Monday that Turkey would soon start a "comprehensive" air operation against the Islamic State in northern Syria.

The resumed war's toll so far can be measured in lives lost: more than 65 Turkish soldiers and police officers, and more than 800 people the government has identified as militants, according to the Anadolu News Agency. The war is also being measured in the return of fear and old anxieties over a conflict that, through decades, claimed close to 40,000 lives.

"When the president couldn't make the government himself, he targeted the Kurds and restarted this war," said Osman, who was sitting at a teahouse here one recent morning and gave only his first name because he was fearful of speaking openly against Mr. Erdogan.

Omer Tastan, a spokesman here for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, or H.D.P. — which for the first time exceeded a 10 percent legal threshold to earn representation in Parliament in Turkey's election in June — said that the government, in going after the militants, had also cracked down on the political side of the Kurdish movement.

"People working for the party are detained every day," Mr. Tastan said. "Young people are trying to protect their neighborhoods."

The forest fires near Lice, a P.K.K. stronghold outside of Diyarbakir, are a menacing reminder of the tactics the Turkish Army used in the 1990s, the conflict's cruelest decade.

"It is to intimidate the local people, to say that we can go back to the 1990s," Mr. Tastan said.

Mr. Erdogan once saw peace with the Kurds as crucial to his legacy — two years ago he famously said he would drink "hemlock poison" if it meant an end to the war. But many have come to believe he now views war as the only way to preserve his power.

"We feel Erdogan personally restarted the war because of the elections," said Yesim Alici, an H.D.P. official in Lice.

On the other side of the conflict, there are also signs of rising anger toward Mr. Erdogan and the government officials who have been attending, with great publicity, the funerals of Turkish soldiers killed by the P.K.K.

A Turkish military officer whose brother was killed in a Kurdish attack lashed out Sunday during the funeral, in a video that was widely circulated on social media in Turkey.

"Who killed him? Who is the reason for this?" the officer, Lt. Col. Mehmet Alkan, shouted as he pushed through the crowd toward his brother's coffin.

"It's those who said there would be a solution, who now only talk of war," he said, in a statement many took to be a reference to Mr. Erdogan and his previous efforts, now abandoned, for peace.

Government officials blame the P.K.K. for the renewed hostilities and say the group used the relative peace of recent years to rearm itself. While the P.K.K. has also stepped up its attacks against the Turkish state, and is listed as a terrorist organization by the United States and the European Union, it has also become more legitimized in the eyes of the international community over the past year. The group has fiercely fought the Islamic State in northern Iraq, and its af-

"When the president couldn't make the government himself, he targeted the Kurds and restarted this war."

filiate in northern Syria has become a reliable ally of the United States against the Islamic State there.

This is highlighted by the daily arrival of bodies of Kurdish fighters at the main cemetery here. They come from three battlefields: Iraq, Syria and Turkey. There are three teams of gravediggers working day and night, and cemetery workers have stocked up on wood for coffins and cloth for wrapping corpses.

"What the Kurds are doing in northern Iraq and in Syria against ISIS is not just for the Kurds, it's for all of humanity," said Mehmet Celik Kilic, who runs the cemetery.

On a recent afternoon, a woman who gave only her first name of Pakize was visiting the grave of her son, a P.K.K.

fighter who died in northern Iraq three years ago, during the last outburst of conflict.

"God, this is enough," she said. "The soldiers, the guerrillas, they are all our sons."

Across the region, even as war has resumed, hopes for peace remain.

In the mountains outside the city of Tunceli — called Dersim by the locals, and the site of an infamous massacre against the Kurds carried out by the Turkish state in the 1930s — villagers who had been expelled from their homes in the 1990s had only in recent years begun rebuilding their lives. Many took out cheap loans to build houses or invest in beehives to harvest honey, taking part in the expansion of consumer credit and the booming economy that Turkey enjoyed over the last decade.

On a recent morning, two women, sitting in the shade of an almond tree, said

they already lost everything once, back in the 1990s.

"Our house," said one of the women, Zarife Tasbas, who said she was "about 60." "Our animals. Our orchards and trees."

Their surroundings are the very pic-

ture of bucolic mountain living: a verdant valley of grapevines and pear trees, set to the gentle background noise of a rolling stream. All this is in jeopardy, they say, because recently they were told by local elders — who were told by the army — that they must leave their homes

because of planned military operations.

"We have told them we will lose everything if we leave," said the other woman, Yomos Deniz, 55, who makes a living selling the honey produced by her 40 beehives. "We'd rather die than leave here."

International New York Times AUGUST 28, 2015

A risky bargain with Turkey

Eric S. Edelman

WASHINGTON After a year of intense diplomatic negotiations, the Turkish government is now permitting the United States to use Turkey's Incirlik Air Base, which will allow American aircraft to fly missions in Syria and Iraq with greater operational effectiveness and economic efficiency.

The price of this agreement, however, may well be too high in the long run, both for the success of America's anti-Islamic State campaign and for the stability of Turkey.

That's because the Turkish government's recent change of heart and its sudden willingness to allow American access to the Incirlik base was driven by domestic political considerations, rather than a fundamental rethinking of its Syria strategy.

Shortly after granting access to the base, Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, launched a wave of airstrikes on Kurdish targets, reigniting a conflict that had been on the road to resolution. To make matters worse, Turkey has struck hard at Syrian Kurds who have, until now, been America's most reliable ally in fighting the Islamic State, often called ISIS, in northern Syria.

American and Turkish policies toward Syria were always rooted in different visions of what Syria would look like if the regime of President Bashar al-Assad fell.

Washington's policy has been inconsistent and vague, but it always envisioned a post-Assad Syria that would be pluralistic and guarantee minority rights. Turkey recognized early on that Mr. Assad's brutal policies would lead to radicalization, but the Turkish policy of seeking a Sunni-dominated Syria, governed by forces rooted in the Muslim Brotherhood, has not helped matters.

Mr. Erdogan's preference for Sunni dominance explains Turkey's lax border policies over the past four years, as well as its tacit support for the extremist Sunni group the Nusra Front, and its failure to take the Islamic State seriously as a threat until the fall of Mosul and the beheadings of Western hostages.

Even then, Turkey was reluctant to change course and fully back the American goal of degrading and defeating the militant group.

Mr. Erdogan's overriding objective has instead been to achieve a parliamentary supermajority that will grant him an executive presidency and solidify what is rapidly becoming a one-party state. Since his party lost its governing majority in the June elections, dashing his desires, he has focused on forcing early elections — now set for November — to regain control of Parliament.

To do so, Mr. Erdogan hopes to tar the pro-Kurdish People's Democratic Party as a terrorist front and steal votes from the Nationalist Movement Party. He has used the current crisis as

By attacking Kurds, Turkey is undermining America's strongest ally in the fight against the Islamic State.

a smoke screen behind which to launch an air war against militants from the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., in Iraq and artillery strikes on the Democratic Union Party, or P.Y.D., in Syria. He has also unleashed a new wave of repression aimed at Kurds in Turkey, which risks plunging the country into civil war.

This strategy might help Mr. Erdogan win an election, but it is severely undermining the fight against the Islamic State. By disrupting logistics and communications links between the P.K.K. in Iraq and the P.Y.D. in Syria, Turkey is weakening the most effective ground force fighting the Islamic State in Syria: the Kurds.

We would do well to remember that it was P.Y.D. forces, with logistical support and reinforcement from the P.K.K., that liberated the city of Kobani last year and recently retook Tal Abyad, cutting off a key route for infiltration of arms and foreign fighters for the Islamic State.

America's agreement with Turkey might yield more effective airstrikes, but that will come at the cost of losing the valuable real-time intelligence provided by Kurdish forces that is so crucial for targeting purposes.

In the long run, undercutting the Kurds will be extremely damaging to the anti-Islamic State effort since allow-

ing Turkey to create a no-go zone for Kurdish forces will not carve out territory for moderate fighters; instead, it risks creating a safe haven for Islamist groups like the Nusra Front and Ahrar al-Sham, whose growing strength will exacerbate the toxic sectarianism and ethnic violence that has plagued Syria for the past four years.

Secretary of Defense Ashton B. Carter's recent declaration that "we do want Turkey to do more in the fight" against the Islamic State prompted a pledge by Turkey's foreign minister to step up its airstrikes against the group. But this raises the question of whether or not Turkey will call off its war against the Kurds.

If not, America's deal with Turkey will prove to be a Faustian bargain. Short-term operational convenience is not worth the long-term danger of destabilizing Turkey and demoralizing the Kurdish forces that have carried the bulk of the burden in fighting militants.

An ally racked by violence and insurgency simply can't play the role that the United States needs a secular, democratic Turkey to play in the turbulent Middle East.

Fortunately, America does have leverage. Turkish officials desperately crave the approval of their counterparts in Washington; the United States must not grant it.

Instead, the Obama administration should restrict Turkey's access to senior-level meetings, reduce intelligence cooperation and withhold American support for Turkey in international financial institutions in the likely event that Mr. Erdogan's policies precipitate an economic crisis.

Getting Turkish leaders to change course will be extremely difficult, but it is imperative to pressure them if Turkey is to avoid being sucked into the vortex created by a failed Syria policy and Mr. Erdogan's dogged quest for absolute political power.

ERIC S. EDELMAN is a former United States ambassador to Turkey and was the under secretary of defense for policy from 2005 to 2009.

SHARE YOUR THOUGHTS

Send a letter, with your phone number and email address, to inytletters@nytimes.com.

En Turquie, les Kurdes entre colère et fatigue

Selon Ankara, l'armée a tué en un mois 260 membres de la guérilla kurde du PKK dans des opérations menées sur le sol turc.

ÉMILIE NNE MALFATTO @emalfatto
ENVOYÉE SPÉCIALE À DIYARBAKIR

CONFLIT Finalement, le drapeau rouge étoilé a été glissé sous la dalle de béton par-dessus le linceul blanc drapé sur le corps frêle, adolescent. Murat Gundüz a été enterré avec les honneurs du PKK, dans le carré du cimetière de Diyarbakir réservé aux « martyrs » du groupe. Il avait 20 ans. Il faisait partie des YDG-H, le Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire, considéré comme la branche jeunesse du PKK. Sur les photos portées par la foule, c'est un gamin qui sourit un peu gauchement à l'objectif, avec un regard gentil et des fossettes.

Murat est mort dans la rue, touché à la poitrine par une balle turque dans la nuit de vendredi à samedi, alors qu'il creusait une tranchée près des remparts de la vieille ville pour empêcher le passage des blindés turcs. La police affirme qu'il portait une arme. La population soutient le contraire.

Affrontements nocturnes

Ayten Batubay n'a pas vu le corps, mais elle a entendu des coups de feu toute la nuit depuis sa maison située en face des remparts. Au petit matin, la rue était pleine de sang. « J'ai lavé le sol, mais il reste des traces. » Elle se souvient aussi avoir entendu une voix appeler à l'aide dans la nuit. Mais elle avait trop peur pour sortir.

Depuis un mois, les habitants de Diyarbakir ont pris l'habitude de se terrer à la tombée de la nuit pour éviter d'être pris dans les heurts entre protestataires kurdes et forces spéciales turques, qui, de l'avis général,

n'hésitent pas à « tirer dans le tas ». Zeki Çelik n'a pas vraiment compris pourquoi l'armée a tiré sur sa boulangerie il y a dix jours. Dans son quartier, un enchevêtrement de ruelles dans le cœur de la ville, une dizaine de familles ont déjà plié bagage. Plusieurs façades portent des impacts de balles, les rideaux de fer de la boulangerie sont perforés en une quinzaine d'endroits. Toutes les nuits, ou presque, des affrontements éclatent. « Ça va finir comme à Kobané », prédit Zeki sombrement en lissant le long tablier blanc qu'il porte sur un tee-shirt orange. Pourtant, il entend bien rester. Et le 1^{er} novembre, aux élections anticipées annoncées vendredi par le président turc Erdogan, il votera « pareil qu'en juin : pour le HDP ».

Tous ici s'accordent sur deux prédictions : les élections de novembre verront la victoire du parti kurde HDP, et cela entraînera une flambée de violence bien supérieure à ce qui se vit actuellement.

« Tout est lié aux élections de juin » où le HDP a obtenu 13 % des voix, privant le parti islamo-conservateur AKP de la majorité absolue au Parlement, affirme un jeune homme assis sur un muret. « La répression a commencé bien avant l'attentat du 20 juillet à Suruç. Ce n'est pas une campagne anti-terroriste, c'est politique. La Turquie, aujourd'hui, est une dictature. » Et d'ajouter : « Les gens ont tellement peur. S'ils disent quoi que ce soit, c'est la prison. »

Effectivement, un climat d'omerta semble régner sur les ruelles de Diyarbakir. La police emprisonne tous azimuts, et un tribunal a décidé dimanche d'incarcérer deux co-maires d'un



district de la ville. Trois autres édiles de la région ont aussi été arrêtés, accusés de vouloir « détruire l'unité » nationale en appelant à l'autonomie de la région.

« Un État policier »

« C'est le vieux système répressif de d'habitude, soupire Edip Berk, député du HDP. La répression est très dure, Erdogan essaie de construire un État policier. » Un peu plus loin, une vieille femme se lamente sur le pas de sa porte. « On veut la paix, on est fatigués de la guerre. On ne veut plus de morts, ni chez les policiers ni chez les « Kurdes ».

C'est la même fatigue, mêlée de colère, autour de la tombe de Murat, recouverte d'un drapeau du PKK. Au milieu des larmes, parents, amis et partisans font le « V » de la victoire. « Le martyr ne meurt jamais, le sang sera vengé », clame la foule, avant d'entonner l'hymne du PKK. « Ça fait quarante ans que le gouvernement op-

presse notre peuple. Un Murat est mort, mais un millier d'autres Murat vont se lever. J'ai six autres enfants. Si nécessaire, eux aussi iront au combat », déclare le père du défunt au milieu des applaudissements et des youyous des femmes.

Un peu en retrait, Mekiye, yeux clairs et foulard à fleurs, observe la scène. Son fils et sa fille sont « dans les montagnes » avec la guérilla. « Je n'ai pas peur pour eux, affirme-t-elle. Je suis fière de mes enfants. Et puis, ici, on a l'habitude d'enterrer nos jeunes. »

La mère de Murat vient d'enterrer le sien. Prostrée sur la terre mêlée de cailloux, elle appelle son fils. Au milieu des gémissements, une phrase intelligible : « J'espère que mon fils sera la dernière victime de conflit, des deux côtés. Les larmes des mères turques sont les mêmes que celles des mères kurdes. » ■



La foule fait le V de la victoire pendant les obsèques de Murat Gundüz, 20 ans, enterré à Diyarbakir avec les honneurs du PKK dans le carré du cimetière réservé aux « martyrs ».

Au Kurdistan turc, la guerre frappe au cœur des villes

Anne Andlauer
27 août 2015
<http://www.letemps.ch>

Des tirs ont opposés les forces de police à des jeunes dans un quartier de Diyarbakir dans la nuit de vendredi à samedi dernier. Face au pouvoir du président Erdogan, la jeune génération n'a plus d'espoir

«Je n'arrive plus à pleurer», souffle Ilyas Gündüz aux visiteurs qui l'enlacent dans le salon funéraire. «Des cercueils arrivent chaque jour. Ils étaient tous mes frères. Je n'arrive plus à pleurer», répète le jeune homme alors qu'il enterre son cadet. Murat Gündüz, 20 ans, avait rejoint le PKK à la fin du lycée. «Il a combattu Daech [l'Etat islamique] à Kobané, en Syrie, mais il est tombé ici, à dix kilomètres de chez lui.» Un imam dit une prière. Un avion de chasse perce le silence.

Murat Gündüz est mort le vendredi 21 août dans le quartier de Sur, la vieille ville de Diyarbakir. Au cours d'une nuit de feu nourri entre les forces spéciales de la police locale et des jeunes du YDG-H, le Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire, une branche urbaine du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dont beaucoup de militants sortent à peine de l'adolescence. Ils avaient creusé des fossés dans ces rues étroites et pavées, espérant bloquer les blindés. Murat Gündüz aurait reçu quatre balles dans le torse et une autre dans la tête.

«IL FAUT S'ARMER!»

A Sur, les tranchées ont été comblées, mais les façades racontent la violence des combats. Vitrites éventrées, rideaux de fer perforés, fenêtres colmatées. «On s'est couché à terre en priant pour que ça s'arrête», confie une jeune mère à l'ombre des murs de basalte



Des membres du YDG-H, le Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire, tiennent un barrage près de la ville de Diyarbakir. (Keystone)

de l'église arménienne, marqués d'impacts de balles.

La guerre est de retour dans le Kurdistan turc, et plus seulement dans ses campagnes: les combats des dernières semaines se livrent aussi au cœur des villes. «Les habitants s'arment. Il faut s'armer! La police ne nous protège pas, elle nous tue. Daech a aussi des soutiens dans nos quartiers. Tu ne sais jamais où est l'ennemi et quand il va tirer», lance Fatih, la vingtaine. Il ne veut pas donner son nom – «Je suis du PKK» – mais jure ne pas avoir participé aux violences du 21 août.

«Cette nuit-là, j'ai vu chez des jeunes du quartier des armes automatiques que je ne voyais pas avant.» Fatih distingue les membres du YDG-H des combattants du PKK entraînés dans les monts Kandil, à la frontière avec l'Irak. «Ces jeunes, ils ont grandi avec la guerre et maintenant ils suivent les batailles qui se déroulent en Syrie. Ils veulent montrer leur force. Ils forment de petits groupes capables de s'auto-organiser et d'agir de manière assez indépendante.»

C'est bien ce qui inquiète le pré-

sident de la branche locale de l'Association des droits de l'homme (IHD). Inlassablement, Raci Bilici visite les scènes de combats, comme le centre-ville de Silvan, lundi, à 80 kilomètres de Sur. «J'ai peur que la situation devienne incontrôlable. La jeune génération est en colère. Nous, nous sommes prêts au dialogue, mais eux, ils n'y croient plus. Quant aux préfets, ils nous expliquent que la situation les dépasse, que les ordres émanent d'Ankara.»

Depuis le 24 juillet, date des premiers bombardements contre des camps du PKK, deux jours après l'assassinat de deux policiers turcs que la rébellion kurde a revendiqué avant de se rétracter, Ankara se montre «implacable, et pas seulement militairement», observe Raci Bilici. La justice a incarcéré des centaines de sympathisants du PKK et du YDG-H, ainsi que plusieurs maires qui avaient proclamé leur «auto-administration», celle de Sur notamment. Ils risquent la prison à vie.

«L'auto-administration, ce n'est pas le refus de l'Etat. Cela veut dire qu'un préfet nommé par Ankara ne

peut pas avoir plus de pouvoirs qu'un maire élu», argue Muharrem Kocakaya, coprésident local du Parti démocratique des peuples (HDP). Aux élections législatives de juin, sa formation a décroché 80 sièges au parlement, privant le Parti de la justice et du développement (AKP) de sa majorité absolue. Impuissant ou rétif à former une coalition, le président Recep Tayyip Erdogan a convoqué un nouveau vote le 1er novembre prochain.

«ERDOGAN A TOUT ARRÊTÉ!»

«Cette guerre n'oppose pas Turcs et Kurdes. C'est la guerre d'Erdogan qui n'accepte pas la victoire du HDP et est prêt à tout pour maintenir son sultanat, assène Muharrem Kocakaya devant un portrait du leader historique Abdullah Öcalan, emprisonné. On avait un cessez-le-feu et un processus de paix depuis deux ans. Et soudain, Erdogan a tout arrêté!»

«Le processus est gelé, mais il pourrait reprendre», rétorque Muhammed Akar, président de l'AKP à Diyarbakir. Comment? «Si l'AKP sort seul vainqueur des urnes le 1er novembre. Car le processus requiert une volonté politique forte et seul l'AKP a cette volonté», affirme-t-il, avant d'estimer que le PKK «a profité du cessez-le-feu pour préparer la guerre».

Las, le jeune Brusk marche dans les gravats d'une demeure historique de la vieille ville de Diyarbakir. C'est ici qu'il s'est réfugié, la nuit du 21 août, quand les rafales de tirs l'ont empêché de rentrer chez lui. Avec quatre associés, Brusk a investi près de 450 000 euros pour restaurer cette bâtisse de 1000 m². Le chantier est énorme mais «cela aurait pu devenir un superbe boutique hotel, rêve-t-il encore. J'y ai cru, grâce au processus de paix.» Désormais, il veut vendre. «Quel touriste voudrait dormir sous les balles?»

◆◆◆

AFP

Turquie: deux soldats, un policier tués dans de nouvelles violences avec le PKK

Ankara, 24 août 2015 (AFP)

DEUX SOLDATS ET UN POLICIER ont été tués lundi en Turquie dans de nouvelles violences imputées aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont rapporté les médias locaux.

A Semdinli, zone de l'extrême sud-est du pays située à l'intersection des frontières avec l'Irak et l'Iran, deux soldats ont été tués et trois autres blessés lorsque leur véhicule a sauté sur une mine posée par les rebelles, a indiqué l'agence de presse Dogan.

Par ailleurs, un policier grièvement blessé par des tirs dans la nuit à Nusaybin

(sud-est) par "des terroristes du PKK" a succombé à l'hôpital, a annoncé le gouverneur local.

La Turquie a lancé le 24 juillet une offensive militaire à la suite de l'attentat suicide de Suruç (sud), visant essentiellement le PKK, qui en réponse, a rompu un cessez-le-feu en vigueur avec Ankara depuis 2013.

Depuis, les heurts et les victimes sont quotidiens des deux côtés sur fond d'une crise politique à Ankara à l'issue des élections législatives de juin où le parti islamo-conservateur au pouvoir (depuis 2002) a été privé de sa majorité gouvernementale. ■

Les résultats enjolivés de la lutte anti-Daech

Des responsables militaires américains sont soupçonnés d'avoir exagéré les succès de la guerre contre l'EI.

MAURIN PICARD  @maurinpocard
NEW YORK

ÉTATS-UNIS Comment se porte la guerre contre l'État islamique ? Fort bien, à en croire la Maison-Blanche et le Pentagone, qui présentent, preuves à l'appui, les pertes humaines et matérielles effroyables subies par les djihadistes adeptes du « califat » en Irak et en Syrie.

Le 25 juillet, lors de la conférence sur la sécurité d'Aspen, le général à la retraite John Allen, qui coordonne pour les États-Unis la lutte contre Daech, avait même affirmé que le groupe terroriste dernière était « en train de perdre ». Le hic, c'est que ces « preuves » reposent sur des estimations fondamentalement erronées des dégâts infligés aux criminels de Raqqa, le fief de Daech dans le Nord syrien, et maladroitement maquillées pour donner une image optimiste des actions militaires de la coalition internationale emmenée par les États-Unis. Mercredi, le *New York Times* a révélé qu'une enquête interne avait été ouverte par l'inspecteur général du Pentagone, Jon Rymer, après le dépôt de

plainte par un analyste civil de l'agence militaire du renseignement (DIA).

D'après ce dernier, dont le témoignage est corroboré par plusieurs autres sources anonymes interrogées par le quotidien new-yorkais et le site *Daily Beast*, des responsables du Centcom (Central Command), le centre névralgique de la

conduite des opérations au Proche-Orient situé sur la base de McDill, à Tampa Bay (Floride), auraient « édité », censuré ou retravaillé les renseignements compilés parmi les dix-sept agences de renseignement américaines, avant de les

transmettre tout en haut de la hiérarchie, au Pentagone et à la présidence.

Certes, l'adversaire djihadiste aurait perdu environ 10 000 combattants, un chiffre effarant pour un groupe comptant environ 30 000 hommes. Mais l'afflux de « volontaires étrangers » lui permettrait de regarnir ses rangs jamais clairsemés. Noyé dans la population, le groupe veille également à éviter de s'exposer aux frappes aériennes dévastatrices. Il disposerait de plus d'un milliard de dollars de liquidités prélevées dans les banques irakiennes et syriennes. La vente de pétrole au marché noir lui assurerait enfin 500 millions de dollars de revenus annuels.

Ces altérations inquiètent d'autant plus qu'elles renvoient outre-Atlantique à de mauvais souvenirs : durant la guerre du Vietnam, les commandants sur le terrain avaient pour consigne d'embellir leurs comptes rendus d'opérations en « gonflant » les pertes nord-vietnamiennes supposées. Cette distorsion des statistiques en aval avait accéléré l'« escalade », le général Westmoreland estimant à tort que l'action militaire portait ses fruits. Jusqu'au traumatisme de l'offensive du Têt en janvier 1968, qui allait stupéfier l'Administration Johnson et l'opinion.

Dempsey circonspect

Des voix discordantes existent pour dénoncer cette variante bureaucratique du « tout va très bien, madame la marquise ». L'ex-chef d'état-major, le général Martin Dempsey, peu porté sur les courbettes envers l'exécutif, affiche sa circonspection sur le bien-fondé de cette stratégie depuis le début de l'opération « Inherent Resolve » en août 2014 contre Daech. Prenant acte de ces avis plus prudents, le nouveau secrétaire à la Défense, Ashton Carter, a corrigé l'estimation un brin optimiste faite par John Allen, affirmant le 20 août que la guerre était « difficile » et allait « prendre du temps », jusqu'à une décennie.

Les nouvelles du terrain confirment cette évaluation pessimiste : deux généraux irakiens ont été tués jeudi dans la province d'al-Anbar, lors d'un attentat à la voiture piégée dans les faubourgs de la capitale régionale, Ramadi, toujours aux mains de Daech, tout comme la deuxième ville du pays, Mossoul. En Syrie, après les destructions infligées à Palmyre, les djihadistes ont investi cinq villages dans la province d'Alep, à la frontière turque. Loin d'être affaibli, en outre, le groupe de Raqqa étend son règne en Afrique et en Asie centrale, de la Libye à l'Afghanistan. ■



Dimanche, les militants de Daech qui tiennent l'oasis de Palmyre, ont fait sauter le temple de Baalshamin dans la cité antique du centre de la Syrie. AP



The Kurdish PYD & the Challenge of Rebuilding a Syrian State

By Robert S. Ford and Ali El Yassir

Aug 25, 2015

<http://www.mei.edu>

The United States' unprecedented close air combat support to the PYD, a Syrian Kurdish political party and its associated militia, has helped the PYD drive back the Islamic State's forces from a long strip along the Turkish border, handing ISIS its greatest defeat in Syria to date. The airstrikes have also enabled the PYD to consolidate its hold on Syrian Kurdish territories, and it has launched an ambitious autonomous governance project creating new administrations to manage local affairs. The American airstrikes to support the PYD's militia have helped change not only the Syrian battlefield but also the Syrian political landscape. They have likely set up a longer-term competition between Syrian Arab opposition groups and the PYD. If the PYD prevails in that contest it will be more difficult to reestablish a strong, centralized Syrian state, with all that implies about ridding Syria of extremists like the Islamic State.

THE PYD'S SKILLFUL, PRAGMATIC CAMPAIGN

The Kurdish forces linked to the PYD have so far ejected Islamic State forces from areas in northern and northeastern Syria including the Kurdish-majority areas of Jazeera and Kobani; the PYD also controls a Kurdish enclave in Afrin in northwestern Syria. The PYD's efforts to consolidate control of these areas since 2011 has been pragmatic. It took control of major Kurdish towns in Jazeera and Kobani when regime forces pulled out in the summer of 2012, but avoided direct confrontation with the Syrian government and allowed a small continued presence of Syrian intelligence units. As recently as May 2015 in the major city in Jazeera, Qamishli, Syrian government security personnel worked in a building on whose exterior wall a large picture of Bashar al-Assad was prominent, according to a Western journalist visiting the city. More recently, in July 2015, the PYD fighters cooperated with the Syrian government's army in ground battles against the Islamic State in Hasaka in eastern Syria.

Many in the Syrian opposition and Turkey have accused the PYD of embarking on a separatist project. In mid-June 2013, the PYD started consulting with other Kurdish



Syrian Kurds demonstrate in Hasaka.

parties, Arabs, Christians, and Chechens in the Syrian Kurdish regions about forming an interim administration. Despite criticism from the main Syrian political opposition group in exile, the National Coalition, the PYD announced its intention to form an interim transitional administration in November 2013. PYD officials say they have no plans for secession, but the group's leader, Saleh Muslim, raised eyebrows in a recent interview with al-Hayat in which he said, "The maps drawn at the time [of Sykes-Picot] did not accurately reflect reality." He added, "We do not care if the map changes or not...we only care that the will of people and their aspirations be respected." He denied that he was seeking an independent state or even an autonomous zone, but insisted that the Kurds would never again be ruled by a centralized government in Damascus.

NEW GOVERNANCE STRUCTURES IN THE SYRIA KURDISH REGION

The PYD has followed its military consolidation with building self-governance structures and local institutions as well as straight-arming its political competitors. Early in July 2012, with encouragement from the Iraqi Kurdish Regional Government the PYD and the Kurdish National Council (KNC) established the Kurdish Supreme Committee to administer captured Kurdish towns. However, KNC officials complained that their activists had suffered arrest and harassment while the PYD took firmer political control. The Supreme Committee quickly became moribund. On January 21, 2014 the PYD declared the Democratic Autonomous Government of Western Kurdistan. This is not a single government, but rather three separate local governments based on a social contract (or constitution). Although this "social contract" declares Syria to be a democratic, free, and independent country and affirms that the three Kurdish

cantons of Afrin, Kobani and Jazeera will remain part of Syria, it also says that it "is a model for a future decentralized system of federal governance in Syria."

So far these governments have not been tied together under a higher decision-making body. In fact, they have each separately developed advanced governance institutions and structures. Within each of the three cantons there is supposed to be a Legislative Council; an Executive Council comprised of a president, two deputies, and 22 ministers; and a Judicial Council with a seven-member Supreme Constitutional Court and an election commission. There are also local administration councils elected at the town level.

Although the first elections were to be held shortly after the declaration of autonomy, the elections were delayed and a first round of polling for municipal councils took place on March 13, 2015. Local governance institutions have already taken over the administration of such elements as education and health, security, and judicial cases, as well as trade and business organizations. The different religious and ethnic communities (including Arabs and Syriac Christians) appear to be participating in these institutions and have their own political parties in these areas. Indeed, the two deputies of the president of each canton are reserved for a Syriac and an Arab. Moreover, in the Jazeera canton, all three languages (Kurdish, Arabic, and Syriac) are recognized as official languages, further illustrating a degree of pluralism. Besides governance institutions, civil society organizations have also sprung up throughout the regions to fulfill functions such as promoting women's rights.

Despite the PYD's continued denial of their affiliation with Kurdistan's Worker's Party (PKK), what is being implemented in the north appears to be an extension of PKK leader Abdullah Ocalan's writings on democratic confederalism, a type of direct democracy based on local assemblies. Ocalan, writing from prison, has said that "illuminating examples of well-functioning federations are the USA (currently the most powerful nation) and the European Union. These examples might serve as a blueprint for a solution to the Kurdish question, namely a democratic federation of the countries with Kurdish populations." A close look at the social contract that was adopted in Western Kurdistan appears to incorporate these ideas of direct democracy. Notably, ➤

➤ Ocalan's picture adorns many walls of Syrian Kurdish offices.

AN INDEPENDENT SYRIAN KURDISH STATE?

Saleh Muslim says that the PYD's creation of local administrations in the north "does not concern the Kurds alone. It is a future project that concerns all of Syria. We believe that if the people of Dara'a, Latakia, and Damascus implement what we've done in our areas, Syria would be rid of tyranny." While the PYD could still decide to establish a broad governance structure for Western Kurdistan in the future, it does not want to go back to a centralized Syrian state. "Syria can be run without a centralized government," Muslim said. In his al-Hayat interview, Muslim spoke of a state whose central government would have a role in security and in the national economy, but he also highlighted that project management would remain at a more local level.

LINKAGE BETWEEN THE SYRIAN KURDISH REGIONS?

In June 2015, Kurdish forces captured Tal Abyad, a town on the Syrian-Turkish border, thus impeding ISIS access to Turkey and allowing the PYD to physically link the Kurdish cantons of Kobani and Jazeera. Only Afrin in northwestern Syria does not have a Kurdish-controlled land link. The August 4 U.S.-Turkish plan for an ISIS-free zone presents considerable challenges for the Kurds in consolidating their control in the north because the Turks have made clear that they will want non-Kurdish forces to control it. The Turks thus will forestall PYD efforts to physically link Afrin to Kobani and Jazeera to the east. The absence of Kurdish villages in

this 65 mile-long zone will make it easier for non-Kurdish groups to control.

POLITICAL LINKAGE TO THE IRAQI KURDISH REGION?

Although internally the PYD appears to be progressing in its quest for autonomy, the PYD's political and ideological connection with Abdullah Ocalan's PKK has placed it in competition with Massoud Barzani's Kurdish Regional Government (KRG) in Iraq. The rivalry between the PKK and Barzani's Kurdish Democratic Party for influence among Kurdish communities extends back to the 1990s. Barzani's party views the PYD as at best a competitor with Barzani's allies in the Syrian Kurdish region, the Syrian Kurdish Democratic Party and its allies in the Kurdish National Coalition. The KNC boycotted the elections in Jazeera and Kobani, and has refused to participate in the local administrations that were set up. Given the political competition, it is not self-evident that the PYD would seek to merge with the KRG to its immediate east. There have been instances of cooperation between the KRG and the PYD, such as the KRG's Peshmerga forces assisting PYD fighters in Kobani last year against the Islamic State, but even these instances of cooperation relate to jockeying for position in the competition between the PKK and Barzani.

Under Barzani, the Iraqi Kurdish region that now enjoys wide autonomy is gradually moving toward independence, and the Syrian Kurdish efforts to link into the Iraqi Kurdish region would complicate the KRG strategy. The Iraqi Kurds enjoy stable relations with Turkey and as they consider how to move toward independence they recog-

nize Turkish sensitivities about Syrian Kurdish autonomy, not to mention the establishment of a pan-Kurdish state.

WHAT HAVE THE AMERICANS DONE?

By helping the PYD carve out an autonomous zone, the Americans have perhaps inadvertently made future fighting between Syrian Kurds and Arabs more likely. The reaction of both secular and Islamist armed opposition groups to the PYD's unilateral announcement of an autonomous zone has been uniformly negative; their indignation and rejection is reminiscent of Iraqi Sunni Arabs' view of the KRG and decentralization in the political debates in Iraq after 2004. This in part stems from long-standing ethnic animosities and suspicions and from the Syrian Arab groups' refusal to imagine anything but a new, centralized state replacing the hated Assad government. There may be ways to forestall future fighting between Syrian Arabs and Kurds through political and diplomatic efforts, but survival of the PYD's autonomous region would prompt figures from other Syrian communities, such as the Druze and Alawis, to make demands for similar regional autonomy. Reconfiguring a unified Syrian state in some form—if it is even still possible—will certainly be arduous and slow under the best of circumstances. The existence of a Syrian Kurdish autonomous region would add to the complexity of rebuilding a Syrian state. And as we have seen next door in Iraq, that process of state rebuilding will in turn complicate recruiting fighters and assembling resources to combat extremists like the Islamic State. ♦

AP Associated Press

Report: 8 soldiers killed in PKK bomb attack in Turkey

August 19, 2015 / Associated Press

TURKEY's state-run news agency says Kurdish rebels have detonated a

bomb on a road in southeast Turkey, killing at least eight soldiers.

The Anadolu Agency says the bomb exploded Wednesday on a highway in the mainly-Kurdish province of Siirt as their military vehicle was passing by.

The attack comes amid renewed violence between the rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, and Turkey's security forces. Dozens of people, most of them police and soldiers, have died in the violence since July. ○

AP Associated Press

Turkish military: 29 Kurdish rebels killed in air strikes

ANKARA, Turkey (AP) — August 22, 2015

TURKEY'S military says warplanes have conducted new air strikes against Kurdish rebel targets in northern Iraq, killing 29 militants.

A brief military statement released Saturday says the air raids against the

Kurdistan Workers' Party, or PKK, targets were carried out on Thursday and Friday.

Separately, at least 12 rebels were killed as the military clashed with PKK rebels near the town of Uludere, close to Turkey's border with Iraq on Friday, the military said.

There was no immediate statement from the rebel group.

More than a hundred people have been killed since July in renewed clashes between the Turkish security forces and the PKK. The group has been fighting for autonomy in Turkey's southeast since 1984. ○



Kurdistan Political Stalemate Adding to Regional Woes

Sharon Behn
August 25, 2015
<http://www.voanews.com>

IRBIL, IRAQ — A bitter political spat in the northern Iraqi area of Kurdistan over how the regional president should be elected and what powers the office should have is threatening to add to the region's instability.

The fight comes as Kurdistan is facing a number of other crises, including trying to maintain a 1,500-kilometer border against Islamic State extremists, a crippling dispute with Baghdad over money, and a severe economic downturn.

U.S. and British representatives have attended meetings aimed at resolving the political dispute, urging political unity in the face of the Islamic State threat.

Political parties say that what is at stake is not only the future of current Kurdistan Regional President Massoud Barzani, but also the shape of the region's democracy itself.

Barzani has been in office since 2005. His term officially expired August 20 after having been extended for two years.

His Kurdish Democratic Party, or KDP, is insisting that Barzani's presidency be extended for another two years and that future leaders should be elected by a general vote.

But two main opposition parties, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Gorran (Change), and two smaller parties, the Kurdistan Islamic League (KIL) and the Kurdistan Islamic Union (KIU), are insisting that any president should be appointed by parliament.

Shahin Mirkhan, a KDP member in the vice president's office, said the opposition was not showing itself willing to compromise and that the dispute was reaching a critical point. "It is a disagreement becoming a crisis," he told VOA.

"We strongly believe in democratic values where people have the central role of electing the president," Mirkhan said. "They strongly believe the president should be elected by parliament. We say people, they say parliament."

Mirkhan said Barzani's party was willing to



Kurdistan Iraqi regional government President Massoud Barzani

put the issues to a referendum, but not for at least two years, giving Kurdistan the time to push ISIS back and resolve its economic difficulties and relations with Baghdad.

"These are big concerns which should be addressed, and I feel we are not as focused as we were before because of this (political) dilemma," he said.

Compromise urged

One possible solution would be allowing Barzani to continue as president for two years while strengthening the power of parliament to limit the authority of the presidency, says Sherzad Ameen, education advisor to Kurdistan's Regional Prime Minister's office.

"I think it will be possible to reach a compromise with some gain and some loss," Ameen told VOA. "The other way is very dangerous: it will not be limited to political conflict. It may change its nature to a military conflict or give an opening to outside powers to interfere in our political issues, like Tehran, Ankara, Baghdad."

Kurdistan's current political fight has fallen along old lines of rivalry: Barzani and his KDP party generally look to Turkey and the United States; the PUK and its offspring Gorran are seen as being aligned more with Tehran. The two sides fought a bitter three-year civil war in the 1990s.

ISIS, as the Islamic State group is known, has shown itself expert at exploiting political fissures in region.

Saadi Pireh, a Politburo member of the opposition PUK, told VOA that unity was not the issue.

"We remain one region, one government, one parliament, and we will reach an agreement. It is hard, but not impossible," Pireh said.

"President Barzani can continue for one year, two years. But we have to reform the role of the president," Pireh said.

He insisted on changes as to how the president is elected, as well as the need to curtail his security powers.

"According to the constitution of Iraq, we are a federal parliamentary system, not a presidential system," Pireh said.

Barzani is a powerful political figure in Kurdistan. His son Masrour Barzani is the head of security, while his nephew Nechervan Barzani is the prime minister.

Critics say the leadership is corrupt and that too much power is concentrated in Massoud Barzani's hands.

Supporters of Barzani believe he is the only one strong enough to lead the region at such a crucial time. ■



Kurdish Peshmerga and Anti-Terrorism forces liberate 7 villages south of Kirkuk

By Abdelhak Mamoun -
Aug 26, 2015 www.iraqinews.com

Kirkuk - According to a security source in

Kirkuk province, Kurdish Peshmerga and the anti-terrorism forces have liberated seven villages in Daquq district south of the province.

The source said in an interview for

IraqiNews.com, "Joint forces from the Peshmerga and the anti-terrorism forces were able, today, to liberate the villages al-Tamor and Albo Shehab, al-Samaka al-Kabira, al-Saghira, al-Riyanh, al-Zerka, al-Tabj and al-Tar in Daquq district south of the province," noting that, "the operation aims to cleanse the rest of the areas from ISIS militants."

The source, who asked to remain anonymous, added: "those forces managed to liberate 200 km," indicating that "the organization suffered big losses in lives and equipment."

Has Syria's Arab-Kurdish rivalry reached a breaking point?

The establishment of a safe zone on the Turkish-Syrian border is likely to further deepen the divide between the Arabs and Kurds in the area.



Author Mona Alami
August 26, 2015
www.al-monitor.com

The Syrian Kurds, one of the most effective fighting forces against the Islamic State (IS), established the Euphrates Volcano joint operations room (Burkan al-Furat) with various small Arab factions in September 2014, in spite of distrust between the ethnic groups. Now, the establishment of a new buffer zone in Syria extending from the town of Aazaz to Jarablus might add greater pressure on already tense relations between the Kurdish and Arab factions.

On July 27, US and Turkish officials announced a deal to fight IS by allowing the creation of an IS-free zone in Syria and allowing US planes to use the Incirlik Air Base in Turkey. On Aug. 12, US warplanes carried out their first airstrikes on IS targets in Syria after taking off from Turkish soil, in a new phase in the anti-IS campaign.

The safe zone would be about 100 kilometers (62 miles) long and 40 kilometers (25 miles) wide, and it is assumed that full protection will be guaranteed in these areas from any possible attack by the Syrian regime or IS. The United States has nonetheless insisted the plan's main goal was to clear out IS militants from the border region.

While the safe zone has been primarily created to prevent IS' hold on these territories, Turkey's ulterior motivations seem to lie elsewhere, with recent attacks targeting the Kurdistan Workers Party (PKK) — which Turkey considers as a terrorist organization directly connected to Syria's Kurdish Democratic Union Party (PYD).

Idriss Nasan, vice minister of foreign affairs in Kobani, told Al-Monitor, "There have been several attacks targeting YPG [People's Protection Units] positions on July 24 and July 26, namely in the Zor Maghar village west of Kobani in Syria, wounding four rebels and a number of civilians."

According to Nasan, Syrian Kurds argue that most of Turkey's operations appear to be aimed at their positions in northern Iraq or southeast Turkey, and now in northern Syria, instead of IS strongholds.

"Turkey wants to prevent Kurdish expansion to the west of Syria," said Sinan Hatahet, an expert on Syria who works for Istanbul-based think tank Omran Dirasat.

Kurds captured in June the town of Tell Abyad on the Turkish border that allowed them to link the Jazeera and Kobani regions for the first time. Jazeera, which broadly corresponds to the Syrian province of Hasakah, is the richest and largest of the three Kurdish cantons (Kobani, Hasakah and Afrin, also known as Rojava).

In an interview published by Reuters July 28, Akram Hasso, the prime minister of the Kurdish administration in Syria, said, "The democratic self-administration ... has proven its effectiveness and its representation of the people of Rojava."

While Turkey's safe zone basically hinders Kurdish ambitions to establish an autonomous state in northern Syria, it also underlines divisions between the Arabs and Kurds, who interpret the plan differently.

Rached Satouf, from Liwa Thuwar al-Raqqa (Raqqqa Revolutionaries Brigades), told Al-Monitor, "The creation of a safe zone is definitely to the advantage of the Syrian people." According to Satouf, Liwa Thuwar al-Raqqa falls under the banner of the Euphrates Volcano joint operations room, which is comprised of Syrian Kurds as well as other brigades such as the Northern Storm Brigade, the Free Syrian Army (FSA) from Hasakah and Deir ez-Zor, Ahrar Manbij and Jarablus and the People's Protection Units (YPG).

Nasan said, "Turkey is looking to defend its interest in Syria where it has exacerbated the crisis. It was looking to stop the advance of joint Kurdish-Arab forces, while favoring Turkmen brigades in the area."

Both Satouf and Nasan believe the safe zone will exclude brigades affil-

iated with the Euphrates Volcano joint operations room. In an interview Aug. 18 with Ara news, Ahmed Touma, the president of the interim government that was formed by the Syrian National Coalition to lead the transitional phase in Syria, confirmed there was no place for the PYD in the liberated region.

Both the United States and Turkey have said they are willing to assist moderate Syrian rebel groups to deploy in the buffer area. However, the two countries have diverging interpretations of which groups meet that standard. According to sources from Gaziantep who spoke to Al-Monitor on condition of anonymity, Washington supports secular rebel groups such as the FSA, while Ankara, along with Saudi Arabia, is reported to have provided support to Sunni fundamentalist groups opposing Syrian President Bashar al-Assad, such as Ahrar al-Sham that has demonstrated an understanding of local dynamics and resilience in Syria.

This plan will certainly aggravate relations between the Arabs and Kurds in PYD-dominated areas, Hatahet said, with suspicion running on both sides of the divide. In a previous interview with Al-Monitor, a fighter from Nur al-Din al-Zanki who spoke on condition of anonymity said, "Arabs needed to show force in capturing areas from IS, as Kurdish advance in the region stretching between Tell Abyad and Aleppo would mean a total exclusion of Arab brigades as political players."

For his part, Satouf said, "Kurds also view Arabs with suspicion." He added, "It is true that in areas liberated by Kurdish forces, Arab players who are not completely in line with Kurdish factions are excluded from the political equation."

Several reports have pointed to mounting tensions between the two groups with Kurds operating demographic changes in areas under their control. Pro-opposition website alsouria.net reported Aug. 3 that more than 5,000 people were forced by Syrian Kurds to leave the town of Sirin, in the northern Aleppo region. On Aug. 14, the news site also reported that roughly 186 people, mostly Arabs, had been arrested by Kurdish forces in Tell Abyad.

On Aug. 6, Syria expert Aron Lund tweeted that Majlis Shura Ahl al-Ilm had issued a fatwa allowing Syrian factions to fight both IS and the PKK. "Tensions between Kurds are not necessarily ethnic," Satouf said, adding, "They are often linked to political affiliation and rivalry."

On one hand, the PKK and PYD are on good terms with Assad's regime, which the Arab brigades are staunchly opposed to. On the other hand, in some areas such as Tell Abyad, a number of Arab residents cooperated with IS, which has triggered the resentment of Kurds.

Nasan said, "We are only taking active measures against people who collaborated with the terrorist organization, but in no way against other Arab civilians. On the contrary, early this month, we created a civil administration in Tell Abyad that included all the area's main ethnic groups, such as Turkmens, Kurds and Arabs, depending on their demographic weight in the region."

For Satouf, most human rights infringements that took place in Syrian areas under Kurdish control were either the result of battles or individual incidents. "It is a war zone, which means there are some excesses, but I do not think these are the result of a planned policy on the Kurdish side," he said.

The creation of a safe zone will further deepen the divide in Syria between the various ethnic groups, with Kurdish areas on one side and Arabs on the other. "But still there is a long way to go as there are logistical preparations underway, including further training and arming of brigades responsible for taking over the buffer zone, with a possible greater involvement of Turkish troops on the ground," Satouf concluded.

Mona Alami is a French-Lebanese journalist and a non-resident fellow at the Rafic Hariri Middle East center at the Atlantic Council. She writes about political and economic issues in the Arab world, namely in Jordan, Egypt, Lebanon, Syria, Sudan and the UAE.

Kurdish neighbourhoods take up arms as they declare autonomy in Turkey

With violence escalating across Turkey's south-east between PKK militants and the Turkish army, some young Kurds have turned to arms



Yvo Fitzherbert
27 August 2015
www.middleeasteye.net

DIYARBAKIR, Turkey - In the past month, much of south-east Turkey has been in a state of violence, as the peace process between the PKK and the Turkish government has unravelled. In Diyarbakir, tensions are high and armed police and military vehicles regularly patrol the streets.

The peace process, which has been ongoing for more than two years, quickly fell apart after two policemen were shot dead in the border-city of Ceylanpinar at the end of July. Turkey has launched over 400 airstrikes on the PKK's base, the Qandil mountains in northern Iraq and, according to the Anadolu Agency, the strikes have killed more than 700 militants since late July. Meanwhile, the PKK has killed more than 60 police officers and Turkish soldiers, leading to fears of a renewed period of conflict consuming the region.

As clashes continued between the PKK and the Turkish army, a number of Kurdish citizens are readying to join the fight. In a dozen cities, locals have taken up arms in what they brand a "self-defence" strategy.

In Cizre, a Kurdish town close to the Iraqi border, the situation quickly spiralled out of control after the killing of 17-year-old Hasan Nerse on 28 July. Hasan was killed by police when he went out with his friends in the evening, and his family believed he was targeted because he was wearing traditional Kurdish clothing.

On photos circulated on social media, Hasan is depicted with hands bound behind his back, and with several bullet wounds on his body. His mother Makbule Nerse told MEE: "He was never involved in politics, all he did was wear traditional Kurdish clothes which we Kurds have been wearing for hundreds of years."

Following Hasan's death, locals in the area of Cizre known as Cudi neighbourhood erected barricades and dug trenches to prevent police from entering.

'THE YOUTHS'

At night, MEE witnessed the streets across Cizre becoming empty and eerily quiet until the clashes begin. Underneath posters of revered PKK leader Abdullah Ocalan, young men and women patrol the streets. Ubiquitously known as "the youth," these young Kurds are armed and appear to show no fear of the Turkish state. "We have defended our land for two weeks now - no police has entered and we are

now autonomous from the state," one local told MEE, who declined to give his name.

"Normally in the summer in Cizre, people prefer to come out only in the evening as it is too hot during the day," Renas Hasim, a law student from Cizre who now lives in Diyarbakir, explained, "but right now it's the opposite: residents try and do all their business in the day and make sure they don't leave the house after 8pm.

The "youth" that patrol the streets are part of a group known as the YDG-H. Often described as the youth wing of the PKK, YDG-H are a relatively new organisation which was set up in the last three years.

"The youth were always part of the Kurdish movement," one young Kurd explained to MEE in Diyarbakir, "but YDG-H was set up for young Kurds who didn't want to join the PKK but who could organise and resist the state from their cities."

Many have claimed that it was the YDG-H, not the PKK, which started the recent conflict by killing two policemen in Ceylanpinar in July, although these claims are impossible to verify. While the YDG-H certainly listen to orders from the PKK and claims to be a part of the Kurdish movement, the PKK leadership has no direct control over their organisation. The YDG-H is comprised of local, autonomously organised groups, and there is no clear leadership.

DIGGING TRENCHES

Renas Hasim said that the YDG-H represented a new force in Kurdish politics. "Before there were no guerrillas in the city, you had to go to the mountains to fight the state. But now there are urban guerrillas in the form of the YDG-H who have a great power and ability to fight the state's security forces.

"We have never seen this kind of resistance coming out of cities before," Ali, a Kurd living in Lice, another town where violence has been particularly intense, said. "Now the state has to deal with the youth in the cities as well as the PKK. Before they only had problems with the PKK."

Many citizens appear to support the digging of trenches in certain neighbourhoods, as they believe it offers them some protection from the police. "People have seen a lot of conflict with the state here, and as a result, there is zero trust in the police," explained Faysal Sariyildiz, the Cizre member of parliament for the pro-Kurdish party, the HDP. "Of course it is sad that these trenches have been built, but what can people do apart from defend themselves?"

Filiz Ölmez, a lawyer working in Cizre, does not see much benefit in the renewal of vio-

lence between the PKK and the government, but believes that the police are to blame for the recent events. "If the police hadn't arbitrarily started arresting hundreds of Kurds at the end of July, the trenches wouldn't have been dug," Filiz told MEE while sat in her office in Cizre, "the digging of trenches was the natural solution to stop the huge swathes of arrests."

EMERGENCY RULE

In response to the tension and violence that took place in towns in recent weeks, the governors of various districts have declared emergency rule and set up roadblocks.

In Lice, a town close to Diyarbakir, the army has closed many roads and emergency rule has been declared in the last week, although it has since been lifted. With no sign of the youth, locals preferred to stay in their homes with helicopters continuously scouring the ground from above for any sign of militants. The few locals who did venture out were busy trying to put out the forest fires started by the army, a strategy which was used repeatedly in the 90s as a way of destroying any cover that PKK guerrillas may use.

"Some days, the fires spread onto our crops - it destroys our livelihood," Mustafa explained to MEE as we sat under the roof of a petrol station in a village outside Lice. "Whenever there is fighting the army has always indiscriminately attacked us citizens because they cannot reach the PKK."

In the nearby city of Silvan, the situation has become increasingly tense. As the Turkish army has moved into the town, where locals resisted and declared autonomy in four separate districts, all access to the town has been cut off and internet connection is intermittent at best. Journalists were also reportedly barred from moving freely in the area.

One citizen, Feyza Odemir, fled the city on Sunday due to the intensity of the fighting. "Over half the citizens have fled," she explained over the phone. "The city resembles Kobane in some neighbourhoods. Everyone is scared of what will happen next."

AUTONOMY VERSUS INDEPENDENCE

One of the key demands Kurds have made in the peace process is a change to the constitution, offering themselves greater autonomy in the south-east. Such calls echo the demand that Ocalan and the PKK have been making for the last decade.

Erkan Demirer, a Kurdish activist living in Diyarbakir, argued that the sheer number of proclaimed "self-defence neighbourhoods" showed the increased support that the PKK has. "The youth organising and defending →

→ their neighbourhoods expresses a new urban force in Kurdish politics which cannot be stopped by the state."

Whilst many support such a policy, others believe such an ideology is irrelevant to what Kurds really want: an independent Kurdistan. "Across the region, there is a nationalist revolu-

tion taking place," a Kurdish academic who did not want to give her name told MEE. "What young Kurds really want is independence, but the PKK are deceiving them with all this political language of autonomy."

And others are wary of how the Turkish state will respond in the south-east. "Apart from

the YDG-H, everybody is scared about what will happen when the state retaliates," warned Idriss Aktas, a citizen from Cizre who is currently working in Mardin. "And the youth don't know how bad it was in the 90s. We don't want a repeat of those days." □

REUTERS

Turkey does not plan to send ground forces to Syria - foreign minister

ISTANBUL, August 13, 2015 (Reuters) -

TURKEY DOES not expect to deploy ground forces in Syria to fight Islamic State but that option should remain on the table, Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said on Thursday.

Long a reluctant partner in the U.S.-led coalition against Islamic State,

NATO member Turkey last month made a dramatic shift in policy, sending warplanes to attack the Islamist hardline group in northern Syria. It has also opened its air bases for use in coalition air strikes.

However, it has not launched ground operations in Syria.

"Right now, no ground operation is envisaged, but in the future whatever is needed to fight Islamic State - including ground operations - should be done. This is my personal opinion," Cavusoglu told HaberTurk TV in an interview.

The United States launched its first manned air strikes against Islamic State targets from the Incirlik Air Base in Turkey on Wednesday, the U.S. military said. ●

AP Associated Press

IS group accused of using chemical weapons on Iraqi Kurds

August 14, 2015 / Associated Press

The German Defense Ministry and Kurdish fighters say the Islamic State group may have used chemical weapons in an attack in northern Iraq.

A ministry statement on Thursday says some 60 Kurdish fighters suffered from breathing difficulties as a result of the attack. It says none of the German soldiers training the Kurds in the area 60 kilometers (37 miles) southwest of the city of Irbil were hurt or in danger.

Kurdish security official Hiwa Qaraji says IS militants attacked the Kurdish forces, known as peshmerga, near the town of Makhmour late Wednesday, wounding four.

Neither Kurdish nor German officials would specify the type of chemical weapons that may have been used in the attack or provide further details. ○

REUTERS

As violence in Turkey spirals, PKK commander urges restraint

August 25, 2015 By Ayla Jean Yackley-REUTERS

ISTANBUL / A senior commander in the Kurdistan Workers Party (PKK) on Tuesday called on armed followers to refrain from unprovoked attacks on security forces as violence escalates in southeastern Turkey following the collapse of a ceasefire.

Duran Kalkan, a member of the PKK's executive committee, stopped well short of ordering a new truce but said attacks on conscripts and other soldiers merely doing their duty violated the PKK's "views".

More than 60 police officers and soldiers have been killed in attacks by the PKK and affiliated groups and close to 200 have been wounded, dashing hopes that a 2-1/2-year ceasefire could spell the end of the long-running insurgency.

Turkey's state-run news agency, Anadolu, says 800 PKK fighters have been killed. The numbers are difficult to verify.

"Absolutely no attacks should be made against soldiers who have not embarked on an operation nor attacked guerrillas or civilians, who are uninvolved in political administration, who are simply at the border to defend their country or standing at a post," Kalkan told Firat News, a PKK-allied news organisation.

His call may also raise questions about the how much control the PKK exerts over the groups claiming responsibility for attacks since mid-July when violence surged after Turkey began airstrikes against militants in northern Iraq and Turkey.

The PKK distanced itself from the assassination of two police officers on

July 22 that was claimed by a splinter group, saying the killers were part of a local group unconnected with the PKK. Turkey began military operations after the attack.

Kalkan also called on Turkish soldiers not to fall prey to the ruling AK Party's "war games", accusing the government of using the armed forces to maintain its grip on power after it failed to win a majority in a June 7 election and then failed to find a coalition partner. A snap poll is expected on Nov. 1.

Kurds have accused the government of using the military campaign to stifle Kurdish political ambitions after the Peoples' Democratic Party (HDP) became the first pro-Kurdish grouping to enter parliament. Ankara denies these charges.

Turkey has expressed concern about Kurds' territorial gains in Syria, where groups allied to the PKK have cooperated with the United States to fight Islamic State.

The PKK is listed as a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union. More than 40,000 people, mostly Kurds, have died since the rebels took up arms in 1984.

Kalkan also dismissed another call from HDP Chairman Selahattin Demirtas that the PKK cease attacks, saying the party failed to secure peace in parliament, leading to the violence.

"The HDP has not been sufficiently innovative and successful in politics. They make calls, but what have they achieved that they are calling on others?" he said. ●

À Tall al-Abyad, la difficile cohabitation entre Kurdes et Arabes

CHARLES MARLOT

ENVOYÉ SPÉCIAL À TALL AL-ABYAD

DANS le nord de la Syrie, le fourneau de Tall al-Abyad souffle de toutes ses flammes sur les pains sans levain qui sortent, un par un, sur un tapis roulant, prêts à être emballés et livrés. Les pains de Tall al-Abyad sont réputés être les meilleurs de la région. Ici, ils sont plus blancs et plus fins qu'ailleurs. Devant l'entrée du fourneau, les clients se succèdent, des hommes en habit de bédouin, keffieh rouge et blanc sur la tête, et des jeunes, cheveux gominés et tee-shirt léger, des femmes, aux voiles plus ou moins couvrants, qui choisissent avec grand soin les fruits et légumes du jour sur les étals.

Passent ici et là, à grands coups de sirènes hurlantes, façon de marquer leur territoire, les pick-up des YPG, Unités de protection du peuple, les forces armées kurdes syriennes. Ils viennent eux aussi acheter le pain blanc de Tall al-Abyad, des Gauloises – toujours meilleures que les Arden, les cigarettes fournies par cartouches entières aux YPG –, mais surtout, de la Daqa, une boisson énergisante, sans alcool, que ces combattants boivent à grandes rasades sur les routes des steppes du Kurdistan syrien.

Rancœurs et méfiances

Il y a un peu plus de deux mois, il était impossible de trouver ni Gauloises, ni Daqa à Tall al-Abyad. Leur vente était interdite par l'État islamique, qui a tenu la ville et ses alentours pendant un an, jusqu'au 15 juin dernier. Reprise aux djihadistes par les YPG, avec l'aide de factions de l'Armée syrienne libre, la ville, sur la frontière syro-turque, était le point de passage de tous les trafics, d'armes, d'essence, d'antiquités, ainsi que des combattants étrangers qui venaient rejoindre l'État islamique – la « capitale » syrienne de l'organisation, Raqqa, est à 100 kilomètres au sud.

À l'époque, plus de 20 000 personnes avaient fui les combats, en passant côté turc. Mais ils sont revenus très vite : la ville, a été presque intouchée par les combats et épargnée par les frappes des avions de la coalition menée par les États-Unis. Elle est, en revanche, privée d'eau courante et d'électricité – l'approvisionnement venait de Raqqa.

Si les commerçants se sont rapidement reconvertis à la vente de cigarettes et de boissons énergisantes, l'activité de la ville est trompeuse. La réalité de la guerre, les vieilles rancœurs et les méfiances mutuelles, notamment entre les Arabes et les Kurdes, alimentent un

feu couvant attisé par les opérations de l'État islamique. L'organisation continue les attaques meurtrières, comme celle qui s'est produite à Kobané fin juin, où quelque 120 civils ont été massacrés, et les attentats suicides meurtriers, dont un au sud de Tall al-Abyad le 25 juillet dernier.

« Les dernières semaines ont été dures. Nous avons été obligés de mener des opérations de police tout autour de Tall al-Abyad pour débusquer les partisans de l'État islamique », confie un combattant des YPG, sous couvert de l'anonymat. Résultat, une large zone-tampon, constellée de villages-fantômes vidés de leurs habitants, a été créée jusqu'à la ligne de front, à 30 kilomètres au sud de la ville.

La Turquie a été prompte à accuser les Kurdes de procéder à un nettoyage ethnique, ce que nie fermement le PYD, Parti de l'union démocratique, aux commandes d'un Kurdistan syrien de facto autonome depuis l'été 2012. « Au contraire, nous encourageons les habitants de Tall al-Abyad à revenir, qu'ils soient arabes, turkmènes ou kurdes. Mais tous ceux qui ont été impliqués dans des violences avec l'État islamique seront sanctionnés et les criminels, mis en prison. Pour les autres, les portes sont grandes ouvertes, et le conseil local est là pour régler les litiges », dit Idriss Naasan, le responsable des relations extérieures du PYD.

Tout juste mis en place, le conseil local est composé de cinq Arabes, cinq Kurdes, deux Turkmènes et un Arménien, une composition censée représenter au mieux la diversité ethnique de Tall al-Abyad et des environs – majoritairement composée d'Arabes et de Turkmènes. Pour Omar Alloush, membre – arabe – de ce conseil, « ce sont les Turcs qui ont fermé la frontière, pas les Kurdes. Nous souhaitons sa réouverture pour les habitants, pour les visiteurs, pour le commerce. »

Violents combats

« Le problème, ce sont les alentours de Tall al-Abyad. Il est encore interdit de se réinstaller à l'extérieur de la ville, et on n'arrive pas à se faire entendre des nouvelles autorités. J'habite à Suluk, j'y ai un restaurant. Mais je ne peux toujours pas y retourner, je suis coincé ici avec ma famille, alors que les Kurdes ont reconquis la zone depuis plus de deux mois », maugrée Mohammed Khalil, un Arabe attablé sur la terrasse d'un restaurant, à la recherche d'un morceau d'ombre.

Ville jumelle de Tall al-Abyad, au sud-est, c'est à Suluk que s'est livrée la bataille, en juin : les djihadistes y ont



opposé une féroce résistance ; les Kurdes ont répondu avec de farouches attaques. Massivement bombardée par la coalition, la ville porte aujourd'hui tous les stigmates de la guerre : ruines, abandon, pillage, désolation. Omar Alloush, du conseil local de Tall al-Abyad, affirme que Suluk a été rouverte aux civils.

Mais, symbolique de cette zone-tampon, Suluk appartient aujourd'hui encore aux compagnies des YPG, dispersées çà et là dans la ville, bien abritées derrière les hauts talus et les renforts mis en place par le génie – les Kurdes, avec l'État islamique, ont dû se convertir aux tactiques de contre-insurrection. Pourtant, le 20 août dernier, cinq femmes – arabes – se présentent, devant une maison squattée par une unité de YPG. Les enfants, une vingtaine, sont à l'ombre d'un mur, derrière. L'une d'entre elles porte un drapeau blanc. Il faut imaginer le courage de ces femmes, dans cette ville déserte, d'aller ainsi se présenter aux combattants kurdes, d'affronter non seulement la peur et l'angoisse, mais aussi des décennies, voire plus encore, de méfiance mutuelle, notamment entretenue par le régime des Assad.

Mais qu'y peuvent-elles ? Elles veulent simplement retrouver leurs maisons. Les combattants, embarrassés, les escortent un peu plus loin, les abritent à l'ombre, appellent un minibus pour les ramener à Tall al-Abyad. Cette ville, isolée, mise à distance, ressemble à un trophée encombrant, dont les Kurdes ne savent que faire. ■

Sur le front de Sinjar, les Kurdes hésitent à lancer l'assaut contre l'EI

31 août 2015 (AFP)

www.liberation.fr

Sinjar (Irak), — Les jihadistes occupant la ville irakienne de Sinjar sont tellement proches que les combattants kurdes peuvent les voir à l'œil nu. Leurs accrochages se limitent souvent à des tirs de grenades à main.

Les peshmergas irakiens ne sont pas décidés à passer à l'assaut pour reprendre cette ville du nord-ouest irakien, d'où la minorité kurdophone yazidie a été chassée dans le sang il y a un peu plus d'un an par le groupe jihadiste ultraradical sunnite Etat islamique (EI).

«Parfois, ils nous parlent à la radio», dit Hashem Seetayi, un colonel des peshmergas, la force kurde de la région autonome du Kurdistan située plus à l'est. «Ils nous disent que nous sommes sunnites, et devrions donc les rejoindre, puisqu'ils vont prendre la zone».

En dépit de la proximité, les Kurdes, protégés par des sacs de sable et soutenus par les raids quotidiens de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis sur les positions de l'EI, n'ont déploré que six blessés dans leurs rangs depuis le début juillet.

Le colonel Seetayi soutient en revanche qu'en face, quelque 1.000 jihadistes sont morts depuis août 2014 rien que dans la ville de Sinjar.

«Ils appliquent une tactique intelligente. Ils creusent des trous pour leurs mortiers et ne les mettent à découvert qu'au moment de faire feu, pour être certains de ne pas être repérés par les avions de la coalition», dit-il.

- 'A peine 50 mètres' -

«Mais ils continuent à perpétrer des



Vue générale de la ville irakienne de Sinjar, au nord-ouest du pays, le 17 août 2015, occupée par les jihadistes (Photo SAFIN HAMED. AFP)

attentats à la voiture piégée. Cela n'a aucun sens d'un point de vue militaire. Nous sommes bien placés, nous pouvons les arrêter», poursuit le colonel peshmerga.

Depuis la mi-décembre et la levée du siège du Mont Sinjar imposé par les jihadistes, le front a à peine bougé. L'EI contrôle la grande majorité de la ville située en contrebas, les combattants kurdes tenant les positions autour, mais dans les limites de Sinjar.

«C'est le front le plus proche de l'EI de toute la région du Kurdistan. La distance entre nous, surtout la nuit, est d'à peine 50 mètres», explique Mosleh Saleh Youssef, un capitaine des renseignements peshmergas.

Mais d'un point de vue stratégique, lancer l'assaut n'est pas chose aisée.

Pour le colonel Seetayi, tenter de reprendre Sinjar sans lancer des assauts similaires à Mossoul et Tall Afar, deux grandes villes aux mains

de l'EI, exposerait trop ses hommes et demanderait un déploiement massif de combattants.

«La question n'est pas seulement de reprendre Sinjar mais aussi de pouvoir laisser les gens y revenir. Pour cela, il faut repousser l'EI jusqu'à 20 km, au-delà de la portée de leurs obus», explique-t-il.

Depuis sa base à Charafeddine, une ville abritant un lieu de culte yazidi de l'autre côté de la montagne, le leader militaire yazidi Qassem Shesho estime lui aussi que Sinjar pourrait être prise en quelques jours, avec «300 combattants».

«Mais après nous aurons besoin de 5.000 à 6.000 peshmergas pour défendre l'ensemble de la ville», dit-il. «L'EI n'est pas si fort. Lorsque les Etats-Unis, les forces coalisées et le président (du Kurdistan, Massoud) Barzani décideront de libérer (Sinjar), ce sera une chose facile».

- YPG, PKK, peshmergas -

A l'occasion le 3 août du 1er anniversaire de l'assaut jihadiste, M. Barzani a promis de venger les membres de la minorité yazidie considérée par l'EI comme des hérétiques polythéistes.

Devant l'avancée de l'EI, des dizaines de milliers de Yazidis s'étaient alors réfugiés au sommet du Mont Sinjar, y restant pendant longtemps sans eau, ni nourriture et parfois par des températures dépassant les 40° Celsius.

Des milliers d'hommes furent massacrés, les femmes enlevées, certaines réduites en esclavage par les jihadistes. L'assaut, décrit par l'ONU comme «une tentative de génocide», fut l'un des principaux arguments avancés par les Etats-Unis pour envoyer des avions bombardier l'EI en Irak.

Les peshmergas tiennent le front depuis la levée totale du siège du Mont Sinjar en décembre dans une opération menée par des combattants kurdes syriens (YPG) et les rebelles kurdes turcs (PKK), venus à la rescousse et largement perçus comme les sauveurs des Yazidis.

Les YPG et le PKK ont maintenu une présence dans et autour de la montagne; d'ailleurs les portraits du leader du PKK Abdullah Öcalan et les inscriptions à leur gloire dépassent largement ceux soutenant M. Barzani et les peshmergas.

Pour les forces de M. Barzani, libérer Sinjar pourrait être une chance de redorer leur blason, le sort de la ville devenant un enjeu politique pour les différents groupes kurdes. Les Yazidis, eux, doivent encore attendre de pouvoir revenir dans leurs foyers.♦

Turquie : trois policiers, un garçon et trois rebelles tués dans des violences dans la zone kurde

ANKARA, 30 août 2015 (AFP)

TROIS POLICIERS, un garçon de 12 ans et trois rebelles kurdes ont été tués dimanche dans des violences dans le sud-est majoritairement peuplé de Kurdes de la Turquie, a annoncé une source de sécurité locale.

Deux policiers ont été abattus par des hommes armés dans le centre-ville de Diyarbakir, la "capitale" du sud-est anatolien, tandis qu'un troisième policier a été tué à Silopi, dans la province voisine de Sîrnak, a précisé cette source.

Ces attaques ont été attribuées par les autorités au mouvement armé kurde.

Trois jeunes kurdes ont par ailleurs été tués par les forces de l'ordre à Silopi. Ils

appartiendraient au mouvement de la jeunesse de la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont déclaré les autorités locales.

Un garçon kurde de 12 ans a en outre perdu la vie dans l'explosion d'une mine posée, selon les autorités, par le PKK, dans le district de Silvan, dans la province de Diyarbakir.

Les combats entre l'Etat turc et les rebelles kurdes du PKK ont repris fin juillet, interrompant une trêve en vigueur depuis 2013. L'agence de presse pro-gouvernementale Anatolie a affirmé qu'en un peu plus d'un mois près de mille rebelles avaient été tués dans l'offensive turque.■

A rising Kurdish political star in Turkey confronts escalating unrest

ANKARA, TURKEY

BY CEYLAN YEGINSU

Emerging from a daylong meeting with party officials, Selahattin Demirtas was anything but the dynamic Kurdish politician whose coolness and rhetorical skill have evoked comparisons to President Obama. He was frazzled as he paced back and forth, addressing his advisers before charging into his next meeting, vowing to bring an end to the reignited war between the Turkish state and Kurdish militants.

A day later, Mr. Demirtas dashed off to Brussels to meet with representatives of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which has renewed its insurgency amid airstrikes and raids by Turkish security forces. Despite his efforts to calm tensions and encourage new peace talks after discussions broke down last month, he returned to Turkey only to see the violence escalate.

Two months ago, Mr. Demirtas, a former human rights lawyer, was basking in the afterglow of a historic Turkish election performance in which his Kurdish-centered party exceeded the legal threshold to enter Parliament for the first time, a singular achievement for Turkey's long-suppressed Kurdish minority.

Mr. Demirtas, 42, was a bright new star on Turkey's political scene, having widened his party's appeal by attracting liberals and secular voters — constituencies that flooded the streets during antigovernment demonstrations two summers ago.

The performance of Mr. Demirtas and his Peoples' Democratic Party, or H.D.P., upended Turkish politics and was largely responsible for denying a parliamentary majority to President Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development Party, the Islamist party that has governed Turkey for more than a decade.

Now, Mr. Demirtas and the Peoples' Democratic Party will have to face the

voters again, even as the headlines are dominated by news of more arrests and airstrikes against people the government identifies as Kurdish terrorists. With Turkey's political parties unable to agree on a coalition, Mr. Erdogan has called for a snap election in November.

"For Mr. Erdogan, this is all about his own interests and politics," Mr. Demirtas said, echoing the widespread view among analysts that Mr. Erdogan is using the crackdown on the Kurdistan



MONIQUE JAQUES FOR THE NEW YORK TIMES

Selahattin Demirtas in Ankara, Turkey. He leads the Peoples' Democratic Party, whose electoral gains this year largely denied the governing party a parliamentary majority.

Workers' Party, which is widely listed as a terrorist group, as a strategy to win nationalist votes in a new election for the Justice and Development Party, or A.K.P. "He wants his party to regain its majority so he can have a firmer grip on power."

At the moment, polls suggest that the Peoples' Democratic Party will retain most of its voters, and that Mr. Erdogan will have difficulty reversing his party's defeat. But with more than two months until the election, some H.D.P. members are worried. "It's back to square one!" said Zahida Melek, a party volunteer.

In the last election, Mr. Demirtas led a campaign that was as much personal as it was political. He allowed the news media into his home while he scrambled eggs for his wife and daughters, and conducted interviews while driving and singing along to Kurdish folk songs. Some weekends, he posted pictures of himself on Twitter wearing sweatpants and a T-shirt. "My identity at home and in my personal life is at one with my political persona," he said.

But in his party headquarters in Ankara, he takes on a more formal role, donning a suit and tie in the sweltering August heat as he rushes to meetings from one un-air-conditioned room to another. During the day, he barely steps outside, cautious at the security threats that surged after his campaign was marred by bombings.

Raised in a ramshackle neighborhood in the southeastern province of Diyar-

bakir among children of different backgrounds and ethnicities, including Christians and Armenians, Mr. Demirtas said the stakes of the Kurdish struggle within Turkey became clear to him as a boy when he attended the funerals of Kurdish politicians.

"When I go back to that neighborhood now, I realize how those lively, colorful streets played a big role in my character development," he said.

As a teenager, he faced the same choice as many young Kurds who wanted to participate in their people's struggle: politics or violence.

Mr. Demirtas first chose violence.

As a 19-year-old, he said, he sneaked out of his home one night and joined a convoy of Kurdish insurgents headed toward a mountain hide-out where

"A political and legal approach would be far more effective."

young recruits trained to fight against the Turkish state.

Like many of the disenfranchised Kurdish youth of the 1990s, Mr. Demirtas believed that the most effective way to gain greater rights and autonomy was through war. But shortly after he set out, the Turkish authorities intercepted his vehicle and detained him for trying to join the Kurdistan Workers' Party. The episode was a turning point in Mr. Demirtas's life, and he began re-considering his approach to Kurdish ac-

tivism. After a brief detention, he decided to attend law school.

"I realized then that a political and legal approach would be far more effective than an armed struggle, which is why I decided against joining the P.K.K.," he said.

Mr. Demirtas maintains that his party has no informal ties with the Kurdistan Workers' Party, and he emphasizes the distinctions between the two. "The P.K.K. uses arms as a method, and we reject that approach," he said. "We believe a solution should be reached

through dialogue and negotiations."

Still, he does not hold the Kurdistan Workers' Party responsible for the breakdown of a cease-fire this summer. He accused Mr. Erdogan of backtracking during peace talks over the last two years as part of a broader political strategy to capture the Turkish nationalist vote.

Since the Kurdistan Workers' Party intensified its attacks against Turkey in late July, Mr. Demirtas has asserted that he has no power to disarm the group, even though it and the Peoples' Democratic Party have largely the

same constituency within Turkey.

Mr. Demirtas insists that he and his party will battle through.

"We are going to stop this war and the A.K.P.," he said, wrinkling his forehead. "The peace process is not over; it is just going through a period of chaos and conflict. We just need to break through these handicaps and get back to the negotiating table."

Le Monde

SAMEDI 29 AOÛT 2015

Israël s'approvisionne en pétrole auprès des Kurdes d'Irak

Ces achats en importante quantité s'effectuent sans l'aval de Bagdad mais avec le soutien de la Turquie. Ils représenteraient l'équivalent de 77 % de la demande moyenne israélienne

Israël achète depuis plusieurs mois d'importantes quantités de pétrole à la région semi-autonome du Kurdistan irakien, à travers des sociétés internationales de négoce et sans l'aval des autorités de Bagdad. Ces ventes, possiblement consenties au rabais, menacent de perturber les relations entre la région kurde et le gouvernement central, dont l'opérateur public, la SOMO, est seule habilitée à vendre le pétrole du pays. Elles ont lieu alors que le Kurdistan irakien est plongé dans une grave crise politique et de liquidités et que Bagdad est aujourd'hui débordé par la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI).

Ces ventes porteraient, selon le *Financial Times*, qui cite des sources anonymes parmi des sociétés de courtage et de transport, sur 19 millions de barils entre le début du mois de mai et le 11 août. Elles représenteraient près de 900 millions d'euros au prix du marché sur cette période : l'équivalent de 77 % de la demande moyenne israélienne. Ces chiffres restent sujets à caution, mais la tendance est avérée. Les livraisons ont débuté au début de l'année, peu après la signature entre Bagdad et Erbil, siège du gouvernement régional du Kurdistan, d'un accord budgétaire et pétrolier, vite gelé par les deux parties. L'exportation du pétrole kurde irakien se serait accélérée ces derniers mois.

Ce pétrole transite par un oléoduc jusqu'au port turc de Ceyhan, en Méditerranée. La Turquie, al-

liée du gouvernement kurde de Massoud Barzani, facilite ce débouché de longue date. Elle a ouvert pour Erbil un compte dans la banque publique turque Halk et stocke le pétrole kurde en attente d'acheteurs. Des sociétés de négoce basées en Suisse, Vitol et Trafigura, sont citées comme intermédiaires. Elles comptent parmi les seules assez puissantes pour mettre en place la logistique nécessaire à ces ventes discrètes.

Modèle clientéliste

Erbil avait déjà tenté en 2014 de telles ventes. Elles avaient été empêchées par des actions en justice de Bagdad, dans l'Etat américain du Texas, ainsi que dans plusieurs pays européens. « Les Kurdes cherchent à éviter ces poursuites, un problème qui se pose à la plupart des acheteurs », explique Pierre Terzian, directeur de la société de conseil Pétrostratégies. *Le seul pays qui puisse s'échapper, c'est Israël. On voit mal l'Irak entamer des poursuites en Israël contre ces acheteurs. »*

Tout en s'assurant un précieux approvisionnement en pétrole, Israël aide un allié régional : « Israël ne cache pas ses visées pour favoriser l'indépendance du Kurdistan, c'est un investissement politique direct », estime Hosham Dawod, anthropologue au CNRS.

Selon le *Financial Times*, des compagnies originaires de plusieurs pays européens achètent également du brut kurde irakien :

Le Kurdistan irakien vit une grave crise politique et de liquidités, et Bagdad est débordé par la lutte contre l'EI

l'Italie, la Grèce, Chypre et, dans une moindre mesure, la France. Une demande de confirmation au ministère des affaires étrangères est restée sans suite à l'heure de la publication. Si cela était avéré, « la France sait vraisemblablement d'où vient le pétrole. Mais passant par une société de courtage, elle pourrait dire que ça n'est pas son problème », estime Francis Perrin, directeur de la publication de la revue *Pétrole et gaz arabes*.

Le gouvernement de Bagdad a dénoncé jeudi 27 août Erbil pour avoir failli à ses obligations, mais il n'a pas lancé officiellement de démarches pour le sanctionner politiquement ou judiciairement. Alors que les prix du pétrole ne cessent de baisser – le brut américain est passé sous la barre des 40 dollars (36 euros) le baril vendredi –, Bagdad bloque depuis des mois le transfert de sa part du budget national due au Kurdistan (17 %).

Comme le gouvernement central, la région kurde fait face à

d'importantes dépenses de guerre, alors que les peshmergas combattent l'EI à quelques dizaines de kilomètres d'Erbil. Elle maintient une administration pléthorique (plus d'un citoyen sur cinq) et sa classe politique vit sur un modèle clientéliste coûteux. Enfin Erbil a d'importantes dettes vis-à-vis de compagnies pétrolières étrangères, qui ont investi dans ses infrastructures.

Massoud Barzani lutte actuellement pour imposer une prorogation de son mandat présidentiel, déjà accordée pour deux ans en 2013, arguant que l'organisation d'élections dans le contexte actuel est illusoire. « Il existe une crise aiguë autour de la présidence et de ses prérogatives, que les autres partis jugent exorbitantes, analyse Hosham Dawod. L'une d'elles est de mener la politique pétrolière sans concertation interne, ouvrant régulièrement des crises avec Bagdad et d'autres pays de la région. » Ces tensions pourraient dégénérer en confrontation armée entre les partis kurdes, malgré la proximité de la menace djihadiste. ■

LOUIS IMBERT

Turkey's Kurdish Guerrillas Are Ready for War

With peace negotiations in tatters, the insurgency's leaders are preparing for a long and bloody conflict against President Recep Tayyip Erdogan's government.

By Aliza Marcus
August 31, 2015
<http://foreignpolicy.com>

KANDIL MOUNTAINS, Iraq — The road to the main base of the Kurdish rebel force fighting Turkey winds through the mountains of northern Iraq. In this part of Iraq, not far from the border with Iran, Iraqi Kurdish control gives way to checkpoints manned by the Kurdistan Workers' Party, known as the PKK. Two fighters in grey-green fatigues toting AK-47s stop cars and peer in at passengers. A PKK flag flies above a curve in the road, near a white and black stone mosaic of imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan embedded in the hillside.

Cemil Bayik, the de facto chief of the Kurdish rebel force, hasn't taken refuge in Iran, like the Turkish media has claimed. Despite pounding Turkish air assaults aimed at dislodging the rebels from their bases in the mountains of northern Iraq, he plans to stay where he is.

"As you can see, I'm right here," said Bayik, sitting on a white plastic chair set up in a wooded area for the interview in northern Iraq's Kandil Mountains, where the PKK has its headquarters. In late July, an Iraqi Kurdish village off the narrow road that winds through Kandil was partly destroyed in a raid that Turkey says was aimed at a PKK base. Eight civilians were killed, according to a report published by Amnesty International.

"If you're talking about war, that's war — so are the attacks inside Turkey and the arrests of hundreds of people," Bayik, a longtime Ocalan loyalist who helped found the PKK in 1978, said. "The PKK has the right to defend itself."

Over the past six weeks, southeast Turkey, where the PKK wants to set up self-rule, has been wracked by violence unseen since the early 1990s, when clashes shut down cities after dark and thousands of villages were forcibly evacuated by the military. Turkey says it's killed more than 900 suspected rebels in northern Iraq and inside Turkey since late July. The rebels, who dispute that number, in turn say they've killed hundreds of Turkish soldiers (Turkey put the number at closer to 65). What's clear is that neither side is holding back.

The fighting has marked a brutal end to the two-year cease-fire between the PKK and the Turkish state. The cease-fire, which Ocalan agreed to in early 2013 after secret talks with Turkish intelligence chief Hakan Fidan, was



"The PKK has the right to defend itself."

expected to lead to formal negotiations to end the 30-year insurgency. The PKK wants legal and constitutional changes to liberalize Turkey and give Kurds ethnic-based political and cultural rights, including regional autonomy and ultimately freedom for Ocalan, while the Turkish government wants the disarmament of the guerrilla group.

But no formal negotiations were held and no change occurred. Turkish President Recep Tayyip Erdogan grew increasingly autocratic, punishing journalists who criticized his rule and demanding constitutional changes to further strengthen his presidency. Erdogan's Islamist-rooted party, which has governed alone since 2002, was denied a parliamentary majority in the June 7 elections. With no party able to govern alone or form a coalition after the elections, Erdogan has called for new polls on Nov. 1.

The revitalized battle between the PKK and the Turkish military could boost nationalist support for Erdogan's party, or it might cause a backlash that favors the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, known as the HDP. In either case, the fighting is certain to dominate pre-election campaigning. PKK forces are on the offensive, using ground assaults and improvised explosive devices, and warning that the rebels could soon move down from the mountains and take up positions inside the cities. Turkey's military is also on the offensive, using air and ground forces against the guerrilla group. Hundreds of Kurdish activists, among them local mayors, have been detained, curfews are being imposed, and villages are again off-limits in areas near the borders with Iran and Iraq, where rebels often cross.

"There's no security; people are stocking up on supplies like flour and oil," Kurdish writer Hamdiye Ciftci, from Hakkari city near Turkey's borders with Iran and Iraq, said in an

email. "People were always ready for war, but everyone wanted peace more."

The cease-fire collapsed after PKK forces killed two policemen on July 22 in a town near the Syrian border, and Turkey responded with air strikes on PKK camps in northern Iraq. The rebel group said the killing wasn't authorized by the central command, but that it was retaliation by local PKK members for a suicide attack two days earlier that killed 33 mainly young Kurdish activists going to help Kurds in the border town of Kobani. The suicide killing was blamed on the Islamic State, which many Kurds see as being aided by Turkey.

Turkey was looking for an excuse to start fighting, Bayik said. Turkey never acted on repeated PKK proposals for monitoring commissions and road maps to lay out how negotiations would be organized and progress to a political solution. In February, Kurdish politicians held a joint press conference with Deputy Prime Minister Yalcin Akdogan to announce a new plan for the rebel group to renounce its armed struggle while the government made democratic reforms. Erdogan quickly disavowed any deal.

"The cease-fire didn't end in July; Turkey ended it long before," Bayik said. "We are in favor of negotiations, but until that happens, we will continue the war if that's what Turkey wants."

Bayik's reputation wasn't built in combat — in the past, he was primarily responsible for running the group's training academy in Lebanon's Bekaa Valley and then its rearguard bases in northern Iraq — but he has a reputation for having a keen grasp of what it takes to maintain the group's unity and focus on its twin goals of freedom for Ocalan and self-rule for the Kurds. As his armed guards

patrolled just out of sight, he laid out PKK demands for resuming the cease-fire.

"A cease-fire needs to be agreed on by both sides, and we need a public statement from Turkey that they are ready for dialogue," added

The PKK spent the past two years preparing for war, even as it was working for peace.

Bayik. In other words, there won't be any more unilateral cease-fires — even with de facto government agreement, as was the case in 2013. The PKK also wants a monitoring committee to ensure both sides are doing what they need to under any new cease-fire plan, and the group wants to be able to meet with Ocalan, who is held on Imrali island prison, in the Sea of Marmara, with access tightly controlled by the state.

Bayik, who wore a small pin with Ocalan's image on his shirt, insisted that the PKK leader's imprisonment shouldn't be a barrier to direct talks with senior PKK officials. "These are technical issues," Bayik said, "let them first accept that Ocalan can meet with the PKK's leadership and then we can work out how."

Bayik has reason to be confident. The PKK spent the past two years preparing for war, even as it was working for peace. The group's planned withdrawal from Turkey, which was promised by Ocalan as part of the 2013 cease-

fire, was halted when rebels saw that Turkish soldiers were taking over the abandoned positions and building new, heavily fortified mountain outposts. The PKK sent its forces and weapons back in, and worked to expand its political dominance over the region through local, pro-PKK institutions. A quasi-civilian youth militia was organized and armed.

The PKK's situation has also improved internationally, despite being labeled by the United States as a foreign terrorist organization. Its Syrian affiliate, known as the YPG, is working closely with the U.S. military in the battle against the so-called Islamic State in northern Syria. In northern Iraq, Kurdistan government officials say they want the PKK to leave their mountain camps, but rebels were key in helping Iraqi Kurds push back the jihadi assaults last year in Makhmour and around Mount Sinjar. In some areas, like Kirkuk, PKK rebels are still stationed in case of attacks by the Islamic State.

All this complicates a potential future peace deal. Demanding the PKK disarm, for example, isn't as simple as it was when the group's guns were only pointed at Turkish soldiers.

"Is it logical to ask us to give up our weapons after what happened in Shingal?" Bayik asked, referring to the PKK's fight last year in northern Iraq that helped save thousands of Yazidis stranded on Mount Sinjar from massacre by Islamic State jihadis. "The international coalition that is now fighting against ISIS — while Turkey has probably been supporting ISIS — has to make a decision," Bayik said. "Will the international community support Turkey or will it support the group that's fighting against ISIS and has made sacrifices?"

Erdogan never pushed ahead with negotiations

after the cease-fire was announced two years ago, perhaps because he grew to believe that the absence of fighting meant he had won Kurds over to his side. In the run-up to June's national elections in Turkey, Erdogan claimed that Kurds had no problems with the state. "We never had a Kurdish problem in this country," he said in March. "There is no such thing; there is no Kurdish question."

The vote proved him wrong. The HDP, the pro-Kurdish party, won 13 percent of the national vote, breaking through the minimum 10 percent threshold to enter parliament. New support came from conservative Kurds who used to vote for Erdogan's Islamist-rooted party. HDP's victory seemed to open up more political space for peaceful resolution of the PKK's insurgency — but the PKK has made clear that the HDP won't play the primary role when it comes to deciding what the PKK should or shouldn't do to strike a deal.

The Kurdish political party should work in parliament on legal and constitutional changes to democratize Turkey and grant Kurds the rights they want, Bayik said. "It's not the HDP's role to decide if it's time for us to disarm," said Bayik. "They can request it, as they have, but we have made clear that it won't happen until our conditions are met."

By then, the interview was drawing to a close. It was getting dark, and Turkish aerial strikes in the area made it unsafe to delay departure much longer. Bayik stood up and his armed guards moved in closer as they prepared to depart.

"We can continue this war if necessary for a long time," he said. And then he was gone.

□□□

Six killed in Turkey in clashes with militants

by Ayla Jean Yackley and Ece Toksabay reuters Aug. 28, 2015

DIYARBAKIR, Turkey: Six people, including at least four civilians, were killed Thursday in ongoing clashes between Turkey's armed forces and militants in the mainly Kurdish southeast, security sources and officials said. Smoke rose above the town of Cizre near the Syrian border after Kurdistan Workers Party (PKK) rebels armed with rocket launchers attacked a military base, witnesses and security sources said.

Days of street fighting between soldiers and militia fighters raged on overnight in the town of Yuksekova, near the border with Iraq and Iran, despite a curfew there, officials added. "There are people with critical injuries who are being treated in homes. Security

forces have shelled a neighborhood, and hit residential buildings," said Abdullah Zeydan, a lawmaker in the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

A 2-1/2-year-old cease-fire between Turkey and Kurdish militants collapsed in July.

An estimated 800 PKK fighters, more than 60 soldiers and police officers and 12 civilians have been killed, according to government sources and Turkish media.

The fighting in Cizre killed three people and wounded seven, including a 7-year-old child, security sources said. Gunfire rang out for hours after the initial attack, Reuters video footage showed.

Three other people were killed in Yuksekova, a local government official said on condition of anonymity. One of them was a father of three aged 32, Zeydan said.



Footage from Yuksekova showed a group carrying a man in a blood-stained blanket ducking when they came under fire.

The PKK is listed as a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union. More than 40,000 people, mostly Kurds, have died since the rebels first took up arms in 1984 for a Kurdish homeland, a goal they later scaled down to greater political autonomy.

The latest violence erupted after a June 7 election failed to produce a single-party government, and threatens to mar a new vote scheduled for Nov. 1. ■



Par Clémence Scalbert-Yücel

Responsable du pôle Études contemporaines de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) d'Istanbul (Turquie), enseignante chercheuse à l'université d'Exeter (Royaume-Uni) ; auteur d'Engagement, langue et littérature : Le champ littéraire kurde en Turquie (1980-2000) (Éditions PETRA, 2014)

Au début des années 1990, au moment où la guerre qui oppose sa guérilla à l'armée turque connaît une escalade, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'inscrit dans le champ artistique et culturel. Si ce positionnement n'est pas nouveau au sein du nationalisme kurde, la décennie 1990 marque un tournant car elle voit la mise en place de « politiques culturelles », favorisées par la reconnaissance officielle d'une « réalité kurde » avec l'autorisation de l'usage de la langue dans les publications en 1991. Des initiatives se développent alors, notamment autour du PKK, et créent un terreau favorable pour le développement d'acteurs plus indépendants.

C'est en particulier autour du Centre culturel de Mésopotamie (Navenda Çanda Mezopotamya, NÇM) que se structure et se développe l'action culturelle kurde en Turquie dans les années 1990. L'organisme, qui ouvre ses portes à Istanbul en 1991, propose alors des cours de musique ou de théâtre, mais aussi de langue en kurde, dans l'illégalité (1). C'est là que de nombreux jeunes Kurdes des milieux urbains d'Istanbul (puis d'Izmir, d'Adana, de Mersin, où des organisations sœurs du NÇM sont ouvertes dans le courant des années 1990) apprennent la langue kurde. C'est là aussi qu'ils se familiarisent avec l'idéologie du PKK. Des groupes (*kom*) kurdes, inspirés des groupes révolutionnaires turcs s'appropriant les instruments occidentaux, ont vu le jour au sein du NÇM et ont développé une musique conçue comme moderne et au service de la lutte armée (2). Mais la musique n'est pas le seul art au service de la cause : la danse et le théâtre s'inscrivent dans cette ligne ; la littérature conte parfois la guérilla et la prison. Avec la fin de l'état d'urgence en 2002, le NÇM ouvre aussi au Kurdistan turc. En février 2015, on compte 64 organisations dans l'ensemble de la Turquie.

POLITIQUES CULTURELLES ET DIVERSITÉ DE LA SCÈNE ARTISTIQUE KURDES EN TURQUIE



Le Centre culturel de Mésopotamie appuie des troupes de théâtre, comme celle de Jivana Nû.

Un réseau au service de la cause

C'est autour de ce centre qu'est mise en pratique et définie la politique culturelle du mouvement. Les relations entre l'art et la culture, la lutte, et le parti sont aussi discutées dans les pages culturelles du quotidien *Özgür Gündem* ou dans la revue *Rewsen*. Dans la continuité de la vision d'Abdullah Öcalan, fondateur du PKK emprisonné depuis 1999, de la société kurde et de l'« homme nouveau » (3), il n'y aurait pas d'art kurde sans le parti, car ce dernier serait la seule organisation qui aurait résisté à l'assimilation de l'État turc, mais aussi aux structures sociales traditionnelles kurdes, et qui permettrait à la société, à l'individu et à l'art de renaître. L'art kurde n'existerait ainsi que par et dans le PKK qui le régénère et le purifie.

Si les arts et la culture peuvent se baser sur des éléments préexistants (tel le mythe du forgeron Kawa qui aurait libéré les Kurdes de la tyrannie, raconté dans le poème épique *Shahnameh* de Ferdowsi, au X^e siècle), par ailleurs réinterprétés par le PKK, ils sont tenus de s'alimenter de la révolution et de la guerre et appuyer la guérilla. Ainsi, ces politiques culturelles en germe ont

deux objectifs principaux. Le premier est de régénérer la culture nationale au sein de la lutte pour la soutenir : les institutions culturelles sont des « arsenaux » ; les écrivains, mais aussi les musiciens et les cinéastes, des « guerriers ». Ils doivent s'inscrire dans la lutte qu'ils doivent conter. Un autre objectif, non annoncé, est de permettre une politisation et une mobilisation à une échelle vaste en touchant les jeunes qui ne sont pas nécessairement mobilisés dans le champ politique ou militaire. Si, à la suite de l'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1999 et lors des périodes de cessez-le-feu, les artistes ne sont plus forcément considérés comme des militants et des guerriers, ils doivent continuer à soutenir la cause. D'ailleurs, le chant *Je suis Kobané*, écrit durant l'automne 2014 par Mizgin Tahir et Mehmed Berazi, de l'Orchestre d'Hasankeyf (basé à Batman), rappelle ceux produits en soutien à la guérilla du PKK dans les années 1990.

De nos jours, le but principal du NÇM reste l'enseignement de la culture kurde, encore peu visible dans les institutions publiques. Le centre est défini comme une « institution alternative » qui s'inscrit aussi dans un projet plus vaste de contre-société. Il mène plusieurs types d'action culturelle :

cours du soir ou pendant le week-end ; jeunes et moins jeunes peuvent y apprendre la musique, la danse ou le cinéma, cela dans un environnement entièrement kurdo-phonie. Le NÇM continue aussi à produire et à soutenir des artistes, qu'il s'agisse de groupes de musique, de troupes de théâtre (Jiyana Nû, soit « la Vie nouvelle », créée à Istanbul en 1992 et qui revit aujourd'hui), de danse (Mezopotamya Dans) ou de cinéma (Mezopotamya Sinema Kolektifi). Les artistes du NÇM sont accompagnés et/ou soutenus par des maisons de production kurdes, comme Kom Müzik et Yapım 13. Enfin, le NÇM joue un rôle de coordination de l'action culturelle du mouvement dans l'ensemble de la Turquie, par exemple en organisant les fêtes de Newroz (Nouvel An) des mairies prokurdes.

L'engagement des autorités municipales prokurdes

La toile tissée par le NÇM n'est qu'une partie du réseau des organisations culturelles du mouvement. Il s'est densifié au Kurdistan même depuis l'élection de mairies prokurdes à partir de 1999 et la levée complète de l'état d'urgence trois ans plus tard (4). Ces villes organisent depuis l'année 2000 des festivals artistiques et culturels (dimensions auxquelles est parfois ajoutée une dimension écologique comme à Dersim ou à Van). Les premiers ont lieu à Diyarbakir, la « capitale » du Kurdistan turc, et essaient dans les autres villes de la région. Au début, ces manifestations sont des moments de (re)découverte de la culture dans une atmosphère festive (dans des régions marquées par plus d'une décennie de guerre) et de la culture kurde en particulier. Après dix ans d'expérience, les festivals se spécialisent, avec par exemple le film documentaire à Diyarbakir (FilmAmed) et le court métrage à Batman (Yilmaz Güney).

Les scènes de ces festivals sont progressivement alimentées par la formation de professionnels de la culture. Les municipalités prokurdes ont reconstruit, souvent en lien avec les réseaux du NÇM, leurs infrastructures culturelles, temporaires (avec les festivals), mais aussi permanentes pour travailler à long terme et former ces professionnels. On peut noter, par exemple, la reformation des compagnies de théâtre municipales.

En effet, le Parti de la prospérité (Refah, disparu en 1998 et grand-frère du Parti de la justice et du développement, AKP) avait démantelé en 1995 la troupe municipale de Diyarbakir (DBST), fondée en 1990. Elle est reformée en 1999, et le théâtre attire aujourd'hui un public nombreux. Progressivement, les pièces sont jouées en kurde et les mairies soutiennent la traduction d'œuvres. Ainsi *Hamlet*, de William Shakespeare, monté par la DBST, tourne à salle comble depuis 2013 dans l'ensemble de la Turquie. D'autres troupes sont créées, notamment à Batman (5).

L'Orchestre d'Hasankeyf est également fondé dans cette ville en 2012. L'objectif est de former progressivement un orchestre symphonique composé de cordes, vents, cuivres et percussions, sans oublier la harpe, le piano, la guitare, et les instruments « kurdes », comme le *tembûr*. S'il est monté par la mairie, cet orchestre est plus que municipal : à vocation nationale, il vise à faire « évoluer l'art kurde au rang de l'art mondial ». Avec un orchestre, on crée aussi des institutions culturelles perçues comme « modernes ».

Les municipalités prokurdes fondent également des « académies » et des « conservatoires ».

Ces institutions s'inscrivent dans des politiques culturelles à l'échelle du mouvement kurde de Turquie. Les premiers, le conservatoire Aram Tigran et l'académie Cigerxwîn (6), sont fondés à Diyarbakir en 2010, respectivement par la mairie métropolitaine et la mairie d'arrondissement de Yenisehir. Notons également l'Académie de culture et d'art de la martyre Nuda à Van ainsi que la construction de nouvelles structures à Mardin et à Cizire. Un peu sur le modèle des conservatoires turcs, ils proposent une formation approfondie. À l'académie Cigerxwîn, elle existe en cinéma, théâtre, danse folklorique, arts plastiques, musique, littérature et dure trois ans. Les élèves, qui doivent connaître le kurde pour pouvoir candidater, commencent toutefois



Le théâtre municipal de Diyarbakir (DBST) présente des pièces basées sur des thèmes kurdes.

REPÈRES KURDISTAN(S) • CULTURE

leur formation par trois mois d'enseignement et de renforcement de la langue. Ils viennent de l'ensemble de la Turquie, sont logés à Diyarbakir et reçoivent un peu d'argent de poche (entre 100 et 200 livres turques par mois, soit entre 35 et 70 euros). Ces institutions souhaitent lutter contre ce qui est défini comme un « génocide culturel » et conduire des travaux de culture, d'art et de littérature dits « alternatifs ». Elles forment des professionnels qui travailleront par la suite dans des troupes, pour des festivals ou encore dans l'enseignement, par exemple dans les réseaux du NÇM. L'Académie du cinéma du Moyen-Orient (Ortadoğu Sinema Akademisi) a également pour rôle de soutenir la création audiovisuelle kurde. La formation cinématographique alimente le secteur des médias kurdes. Ces lieux se font aussi le relais d'une production culturelle internationale. Ainsi, les films du festival du cinéma indépendant !f Istanbul ont été diffusés en février 2015 à l'académie Cigerxwîn.

La formation d'une scène artistique indépendante

Dans les années 1980, tous les groupes de musique clandestins dont les enregistrements circulent sous le manteau en Turquie ne sont pas forcément sensibilisés à l'idéologie du PKK ; ils s'en rapprochent dans les années 1990. Bien sûr, le PKK n'est alors pas le seul à mener des manifestations culturelles importantes. Toutes tendances confondues s'illustrent dans ce domaine, par exemple avec l'action de l'Institut kurde de Paris en France, celle des réfugiés kurdes en Suède qui montent des maisons d'édition et des revues littéraires, mais aussi en Turquie, dès les années 1990, autour, par exemple, de la fondation Kürt Kav, proche du Parti socialiste du Kurdistan. Notons le rôle important du groupe Nûbihar, qui publie une revue homonyme kurdophone depuis 1992 et a créé l'Association Nûbihar pour la culture et l'éducation en 2011. Ce groupe de tendance islamique a également développé un fort réseau de lecteurs et d'auteurs au Kurdistan même et a permis l'essor d'une littérature kurde de sensibilité musulmane.

Chaque groupe ou tendance a participé à l'émergence de scènes culturelle, artistique et littéraire kurdes. Des acteurs individuels

ont aussi mené des actions à leur échelle (écriture, collecte folklorique). Mais le PKK, du fait de l'ampleur du mouvement et de sa structure institutionnelle puissante, a certainement joué un rôle majeur. Même si, en théorie, l'art doit être collectif et servir la cause, et si cela est appliqué par exemple dans le cas de la musique ou du théâtre, les actions du NÇM ont favorisé le développement d'artistes et notamment d'auteurs pas forcément idéologiquement proches du PKK. Ce n'est pas sans difficulté toutefois qu'ils prennent leur autonomie, comme l'illustre le cas du poète Hüseyin Kaytan, qui rejoint la guérilla en 1996 avant d'être ostracisé pour s'être éloigné du mouvement en 2004.

exemple – qui, dans certains cas, n'aident pas des troupes ou artistes jugés trop idéologiquement différents.

Créée en 2002, la fondation Anadolu Kültür joue aussi un rôle important. Son but est la diffusion de programmes culturels dans l'ensemble du territoire turc – notant que l'essentiel des ressources est localisé dans l'ouest du pays – en partenariat avec les ONG et les institutions locales afin de développer les initiatives civiles dans l'ensemble de la Turquie. Dès sa fondation, elle crée le Centre culturel de Diyarbakir (Diyarbakir Sanat Merkezi, DSM). Son implantation s'inscrit dans une progressive dépoliarisation de l'espace public local partagé entre le mouvement kurde et les



Basé à Batman, l'Orchestre d'Hasankeyf est une référence culturelle et musicale kurde.

Le NÇM est, même de manière involontaire, une « pépinière » : c'est l'un des lieux à partir desquels s'est développée une scène indépendante kurde – ou qu'une partie de la scène kurde s'est autonomisée. Ainsi, la troupe de théâtre Seyr-î Mesel est fondée en 2002 par des membres du NÇM et DestAR en 2008. C'est aussi dans la lignée de la revue *Jiyana Rewsen* (1996-2000) que s'est développé un vibrant milieu littéraire en Turquie, autour de maisons d'édition et de revues indépendantes à la durée de vie plus ou moins longue. Car sans l'appui d'une institution politique et du public, ces scènes survivent difficilement. Elles peuvent être soutenues temporairement, pour un projet particulier, par les mairies prokurdes par

institutions de l'État central – institutions qui conduisent aussi une politique culturelle qui peut sembler parfois être mise en pratique dans une sphère parallèle à celle du mouvement kurde, même si des lieux de collaboration sont créés, par exemple, dans la sphère patrimoniale (7). Le DSM a un poids fondamental dans le domaine des arts et de la création artistique au Kurdistan par le biais d'organisations d'événements culturels et dans la formation. Anadolu Kültür s'implique également dans la scène littéraire locale avec des lectures, un soutien à la traduction et aux revues de critique. Enfin, la fondation offre un soutien régulier au théâtre indépendant. De petits milieux artistiques ou littéraires ainsi que de jeunes artistes sont conscients de cette



Longtemps réprimée, la culture kurde est souvent politisée, comme durant la fête du Nouvel An (Newroz), Ici à Diyarbakir, le 21 mars 2013.

polarisation ; ils n'y trouvent pas forcément la place qui leur conviendrait et cherchent à développer une autre voie.

Faire face à de nouvelles formes de censure

Outre les problèmes financiers que rencontrent ces artistes ou milieux, ils doivent toujours faire face à la censure, plus ou moins directe. En effet, les lois et les pratiques ont énormément changé, au cours des années 2000 notamment. Il n'existe presque plus aucune interdiction officielle de l'usage du kurde dans les productions artistiques ou dans les médias. La surveillance des artistes est moins sévère. Les institutions publiques s'illustrent même désormais dans le champ de la culture, avec la chaîne de télévision publique TRT 6, renommée TRT Kurdî,

qui diffuse entièrement en kurde depuis le 1^{er} janvier 2009 et qui offre du travail à des musiciens, traducteurs et écrivains kurdes, avec l'ouverture de cursus de langue et littérature dans certaines universités du pays ou avec la publication de quelques rares œuvres en langue kurde.

Il y a donc désormais un double traitement : une tolérance, voire un encouragement pour ceux qui s'inscrivent dans la ligne gouvernementale ; des entraves, des pressions et diverses formes de censure pour les autres. Les obstacles légaux et les procès contre des artistes kurdes sont monnaie courante – nombreux, notamment dans les réseaux du NÇM, sont accusés de soutien au terrorisme. Mais tous ne sont pas légaux : aucun soutien public aux artistes kurdes, difficultés pour trouver des salles où jouer à Istanbul ou pour obtenir des visas, arrestation parfois à l'aéroport, surveillance

accrue pour certains d'entre eux (8). On peut donc noter aujourd'hui des politiques culturelles plurielles en Turquie : celles de l'État et du marché, qui favorisent une production multiculturelle *soft* et laissent une place étroite à certains acteurs kurdes, et celles du mouvement kurde qui construit un dense réseau d'institutions. Naviguant au travers, une scène parfois qualifiée d'*underground* et en quête d'indépendance se développe. Les publics de ces milieux culturels sont ainsi variés ; les grands concerts du NÇM ou des festivals municipaux attirent un vaste public. Les spectateurs réguliers sont rares, notamment pour les scènes indépendantes ou le lectorat de la littérature kurdophone, mais il est constitué d'abord de la jeunesse kurde des milieux urbains. ■

CLÉMENCE SCALBERT-YÜCEL

(1) L'enseignement du kurde n'est plus illégal en Turquie. Il n'est plus dispensé par le NÇM, mais par l'association Kurdî Der.

(2) B. Siyem Ezgi Sanitas, *Articulation of Kurdish identity through Politicized Music of Koms*, Mémoire de master, Middle East Technical University, 2010.

(3) Olivier Grojean, « La production de l'Homme nouveau au sein du PKK », in *European Journal of Turkish Studies* n°8, 2008.

(4) Aux élections municipales du 30 mars 2014, le principal parti politique prokurde de Turquie, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), a remporté deux municipalités métropolitaines (Van et Diyarbakir), 9 autres chefs-lieux de département et 88 villes de district, principalement dans le sud-est de la Turquie. Il s'autodissout en juin 2014 pour rejoindre les rangs du Parti démocratique des peuples (HDP).

(5) Jonas Ramuz, *Politiques culturelles publiques et résistances. La ville de Batman, Kurdistan (Turquie)*, Mémoire de master 2, EHES, 2014.

(6) Ils tirent leurs noms du chanteur Aram Tigran (1934-2009) et du poète Cigerxwin (1903-1984).

(7) Julien Boucly, *Conflits de patrimonialisation à Diyarbakir : Politiques étatiques et municipales à l'épreuve d'une procédure d'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO*, Mémoire de master, EHES, 2014.

(8) Siyah Bant, « Turkey: Artists engaged in Kurdish rights struggle face limits on free expression », www.indexoncensorship.org, 13 février 2014.



Depuis l'élection de Hassan Rohani en juin 2013, la politique iranienne de « normalisation » a connu un succès avec l'accord-cadre, trouvé le 2 avril 2015, sur la question nucléaire, qui emprisonnait l'Iran hors des relations politiques et économiques internationales. Mais une autre crise a monté en intensité : la rivalité croissante

entre la République islamique et l'Arabie saoudite. Le « retour de l'Iran » pourrait-il être compromis par cette guerre froide entre les deux puissances émergentes de la région ?

Depuis la révolution islamique de 1979, l'Iran républicain, révolutionnaire et anti-impérialiste a

été mis au ban des relations internationales. Cet endiguement a profité aux monarchies arabes du Golfe, encore faibles dans les années 1970. Durant ces « Trente Glorieuses », un nouvel acteur politique majeur a émergé. Dubaï est ce que Téhéran aurait pu être : la capitale économique de la région, le plus grand aéroport du monde. Mais, d'un point de vue politique, c'est l'Arabie saoudite qui est devenue un protagoniste de premier plan. Elle est le nouveau « gendarme du Golfe » et l'interlocuteur privilégié des Occidentaux.

Pendant trois décennies, il fallait éliminer la « menace iranienne », et le « bon » islam salafite conservateur, wahhabite, de l'Arabie saoudite a été soutenu et utilisé par les États-Unis pour combattre les Soviétiques en Afghanistan (1979-1989) et contre le « mauvais » islam chiite iranien. Riyad, par le biais des fondations, a financé des écoles religieuses dans le monde entier, du Sahel africain à l'Indonésie, et formé à Médine des imams qui ont une influence dominante, servant de terreau fertile aux mouvements djihadistes.

La mainmise de ces derniers ou de l'islam wahhabite donne à l'Iran de 2015 le sentiment d'être dépassé, encerclé et menacé dans son indépendance politique, sinon territoriale. Le succès de Téhéran au Liban avec le Hezbollah et le soutien aux groupes chiites dispersés (par exemple, les Hazaras d'Afghanistan) semblent marginaux face à l'extension territoriale et aux moyens des réseaux des monarchies pétrolières.

Un conflit plus politique que religieux, mais manipulé

La nouvelle politique américaine de Barack Obama a été un traumatisme pour ces régimes (et pour Israël), qui voient avec le retour progressif de l'Iran la fin des « Trente Glorieuses ». La chute de Saddam Hussein (1979-2003) et l'installation d'un gouvernement chiite à Bagdad ont provoqué



REPÈRES

Fiche d'identité

Nom officiel : République islamique d'Iran
Chef de l'État : Ali Hosseini Khamenei (Guide suprême depuis juin 1989)
Chef du gouvernement : Hassan Rohani (président depuis août 2013)
Superficie : 1 648 195 km²
Capitale : Téhéran
Fête nationale : 1^{er} avril (proclamation de la République islamique)
Langue officielle : persan

Population

Population : 80,84 millions d'hab.
Croissance démographique : 1,22%
Espérance de vie : 71 ans
Âge moyen : 28 ans
Répartition ethnique : Perses 61%, Azéris 16%, Kurdes 10%, Loris 6%, Arabes 2%, Baloutches 2%, Turcs et Turkmènes 2%, autres 1%
Répartition linguistique : Persan 53%, langues turques 18%
Religions : islam chiite 89%, islam sunnite 9%, autres 2%
Taux d'alphabétisation : 86,8%

Économie

PIB (PPA) : 1 284 milliards de dollars
PIB par habitant : 16 500 dollars
Croissance du PIB : 1,5%
Chômage : 10,3%
Inflation : 17,8%
Monnaie : rial iranien
Principaux secteurs d'activité : hydrocarbures, pétrochimie, textile, agroalimentaire
Part des hydrocarbures dans le PIB : 27%

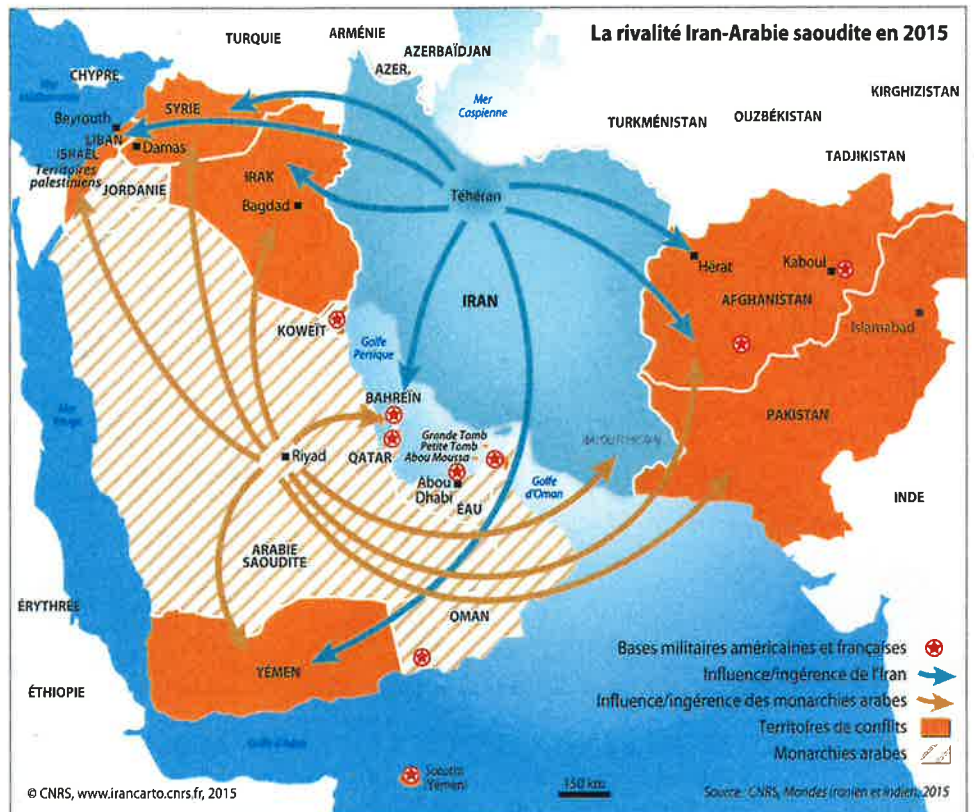
Principales exportations : pétrole, produits chimiques et pétrochimiques (90%), fruits, pistaches, tapis
Principaux clients (exportations) : Chine (26,8%), Turquie (11%), Inde (10,6%), Japon (7,3%), Corée du Sud (5,9%) (2013)
IDH : 0,749 (75^e rang)
Budget de la défense : 2,5% du PIB (2006)
Budget de l'éducation : 3,7% du PIB (2013)

la panique parmi les familles régnantes. Pour dénigrer l'ennemi et occulter la question politique de fond, on a parlé d'un « arc chiïte » dominé par Téhéran. Le décor de la rivalité est souvent religieux ou ethnique, mais le conflit se trouve entre un axe des monarchies qui n'a pas connu de « printemps arabe » (à l'exception de Bahreïn) et un axe des républiques, où des classes moyennes émergentes favorisent l'éclatement d'affrontements, mais aussi des espoirs de changement.

La priorité pour la République islamique est sa stabilité. Les partisans de l'islam révolutionnaire ont pris la mesure de leur échec. Retour aux points forts de l'identité nationale iranienne. L'État moderne fondé au XVI^e siècle par les Séfévides (1501-1736) n'était pas un empire, mais un État national entouré de zones d'influence, du Caucase au golfe Persique. La stratégie militaire iranienne est la « dissuasion active », utilisant au besoin des « intermédiaires », mais pas la conquête. L'armée iranienne n'a d'ailleurs pas de capacité de projection extérieure significative.

Une normalisation entre Téhéran et Riyad est-elle possible ?

Les différences entre les deux puissances régionales émergentes sont profondes et irréductibles. Seul un compromis politique, une coexistence pacifique, pourrait permettre à chaque État de se développer dans des domaines et sur des territoires qu'il convient de partager. Hassan Rohani a donc fait de la normalisation des relations avec



l'Arabie saoudite la priorité de sa politique étrangère, après le règlement de la crise du nucléaire (un accord final devait être trouvé avant le 1^{er} juillet 2015). Ce n'est pas le cas à Riyad, où le roi Salman, arrivé sur le trône en janvier 2015, a pour

priorité de repousser l'« impérialisme iranien ». Il y a urgence, car les conflits se multiplient sur des champs de bataille extérieurs. Les deux puissances rivalisent d'influence politique en Irak, en Afghanistan, au Liban ou dans les Territoires palestiniens ; Riyad n'a jamais cessé d'activer ses réseaux parmi les populations sunnites de la République islamique (Baloutchistan, Kurdistan). La rivalité s'est muée en guerre ouverte en Syrie : l'Iran a contré l'envoi de troupes djihadistes soutenues par l'Arabie saoudite et le Qatar pour prendre le pouvoir à Damas en profitant du « printemps arabe » et de l'abandon de Bachar al-Assad par les Occidentaux. Craignant que Bagdad tombe sous l'influence saoudienne, se sentant menacé par les ambitions de Riyad, Téhéran a soutenu le gouvernement syrien, puis combattu l'organisation de l'État islamique en Irak, une manière de défendre son propre territoire national. Début 2015, la confrontation a franchi une étape au Yémen où l'Iran, en aidant les houthistes, n'appuie pas une secte chiïte, mais un groupe politique hostile à l'Arabie saoudite, pour imposer un nouveau rapport de force.

Pour l'Iran de Hassan Rohani, ces guerres constituent un handicap au moment où la priorité devrait être de gérer la difficile ouverture économique, politique et culturelle du pays. **B. HOURCADE**



Des Iraniens manifestent, le 29 mai 2015 à Téhéran, contre les négociations sur le nucléaire.



La lutte engagée depuis l'été 2014 contre l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech, selon l'acronyme arabe) se poursuit inlassablement en Irak, terreau de ce phénomène à la fois surabondamment évoqué et amplement méconnu. Alors que des territoires entiers continuent de tomber aux mains des djihadistes et que s'amplifient les lignes de faille, les questions de la survie de l'État irakien et de l'intégrité territoriale du pays sont plus que jamais posées.

Cela fait désormais un an que les États-Unis, qui s'étaient retirés du borbier irakien fin 2011, sont de retour militairement au Moyen-Orient aux côtés d'une coalition hétéroclite, dont les membres (occidentaux comme arabes) ont effectué une

série de frappes aériennes contre les positions de l'EI entre l'Irak et la Syrie. Comme l'affirmait le président Barack Obama dans un discours en septembre 2014, le but reste de « dégrader et finir par détruire » la mouvance terroriste sunnite, en prenant l'Irak pour point de départ et en s'appuyant sur un ensemble de relais au sol, dont l'armée irakienne et celles des tribus sunnites mobilisables que Washington souhaiterait constituer en garde nationale.

Un mouvement ancré localement

Or cette campagne de reconquête, qui se voulait tout d'abord rapide, n'a pas abouti, en 2015, aux résultats escomptés. Certes, plusieurs points du

territoire ont été repris à Daech (comme la ville de Tikrit, dans le gouvernorat de Salah ad-Din, fief de Saddam Hussein, en avril), mais cette avancée a eu pour corollaire de nouveaux assauts du groupe djihadiste, sanctionnés en mai par la chute de Ramadi, chef-lieu d'Anbar. Ces déconvenues ont suscité de nombreux remous dans les rangs de la coalition, tout en incitant à une réorientation de sa stratégie. L'Occident pourrait avoir sous-estimé les capacités de son ennemi et, plus encore, échoué à en saisir la nature. Car l'EI n'est pas uniquement une organisation terroriste ; il est aussi un mouvement profondément ancré sur le plan local.

L'ascension irrésistible du groupe est d'ailleurs indissociable de la trajectoire de l'Irak, et plus particulièrement de l'expérience des Arabes sunnites qui, frappés de plein fouet en 2003 par la débaasification (purgé du parti Baas et de ses organes), sont restés en marge du processus de transition pendant une décennie et ont fini par céder à la promesse faite par Daech d'une revanche contre l'occupation et contre un État central chiite aussi autoritaire et répressif que le précédent. La situation a toutefois beaucoup évolué depuis : de « libérateur » à Mossoul en juin 2014, l'EI s'est transformé en « tyran », perdant nombre de ses soutiens. Mais les Arabes sunnites manquent cruellement d'alternative politique, demeurant coupés des institutions centrales et aspirant à présent à l'autonomie plutôt qu'à une réconciliation nationale.

Ce divorce sunnite avec Bagdad est d'autant plus prononcé que les milices chiites adossées au gouvernement et à l'Iran conduisent l'essentiel de l'effort de guerre contre Daech. Estimées entre 60 000 et 120 000 hommes et réunies au sein des « Unités de mobilisation populaire » (Hachd al-chaabi), ces forces éclipsent largement l'armée et le chef de l'exécutif, Haïdar al-Abadi (en fonction depuis le 8 septembre 2014), qui ont fini par reculer devant leurs pressions et celles de Téhéran. Cette réalité soulève deux questions clés : les bombardements



Destructions de maisons à Falloujah après un bombardement contre Daech, le 11 juin 2015.

Fiche d'identité

Nom officiel : République d'Irak
Chef de l'État : Fouad Massoum (président depuis juillet 2014)
Indépendance : 3 octobre 1932
Superficie : 438 317 km²
Capitale : Bagdad
Fête nationale : 14 juillet (jour de la République)
Langues officielles : arabe et kurde (Région autonome du Kurdistan)
Litige territorial : Chott el-Arab sur le golfe Persique (avec l'Iran)

Population

Population : 32,58 millions d'hab.
Croissance démographique : 2,23 %
Espérance de vie : 71 ans
Âge moyen : 21 ans
Répartition linguistique/ethnique : Arabes 75-80 %, Kurdes 15-20 %, Turkmènes et Assyro-Chaldéens 5 %
Religions : islam 97 % (chiite 65 %, sunnite 35 %), christianisme, autres 3 %
Taux d'alphabétisation : 79,7 %
Réfugiés et déplacés : 2 millions d'Irakiens ont fui le pays depuis 2003, tandis que 3,27 millions sont des déplacés internes (janvier 2015)

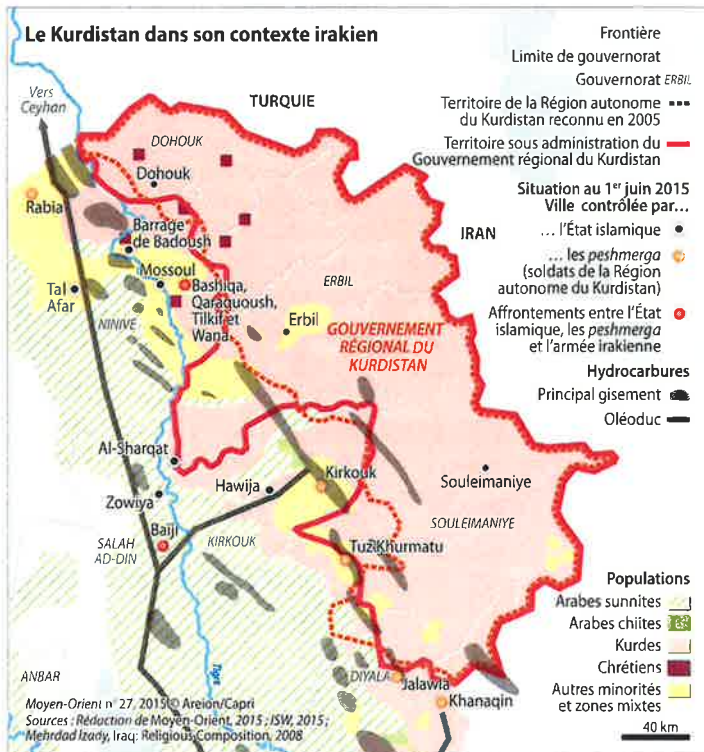
Économie

PIB (PPA) : 505,4 milliards de dollars
PIB par habitant : 14 100 dollars
Croissance du PIB : -0,5 %
Chômage : 16 % (2012)
Inflation : 3,3 %
Monnaie : dinar irakien
Principaux secteurs d'activité : pétrole, gaz naturel, produits chimiques, textiles, blé, orge
Part des hydrocarbures dans le PIB : environ 80 %
Principales exportations : pétrole, gaz naturel
Principaux clients (exportations) : Inde (22,2 %), Chine (19,6 %), États-Unis (14,6 %), Corée du Sud (10,1 %), Grèce (5,2 %), Italie (4,3 %) (2013)
IDH : 0,642 (120^e rang)
Budget de la défense : 8,7 % du PIB
Budget de l'éducation : n.d.

de la coalition ne serviraient-ils pas, en définitive, à asseoir encore plus l'hégémonie iranienne en Irak et à travers le Moyen-Orient ? De surcroît, cette extension ne risque-t-elle pas d'aboutir à l'exact opposé d'une défaite de Daech, à savoir le renforcement idéologique du groupe et de sa lutte à mort contre l'Occident et le chiïsme « séfévide » et « mécréant » ?

L'influence chiite

Le fait est que, comme Daech dans certains milieux sunnites, ces milices chiïtes sont venues combler un vide sécuritaire patent et l'effondrement de l'appareil d'État historique. Le grand ayatollah Ali al-Sistani, plus haute figure religieuse chiïte d'Irak, a lui-même pris acte de cette réalité en émettant une *fatwa* donnant obligation aux fidèles de contrer la menace djihadiste et qui s'est traduite par une mobilisation massive, dans toutes les provinces chiïtes irakiennes et les zones mixtes, comme dans celle de Babel, dans le sud de la capitale, où les milices sont les plus actives contre l'EI. Ces milices étaient une douzaine au printemps 2015, dont plusieurs apparues avant la crise de 2014 et visant l'instauration d'une République islamique chiïte en Irak,



et d'autres, formées dans le contexte présent. Parmi les plus influentes figurent les Brigades Badr (créées à l'origine en 1982 en Iran), la Ligue des Justes (Asaib Ahl al-Haq, qui entretient des liens étroits avec l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, en poste de mai 2006 à septembre 2014) et les brigades du Hezbollah irakien. Solidaires contre les combattants sunnites, ces dernières n'en sont pas moins rivales.

En arrière-plan, Téhéran n'a cessé, depuis 2003, d'étendre ses canaux en Irak et a procédé en 2014 à un déploiement direct d'unités extérieures des Gardiens de la révolution, coordonnées sur place par le charismatique et mystérieux général Qassem Suleymani, vétéran de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Au sein du camp sunnite, l'inquiétude face à cet ascendant iranien triplement religieux, politique et militaire est plus que palpable lorsque celle-ci ne vire pas à

la panique, totale comme l'a illustré la réaction saoudienne à la rébellion houthisse au Yémen. D'autres États de la région, tels la Turquie et le Qatar, campent, quant à eux, sur une attitude ambiguë, entre condamnation officielle de Daech et appui plus ou moins avéré aux djihadistes ultraradicaux. Depuis la chute de Mossoul le 10 juin 2014, la progression ininterrompue de l'EI – et celle des milices chiïtes confessionnelles – a mis en lumière l'incapacité des forces armées irakiennes conventionnelles, sous-entraînées et gangrenées par la corruption et des interférences politiques. Dans pareille configuration et alors que le Gouvernement régional du Kurdistan se comporte comme souverain, la permanence de l'Irak en tant qu'État est aujourd'hui en jeu, de même que sa résilience géographique, alors que semblent succomber les frontières héritées de la période postcoloniale. **M. BENRAAD**



En l'espace d'un an, la Turquie a vécu un retournement spectaculaire. Alors que rien ne paraissait pouvoir arrêter Recep Tayyip Erdogan dans son entreprise de présidentialisation du système politique turc, son mouvement, le Parti de la justice et du développement (AKP), a connu un recul sévère lors des élections législatives du 7 juin 2015, qui constituent un tournant et ouvrent une période nouvelle après treize ans de gouvernement sans partage.

Le 10 août 2014, pourtant, Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre depuis mars 2003, remporte le premier scrutin présidentiel au suffrage universel jamais organisé en Turquie, dès le premier tour, avec 51,79 % des voix. Loin de se contenter d'être un chef d'État de régime parlementaire, le nouvel élu se comporte en « hyperprésident ». Après avoir organisé sa succession à la tête du parti et du gouvernement, en y assurant l'avènement

d'Ahmet Davutoglu, alors ministre des Affaires étrangères, et en marginalisant son prédécesseur, Abdullah Gül (2007-2014), il engage le pays dans une logique semi-présidentielle inédite, présidant le Conseil des ministres, incarnant la diplomatie turque sur la scène internationale et ouvrant en permanence des polémiques sur des sujets de société ou des questions mémorielles.

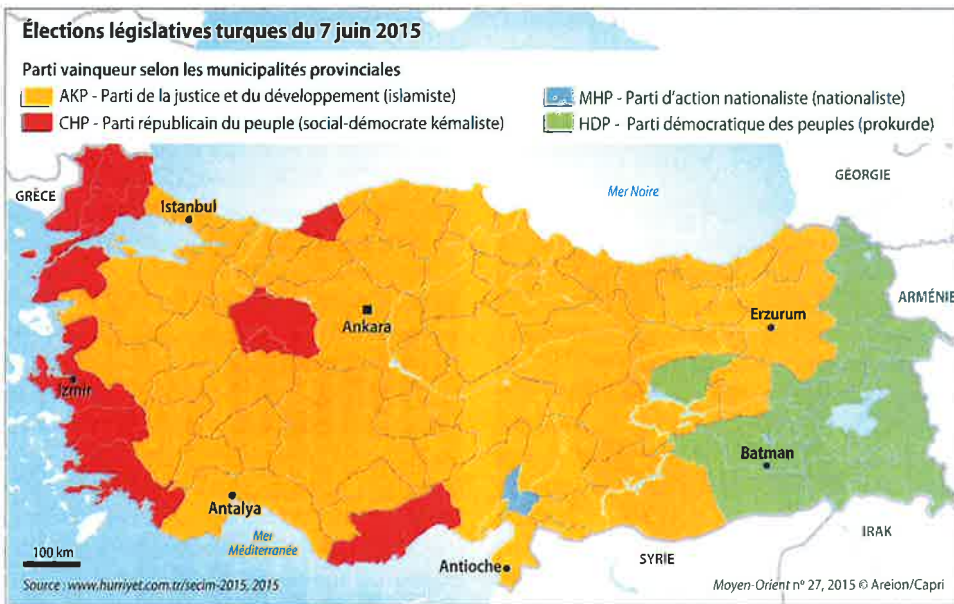
≈ **L'ascension du parti HDP**

Lorsque la campagne pour les élections législatives commence au printemps 2015, Recep Tayyip Erdogan est aux avant-postes. Contrairement à l'obligation de réserve que lui fait la Constitution, il anime meeting sur meeting, croise le fer avec les leaders de l'opposition et s'assigne comme principal objectif d'obtenir la majorité renforcée qui lui permettra de changer la Constitution et d'instaurer un régime présidentiel. Pourtant, en dépit de ses

efforts, ce n'est bientôt plus lui qui tient la vedette, mais le Parti démocratique des peuples (HDP), dernier avatar des formations kurdes parlementaires. Le mouvement, codirigé par Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, prend le risque de perdre sa représentation à l'Assemblée nationale (28 sièges sur 550 durant la législature 2011-2015) s'il ne parvient pas à franchir la barre de 10 % des suffrages. En pariant sur sa capacité à réussir ce défi, il apparaît vite dans la campagne comme la seule force politique capable de barrer la route à l'AKP et à son leader, en les empêchant non seulement d'avoir une majorité renforcée pour changer de Constitution, mais aussi de conserver la majorité qui leur est nécessaire pour gouverner.

Le 7 juin 2015, l'impensable scénario se produit. Avec 12,96 %, le HDP atteint largement ses objectifs et obtient 80 députés, autant que le Parti d'action nationaliste (MHP) qui, avec 16,45 %, a également enregistré une poussée importante (52 députés dans la précédente Assemblée). Si les kémalistes du Parti républicain du peuple (CHP) restent stables (25,13 % et 132 sièges), l'AKP accuse un net recul de son influence (40,66 % et 258 élus contre 49,83 % et 311 en 2011) et perd sa majorité absolue.

La première cause de ce revers tient aux pertes enregistrées par le parti au pouvoir au sein de son électorat kurde. En ne parvenant pas à apporter de solution politique au problème kurde au cours des deux dernières législatures et en adoptant, à l'automne 2014, lors du siège de la ville syrienne de Kobané (septembre 2014-janvier 2015), une attitude équivoque qui l'a vu renvoyer dos-à-dos combattants kurdes et djihadistes, l'AKP a perdu tout crédit chez une partie de cette communauté. Mais il y a aussi d'autres raisons. En 2011, au moment des législatives, la croissance turque culminait à 11 % ; en 2014, elle est de 3 % dans un pays où l'inflation et le chômage restent élevés (8,9 % et 9,4 %, respectivement).



REPÈRES

Fiche d'identité

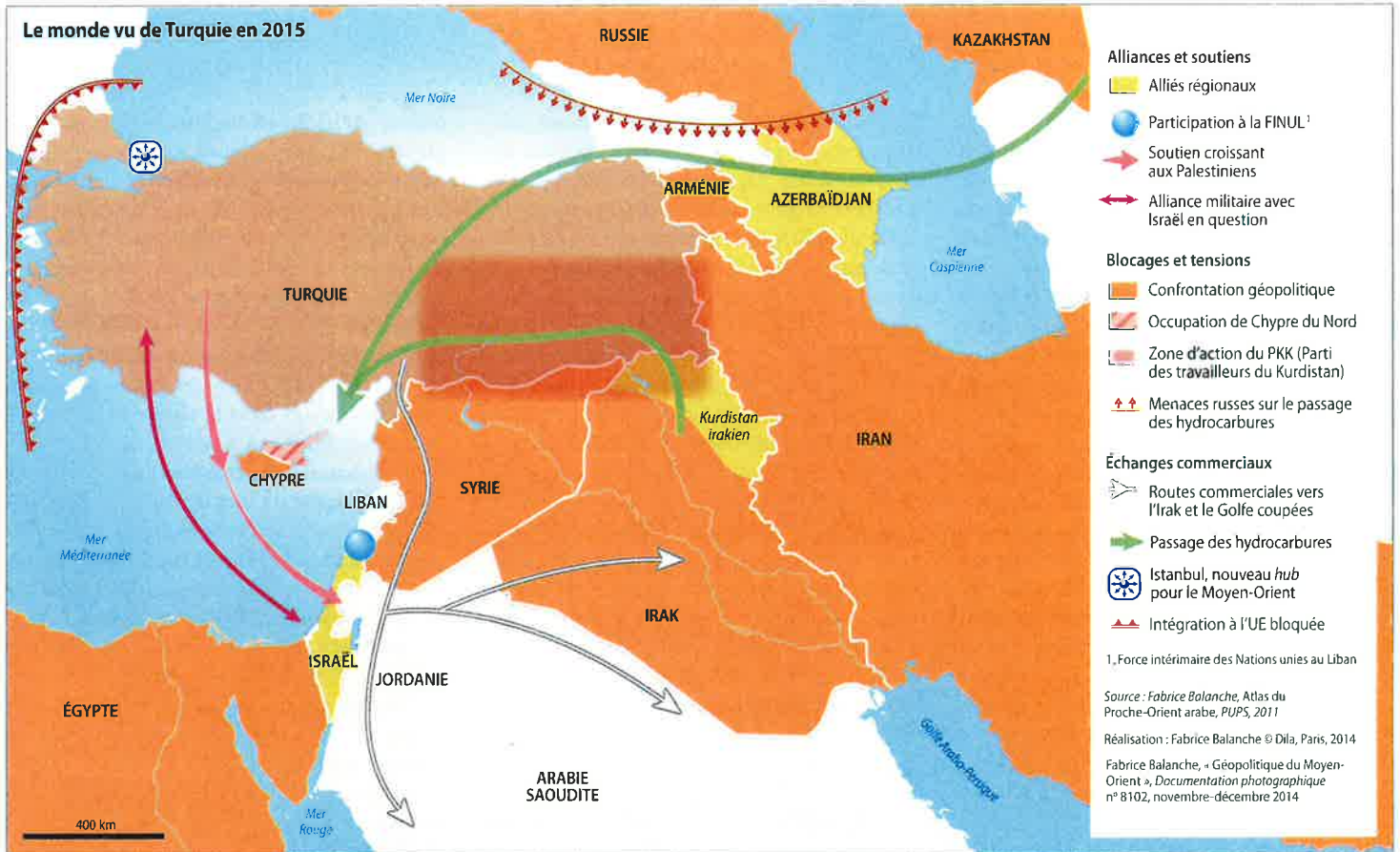
Nom officiel :
République de Turquie
Chef de l'État : Recep Tayyip Erdogan (président depuis août 2014)
Indépendance : 29 octobre 1923
Superficie : 783 562 km²
Capitale : Ankara
Fête nationale : 29 octobre (proclamation de la République)
Langue officielle : turc

Population

Population : 81,62 millions d'hab.
Croissance démographique : 1,12 %
Espérance de vie : 73 ans
Âge moyen : 29 ans
Répartition linguistique/ethnique : Turcs 70-75 %, Kurdes 18 %, autres minorités 7-12 % (2008)
Religions : islam 99,8 % (sunnite 80 %, alévi 20 %), christianisme et judaïsme 0,2 %
Taux d'alphabétisation : 95 %

Économie

PIB (PPA) : 1 512 milliards de dollars
PIB par habitant : 19 600 dollars
Croissance du PIB : 3 %
Chômage : 9,4 %
Inflation : 8,9 %
Monnaie : livre turque
Principaux secteurs d'activité : industrie automobile et minière, textile, électronique, tabac, gaz naturel, construction
Principales exportations : produits manufacturés, denrées alimentaires, produits chimiques, équipement de transport
Principaux clients (exportations) : Allemagne (9 %), Irak (7,6 %), Royaume-Uni (5,7 %), Russie (4,6 %), Italie (4,5 %), France (4,2 %) (2013)
IDH : 0,759 (69^e rang)
Budget de la défense : 2,36 % du PIB
Budget de l'éducation : 2,9 % du PIB (2006)



Une société inquiète et fatiguée

Eu égard à ce contexte économique, les postures de grandeur de Recep Tayyip Erdogan (grands travaux, construction d'un nouveau palais, acquisition d'un avion présidentiel, développement du parc automobile des dirigeants, déclarations et mises en scène néo-ottomanistes à répétition, etc.) n'ont fait qu'accroître l'inquiétude de l'opinion publique. Face à cette situation quelque peu délétère, le HDP a ainsi réussi à trouver des ressources bien au-delà de son électorat identitaire traditionnel, en captant notamment une dynamique sociétale de contestation du pouvoir qui, depuis les événements de Gezi (Istanbul) de juin 2013, ne demandait qu'à trouver une voie d'expression électorale.

À cela s'ajoute sans doute le malaise créé par les déboires successifs de la politique étrangère turque. Là encore, Recep Tayyip Erdogan fait figure de principal accusé, car son dogmatisme et la brutalité de ses propos ont conduit la Turquie à une situation d'isolement rarement atteinte. Le « modèle turc » a perdu l'aura dont il jouissait au sein du monde arabe lors des révoltes de 2011. En Méditerranée orientale, Chypre, la Grèce, Israël et l'Égypte unissent leurs efforts pour contrer les ambitions d'Ankara, notamment en matière énergétique. En dehors d'intérêts économiques

immédiats, la Turquie a peu de terrains de convergence stratégiques avec les autres puissances régionales (Arabie saoudite, Iran, Russie). Enfin, ses rapports avec ses alliés occidentaux, principalement les Américains, sont de plus en plus nourris par la polémique et le malentendu.

La crise syrienne, ses réfugiés, ses menaces militaires, et les relations opaques entretenues par le gouvernement avec les rebelles ont achevé de convaincre les électeurs turcs que l'AKP avait traité, avec trop de désinvolture, un environnement proche périlleux.

J. MARCOU





La Syrie est entrée en mars 2015 dans sa cinquième année de conflit. Il est difficile de prévoir combien de temps il va durer et qui parviendra à l'emporter. En revanche, il s'agit de la plus importante crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale : au 31 mai 2015, le nombre de victimes s'élevait à 220 000 morts et 900 000 blessés ; d'après l'ONU, la Syrie compte 7,6 millions de déplacés et 3,98 millions de réfugiés. Cela signifie que plus d'un Syrien sur deux a dû quitter son domicile. Par ailleurs, 80 % de la population vit dans la pauvreté et 30 % dans l'extrême pauvreté, le taux de chômage officiel étant passé de 15 % en 2010 à 33 % en 2014.

Les pertes sont estimées à 200 milliards de dollars depuis 2011, mais elles ne tiennent pas compte de l'impact à long terme des blessés et des générations perdues : plus de la moitié des enfants sont déscolarisés. La vie économique et sociale se réduit pour la plupart des Syriens à un rayon d'une dizaine de kilomètres. Les communications sont fortement perturbées et tout voyage de longue distance peut s'avérer dangereux.



Depuis 2011, plus de 11 millions de Syriens ont dû quitter leur foyer à cause de la guerre.

Un morcellement du pouvoir et du territoire

Sur le plan militaire, la Syrie est éclatée en une mosaïque territoriale. La zone tenue par les rebelles est émietlée en raison de la division des groupes et de la quasi-absence d'autorité civile. Le gouvernement de l'opposition syrienne, basé à Gaziantep (Turquie), est incapable de créer de nouvelles institutions dans les territoires rebelles ; paradoxalement, nombre de fonctionnaires continuent de percevoir leur salaire du régime de Damas. La zone gouvernementale n'est pas soumise non plus à une seule autorité puisque différents groupes paramilitaires contrôlent les villages et les quartiers en

substitution à l'armée syrienne ; cependant, les services publics fonctionnent normalement. L'absentéisme dans la fonction publique est même réduit par rapport aux années précédant la crise, car toute absence injustifiée est considérée comme une désertion. Or, vu la situation économique critique, aucun fonctionnaire n'a envie d'être révoqué. Les territoires tenus par l'organisation de l'État islamique (EI) et les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD) sont mieux structurés du fait de la présence d'une autorité centrale. Le gouvernement de Damas contrôle moins de 40 % du pays, sur lesquels vivent les deux tiers de la population demeurée en Syrie, la grande majorité des déplacés se trouvant dans sa zone. Les rebelles détiennent plus de 50 % du territoire, mais avec

un quart des Syriens, car c'est la zone qui connaît le plus d'émigration en raison de l'insécurité et de la rigueur islamiste de Jabhat al-Nousra et de l'EI. Le territoire de ce dernier est vaste, 30 % de la superficie syrienne, comprenant essentiellement des étendues steppiques en dehors de la vallée de l'Euphrate et de celle du Khabour. Il exercerait son autorité sur près de 3 millions de personnes en Syrie. Il est difficile de donner un chiffre précis, car il est impossible de connaître le nombre de familles qui ont fui. Les trois « cantons » (Afrin, Kobané et Djézireh) dirigés par le PYD représentent 5 % du territoire syrien dans lesquels vivent moins de 10 % de la population. Les Kurdes ont réussi à avancer de façon significative contre l'EI en reprenant, en

Fiche d'identité

Nom officiel : République arabe syrienne
Chef de l'État : Bachar al-Assad (président depuis juillet 2000)
Indépendance : 17 avril 1946
Superficie : 185 180 km²
Capitale : Damas
Fête nationale : 17 avril (fête de l'évacuation des troupes françaises)
Langue officielle : arabe
Litiges territoriaux : plateau du Golan, Sandjak d'Alexandrette

Population

Population : 22,46 millions d'hab.¹
Croissance démographique : -9,73 %
Espérance de vie : 68 ans
Âge moyen : 23 ans
Répartition linguistique/ethnique : Arabes 82 %, Kurdes 15 %, Arméniens 2 %, Turkmènes 1 %, Assyriens 0,3 %
Religions : islam sunnite 80 %, islam alaouite 10 %, christianisme 5 %, islam druze 3 %, ismaélisme : 1 %, islam chiite duodécimain 1 %
Taux d'alphabétisation : 86,4 %

Économie

PIB (PPA) : 107,6 milliards de dollars (2011)
PIB par habitant : 5 100 dollars (2011)
Croissance du PIB : -2,3 % (2011)
Chômage : 33 %
Inflation : 34,8 %
Monnaie : livre syrienne
Principaux secteurs d'activité : pétrole, textile, céréales, électricité
Principales exportations : pétrole, minéraux, fruits et légumes, fibres de coton, textile, vêtements

Principaux clients (exportations) : Irak (59,9 %), Arabie saoudite (10 %), Koweït (6,5 %), Émirats arabes unis (5,6 %), Libye (4,3 %) (2013)
IDH : 0,658 (118^e rang)
Budget de la défense : 3,9 % du PIB (2010)
Budget de l'éducation : 5,1 % du PIB (2009)

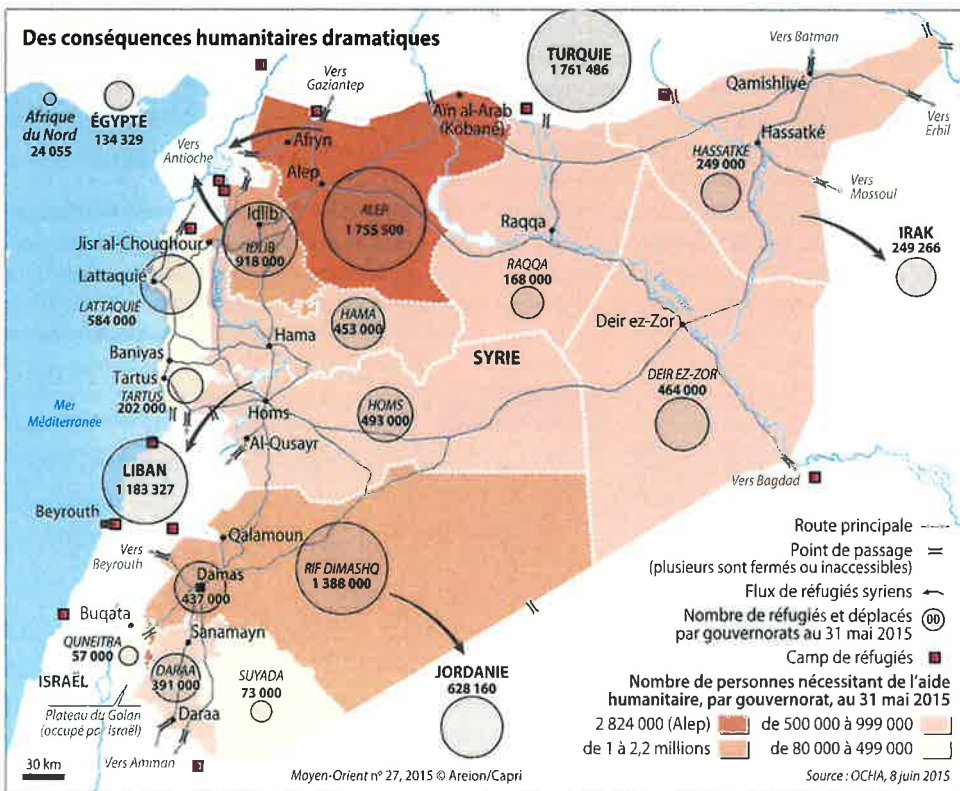
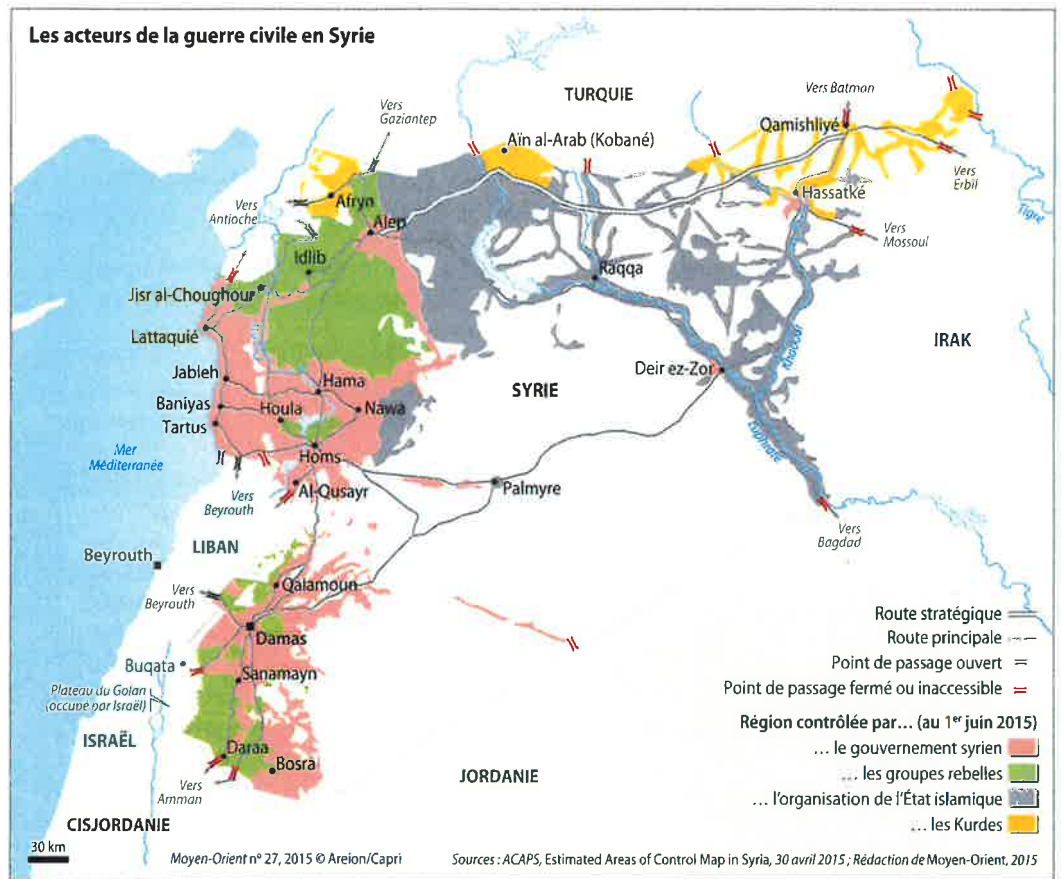
1. Sur ce total de 22,46 millions de personnes, 3,98 millions ont fui le pays et 7,6 millions sont des déplacés internes (31 mai 2015)

Sources : Fabrice Balanche ; CIA World Factbook ; Banque mondiale ; Nations unies. Les données correspondent à l'année 2014, sauf mention contraire

janvier 2015, Kobané. Le PYD a également regagné du terrain à l'est de Hassatké, coupant l'une des routes majeures des djihadistes entre Mossoul et Raqqa. Les groupes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et du PYD sont désormais de part et d'autre de la frontière irako-syrienne.

Le tournant de la guerre ?

Durant les six premiers mois de 2015, les rebelles ont accumulé les victoires. En février, ils ont mis en échec la tentative de l'armée syrienne d'encercler complètement Alep. En mars, ils se sont emparés de Bosra et du dernier poste frontière avec la Jordanie tenu par le régime. En avril, Idlib et Jisr al-Choughour sont tombés entre les mains d'une nouvelle coalition, Shaysh el-Fatah, dirigée par Jabhat al-Nousra. Si la dynamique se poursuit, Alep, Hama et même Lattaquié sont menacées par les rebelles. L'année 2015 marque-t-elle le tournant de la guerre en Syrie ? Le ministre de la défense syrien, Fahd Jassem al-Frej, s'est rendu à Téhéran en avril pour demander un surcroît d'aide militaire. L'Iran



acceptera-t-il ? Ce soutien suffira-t-il à redonner l'avantage à Bachar al-Assad ? Il faudra attendre l'automne pour avoir des réponses. Téhéran est préoccupé par la signature de l'accord sur le nucléaire, ce qui le neutralise en Syrie. Les pétromonarchies du Golfe et Israël forment un front commun contre un texte indispensable pour que l'économie iranienne retrouve le chemin de la croissance, après des décennies d'embargo. La seconde hypothèse est que Téhéran se résoudrait à un partage de la Syrie en deux zones d'influence avec la coalition turco-qataro-saoudienne. Depuis quatre ans, Bachar al-Assad a montré sa capacité de résilience. Il a bénéficié d'un puissant et constant soutien de la part de ses alliés. Le Hezbollah ne se retirera pas de Syrie, car ce pays constitue un glacis protecteur face à la menace djihadiste. Ses efforts portent davantage sur Damas, le Qalamoun et le Golan que sur Alep ou Deir ez-Zor, jugés moins stratégiques. Il est ainsi peu probable que le régime s'écroule, d'autant plus que les États-Unis souhaitent maintenir les institutions en place pour éviter un chaos de type libyen. Le conflit n'est pas sur le point de s'interrompre, et son règlement échappe depuis longtemps à la seule volonté des Syriens.

F. BALANCHE